



Bulletin Officiel

N° 4868 Jeudi 04 Juin 2015

— 18^{ème} ANNEE — ISSN 0330-7174

SOMMAIRE

AVIS DE LA BOURSE

RESULTAT DE L'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE SOFI SICAF	2
RESULTAT DE L'OFFRE SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE UADH SA	3

COMMUNIQUEES DE PRESSE

DELICE HOLDING	4
CEREALIS	5-6

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES AGO - AGE

ESSOUKNA - AGO -	7
BANQUE DE TUNISIE - BT - AGO -	8
CELLCOM - AGO -	8
TUNISIE PROFILES ALUMINIUM TPR - AGO -	9
DELICE HOLDING - AGO -	9
SOMOCER - AGO -	10
EL WIFACK LEASING - AGO -	11

PROJET DE RESOLUTIONS AGO - AGE

SOMOCER - AGO -	12-16
SOMOCER - AGE -	17-18
ESSOUKNA - AGO -	19-20

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE

EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE « UIB SUBORDONNE 2015 »	21-25
--	-------

COURBE DES TAUX

26

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

27-28

ANNEXE I

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS ARRETES AU 31/12/2014

- SOMOCER
- EL WIFACK
- BNA CONFIANCE FCP
- COTUNACE

ANNEXE II

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2013

- SOMOCER

ANNEXE III

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2014

- EL WIFACK
- SOMOCER

ANNEXE IV

ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELLES ARRETES AU 31/03/2015

- SICAV AMEN
- AMEN PREMIERE

AVIS DE LA BOURSE

**RESULTAT
DE L'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT
SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE SOFI SICAF**

1- Il est porté à la connaissance du public et des intermédiaires en bourse que l'Offre Publique de Retrait - OPR – ouverte le lundi 4 mai 2015 a été clôturée le vendredi 29 mai 2015. Cette OPR qui vise l'acquisition de 6 184 actions de la société SOFI SICAF est initiée par Mme Saida Zaouche Ep.Tabbane, M. Med Ali Tabbane, M. Med Hedi Tabbane, M. Mahmoud Tabbane et la société El Fath Services, agissant de concert et détenant ensemble 99,38% des actions et des droits de vote, soit 993 816 actions sur les 1 000 000 d'actions composant le capital social de la société SOFI SICAF.

2- En réponse à cette OPR qui porte sur 6 184 actions, deux plis ont été déposés dans les délais, par Maxula Bourse et Attijari Intermédiation comportant chacun un ordre et portant respectivement sur 1 715 actions et 100 actions.

Compte tenu de ce qui précède, le nombre d'actions acquises par Maxula Bourse, intermédiaire en bourse chargé de la réalisation de cette OPR, au profit des initiateurs de l'offre s'élève à 1 815 actions.

3- Conformément à l'avis d'ouverture de l'OPR publié au bulletin officiel du CMF le 29 avril 2015, la société SOFI SICAF n'est plus qualifiée de société faisant appel public à l'épargne.

AVIS DE LA BOURSE

RESULTAT DE L'OFFRE SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE UADH SA

1-A partir du vendredi 29 mai 2015, les **30 800 000 actions anciennes** qui composent le capital social actuel de la société UADH SA, ainsi que les **6 153 847 actions nouvelles** émises dans le cadre de l'augmentation du capital, soit un total de **36 953 847 actions** de nominal un dinar chacune sont introduites au Marché Principal de la Cote de la Bourse, avec un cours de **6,500 dinars** par action. Le titre UADH sera négocié avec les caractéristiques suivantes:

- Code ISIN : TN0007690019
- Mnémonique : UADH
- Libellé : UADH
- Groupe de cotation : 11 (continu)

Toutefois, le démarrage des négociations sur la totalité des actions de la société UADH SA sera annoncé par avis de la Bourse de Tunis dès l'achèvement des formalités juridiques de réalisation de l'augmentation de capital.

Il est rappelé que l'offre globale a porté sur le placement de **6 153 847 quotités** (12 307 694 actions) et réalisé de la manière suivante :

1- Au moyen d'une Offre à Prix Ferme –OPF- centralisée par la Bourse de Tunis: La répartition par intermédiaire des actions offertes dans le cadre de cette **OPF** est donnée par le tableau suivant :

Intermédiaire	Nombre de souscripteurs Retenus	Quotité* totale Demandée et Retenue	Quotité* attribuée par catégorie				Total Attribué OPF
			Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie D	
AFC	75	125 926	2 903	7 116	28 439		38 458
AMEN INVEST	200	123 552	9 856	5 364	29 492		44 712
ATTIJARI INTERMEDIATION	12 589	1 895 533	442 195	102 201	10 602	47 008	602 006
AXIS BOURSE	18	71 241	1 133	3 758	19 534		24 425
BEST INVEST	8	775	333				333
BIAT CAPITAL	158	491 431	6 461	35 771	46 556		88 788
BNA CAPITALAUX	1 224	485 367	34 936	40 002			74 938
COFIB CAPITAL	13	4 800	623	365			988
CGF	446	60 572	18 343	1 330	15 148		34 821
CGI	142	47 658	6 525	2 836			9 361
FINACORP	88	128 600	3 708	10 613			14 321
MAC SA	1 871	1 605 435	115 528	119 047	85 718		320 293
MAXULA BOURSE	141	55 372	4 604	3 441	8 327		16 372
MCP	74	7 596	3 771	124			3 895
SBT	4	968	323				323
SCIF	255	87 641	6 563	6 847	2 517		15 927
SIFIB BH	15	9 395	746	684			1 430
STB FINANCE	160	47 043	5 384	3 178	3 846		12 408
TSI	346	87 275	20 597	3 439	3 844		27 880
TUNISIE VALEURS	696	695 031	36 978	38 499	130 592		206 069
UBCI FINANCE	6	1 123	307				307
UFI	1	25	25				25
UIB FINANCE	10	490	381				381
Total OPF	18 540	6 032 849	722 223	384 615	384 615	47 008	1 538 461

*chaque quotité est composée d'une (01) action nouvelle et d'une (01) action ancienne.

Il est précisé que l'excédent d'offre non souscrit de la catégorie D (29 915 quotités) est transféré à la catégorie A. Ainsi, la quotité offerte pour la catégorie A passera de **692 308** à **722 223 quotités**.

1- Au moyen d'un placement global, dans ce cadre Attijari Intermédiation informe que 30 investisseurs institutionnels ont souscrit dans ce placement pour une quotité totale demandée de **3 981 086 quotités**.

2- Au moyen d'un placement privé auprès de 19 investisseurs qui ont souscrit pour une quotité totale de **634 300 quotités**.

AVIS DES SOCIETES*

COMMUNIQUE DE PRESSE

DELICE HOLDING SA

Siège social : Immeuble le Drôme, rue Lac Léman, les Berges du Lac -1053 – Tunis

Le conseil d'administration de la Société **Délice HOLDING** réuni le 24 avril 2015 a arrêté les états financiers individuels et consolidés au 31 décembre 2014.

Les états financiers individuels de la société font apparaître un bénéfice net de **39 017 KDT** et des capitaux propres de **586 489 KDT**.

Les états financiers consolidés font apparaître un bénéfice net (part du groupe) de **25 825 KDT** et des capitaux propres (part du groupe) de **127 838 KDT** et ce après déduction des réserves de restructuration de **472 190 KDT**.

Aussi, et conformément à ce qui est prévu au business plan consolidé du groupe, le Conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire d'affecter **35 140 KDT** de dividendes, soit un dividende par action de **0,640 DT**.

Par ailleurs, le Conseil a décidé de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire le 09 Juin 2015 à l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE)- les berges du lac à 15h00.

** Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.*

AVIS DES SOCIETES*

COMMUNIQUE DE PRESSE

CEREALIS

Siège social : Immeuble Amir El Bouhaira, Appt, N°1,
rue du Lac Turkana Les Berges du Lac 1053 Tunis.

**APPEL A CANDIDATURE POUR LE POSTE D'ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES
ACTIONNAIRES MINORITAIRES (DEUXIEME APPEL)**

1. Objet

La Société **CEREALIS** s'est engagée, lors de l'introduction de ses actions au marché alternatif de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, à réserver un siège au sein de son Conseil d'Administration au profit d'un représentant des actionnaires minoritaires.

A cet effet, la société **CEREALIS** informe ses actionnaires que la désignation aura lieu par voie d'élection lors de la tenue de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en date du 16 juin 2015 à 10h30 sis à l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE), sise au Boulevard principal, Lac Turkana, les Berges du Lac, Tunis - Tunisie.

2. Conditions de Participation

Les candidats éligibles à ce poste doivent remplir les conditions suivantes :

- Ne pas être parmi les anciens actionnaires qui détenaient des actions avant l'introduction de la Société au niveau du marché financier ;
- Pour les candidats actionnaires, justifier d'une participation ne dépassant pas 0,5% du capital social pour les actionnaires personnes physiques et morales non institutionnels et ne dépassant pas 5% pour les institutionnels ;
- Ne pas être dirigeant (PDG, DG, DGA, Administrateur, Gérant...) ou ayant un poste de responsabilité quelconque dans une société directement ou indirectement concurrente à la société **CEREALIS** ;
- Ne pas être dirigeant (PDG, DG, DGA, Administrateur, Gérant...) ou ayant un poste de responsabilité quelconque dans une société directement ou indirectement concurrente à une des filiales du groupe **CEREALIS** ;
- Ne pas détenir une participation directe ou indirecte dans une société directement ou indirectement concurrente à la société **CEREALIS** ;
- Ne pas détenir une participation directe ou indirecte dans une société directement ou indirectement concurrente à une des filiales du groupe **CEREALIS** ;
- Ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 du Code des Sociétés Commerciales ;

3. Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

- Une demande de candidature au nom du Président du Conseil d'Administration de la Société **CEREALIS** et une fiche de candidature dûment remplie (*Annexe 1*) ;
- Une copie de la CIN pour les personnes physiques et un extrait récent (datant de moins d'un mois) du registre de commerce pour les personnes morales ;
- Un engagement sur l'honneur de ne pas être sous l'interdiction énoncée par les dispositions de l'article 193 du code des sociétés commerciales (*Annexe 2*) ;
- Un pouvoir dûment signé par la personne morale actionnaire à représenter ;

- Suite -

- Pour les candidats actionnaires, une attestation du nombre d'actions de **CEREALIS** détenues par le candidat lui-même ou par la personne morale qu'il représente. Cette attestation doit être délivrée par l'intermédiaire agréé administrateur chez lequel les titres détenus sont inscrits en compte, ou par **AXIS BOURSE**, intermédiaire agréé mandaté pour la tenue du registre des actionnaires de **CEREALIS**, sis au 67, Avenue Mohamed V - 1002 Tunis Tunisie ; et
- Le curriculum vitae détaillé du candidat ou du représentant de la personne morale.

4. Date limite de dépôt de candidatures

- Les candidatures doivent être présentées dans une enveloppe fermée libellée au nom du Président du Conseil d'Administration de **CEREALIS** et portant la mention « Ne pas ouvrir/Appel à candidature pour le poste d'administrateur représentant des actionnaires minoritaires » et parvenir par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la société **CEREALIS** situé à l'IMMEUBLE AMIR EL BOUHAIRA, APPT N°1, RUE DU LAC TURKANA, LES BERGES DU LAC, 1053, TUNIS - TUNISIE, au plus tard le 30 mai 2015 (le cachet de la poste faisant foi).
- La liste des candidatures répondantes aux conditions retenues fera l'objet d'une publication téléchargeable sur le site www.cerealis-snacks.com ainsi que dans deux journaux quotidiens.
- Le dit représentant sera élu, lors de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 16 juin 2015, parmi la liste des candidats retenus, par les actionnaires autres que majoritaires et anciens actionnaires. Les actionnaires majoritaires et les anciens actionnaires s'abstiendront de voter lors de la dite élection.

* Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.

ANNEXE 1 FICHE DE CANDIDATURE

Nom et Prénom / Raison Sociale :
N° CIN / Registre de Commerce :
Profession / Activité :
Formation académique du candidat personne physique ou du représentant de la personne morale :

Historique en tant qu'administrateur :

Signature

ANNEXE 2 DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) :
Nom et Prénom / Raison Sociale :
N° CIN / Registre de Commerce :
Demeurant à :

Candidat(e) à l'élection au poste d'administrateur représentant des actionnaires minoritaires au sein du Conseil d'Administration de la société « CEREALIS »,

Déclare formellement sur l'honneur ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 du code des sociétés commerciales et que les informations fournis dans mon CV sont sincères et exactes.

Signature

AVIS DES SOCIETES

إستدعاء للجلسة العامة العادية**شركة " السّكنى "**

المقر الإجتماعي : 46، نهج طارق ابن زياد - ميتوال فيل - 1082 تونس

إن السادة المساهمين في رأس مال شركة "السّكنى" مدعوون لحضور الجلسة العامة العادية التي ستعقد يوم الإثنين 15 جوان 2015 على الساعة التاسعة صباحا بـ "دار المؤسسة" بالشارع الرئيسي ضفاف البحيرة - تونس وذلك للنظر في جدول الأعمال التالي:

- (1) قراءة تقرير مجلس الإدارة المتعلق بنشاط الشركة لسنة 2014 وتقديم القوائم الماليّة للسنة المعنيّة.
- (2) تلاوة التقرير العام لمراقبي الحسابات المتعلق بالسنة المحاسبية 2014.
- (3) تلاوة التقرير الخاص لمراقبي الحسابات المتعلق بالسنة المحاسبية 2014 والمصادقة على الإتفاقيات الواردة به.
- (4) المصادقة على تقرير مجلس الإدارة المتعلق بنشاط الشركة لسنة 2014 وعلى القوائم الماليّة المتعلقة بالسنة المحاسبية المختومة في 2014/12/31.
- (5) تبويب المرائب.
- (6) قراءة تقرير التصرف وتقديم القوائم الماليّة الخاصة بمجمّع الشركات والمختومة في 2014/12/31.
- (7) تلاوة تقرير مراقبي الحسابات الخاص بمجمّع الشركات، والمصادقة على القوائم الماليّة الخاصة بمجمّع الشركات لسنة 2014.
- (8) إبراء ذمّة أعضاء مجلس الإدارة عن تصرفهم خلال سنة 2014.
- (9) تحديد منحة حضور مجلس الإدارة واللجنة الدائمة للتدقيق.
- (10) الترخيص لمجلس الإدارة في شراء عدد من الأسهم المكوّنة لرأس مال الشركة.
- (11) تقديم إعلام للجلسة العامة حسب مقتضيات الفصل 209 من مجلّة الشركات التجاريّة.
- (12) المصادقة على تعيين عضو بمجلس الإدارة.

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

Banque de Tunisie

Siège social : 2, Rue de Turquie – 1001 Tunis

Les actionnaires de la BANQUE DE TUNISIE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le Mercredi 17 Juin 2015 à 10 heures, à la « Maison de l'Entreprise » siège de l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE) - Avenue Principale Les Berges du Lac - 1053 Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée relatif à la gestion 2014,
- Lecture du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31 décembre 2014,
- Lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions règlementées.
- Approbation des états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31 décembre 2014 et quitus aux administrateurs,
- Affectation du résultat de l'exercice 2014,
- Distribution des bénéfices
- Réaffectation des réserves spéciales
- Renouvellement de mandats d'Administrateurs
- Renouvellement des mandats des commissaires aux comptes pour les exercices 2015-2017
- Fixation du montant des jetons de présence des membres du conseil d'administration et des comités réglementaires.

Tout actionnaire peut assister à l'Assemblée Générale Ordinaire en retirant une convocation auprès de son intermédiaire ou teneur de comptes-dépositaire qui doit attester de la propriété de ses actions et les bloquer à cet effet, ou se faire représenter par une autre personne au moyen d'un pouvoir.

2014 - AS - 2636

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

CELLCOM

Siège social : 25, rue de l'Artisanat Charguia II-2035 Ariana

La société CELLCOM porte à la connaissance de ses actionnaires que son Assemblée Générale Ordinaire se tiendra le vendredi 16 juin 2015 à 15H à la Maison de l'Entreprise sise aux Berges du Lac, Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture du rapport d'activité relatif à l'exercice 2014,
- 2- Lecture des rapports du Commissaire aux Comptes sur les états financiers individuels et consolidés relatif à l'exercice 2014,
- 3- Approbation des rapports annuels et des états financiers individuels et consolidés de l'exercice 2014,
- 4- Quitus aux Administrateurs,
- 5- Distribution des dividendes par prélèvement sur les résultats reportés,
- 6- Affectation du résultat de l'exercice 2014 et des résultats reportés,
- 7- Nomination des membres du Conseil d'Administration pour les exercices 2015, 2016 et 2017,
- 8- Election des membres du Conseil d'Administration représentant les actionnaires minoritaires,
- 9- Approbation des conventions mentionnées dans l'article 200 du Code des Sociétés Commerciales,
- 10- Questions diverses.

2014 - AS - 2635

AVIS DES SOCIETES

Assemblée Générale Ordinaire

Tunisie Profilés Aluminium TPR

Siège Social : Rue des Usines, ZI Sidi Rezig – 2033 Mégrine

Les Actionnaires de la Société Tunisie Profilés Aluminium TPR, sont invités à assister à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le Jeudi 11 Juin 2015 à 15H00 à la Maison de l'Entreprise sise à l'Avenue Principale 1053 les Berges du Lac, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la société pour l'exercice clos au 31/12/2014.
- 2- Lecture des rapports général & spécial des commissaires aux comptes relatifs aux états financiers de l'exercice clos au 31/12/2014.
- 3- Approbation des conventions réglementées relevant des articles 200 & 475 du Code des Sociétés Commerciales.
- 4- Lecture du rapport des commissaires aux comptes relatifs aux états financiers consolidés au 31/12/2014.
- 5- Approbation des états financiers arrêtés par le Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos au 31/12/2014.
- 6- Approbation des états financiers consolidés au 31/12/2014.
- 7- Quitus aux administrateurs de leur gestion au titre de l'exercice 2014.
- 8- Affectation des résultats de l'exercice 2014.
- 9- Fixation des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'Administration.
- 10- Fixation de la rémunération des membres du comité permanent d'audit
- 11- Pouvoirs en vue de formalités.

2014 - AS - 2477

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DELICE HOLDING SA

Siège social : Immeuble le Drôme, rue Lac Léman, les Berges du Lac -1053 – Tunis

La société DELICE HOLDING porte à la connaissance de ses actionnaires qu'ils sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le Mardi 09 Juin 2015 à 15h00 à l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE), Bvd. principal Rue du Lac Turkana 1053 Les Berges du Lac, Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation des rapports de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;
2. Lecture des rapports des Commissaires aux comptes et approbation des états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2014 ;
3. Affectation du résultat et distribution du dividende ;
4. Lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et opérations visées aux articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales et approbation desdites conventions ;
5. Quitus aux Administrateurs ;
6. Lecture des rapports des Commissaires aux comptes et approbation des états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2014 ;
7. Fixation du montant des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'Administration et du comité permanent d'audit.
8. Élection d'un Administrateur représentant des petits porteurs ;
9. Autorisation au Conseil d'Administration de la société d'acheter et de revendre ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce pour une période de trois ans conformément à l'article 19 de la loi numéro 94-117 ;
10. Information de l'Assemblée Générale conformément aux articles 192 et 209 du Code des Sociétés Commerciales.

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités d'enregistrement et de publicité .

2014 - AS - 2630

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE

« SOMOCER »

SIEGE SOCIAL: MENZEL HAYET ZERAMDINE MONASTIR -TUNISIE

Les actionnaires de la société SOMOCER sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, qui se tiendront le Mardi 23 Juin 2015 à partir de 11h à l'hôtel Regency Gammarth, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

En Assemblée Générale Ordinaire à 11h, en vue de délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport de gestion relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014,
2. Lecture du rapport général des co-commissaires aux comptes relatif aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014,
3. Lecture du rapport spécial des co-commissaires aux comptes sur les opérations visées aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales,
4. Approbation des opérations prévues par les articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales,
5. Fixation du montant des jetons de présence des membres du conseil d'administration au titre de l'exercice 2014,
6. Approbation des états financiers arrêtés au 31 décembre 2014,
7. Affectation du résultat,
8. Quitus aux administrateurs,
9. Lecture et approbation des rapports de gestion du Groupe relatif aux exercices 2013 et 2014 et lecture des rapports des Co-commissaire aux comptes;
10. Approbation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014,
11. Pouvoir pour formalités.

En Assemblée Générale Extraordinaire à 11h 30, en vue de délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour suivant :

1. Augmentation du capital par voie d'incorporation des réserves
2. Modification de l'article 06 des statuts
3. Pouvoirs à donner.

Les documents relatifs aux dites Assemblées sont mis, dans les temps réglementaires, à la disposition des actionnaires au siège de la société SOMOCER

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

EL WIFACK LEASING

Siège social : Avenue Habib Bourguiba, Médenine 4100

Les actionnaires de la Société El Wifack Leasing sont invités à assister à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le lundi 08 juin 2015 à 10 h00 à l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises sis au Boulevard Principal – Les Berges du Lac - Tunis– à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du rapport d'activités relatif à l'exercice 2014 ;
- Approbation des états financiers et des états financiers consolidés arrêtés au 31.12.2014;
- Approbations des opérations réglementées conformément à l'article 200 et suivant du code des sociétés Commerciales ;
- Lecture des rapports des Commissaires aux Comptes relatifs à l'exercice 2014.
- Quitus aux Administrateurs ;
- Affectation du résultat relatif à l'exercice 2014 ;
- Renouvellement/Désignation des Administrateurs indépendants ;
- Renouvellement du mandat du Co-Commissaire aux Comptes ;
- Autorisation de régulation du cours de l'action.

Les documents relatifs à l'AGO sont à la disposition des actionnaires au Siège social de la société.

AVIS DES SOCIETES

Projet de résolutions AGO

SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE

-SOMOCER-

Siège Social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

Projet de résolutions de la société Moderne de Céramique- SOMOCER à soumettre à l'approbation de son assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 23 juin 2015.

Projet de la 1^{ière} résolution :

Après lecture du rapport de gestion à l'Assemblée sur l'exercice 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport de gestion dans son intégralité et dans tous ses détails.

Cette résolution est adoptée à

Projet de la 2^{ième} résolution :

Après lecture du rapport général des co-commissaires aux comptes et de leur rapport spécial sur les conventions prévues par les articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales, l'assemblée approuve le contenu du rapport spécial des commissaires aux comptes.

Cette résolution est adoptée à

Projet de la 3^{ième} résolution :

Après lecture et approbation du rapport de gestion et après lecture du rapport général et du rapport spécial des Co-Commissaires aux comptes sur l'exercice 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers arrêtés au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui ont été présentés.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve en outre les choix et méthodes adoptés lors de l'établissement desdits états financiers ainsi que les opérations et mesures qui y sont traduites qui font ressortir pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 un résultat net après modifications comptables bénéficiaire s'élevant à 5 072 474,823 dinars.

Cette résolution est adoptée à

- Suite -**Projet de la 4^{ième} résolution :**

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter les bénéfices de l'exercice 2014 comme suit :

Bénéfice net de l'exercice 2014	5 072 474,823
(+) Résultats reportés	3 016 529,754
Base de calcul de la réserve légale	8 089 004,577
(-) Réserves légales (5%)	404 450,229
Bénéfice	7 684 554,348
Affectation réserve spéciale pour réinvestissement exonéré	1 200 000,000
Affectation Fond social	30 000,000
Bénéfice disponible	6 454 554,348
Dividendes prélevés sur les fonds propres disponibles au 31/12/2013 conformément au paragraphe 7 de l'art 10 de la loi de finances N° 2013-54 du 31/12/2013 (0,050 Dinars /action)	1 558 480,000
Résultat à reporter	4 896 074,348

La date de mise en paiement des dividendes :

Cette résolution est adoptée à

- Suite -

Projet de la 5^{ème} résolution :

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, tel que prévu par l'article 200 et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve toutes les conventions réglementées qui y sont énumérées. Elle approuve aussi toutes les autres opérations conclues avec les parties liées telles que détaillées comme suit :

- 1- La vente à la société Abdennadher Bricolage Center-ABC- d'une marchandise pour une valeur de 3 278 452 Dinars TTC.
- 2- La vente à la société AB CORPORATION d'une marchandise pour une valeur de 2189 Dinars TTC.
- 3- La vente à la société SOTEMAIL d'une marchandise pour une valeur de 17 079 824 Dinars TTC.
- 4- La vente à la société SOMOSAN d'une marchandise pour une valeur de 62 230 Dinars TTC.
- 5- La vente à la société SANIMED d'une marchandise pour une valeur de 19 871 Dinars TTC.
- 6- L'achat des marchandises auprès de la société Abdennadher Bricolage Center pour une valeur de 304 Dinars TTC.
- 7- L'achat des marchandises auprès de la société SOTEMAIL pour une valeur de 2 650 612 Dinars TTC.
- 8- La constatation des produits relatifs au loyer de la boutique sise à la Pyramide du lac pour la société ABC et la salle sise à Menzel Hayet pour un montant de 32 977 Dinars TTC.
- 9- La constatation de l'assistance facturée par la société SOMOCER NEGOCE au cours de l'année 2014 pour un montant de 314 387 dinars en application de la convention d'assistance conclue au début de l'année.
- 10- La constatation des produits relatifs au loyer du dépôt sis à Rades pour la société ABC pour un montant de 42 712 Dinars.
- 11- La constatation des produits relatifs au loyer de son siège social au profit de la société SOTEMAIL pour un montant de 1 200 Dinars TTC.
- 12- La souscription en 2014 à un billet de trésorerie émis par la société Ab Corporation d'un montant de 1 960 000 dinars.
La souscription en 2014 à un billet de trésorerie émis par la société SOMOCER NEGOCE d'un montant de 100 000 dinars

Ces conventions ont été votées chacune à part. Les actionnaires intéressés n'ont pas pris part aux votes et le quorum a été recalculé en conséquence.

Cette résolution est adoptée à

- Suite -

Projet de la 6^{ième} résolution :

L'Assemblée Générale fixe à 150 000 dinars, le montant net annuel des jetons de présence à allouer aux membres du conseil d'administration au titre de l'exercice 2014.

L'Assemblée Générale donne pouvoir au conseil d'administration de répartir le montant global des jetons de présence au titre de l'exercice 2014 fixé ci-dessus sur les membres du conseil d'administration de la société.

Cette résolution est adoptée à.....

Projet de la 7^{ième} résolution :

L'assemblée générale des actionnaires donne quitus entier, définitif et sans réserves aux membres du conseil d'administration pour leur gestion au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée à

Projet de la 8^{ième} résolution :

Après lecture du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, relatifs à l'exercice 2013, l'assemblée générale approuve le rapport du conseil d'administration dans son intégralité et dans tous ses détails.

Cette résolution est adoptée à.....

Projet de la 9^{ième} résolution :

Après lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils lui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve en outre les choix et méthodes adoptés lors de l'établissement desdits états financiers consolidés ainsi que les opérations et mesures qui y sont traduites qui font ressortir pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 un résultat net s'élevant à 3 380 043,065 dinars.

Cette résolution est adoptée à

- Suite -

Projet de la 10^{ième} résolution :

Après lecture du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, relatifs à l'exercice 2014, l'assemblée générale approuve le rapport du conseil d'administration dans son intégralité et dans tous ses détails.

Cette résolution est adoptée à.....

Projet de la 11^{ième} résolution :

Après lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés relatifs à l'exercice 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve en outre les choix et méthodes adoptés lors de l'établissement desdits états financiers consolidés ainsi que les opérations et mesures qui y sont traduites qui font ressortir pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 un résultat net s'élevant à 5 694 887,854 dinars.

Projet de la 12^{ième} résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie d'un extrait du procès verbal de la présente Assemblée, tout pouvoir, pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution est adoptée à.....

AVIS DES SOCIETES

Projet de résolutions AGE

**SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE
-SOMOCER-**

Siège Social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

Projet de résolutions de la société Moderne de Céramique- SOMOCER à soumettre à l'approbation de son assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en date du 23 juin 2015.

Projet de la 1ere résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide que le capital social qui est actuellement de trente et un millions cent soixante neuf milles six cent dinars (31 169 600) dinars soit augmenté de un million trois cent cinquante cinq mille deux cent dinars (1 355 200) dinars pour le porter ainsi à trente deux millions cinq cent vingt quatre deux cent dinars (32 524 800) dinars, et ce, par la création et l'émission de un million trois cent cinquante cinq mille deux cent (1 355 200) actions nouvelles de Un (01) Dinar chacune à prélever des réserves suivantes :

- Un million deux cents milles (1 200 000) dinars par voie d'incorporation du compte « réserves spéciales pour réinvestissement exonéré » selon les dispositions de la loi N°93/120 du 27 Décembre 1993.
- Cent cinquante cinq mille deux cent (155 200) dinars par voie d'incorporation du compte « résultats reportés »

Cette résolution est adoptée à

Projet de la 2^{ième} résolution :

L'Assemblée Générale Extraordinaire, décide que les un million trois cent cinquante cinq mille deux cent (1 355 200) actions nouvelles soient attribuées aux anciens actionnaires et aux cessionnaires des droits d'attribution en bourse à raison de une (01) action nouvelle pour vingt trois (23) actions anciennes et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du 1^{er} janvier 2015.

Cette résolution est adoptée à

Projet de la 3^{ième} résolution :

Sous réserve de la réalisation de l'augmentation du capital, l'assemblée Générale décide de modifier, comme suit, l'article 6 des statuts.

Article 6 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de trente deux millions cinq cent vingt quatre deux cent dinars (32 524 800) dinars. Il est divisé en trente deux millions cinq cent vingt quatre deux cent (32 524 800) actions de Un (01) Dinar chacune.

Le reste de l'article demeure sans changement.

Cette résolution est adoptée à

- Suite -

Projet de la 4^{ième} résolution :

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne pouvoir au conseil d'administration représenté par son président, pour effectuer les formalités pratiques de l'augmentation du capital et constater la réalisation de cette augmentation.

Cette résolution est adoptée à

Projet de la 5^{ième} résolution :

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère au porteur d'une copie d'un extrait du procès verbal de la présente Assemblée, tout pouvoir, pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution est adoptée à

AVIS DES SOCIETES

مشروع القرارات

شركة " السّكنى "

المقر الإجتماعي : 46، نهج طارق ابن زياد - ميتوال فيل - 1082 تونس

مشروع لوائح الجلسة العامة العادية المقرر انعقادها يوم الاثنين 15 جوان 2015.

القرار الأول: بعد الإطلاع على تقرير مجلس الإدارة، والتقرير العام لمراقبي الحسابات، والإستماع إلى التفسيرات الإضافية، تصادق الجلسة العامة العادية على كامل تقرير مجلس الإدارة وعلى القوائم المالية المختومة في 2014/12/31.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار الثاني: بعد إستماعها للتقرير الخاص الذي قدّمه مراقبي الحسابات طبقا لمقتضيات مجلة الشركات التجارية، صادقت الجلسة العامة العادية على الاتفاقيات التي أشارا إليها ضمنه.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار الثالث: باقتراح من مجلس الإدارة، قررت الجلسة العامة العادية تبويب الأرباح القابلة للتوزيع للسنة المحاسبية 2014 كما يلي:

3.084.999,763	- النتيجة الصافية لسنة 2014
2.774.176,683	- الرصيد المحول لسنة 2013
5.859.176,446	الجملة
(144.300,000)	- إحتياطي قانوني
(2.000.000,000)	- إحتياطي خارق للعادة
(100.000,000)	- الصندوق الإجتماعي
3.614.876,446	الباقي القابل للتوزيع
(1.038.960,000)	- عائدات
2.575.916,446	- رصيد يحول لسنة 2015

- Suite -

حدّدت الأرباح الموزّعة للسنة المحاسبية 2014 بمقدار مائتين وأربعين مليما (0,240 د) عن كل سهم قديم ومائة وعشرين ومليما (0,120 د) عن كل سهم جديد.

يتمّ صرف هذه الأرباح من الرصيد المحول في 2013/12/31.

يتمّ دفع هذه الأرباح بداية من عن طريق الوسطاء بالبورصة بالنسبة للأسهم المودعة لديهم، وبالمقر الاجتماعي للشركة الكائن بـ 46، نهج طارق ابن زياد ميتوال فيل 1082 تونس، بالنسبة للأسهم الأخرى.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار الرابع: بعد الإطلاع على تقرير التصرف والقوائم الماليّة الخاصة بمجمّع الشركات لسنة 2014، وبعد إستماعها لتقرير مراقبي الحسابات الخاص بمجمّع الشركات لنفس الفترة، تصادق الجلسة العامة العادية على تقرير مجلس الإدارة وعلى القوائم الماليّة للمجمع المختومة في 2014/12/31.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار الخامس: تعطي الجلسة العامة العادية أعضاء مجلس الإدارة الإبراء التام والنهائي ودون تحفّظ على تصرفهم خلال السنة المحاسبية 2014.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار السادس: قررت الجلسة العامة العادية تحديد منح حضور مجلس الإدارة واللجنة الدائمة للتدقيق بعنوان سنة 2014 وسنة 2015 كما يلي:

-منحة الحضور لمجلس الإدارة = خمسة وستون ألف ديناراً (65.000,000 د) صافية.

-منحة أعضاء اللجنة الدائمة للتدقيق = تسعة آلاف ديناراً (9.000,000 د) صافية.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار السابع: عملاً بأحكام الفصل 19 من القانون عدد 117 لسنة 1994 المؤرخ في 1994/11/14 والمتعلق بإعادة تنظيم السوق المالية، والنصوص المتممة له، توافق الجلسة العامة العادية على قيام شركة " السكّنى " بشراء وبيع قسط من أسهمها بهدف تعديل سعرها بالسوق المالية.

كما تفوض إلى مجلس إدارة الشركة صلاحية تحديد السعر الأقصى لشراء الأسهم والسعر الأدنى لبيعها والعدد الأقصى للأسهم، وذلك إلى غاية انعقاد الجلسة العامة العادية التي ستبث في نتائج تصرف السنة المحاسبية 2015.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار الثامن: عملاً بمقتضيات الفصل 209 من مجلة الشركات التجاريّة، أخذت الجلسة العامة العادية علماً بتعيين السيد محمد علي عياد مدير عام شركة "السكّنى" بصفة مدير عام لشركة "عقارية القرنفل".

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار التاسع: صادقت الجلسة العامة العادية على تعيين السيد نور الدين بن حسن عضواً بمجلس إدارة الشركة عوضاً عن السيد محمد علي عياد للمدة المتبقية من عضويته بهذا المجلس.

تمت المصادقة على هذا القرار

القرار العاشر: تخول الجلسة العامة العادية كل الصلاحيات للممثل القانوني للشركة للقيام بكل إيداع أو نشر كلما اقتضى الأمر ذلك.

تمت المصادقة على هذا القرار

AVIS DES SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE

L'OBLIGATION SUBORDONNEE SE CARACTERISE PAR SON RANG DE CREANCE CONTRACTUELLEMENT DEFINI PAR LA CLAUSE DE SUBORDINATION.

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée.**

Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2014, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2015.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE

« UIB Subordonné 2015 »

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'Union Internationale de Banques, réunie le 07/05/2014, a autorisé l'émission de nouveaux emprunts obligataires, pour un montant ne dépassant pas 300 000 000 DT, en une ou plusieurs émissions et a délégué, conformément à l'article 331 du code des sociétés commerciales, au Conseil d'Administration avec la faculté de subdélégation au Directeur Général, les pouvoirs nécessaires pour fixer le montant et arrêter les modalités et les conditions de chaque émission.

Cette autorisation est valable jusqu'à la date de tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de 2015.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration réuni le 12/03/2015 a approuvé l'émission du premier emprunt « UIB Subordonné 2015 » dont le montant est de 50 000 000 DT.

Le Conseil d'Administration a donné à son tour pouvoir au Directeur Général de fixer les modalités et les conditions de l'emprunt obligataire subordonné « UIB Subordonné 2015 ».

A cet effet, le Directeur Général a fixé, en date du 22/04/2015, les modalités et les conditions de l'emprunt comme suit :

- | | |
|----------------------------|--|
| a. Nominal de l'obligation | : 100 dinars par obligation subordonnée ; |
| b. Nombre | : 500 000 obligations subordonnées réparties en deux catégories :
Catégorie A et Catégorie B |
| c. Forme d'Obligation | : Les obligations subordonnées sont toutes nominatives ; |
| d. Prix d'émission | : 100 dinars par Obligation subordonnée payable intégralement à souscription ; |
| e. Taux d'intérêt | : Catégorie A : 7,40% et/ou TMM+1,95% brut par an au choix c
souscripteur ;
: Catégorie B : 7,50% et/ou TMM+2,10% brut par an au choix c
souscripteur ; |
| f. Durée | : 5 ans pour la catégorie A et 7 ans, dont deux années de franchis
pour la catégorie B ; |
| g. Amortissement | : Les obligations sont amortissables annuellement par un cinquièr
de valeur nominale, soit 20 dinars par obligation.
Cet amortissement commence à la 1 ^{ère} année pour la catégorie A et
la 3 ^{ème} année pour la catégorie B. |

- Suite -

Dénomination de l'emprunt : « UIB Subordonné 2015 ».

Montant : 50.000.000 dinars, divisé en 500.000 obligations subordonnées de nominal 100 dinars chacune.

Le montant définitif de l'emprunt « UIB Subordonné 2015 » fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prix d'émission : 100 dinars par obligation subordonnée payables intégralement à la souscription.

Prix de remboursement : Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation subordonnée.

Formes des titres : Toutes les obligations subordonnées du présent emprunt seront nominatives.

Taux d'intérêt :

Les obligations subordonnées du présent emprunt seront offertes à des durées et des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans :

➤ Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 1,95 % brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 195 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de Juin de l'année N-1 au mois de Mai de l'année N.

➤ Taux fixe : Taux annuel brut de 7,40 % calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Pour la catégorie B d'une durée de 7 ans dont deux années de franchise :

➤ Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 2,10 % brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 210 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de Juin de l'année N-1 au mois de Mai de l'année N.

➤ Taux fixe : Taux annuel brut de 7,50 % calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Marge actuarielle (souscription à taux variable) : La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de Mars 2015 (à titre indicatif), qui est égale à 4,8075 %; et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de vie de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 6,8075 % pour la catégorie A et de 6,9575 % pour la catégorie B. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 1,95% pour la catégorie A et de 2,10% pour la catégorie B, et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) : Le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final. Ce taux est de 7,40 % l'an pour la catégorie A et 7,50 % l'an pour la catégorie B pour le présent emprunt subordonné.

- Suite -

Durée totale : Les obligations subordonnées du présent emprunt «UIB Subordonné 2015 » seront émises selon deux catégories :

Une catégorie A : sur une durée de **5 ans** ;

Une catégorie B : sur une durée de **7 ans dont deux années de franchise**.

Durée de vie moyenne : Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Cette durée est de **3 ans** pour la catégorie A et de **5 ans** pour la catégorie B.

Duration (souscription à taux fixe) : La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations subordonnées de cet emprunt est de **2,738 années** pour la catégorie A et **4,297 années** pour la catégorie B.

Période de souscription et de versement : Les souscriptions à cet emprunt obligataire subordonné seront ouvertes le **18/05/2015** et clôturées au plus tard le **18/06/2015**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant de l'émission (50 000 000 dinars) est intégralement souscrit.

Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soient un maximum de 500 000 obligations subordonnées.

En cas de placement d'un montant inférieur à 50 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **18/06/2015**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **30/06/2015** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la banque.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis dès la clôture effective des souscriptions.

Date de jouissance en intérêts : Chaque obligation subordonnée souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération .

Les intérêts courus au titre de chaque obligation subordonnée entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **18/06/2015**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations subordonnées émises, servant de base pour les besoins de la cotation en bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **18/06/2015**, et ce, même en cas de prorogation de cette date.

Amortissement et remboursement : Toutes les obligations subordonnées émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la 1^{ère} année pour la catégorie A et à la 3^{ème} année pour la catégorie B.

L'emprunt sera amorti en totalité le **18/06/2020** pour la catégorie A et le **18/06/2022** pour la catégorie B.

Paiement : Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le **18 juin** de chaque année.

Le premier paiement en intérêts aura lieu le **18/06/2016**.

Le premier remboursement en capital aura lieu le **18/06/2016** pour la catégorie A et le **18/06/2018** pour la catégorie B.

- Suite -

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers Tunisie Clearing.

Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public : Les souscriptions à cet emprunt obligataire subordonné et les versements seront reçus à partir du **18/05/2015** auprès de MAC SA intermédiaire en Bourse, sis au Green Center – Bloc C 2^{ème} étage, Rue du Lac constance – Les Berges du Lac Tunis.

Tenue des comptes en valeurs mobilières : L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations subordonnées détenues ainsi que la tenue du registre des obligataires subordonnés de l'emprunt «UIB Subordonné 2015 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par le Back Office Bourse de l'UIB.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur doit mentionner la catégorie choisie par ce dernier, le taux d'intérêt et la quantité d'obligations subordonnées y afférente.

Garantie : Le présent emprunt obligataire subordonné ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Notation : Le présent emprunt obligataire subordonné n'est pas noté.

Cotation en Bourse : L'Union Internationale de Banques s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse MAC SA de demander, dès la clôture des souscriptions, l'admission de l'emprunt «UIB Subordonné 2015 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing : L'Union Internationale de Banques s'engage, dès la clôture des souscriptions de l'emprunt «UIB Subordonné 2015 », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de Tunisie Clearing, en vue de la prise en charge des obligations subordonnées souscrites.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations subordonnées : L'émission d'un emprunt obligataire subordonné est soumise aux règles et textes régissant les obligations. En matière de représentation des obligations subordonnées, l'article 333 du code des sociétés commerciales est applicable : les porteurs des obligations subordonnées sont rassemblés en une assemblée générale spéciale qui désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des porteurs des obligations subordonnées.

Les dispositions des articles 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'assemblée générale spéciale des porteurs des obligations subordonnées et à son représentant. Le représentant de l'assemblée générale des porteurs des obligations subordonnées a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Fiscalité des titres : Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

Tribunal compétent en cas de litige : Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt obligataire subordonné sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Rang de créance : En cas de liquidation de l'émetteur, les obligations subordonnées de la présente émission seront remboursées à un prix égal au nominal et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des titres participatifs émis par l'émetteur. Le remboursement des présentes obligations subordonnées interviendra au même rang que celui de tous les autres emprunts obligataires subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant, le cas échéant (clause de subordination).

Il est à signaler que ce rang dépendrait des emprunts obligataires qui seront émis conformément aux limites prévues au niveau des prévisions annoncées au document de référence enregistré auprès du CMF en date du 02/09/2014 sous le numéro 14-005 ^(*).

(*) Les modalités et les conditions de l'emprunt obligataire subordonné « UIB subordonné 2015 » diffèrent de celles annoncées au niveau du Business Plan 2014-2018 tel que figurant au niveau du Document de Référence « Union Internationale de Banques 2014 » enregistré auprès du CMF en date du 02/09/2014 sous le numéro 14-005.

La banque s'engage à actualiser ledit Business Plan et ce, afin de tenir compte des modalités et conditions définitives de l'emprunt obligataire subordonné sus-visé.

- Suite -

Toute modification susceptible de changer le rang des titulaires d'obligations subordonnées doit être soumise à l'accord de l'Assemblée Spéciale des titulaires des obligations prévues par l'article 333 du Co de des Sociétés Commerciales.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'émetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'émetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang : L'émetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des obligations subordonnées du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres créances qu'il pourrait émettre ultérieurement, en dehors de celles prévues au niveau du document de référence susvisé aucune priorité quant à leur rang de remboursement, sans consentir ces mêmes droits aux obligations subordonnées du présent emprunt.

Facteurs de risques spécifiques liés aux obligations subordonnées :

Les obligations subordonnées ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels et ce, en fonction de leur situation financière particulière, de leurs objectifs d'investissement et en raison de leur caractère de subordination.

Nature du titre : L'obligation subordonnée est un titre de créance qui se caractérise par son rang de créance contractuel déterminé par la clause de subordination. La clause de subordination se définit par le fait qu'en cas de liquidation de la société émettrice, les obligations subordonnées ne seront remboursées qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des titres participatifs et de capital émis par l'émetteur. Les obligations subordonnées interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts obligataires subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant restant dû, le cas échéant (clause de subordination).

Qualité de crédit de l'émetteur : Les obligations subordonnées constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'émetteur. Le principal des obligations subordonnées constitue une dette subordonnée de l'émetteur. Les intérêts sur les obligations subordonnées constituent une dette chirographaire de l'émetteur.

En achetant les obligations subordonnées, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'émetteur et de nulle autre personne.

Le marché secondaire : Les obligations subordonnées sont cotées sur le marché obligataire de la cote de la Bourse mais il se peut qu'il ne soit pas suffisamment liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs obligations subordonnées facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé.

Les investisseurs potentiels devraient avoir une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les obligations subordonnées, de même qu'ils devraient avoir accès aux instruments d'analyse appropriés ou avoir suffisamment d'acquis pour pouvoir évaluer ces avantages et ces risques au regard de leur situation financière.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire subordonné : Selon les règles prudentielles régissant les établissements de crédit exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la banque un risque de taux le cas où certains emplois seraient octroyés à taux fixe et à l'inverse, la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à la banque un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le N° 15-0904 en date du 30 avril 2015, du document de référence « Union Internationale Banques 2014 » enregistré par le CMF en date du 02 septembre 2014 sous le N° 14-005 et des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2014.

La note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de l'Union Internationale de Banques, 65 Avenue Habib Bourguiba -1000 Tunis, MAC SA Green Center Bloc C 2^{ème} étage Rue du Lac Constance - Tunis, et sur les sites Internet du CMF (www.cmf.org.tn) et de l'Union Internationale de Banques (www.uib.com.tn).

Les états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2014 seront publiés au bulletin officiel du CMF et sur son site internet.

A V I S

COURBE DES TAUX DU 04 JUIN 2015

Code ISIN	Taux du marché monétaire et Bons du Trésor	Taux actuariel (existence d'une adjudication) ^[1]	Taux interpolé	Valeur (pied de coupon)
	Taux moyen mensuel du marché monétaire	4,836%		
TN0008003006	BTC 52 SEMAINES 01/09/2015		4,902%	
TN0008003022	BTC 52 SEMAINES 29/09/2015		4,923%	
TN0008000309	BTA 4 ans " 5% octobre 2015"		4,933%	999,956
TN0008003030	BTC 52 SEMAINES 27/10/2015		4,944%	
TN0008003048	BTC 52 SEMAINES 24/11/2015		4,965%	
TN0008003055	BTC 52 SEMAINES 22/12/2015		4,986%	
TN0008003063	BTC 52 SEMAINES 26/01/2016		5,012%	
TN0008003071	BTC 52 SEMAINES 16/02/2016		5,027%	
TN0008000267	BTA 7 ans " 5,25% mars 2016"		5,045%	1 001,275
TN0008003089	BTC 52 SEMAINES 15/03/2016		5,048%	
TN0008003097	BTC 52 SEMAINES 12/04/2016		5,069%	
TN0008003113	BTC 52 SEMAINES 14/06/2016	5,116%		
TN0008000218	BTZc 11 octobre 2016		5,305%	932,295
TN0008000325	BTA 4 ans " 5,25% décembre 2016"		5,404%	997,454
TN0008000234	BTA 10 ans "6,75% 11 juillet 2017"		5,739%	1 019,334
TN0008000341	BTA 4 ans " 5,3% janvier 2018"	6,038%		982,231
TN0008000317	BTA 7 ans " 5,5% octobre 2018"		6,143%	980,620
TN0008000242	BTZc 10 décembre 2018		6,166%	810,057
TN0008000275	BTA 10 ans " 5,5% mars 2019"		6,202%	976,744
TN0008000333	BTA 7 ans " 5,5% février 2020"		6,333%	966,682
TN0008000358	BTA 6 ans " 5,5% octobre 2020"		6,429%	958,541
TN0008000564	BTA 6 ans " 5,75% janvier 2021"	6,464%		967,795
TN0008000226	BTA 15 ans "6,9% 9 mai 2022"		6,507%	1 021,229
TN0008000291	BTA 12 ans " 5,6% août 2022"		6,516%	948,451
TN0008000366	BTA 10 ans " 6% avril 2024"	6,570%		962,365

^[1] L'adjudication en question ne doit pas être vieille de plus de 2 mois pour les BTA et 1 mois pour les BTCT.

Conditions minimales de prise en compte des lignes :

- Pour les BTA : Montant levé 10 millions de dinars et deux soumissionnaires,
- Pour les BTCT : Montant levé 10 millions de dinars et un soumissionnaire.

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2014	VL antérieure	Dernière VL			
OPCVM DE CAPITALISATION								
<i>SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION</i>								
1	TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS	20/07/92	153,079	155,266	155,280		
2	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/04/07	103,089	104,547	104,557		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
3	FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	13,510	13,723	13,724		
4	MCP SAFE FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	99,995	100,828	100,836		
<i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
5	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	1,392	1,414	1,415		
<i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i>								
6	SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	37,429	37,969	37,972		
7	SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS	17/05/93	50,906	51,577	51,581		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i>								
8	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	AXIS GESTION	02/04/08	164,460	163,279	162,195		
9	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	AXIS GESTION	02/04/08	578,304	586,056	585,235		
10	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	113,984	121,016	120,976		
11	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	15/10/08	125,520	130,862	131,086		
12	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	15/10/08	120,253	125,690	125,772		
13	FCP MAXULA STABILITY	MAXULA BOURSE	18/05/09	112,606	115,415	115,429		
14	FCP INDICE MAXULA	MAXULA BOURSE	23/10/09	95,252	103,701	103,484		
15	FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	134,724	139,307	139,262		
16	FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS	06/09/10	93,485	92,822	92,998		
17	FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS	09/05/11	102,726	101,871	102,001		
18	MCP CEA FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	99,994	114,891	115,408		
19	MCP EQUITY FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	99,994	115,393	115,444		
20	FCP BIAT-CROISSANCE	BIAT ASSET MANAGEMENT	17/09/12	86,054	86,468	86,221		
21	FCP BIAT-PRUDENCE	BIAT ASSET MANAGEMENT	17/09/12	104,629	106,217	106,111		
22	FCP BIAT-EQUILIBRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	17/09/12	98,010	97,260	97,063		
<i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i>								
23	FCP CAPITALISATION ET GARANTIE	ALLIANCE ASSET MANAGEMENT	30/03/07	1 439,180	1 480,985	1 483,344		
24	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	AXIS GESTION	05/02/04	2 385,305	2 439,603	2 444,995		
25	FCP AMEN PERFORMANCE	AMEN INVEST	01/02/10	112,115	114,172	113,710		
26	FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	104,580	109,374	108,821		
27	FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	130,887	135,902	135,974		
28	FCP FINA 60 *	FINACORP	28/03/08	1 207,035	En liquidation	En liquidation		
29	FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	133,033	136,376	138,254		
30	AIRLINES FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	16/03/09	16,255	16,314	16,418		
31	FCP VALEURS QUIETUDE 2017	TUNISIE VALEURS	01/10/12	5 158,963	5 235,252	5 248,126		
32	FCP VALEURS QUIETUDE 2018	TUNISIE VALEURS	01/11/13	5 004,703	5 092,592	5 094,601		
33	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	2,329	2,412	2,397		
34	FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	2,022	2,099	2,090		
35	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,116	1,115	1,110		
36	FCP HAYETT MODERATION	AMEN INVEST	24/03/15	-	1,009	1,008		
37	FCP HAYETT PLENITUDE	AMEN INVEST	24/03/15	-	1,009	1,009		
38	FCP HAYETT VITALITE	AMEN INVEST	24/03/15	-	1,015	1,013		
OPCVM DE DISTRIBUTION								
Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende		VL au 31/12/2014	VL antérieure	Dernière VL	
			Date de paiement	Montant				
<i>SICAV OBLIGATAIRES</i>								
39	SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	14/05/15	4,345	108,488	106,058	106,070
40	AMEN PREMIERE SICAV	AMEN INVEST	10/04/00	26/05/15	3,811	103,995	101,742	101,752
41	AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	13/04/15	4,209	106,020	103,526	103,537
42	ATTUARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTUARI GESTION	01/11/00	11/05/15	4,276	102,733	100,136	100,146
43	TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GERE	07/05/07	11/05/15	4,319	103,916	101,540	101,552
44	SICAV AXIS TRÉSORERIE	AXIS GESTION	01/09/03	22/05/15	3,552	106,837	105,039	105,049
45	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	29/05/15	4,282	104,303	101,947	101,959
46	SICAV TRESOR	BIAT ASSET MANAGEMENT	03/02/97	26/05/15	3,984	102,996	100,593	100,603
47	MILLENUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12/11/01	29/05/15	3,676	105,095	103,024	103,040
48	GENERALE OBLIG SICAV	CGI	01/06/01	29/05/15	3,625	102,119	99,971	99,980
49	CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17/12/01	25/05/15	3,866	104,165	102,014	102,025
50	FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	30/05/15	3,778	104,217	101,333	101,344
51	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	29/05/15	4,044	106,676	104,314	104,325
52	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	27/04/15	4,197	105,639	103,167	103,178
53	MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	29/05/15	3,231	103,337	101,582	101,591
54	SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	30/04/15	3,786	102,629	100,459	100,469
55	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16/10/00	29/05/15	3,863	104,702	102,569	102,580
56	SICAV BH OBLIGATAIRE	SIFIB-BH	10/11/97	29/05/15	4,251	102,786	100,341	100,352
57	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	SIFIB BH	06/07/09	28/05/15	3,703	103,707	101,693	101,703
58	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05/06/08	29/05/15	3,525	104,892	102,911	102,919
59	SICAV L'ÉPARGNANT	STB MANAGER	20/02/97	25/05/15	4,224	102,652	100,286	100,298
60	AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	17/04/15	4,214	103,615	101,144	101,154
61	SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS	01/08/05	29/05/15	3,489	104,957	102,961	102,971
62	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UBCI FINANCE	15/11/93	15/05/15	3,624	102,377	100,356	100,366

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
63	FCP SALAMMETT PLUS	AFC	02/01/07	27/04/15	0,371	10,527	10,332	10,333
64	FCP AXIS AAA	AXIS GESTION	10/11/08	29/05/15	3,379	102,823	101,175	101,186
65	FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	08/05/15	4,443	104,004	101,410	101,422
66	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	STB FINANCE	20/01/15	-	-	-	100,857	100,004
FCP OBLIGATAIRES - VL HEBDOMADAIRE								
67	AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP	CGF	25/02/08	29/05/15	3,855	101,462	103,189	99,418
SICAV MIXTES								
68	ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	14/05/15	1,147	65,830	63,105	63,288
69	ATTIJARI VALEURS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	11/05/15	2,421	148,724	148,214	148,442
70	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV	ATTIJARI GESTION	22/03/94	11/05/15	22,766	1 489,820	1 507,550	1 510,258
71	SICAV PROSPERITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	25/04/94	26/05/15	2,834	113,033	112,371	112,349
72	SICAV OPPORTUNITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	11/11/01	26/05/15	1,545	112,063	111,949	111,871
73	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	14/04/00	29/05/15	0,600	85,430	90,015	90,063
74	SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26/07/99	25/05/15	0,454	17,176	17,264	17,252
75	SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	30/04/15	6,596	272,658	278,256	279,119
76	SICAV BH PLACEMENT	SIFIB-BH	22/09/94	29/05/15	0,706	32,349	31,506	31,426
77	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	29/05/15	32,738	2 419,706	2 373,762	2 378,101
78	SICAV L'INVESTISSEUR	STB MANAGER	30/03/94	21/05/15	2,540	78,209	73,089	72,761
79	SICAV AVENIR	STB MANAGER	01/02/95	19/05/15	1,822	57,858	55,557	55,392
80	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI FINANCE	01/02/99	15/05/15	0,692	100,944	96,667	96,493
81	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI FINANCE	17/05/99	15/05/15	0,720	110,547	103,354	103,099
82	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI FINANCE	10/04/00	15/05/15	0,655	97,573	90,427	90,145
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
83	FCP IRADETT 20	AFC	02/01/07	27/04/15	0,268	11,421	11,142	11,159
84	FCP IRADETT 50	AFC	04/11/12	27/04/15	0,230	12,387	12,297	12,311
85	FCP IRADETT 100	AFC	04/01/02	27/04/15	0,205	15,946	15,777	15,801
86	FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	27/04/15	0,331	14,845	14,874	14,928
87	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	25/05/15	0,350	13,041	13,285	13,273
88	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	25/05/15	0,093	11,559	11,743	11,732
89	ATTIJARI FCP HARMONIE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	25/05/15	0,232	10,671	10,521	10,520
90	ATTIJARI FCP SERENITE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	25/05/15	0,318	10,723	10,494	10,495
91	BNAC PROGRÈS FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	21/05/15	2,338	127,420	134,567	134,815
92	BNAC CONFIANCE FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	21/05/15	2,236	124,932	128,913	129,119
93	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	CGF	14/06/11	29/05/15	0,173	11,080	10,147	10,093
94	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB MANAGER	08/09/08	18/05/15	2,657	109,024	101,799	101,416
95	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	04/06/07	29/05/15	0,241	20,475	20,409	20,459
96	FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	28/05/15	0,520	76,592	78,635	78,573
97	FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	28/05/15	0,133	79,825	82,371	82,294
98	TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	29/05/15	3,062	98,109	94,953	94,798
99	FCP GENERAL DYNAMIQUE **	CGI	30/09/13	-	-	9,319	En liquidation	En liquidation
100	FCP AL BARAKA **	CGI	30/09/13	-	-	7,293	En liquidation	En liquidation
101	UBCI - FCP CEA	UBCI FINANCE	22/09/14	-	-	105,862	98,316	98,028
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
102	FCP AMEN PREVOYANCE	AMEN INVEST	01/02/10	05/05/15	2,132	103,033	105,659	105,363
103	FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	05/05/15	1,867	99,614	100,246	100,162
104	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	BIAT ASSET MANAGEMENT	15/01/07	26/05/15	3,275	140,321	141,446	141,588
105	AL AMANAH ETHICAL FCP	CGF	25/05/09	29/05/15	0,021	10,578	9,961	10,015
106	AL AMANAH EQUITY FCP	CGF	25/02/08	29/05/15	1,346	122,856	119,002	118,537
107	AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	25/02/08	29/05/15	2,300	121,140	120,096	118,126
108	FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	08/05/15	1,995	104,666	105,949	106,127
109	FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	08/05/15	0,417	104,777	105,013	105,404
110	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	25/05/15	3,885	177,008	186,082	186,670
111	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	25/05/15	3,382	163,377	170,226	170,581
112	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	25/05/15	5,215	144,094	146,723	146,952
113	MAC EXCELLENCE FCP	MAC SA	28/04/06	27/05/13	63,142	11 701,904	13 321,134	13 385,677
114	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20/07/09	-	-	18,545	19,660	19,971
115	MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04/10/10	-	-	134,499	138,695	139,090
116	FCP SAFA	SMART ASSET MANAGEMENT	27/05/11	-	-	104,934	104,977	104,834
117	FCP SERENA VALEURS FINANCIERES *	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	27/01/10	20/07/11	1,582	85,902	En liquidation	En liquidation
118	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	27/05/15	1,446	117,445	117,645	117,461
119	TUNISIAN EQUITY FUND	UGFS-NA	30/11/09	24/05/13	32,752	8 818,505	8 641,686	8 717,893
120	FCP UNIVERS AMBITION CEA	SCIF	26/03/13	29/05/15	0,102	9,085	9,006	8,956
121	UGFS ISLAMIC FUND	UGFS-NA	11/12/14	-	-	99,599	99,598	98,930
FCP ACTIONS - VL QUOTIDIENNE								
122	FCP INNOVATION	STB FINANCE	20/01/15	-	-	-	104,093	104,004
FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE								
123	FCP UNIVERS AMBITION PLUS	SCIF	12/02/13	29/05/15	0,107	8,892	9,092	9,030
124	CEA ISLAMIC FUND	UGFS-NA	09/12/14	-	-	99,181	98,207	99,353

* En liquidation pour expiration de la durée de vie

** FCP en liquidation anticipée

BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER
 Immeuble CMF - Centre Urbain Nord
 4^{ème} Tranche - Lot B6 Tunis 1003
 Tél : (216) 71 947 062
 Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

Publication paraissant
 du Lundi au Vendredi sauf jours fériés
 www.cmf.org.tn
 email 1 : cmf@cmf.org.tn
 email 2 : cmf@cmf.tn

Le Président du CMF
Mr. Salah Essayel

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

**SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE
SOMOCER**

Siège social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2014 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 23 juin 2015. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, Mr Abderrahmen FENDRI et Mr Radhouen ZARROUK.

Bilan
Arrêté au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Actifs	Note	2014	2013*
Actifs non courants			
Actifs Immobilisés			
Immobilisations incorporelles		2 275 952	2 252 660
<i>Moins : amortissements</i>		<1 145 458>	<1 028 101>
	IV.1	1 130 494	1 224 559
Immobilisations corporelles		97 655 723	89 871 057
<i>Moins : amortissements</i>		<54 325 682>	<49 991 420>
<i>Moins : provisions</i>		<593 645>	<593 645>
	IV.2	42 736 396	39 285 992
Immobilisations financières		27 334 494	27 094 956
<i>Moins : provisions</i>		<1 818 553>	<1 826 053>
	IV.3	25 515 941	25 268 903
Total des actifs immobilisés		69 382 831	65 779 454
Autres actifs non courants		633 231	1 037 222
<i>Moins : résorption</i>		<189 677>	-
	IV.4	443 554	1 037 222
Total des actifs non courants		69 826 385	66 816 676
Actifs courants			
Stocks		34 433 542	22 015 699
<i>Moins : provisions</i>		<566 975>	<653 632>
	IV.5	33 866 567	21 362 067
Clients et comptes rattachés		24 175 939	26 389 621
<i>Moins : provisions</i>		<9 611 883>	<11 315 924>
	IV.6	14 564 056	15 073 697
Autres actifs courants		10 040 159	6 302 513
<i>Moins : provisions</i>		<653 838>	<635 551>
	IV.7	9 386 321	5 666 962
Autres actifs financiers	IV.8	8 295 000	5 700 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	323 629	187 782
Total des actifs courants		66 435 573	47 990 508
Total des actifs		136 261 958	114 807 184

* retraité à des fins comparatives (vor note III.12)

Bilan
Arrêté au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Capitaux propres et passifs	Note	2014	2013
Capitaux propres			
Capital		31 169 600	28 831 880
Réserves		14 914 254	14 556 578
Autres capitaux propres		4 347 066	3 000 000
Résultats reportés		3 016 530	2 248 716
Capitaux propres avant résultat de la période	IV.10	53 447 450	48 637 174
Résultat de l'exercice		5 072 475	4 904 804
Total des capitaux propres avant affectation		58 519 925	53 541 978
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts	IV.11	13 577 215	13 699 706
Autres passifs non courants		557 354	557 354
Total des passifs non courants		14 134 569	14 257 060
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	18 721 812	16 837 027
Autres passifs courants	IV.13	4 589 822	3 257 627
Autres passifs financiers	IV.14	30 144 570	19 930 780
Concours bancaires	IV.15	10 151 260	6 982 712
Total des passifs courants		63 607 464	47 008 146
Total des passifs		77 742 033	61 265 206
Total des capitaux propres et passifs		136 261 958	114 807 184

Etat de résultat
Période du 1^{er} janvier au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	<i>Note</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>
<i>Produits d'exploitation</i>			
Revenus	V.1	71 990 775	68 725 391
Autres produits d'exploitation	V.1	481 895	430 210
<i>Total des produits d'exploitation</i>		<i>72 472 670</i>	<i>69 155 601</i>
<i>Charges d'exploitation</i>			
Variation stocks des produits finis	V.2	8 500 987	4 904 547
Achats d'approvisionnements consommés	V.3	<46 160 690>	<41 105 774>
Charges de personnel	V.4	<11 986 049>	<11 670 457>
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.5	<2 861 384>	<6 836 979>
Autres charges d'exploitation	V.6	<5 333 034>	<4 585 848>
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<i><57 840 170></i>	<i><59 294 511></i>
<u><i>Résultat d'exploitation</i></u>		<u><i>14 632 500</i></u>	<u><i>9 861 090</i></u>
Charges financières nettes	V.7	<7 567 203>	<6 744 751>
Produits des placements	V.8	1 838 046	3 028 724
Autres gains ordinaires		7 491	108 778
Autres pertes ordinaires	V.9	<2 682 639>	<69 254>
<u><i>Résultat des activités ordinaires avant Impôt</i></u>		<u><i>6 228 195</i></u>	<u><i>6 184 587</i></u>
Impôt sur les sociétés		<1 155 720>	<1 279 783>
<u><i>Résultat net de l'exercice</i></u>		<u><i>5 072 475</i></u>	<u><i>4 904 804</i></u>

Etat de flux de trésorerie
Période du 1er janvier au 31 décembre 2014
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	<i>Note</i>	2014	2013
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>			
Encaissements reçus des clients		82 428 990	80 125 182
Sommes versées aux fournisseurs		<58 950 947>	<61 143 240>
Sommes versées au personnel		<9 142 695>	<9 276 363>
Frais financiers payés		<3 064 738>	<2 646 676>
Impôts et taxes payés		<3 813 019>	<2 711 282>
		<u>7 457 591</u>	<u>4 347 621</u>
<i>Flux de trésorerie liés à l'investissement</i>			
Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations		<7 198 357>	<7 635 040>
Décaissements liés à l'acquisition d'immo.financières		-	<512 420>
		<u><7 198 357></u>	<u><8 147 460></u>
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>			
Dividendes et autres distributions reçues	VI.1	650 208	520 625
Encaissements subvention d'investissement		1 385 135	37 904
Encaissements provenant des emprunts		3 731 000	9 260 000
Remboursements d'emprunts		<4 230 172>	<5 446 703>
Encaissements moyens de financements CT	VI.2	63 703 873	67 556 500
Décaissements moyens de financements CT	VI.3	<65 386 500>	<65 190 300>
Encaissements placement		906 733	1 130 446
Décaissements placement		<2 370 646>	<1 130 446>
Remboursements autres distributions		<1 681 566>	<1 754 807>
Effets remis à l'encaissement		-	154 487
		<u><3 291 935></u>	<u>5 137 706</u>
Variation de trésorerie		<u><3 032 701></u>	<u>1 337 867</u>
Trésorerie au début de l'exercice		<6 794 930>	<8 132 797>
Trésorerie à la clôture de l'exercice		<u><9 827 631></u>	<u><6 794 930></u>

Notes aux états Financiers

I. Présentation de la société

La Société Moderne de Céramique «SOMOCER» est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien.

Elle a été créée le 3 juillet 1985, son capital s'élève au 31 décembre 2014 à 31.169.600 DT divisé en 31.169.600 actions de valeur nominale de 1 DT chacune.

L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, grès et baignoires.

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

II. Les faits significatifs de l'exercice

- Augmentation de capital de 2.200.000 DT par voie d'incorporation des réserves spéciales réinvestissement exonéré conformément aux dispositions de la loi N°93/120 du 27 décembre 1993 et de 137.720 DT par voie d'incorporation des résultats reportés.
- Entrée en production de la nouvelle unité de production de la poudre atomisée.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

Les états financiers de la société sont présentés selon les dispositions du système comptable des entreprises prévu par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises.

Les conventions comptables fondamentales concernant les éléments des états financiers et les procédés de prise en compte de l'information financière, sont présentées conformément au cadre conceptuel de la comptabilité. Les méthodes comptables retenues par la société sont en conformité avec les normes comptables tunisiennes « NCT » mises en vigueur par l'arrêté du ministre des finances du 30 décembre 1996.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

III.1 Immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire. Par ailleurs, les biens immobilisés d'une valeur inférieure ou égale à 200 dinars, sont amortis intégralement.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- | | |
|---|-----------------------------|
| - Fonds de commerce | 5% |
| - Logiciels | 33% |
| - Constructions | 5% |
| - Installations techniques, matériels et outillages industriels | 10% /durée de vie technique |
| - Matériels de transport | 20% |

- Equipements de bureau et matériels informatiques 10%
- Installations générales, agencements et aménagements 10%

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'achat hors taxes déductibles augmenté des frais directs d'acquisition.

La méthode d'amortissement et la durée de vie restante sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

III.2 Stocks

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

III.3 Les emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges financières courues (qui incluent les intérêts ainsi que les frais d'émission des emprunts) relatives aux emprunts qui ont servi pour le financement de la construction de l'unité de poudre, sont capitalisées au niveau du coût. Les autres charges financières sont comptabilisées en résultat de l'exercice.

III.4 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre

remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

III-5 Les frais préliminaires

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures au démarrage de l'unité de production de la poudre atomisée : charges financières, amortissements, frais de personnel, etc.

Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

III-6 Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

III-7 Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est probable.

III-8 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dans la maturité est inférieure à trois mois).

III.9 Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification :

Les placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme

a- Les titres de participation :

Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés :

Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation :

Les placements à court terme

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

III-10 Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

III.11 Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en dinars tunisien selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

Les éléments monétaires non courants sont convertis au cours de clôture. Les gains et les pertes de change qui en résultent sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de l'élément monétaire s'y rapportant (y compris l'année en cours).

L'amortissement tient compte de la durée pondérée par le montant restant à courir de l'élément en question.

L'écart de conversion est ajusté annuellement en fonction du cours de clôture et par rapport au cours historique de la date de l'opération. L'écart de conversion porté au bilan sera basé uniquement sur le gain ou la perte non matérialisé à la fin de l'année concernée.

Le résultat de la période comprend la portion d'amortissement applicable à l'année concernée ainsi que l'effet d'annulation des affectations antérieures.

III.12 Retraitements de la colonne comparative

Au cours de l'exercice 2014, la société a procédé à un changement dans la présentation de certains postes des états financiers. La colonne comparative a été retraitée. Les retraitements se présentent comme suit (en DT):

Désignation	31/12/2013 avant reclassement	reclassement	31/12/2013 après reclassement
Provisions sur terrains	<635 085>	41 440	<593 645>
Immobilisations corporelles nettes	39 244 552	41 440	39 285 992
Total des actifs non courants	66 775 236	41 440	66 816 676
Provisions des autres actifs courants	<594 111>	<41 440>	<635 551>
Total des autres actifs courants nets	5 708 402	<41 440>	5 666 962
Total des actifs courants	48 031 948	<41 440>	47 990 508

IV. Notes relatives au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes totalisent au 31 décembre 2014 un montant de 1.130.494 DT contre 1.224.559 DT au 31 décembre 2013. Elles se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Logiciels	302 024	278 732
Fonds de commerce Somocer	298 000	298 000
Fonds de commerce Pyramide du lac	120 493	120 493
Fonds de commerce Hammamet	861 250	861 250
Fonds de commerce Hachicha plus	694 185	694 185
Immobilisations incorporelles brutes	2 275 952	2 252 660
Amortissements cumulés	<1 145 458>	<1 028 101>
Immobilisations incorporelles nettes	1 130 494	1 224 559

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2014 à 42.736.396 DT contre 39.285.992 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013*
Terrains	2 995 143	2 995 143
Constructions	20 084 396	19 850 657
Installations techniques matériels et outillages	59 749 911	54 004 588
Matériels de transport	2 086 093	1 919 887
Installations générales, agencements et aménagements	7 262 543	6 899 299
Equipements de bureau et matériels informatiques	1 087 107	1 038 732
Constructions en cours	34 178	-
Agencements en cours	1 600	-
Matériels et outillages en cours	326 834	-
Immobilisations à statut juridique particulier	4 027 918	3 162 751
Immobilisations corporelles brutes	97 655 723	89 871 057
Amortissements cumulés	<54 325 682>	<49 991 420>
Provisions sur terrains	<593 645>	<593 645>
Immobilisations corporelles nettes	42 736 396	39 285 992

* retraité à des fins comparatives (vor note III.12)

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2014 à 25.515.941 DT contre 25.268.903 DT au 31 décembre 2013 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Titres de participations	26 226 000	26 356 000
Restant à payer sur participation	-	<22 500>
Dépôts et Cautionnements	1 108 494	761 456
Immobilisations financières brutes	27 334 494	27 094 956
Provision pour dépréciation	<1 818 553>	<1 826 053>
Immobilisations financières nettes	25 515 941	25 268 903

Les titres de participations au 31 décembre 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	Solde brut au 31.12. 2014	Provisions pour dépréciation	Solde net au 31.12 .2014
SOTEMAIL	12 710 390	-	12 710 390
A.B.C	5 875 000	-	5 875 000
SOMOSAN (*)	3 200 000	-	3 200 000
I.N.C.O.M.A.	1 836 172	429 115	1 407 057
SANILIT	1 350 000	1 350 000	-
SOMOCER NEGOCE	1 140 000	-	1 140 000
EL AKKAR	75 000	-	75 000
Société Argile Médenine	26 400	26 400	-
BTS	10 000	10 000	-
SOTIEX ALGER	3 038	3 038	-
Total	26 226 000	1 818 553	24 407 447

(*) Depuis son entrée en exploitation, début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance au cours de ses deux premières années d'exploitation. SOMOSAN travaille actuellement à moins de 50% de sa capacité de production. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont ainsi à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN et ayant atteint un montant de l'ordre de 12 millions de DT au 31 décembre 2014. Au début de 2015, le management de SOMOSAN a engagé un plan de restructuration de la société, basé sur les principaux éléments suivants :

- Augmentation du capital de 8 millions de DT dont un apport en numéraire de 5.7 millions de DT et conversion de compte courant actionnaire de 2.3 millions de DT ;
- Restructuration de l'endettement bancaire : SOMOSAN a engagé des négociations avec les banques en vue de restructurer les dettes bancaires. Le plan de restructuration inclut le rééchelonnement de certaines dettes en crédits à moyen et long terme avec une durée de grâce et le règlement de certains crédits en utilisant les fonds provenant de l'augmentation du capital social en numéraire ;
- Une compression des coûts d'exploitation notamment, le coût de gaz avec la connexion du site de production au réseau de gaz naturel et qui est prévue pour l'année 2015.

Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fond de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel en 2015.

Le management de SOMOCER, et sur la base du plan de restructuration proposé, considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que si les éléments de restructuration ci-dessus réalisés, la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financières.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants nets des résorptions s'élèvent au 31 décembre 2014 à 443.554 DT contre 1.037.222 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Ecart de conversion	57 200	210 447
Frais préliminaires	576 031	826 775
Autres actifs non courants bruts	633 231	1 037 222
Résorption des frais préliminaires	<189 677>	-
Autres actifs non courants nets	443 554	1 037 222

Les frais préliminaires sont relatifs aux frais engagés au titre de la nouvelle unité de production de la poudre atomisée. La résorption de ces frais a commencé au début de l'exercice 2014 sur une période de 3 ans.

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 33.866.567 DT au 31 décembre 2014 contre 21.362.067 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Stocks de matières premières	14 021 930	10 486 490
Stocks de matières consommables et pièces de rechange	2 982 769	2 601 353
Stocks de produits finis	17 428 843	8 927 856
Total des stocks bruts	34 433 542	22 015 699
Provisions pour dépréciation	<566 975>	<653 632>
Total des stocks nets	33 866 567	21 362 067

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 14.564.056 DT contre 15.073.697 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Clients ordinaires	11 340 812	11 927 122
Clients effets à recevoir	3 223 244	3 146 575
Clients douteux ou litigieux	9 611 883	11 315 924
Total des comptes clients bruts	24 175 939	26 389 621
Provisions sur Clients	<9 611 883>	<11 315 924>
Total des comptes clients nets	14 564 056	15 073 697

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 9.386.321 DT contre 5.666.962 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013*
Personnel, prêts et avances	939 874	965 723
Etat impôts et taxes	4 107 062	2 726 980
Avances fournisseurs	2 061 846	60 854
Dividendes à recevoir SOTEMAIL	510 969	307 367
Débiteurs divers	1 496 734	1 330 150
Loyer à recevoir Pyramide du Lac	195 950	277 877
Blocage crédits documentaires	305 198	304 245
Charges constatées d'avance	422 526	329 317
Total des autres actifs courants bruts	10 040 159	6 302 513
Provisions des autres actifs courants	<653 838>	<635 551>
Total des autres actifs courants nets	9 386 321	5 666 962

* retraité à des fins comparatives (vor note III.12)

IV.8 Autres actifs financiers (En DT)

Le solde des autres actifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 8.295.000 DT contre 5.700.000 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Billets de trésorerie AB Corporation	1 960 000	700 000
Titres de placement SOTEMAIL	5 985 000	5 000 000
Autres actifs financiers	350 000	-
Total des autres actifs financiers	8 295 000	5 700 000

IV.9 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2014 à 323.629 DT contre 187.782DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Banques	230 654	29 903
Caisse	444	3 392
Effets remis à l'escompte	92 531	154 487
Total des liquidités et équivalents de liquidités	323 629	187 782

IV.10 Capitaux propres (En DT)

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2014 à 58.519.925 DT contre 53.541.978 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Capital social	31 169 600	28 831 880
Réserve légale	2 616 846	2 259 170
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Subventions d'investissements	1 347 066	-
Résultats reportés	3 016 530	2 248 716
Capitaux propres avant résultat	53 447 450	48 637 174
Résultat de l'exercice	5 072 475	4 904 804
Capitaux propres avant affectation	58 519 925	53 541 978

Situation des réserves et résultats reportés (faisant réf. A l'Art 19 de la loi de finances 2014)

L'article 19 de la loi des finances pour 2014, a étendu le champ d'application de l'IRPP aux revenus des dividendes distribués au profit des personnes physiques résidentes et non résidentes en Tunisie et ce, pour les opérations de distribution réalisées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Par ailleurs et afin d'éviter l'application rétroactive de cet impôt, la loi des finances pour 2014 a exonéré la distribution de bénéfices, à partir des fonds propres figurant au bilan de la société distributrice au 31 décembre 2013, à condition de mentionner les dits fonds dans les notes aux états financiers au titre de l'année 2014. Les réserves et les résultats reportés de la société arrêtés au 31 décembre 2013, et exonérés de l'impôt sur distribution des dividendes s'élèvent à un solde de 18.313.938 DT dont 17.546.124 provenant de l'exercice 2013 et sont ainsi détaillés

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Réserves pour réinvestissements financiers (*)	3 000 000	3 000 000
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Résultats reportés	3 016 530	2 248 716
Total Fonds propres existants au bilan au 31.12.2014 et provenant des exercices 2013 et antérieurs	18 313 938	17 546 124

(*)La loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009 portant loi de finances pour l'année 2010 a instauré des conditions supplémentaires pour le bénéfice des avantages fiscaux au titre du réinvestissement financier à savoir :

- la non cession des titres qui ont donné droit au bénéfice des avantages fiscaux, avant l'expiration des deux années qui suivent l'année de la libération du capital souscrit ou du paiement des parts,
- l'affectation des bénéfices ou des revenus réinvestis dans un compte spécial d'investissement au passif du bilan non distribuable sauf en cas de cession des titres ayant donné droit aux avantages fiscaux, pour les personnes morales et les personnes physiques soumises à l'impôt dans les catégories BIC et BNC.

IV.11 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2014 à 13.577.215 DT contre un solde au 31 décembre 2013 de 13.699.706 DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Emprunt Fournisseur SACMI (1 474 210 €)	952 845	1 909 144
Emprunt AMEN BANK (2 500 000 DT)	2 375 363	2 500 000
Emprunt BNA (4 000 000 DT)	2 464 287	3 035 715
Emprunt STB (2 760 000 DT)	1 774 286	2 168 571
Autres dettes (fiscales)	-	217 932
Emprunt UTB (1 000 000 €)	-	348 616
Emprunt STB (1 170 000 DT)	83 571	250 714
Emprunt STB (330 000 DT)	23 571	70 714
Emprunt STB (1 200 000 DT)	342 857	514 286
Emprunt BNA (1 540 000 DT)	660 000	880 000
Emprunt STB (347 000 DT)	99 143	148 714
Emprunt UTB (1 250 000 €)	424 163	991 506
Emprunt STB (294 000 DT)	252 000	-
Emprunt STB (872 000 DT)	747 429	-
Emprunt STB (95 000 DT)	81 429	-
Emprunt STB (700 000 DT)	560 000	-
Emprunt BH (1 370 000 DT)	1 370 000	-
Emprunt BH (400 000 DT)	400 000	-
Emprunts LEASING	966 271	663 794
Total des emprunts	13 577 215	13 699 706

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 18.721.812 DT contre 16.837.027 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs d'exploitation	11 108 751	12 124 698
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	7 442 655	4 509 997
Fournisseurs d'immobilisations	-	465
Fournisseurs d'immobilisations – retenue de garantie	79 258	75 746
Charges à payer	91 148	126 121
Total des dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 721 812	16 837 027

IV.13 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 4.589.822 DT contre 3.257.627 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Personnel	1 016 576	775 436
Etat, impôts et taxes	2 700 530	941 635
Etat, reconnaissance de dette	126 378	594 025
Autres créiteurs divers	746 338	946 531
Total des autres passifs courants	4 589 822	3 257 627

IV.14 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 30.144.570 DT contre 19.930.780 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Emprunts à moins d'un an	4 540 387	3 999 124
Emprunts leasing à moins d'un an	486 481	424 617
Intérêts courus	1 136 372	593 603
Charge à payer échelle d'intérêt	198 984	154 696
Préfinancement export	4 100 000	3 900 000
Préfinancement stock	4 900 000	4 600 000
Billets de trésorerie	3 300 000	5 750 000
Mobilisation de créances	135 140	130 740
Crédit de financement	11 347 206	378 000
Total des autres passifs financiers	30 144 570	19 930 780

IV.15 Concours bancaires (En DT)

Les concours bancaires s'élèvent au 31 décembre 2014 à 10.151.260 DT contre 6.982.712 DT au 31 décembre 2013 et correspondent à des découverts bancaires.

V. Notes relatives à l'état de résultat

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2014 à 71.990.775 DT contre 68.725.391 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Ventes locales	48 591 221	52 606 834
Ventes à l'exportation	6 287 739	11 245 233
Ventes poudre atomisée	17 111 815	4 873 324
Total des revenus	71 990 775	68 725 391

V.1 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2014 à 481.895 DT contre 430.210 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Loyers centre Pyramide	428 264	417 245
Subventions	53 631	12 965
Total des autres produits d'exploitation	481 895	430 210

V.2 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation négative de 8.500.987 DT au 31 décembre 2014 contre une variation négative de 4.904.547 DT au 31 décembre 2013.

V.3 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2014 à 46.160.690 DT contre 41.105.774 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Achats consommés de M.P et consommables	31 755 525	27 914 603
Consommations énergétiques	10 484 223	8 149 913
Achats non stockés	3 804 774	3 550 554
Achats sous-traitance	116 168	1 490 704
Total des achats d'approvisionnement	46 160 690	41 105 774

V.4 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2014 à 11.986.049 DT contre 11.670.457 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Appointements et salaires	9 953 112	10 079 945
Charges sociales et autres	2 032 937	1 590 512
Total des charges de personnel	11 986 049	11 670 457

V.5 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2014 à 2.861.384 DT contre 6.836.979 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Dotations aux amortissements	4 451 619	3 418 740
Résorption des frais préliminaires	189 677	-
Dotations aux provisions des stocks	43 192	-
Dotations aux provisions des soldes clients	970 090	1 492 897
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	400 000
Dotations aux provisions des immobilisations financières	-	1 779 115
Dotations aux provisions des autres actifs courants	33 326	23 398
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	5 687 904	7 114 150
Reprise sur provisions des créances clients	<2 674 131>	<140 827>
Reprise sur provisions des stocks	<129 849>	<136 344>
Reprise sur provisions des autres actifs courants	<15 040>	-
Reprise sur provisions des titres de participations	<7 500>	-
Total des reprises sur dotations aux provisions	<2 826 520>	<277 171>
Total dotations aux amortissements et aux provisions	2 861 384	6 836 979

V.6 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2014 à 5.333.034 DT contre 4.585.848 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Loyers et charges locatives	175 276	211 245
Assurances	329 471	308 822
Entretiens et réparations	461 100	471 706
Honoraires	308 011	275 783
Publicité et propagande	1 207 488	639 159
Autres services extérieurs	415 111	355 388
Transport sur achats	420	31 713
Transport sur ventes à l'export	65 177	94 193
Transport sur ventes locales	80 132	25 058
Transports et déplacements	115 493	152 123
Carburant	162 615	155 324
Missions et réceptions	302 159	271 368
Dons et subventions	303 016	376 292
Jetons de présence	187 500	150 000
Services bancaires	519 940	638 183
Impôts et taxes	615 332	398 257
Commissions sur ventes	320 186	31 234
Transferts de charges	<235 393>	-
Total des autres charges d'exploitation	5 333 034	4 585 848

V.7 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes se sont élevées au 31 décembre 2014 à 7.567.203 DT contre 6.744.751 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Intérêts bancaires	6 170 083	4 973 818
Pertes de change	1 649 516	1 880 940
Gains de change	<249 756>	<110 007>
Escomptes obtenus	<2 640>	-
Total des charges financières nettes	7 567 203	6 744 751

V.8 Produits des placements (En DT)

Les produits des placements se sont élevés au 31 décembre 2014 à 1.838.046 DT contre 3.028.724 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Produits des participations	853 809	-
Autres produits financiers	984 237	3 028 724
Total des produits de placements	1 838 046	3 028 724

V.9 Autres pertes ordinaires (En DT)

Les autres pertes ordinaires se sont élevées au 31 décembre 2014 à 2.682.639 DT contre 69.254 DT au 31 décembre 2013. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Apurement des soldes clients douteux provisionnés	2 639 700	-
Apurement autres actifs	15 040	20 846
Pénalités de retard	15 450	30 812
Autres pertes	12 449	17 596
Total des autres pertes ordinaires	2 682 639	69 254

VI. Notes sur l'état de flux de trésorerie

VI.1 Encaissements dividendes et autres distributions

En 2014, la SOMOCER a encaissé des dividendes pour un montant de 650.208 DT alors qu'en 2013 les dividendes encaissés étaient de 520.625 DT. Ces dividendes correspondent à ceux encaissés de la part de la société SOTEMAIL

VI.2 Les encaissements provenant des moyens de financement à court terme

Les encaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Encaissement billets de trésorerie	27 650 000	32 250 000
Encaissement MCNE	390 900	928 500
Encaissement crédits préfinancement export	16 200 000	15 200 000
Encaissement crédits préfinancement stocks	19 200 000	18 800 000
Encaissement crédits de financement en devise	262 973	378 000
Total	63 703 873	67 556 500

VI.3 Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme

Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Décaissement billets de trésorerie	30 100 000	29 500 000
Décaissement M.C.N.E	386 500	1 690 300
Décaissement crédits préfinancement export	16 000 000	15 200 000
Décaissement crédits préfinancement stock	18 900 000	18 800 000
Total	65 386 500	65 190 300

VII. Informations sur les parties liées

Les parties liées incluent les actionnaires, les principaux dirigeants (y compris les administrateurs) et leurs membres proches des familles ainsi que les sociétés contrôlées par les actionnaires et les principaux dirigeants ou sur lesquelles ils exercent de l'influence notable.

VII.1 Ventés - clients (En DT)

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice 2014 avec les sociétés du groupe totalise un montant de 20.442.566 DT contre un montant de 10.584.996 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Société A.B.C.	3 278 452	4 036 158
Société AB CORPORATION	2 189	16 884
Société SOTEMAIL	17 079 824	5 746 313
Société SANIMED	19 871	4 226
Société SOMOCER NEGOCE	-	705 940
Société SOMOSAN	62 230	75 475
Total du chiffre d'affaires hors taxes	20 442 566	10 584 996

VII.2 Achats - fournisseurs (En DT)

Les achats effectués auprès des sociétés du groupe au cours de l'exercice 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Société A.B.C.	304	1 191
Société SOTEMAIL	2 650 612	1 792 061
Total des achats hors taxes	2 650 916	1 793 252

VII.3 Autres transactions avec les parties liées

- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique de la Pyramide du Lac pour la société ABC et à la salle sise à Menzel Hayet pour un montant de 32.977 DT ;
- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer du dépôt sis à RADES pour la société ABC pour un montant de 42.712 DT ;
- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des charges à payer relatives à l'assistance sur les ventes à l'export assurées par la société SOMOCER Négoce pour un montant de 314.387 DT. Le contrat conclu entre les deux parties a commencé le 02 janvier 2014 pour une période de 5 ans renouvelables par tacite reconduction.

VIII. Évènements post clôture

La société a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquelles la société est soumise. La société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal.

IX. Autres notes complémentaires

IX.1 Etat des placements

Placements à long terme dans des sociétés autres que filiales

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SANILIT	1 350 000	20,00%	1 350 000
INCOMA	1 836 172	9,18%	429 115
EL AKKAR	75 000	50,00%	-
Société Argile Médenine	26 400	40,00%	26 400
BTS	10 000	0,03%	10 000
SOTEX ALGER	3 038	NA	3 038
Total	3 300 610		1 818 553

Placements à long terme dans des sociétés filiales

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SOTEMAIL	12 710 390	58,28%	-
ABC	5 875 000	68,04%	-
SOMOCER Négoce	1 140 000	99,13%	-
SOMOSAN	3 200 000	27,12%	-
Total	22 925 390		-

Placements à court terme

En DT	Valeur comptable	Coût d'acquisition	+/- Value
SOTEMAIL	5 985 000	2 100 000	3 885 000
AB CORPORATION	1 960 000	1 960 000	-
SOMOCER Négoce	100 000	100 000	-
ARAB FIANCIAL CONSULING	250 000	250 000	-
Total	8 295 000	4 410 000	3 885 000

IX.2 Gains et pertes de change inscrits en écart de conversion

En DT	Gain de change	Perte de change	Total
U.T.B 1 000 000 Eur	-	53	53
U.T.B 1 250 000 Eur	-	306	306
SACMI 1 474 210 Eur	-	56 841	56 841
Total	-	57 200	57 200

IX.3 Résultat par action

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net	5 072 475	4 909 804
Nombre d'actions	31 169 600	28 831 880
Résultat par action	0,163	0,170

IX.5 Solde intermédiaires de gestion (En DT)

Produits	2014	2013	Charges	2014	2013	Soldes	2014	2013
CA Local	48 591 221	52 606 834	Stockage	8 500 987	4 904 547			
CA Export	6 287 739	11 245 233						
Autres Ventes	17 111 815	4 873 324						
Total	71 990 775	68 725 391	Total	8 500 987	4 904 547	Production	80 491 762	73 629 938
Production	80 491 762	73 629 938	Achats consommés	46 160 690	41 105 774	Marge sur coût matière	34 331 072	32 524 164
Marge sur coût matière	34 331 072	32 524 164	Autres charges externes	4 717 702	4 187 591	Valeur ajoutée	29 613 370	28 336 573
Valeur ajoutée	29 613 370	28 336 573	Charges de personnel	11 986 049	11 670 457	Excédent brut d'exploitation	17 011 989	16 267 859
			Impôts et taxes	615 332	398 257			
			Total	12 601 381	12 068 714			
Excédent brut d'exploitation	17 011 989	16 267 859	Charges financières nettes	7 567 203	6 744 751	Résultat des activités ordinaires	5 072 475	4 904 804
Autre produits ordinaires	489 386	538 988	Autres charges ordinaires	2 682 639	69 254			
Produits de placement	1 838 046	3 028 724	Dotations aux amort et prov	2 861 384	6 836 979			
			Impôt sur les bénéfices	1 155 720	1 279 783			
Total	19 339 421	19 835 571	Total	14 266 946	14 930 767			
Résultat des activités ordinaires	5 072 475	4 904 804	Pertes extraordinaires	-	-	Résultat après modifications	5 072 475	4 904 804
Total	5 072 475	4 904 804	Total	-	-			

IX.6 Tableau de variation des capitaux propres

En DT	Solde au 31.12.2013	Résultats reportés	Réserves légales	Augmentation de capital	Distributions de dividendes	Subvention d'investissement	Résultat de l'exercice	Solde au 31.12.2014
Capital social (*)	28 831 880	-	-	2 337 720	-	-	-	31 169 600
Réserves légales	2 259 170	-	357 676	-	-	-	-	2 616 846
Réserves statutaires	1 081 645	-	-	-	-	-	-	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissements	3 000 000	-	-	-	-	-	-	3 000 000
Résultats reportés	2 248 716	905 534	-	<137 720>	-	-	-	3 016 530
Prime d'émission	8 250 609	-	-	-	-	-	-	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	-	-	-	-	-	-	2 965 154
Subvention d'investissement	-	-	-	-	-	1 347 066	-	1 347 066
Capitaux Propres	48 637 174	905 534	357 676	2 200 000	-	1 347 066	-	53 447 450
Résultat de l'exercice	4 904 804	<905 534>	<357 676>	<2 200 000>	<1 441 594>	-	5 072 475	5 072 475
Total capitaux propres	53 541 978	-	-	-	<1 441 594>	1 347 066	5 072 475	58 519 925

(*) Le capital social est passé de 28.831.880 DT au 31 décembre 2013 à 31.169.600 DT au 31 décembre 2014 suite à une augmentation du capital par voie d'incorporation des réserves spéciales de réinvestissements totalisant 2.200.000 DT et par voie d'incorporation des résultats reportés pour 137.720 DT, et ce selon le PV de l'AGE du 19 juin 2014.

IX.7 Tableau de variation des immobilisations

DÉSIGNATION	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	31/12/2013	Acquisitions	31/12/2014	31/12/2013	Dotations	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
Fonds de commerce	1 973 928	-	1 973 928	808 082	83 796	891 878	1 165 846	1 082 050
Logiciel	278 732	23 292	302 024	220 019	33 561	253 580	58 713	48 444
TOTAL DES IMMOB. INCORPORELLES	2 252 660	23 292	2 275 952	1 028 101	117 357	1 145 458	1 224 559	1 130 494
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
Terrain	2 995 143	-	2 995 143	593 645	-	593 645	2 401 498	2 401 498
Constructions	19 850 657	233 739	20 084 396	10 174 559	949 990	11 124 549	9 676 098	8 959 847
Install. techniques, matériels et outillages	54 004 588	5 745 323	59 749 911	30 978 453	2 488 250	33 466 703	23 026 135	26 283 208
Matériels de transport	1 919 887	166 206	2 086 093	1 365 305	178 426	1 543 731	554 582	542 362
Install. générales agenc.aménag.divers	6 899 299	363 244	7 262 543	5 321 804	301 942	5 623 746	1 577 495	1 638 797
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 038 732	48 375	1 087 107	823 852	58 797	882 649	214 880	204 458
Immobilisations à statut juridique particulier	3 162 751	865 167	4 027 918	1 327 447	356 857	1 684 304	1 835 304	2 343 614
Immobilisations en cours	-	362 612	362 612	-	-	-	-	362 612
TOTAL DES IMMOB.CORPORELLES	89 871 057	7 784 666	97 655 723	50 585 065	4 334 262	54 919 327	39 285 992	42 736 396
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	92 123 717	7 807 958	99 931 675	51 613 166	4 451 619	56 064 785	40 510 551	43 866 890

IX.8 Note sur les immobilisations acquises par voie de leasing

Année	Contrat N°	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an
2011	73840	Matériel de transport	207 540	4 842	-
2012	328170	Matériel de transport	45 000	12 171	6 405
2012	333970	Matériel de transport	33 590	8 280	6 313
2012	335890	Matériel et outillage	628 695	108 616	160 834
2012	343300	Matériel de transport	70 000	18 582	14 804
2012	348420	Matériel de transport	55 884	14 559	15 607
2013	365510	Matériel de transport	113 480	24 805	31 300
2013	113668	Matériel de transport	107 000	26 241	56 040
2013	389380	Matériel de transport	30 975	7 595	14 865
2013	361710	Matériel de transport	85 000	21 895	27 697
2013	371260	Matériel de transport	30 000	14 197	3 713
2013	380130	Matériel de transport	101 073	25 525	39 602
2014	119122	Matériel et outillage	441 667	99 960	341 707
2014	119127	Matériel et outillage	53 501	10 815	40 054
2014	406710	Matériel et outillage	370 000	88 398	207 330
Total			2 373 405	486 481	966 271

IX.9 Tableau de variation des emprunts

Emprunts	Solde au 31.12.2013			Mouvements de la période		Solde au 31.12.2014		
	Total début de période	Échéance à +1 an	Échéance à -1 an	Additions	Règlement échéances	Total Fin de période	Échéance à +1 an	Échéance à -1 an
BNA 4MDT 1ère Tranche	1 785 713	1 499 997	285 716	-	<142 857>	1 642 856	1 214 281	428 575
BNA 4MDT 2ème Tranche	892 858	750 002	142 856	-	<107 142>	785 716	607 146	178 570
BNA 4MDT 3ème Tranche	928 572	785 716	142 856	-	<107 142>	821 430	642 860	178 570
BNA 1540KDT	1 100 000	880 000	220 000	-	<165 000>	935 000	660 000	275 000
STB 330KDT	117 857	70 714	47 143	-	<47 143>	70 714	23 571	47 143
STB 1170KDT	417 857	250 714	167 143	-	<167 143>	250 714	83 571	167 143
STB 1200KDT	771 428	514 285	257 143	-	<171 428>	600 000	342 857	257 143
STB 347KDT	223 071	148 714	74 357	-	<49 571>	173 500	99 143	74 357
STB 220KDT	204 285	172 857	31 428	-	<31 428>	172 857	141 429	31 428
STB 900KDT	835 714	707 143	128 571	-	<128 571>	707 143	578 571	128 572
STB 880KDT	817 144	691 429	125 715	-	<125 715>	691 429	565 714	125 715
STB 232KDT	215 429	182 286	33 143	-	<33 143>	182 286	149 143	33 143
STB 356KDT	330 571	279 714	50 857	-	<50 857>	279 714	228 857	50 857
STB 172KDT	159 714	135 143	24 571	-	<24 571>	135 143	110 572	24 571
STB 30KDT	2 161	-	2 161	-	<2 161>	-	-	-
Amen Bank 2500KDT	2 500 000	2 500 000	-	-	-	2 500 000	2 375 363	124 637
STB 294KDT	-	-	-	294 000	-	294 000	252 000	42 000
STB 872KDT	-	-	-	872 000	-	872 000	747 429	124 571
STB 95KDT	-	-	-	95 000	-	95 000	81 429	13 571
STB 700KDT	-	-	-	700 000	-	700 000	560 000	140 000
BH 1370KDT	-	-	-	1 370 000	-	1 370 000	1 370 000	-
BH 400KDT	-	-	-	400 000	-	400 000	400 000	-
Total emprunts en dinars	11 302 374	9 568 714	1 733 660	3 731 000	<1 353 872>	13 679 502	11 233 936	2 445 566
UTB 2000K€	367 142	-	367 142	-	<367 142>	-	-	-
UTB 1000K€	697 232	348 616	348 616	-	<262 192>	435 038	-	435 038
UTB 1250K€	1 586 640	991 506	595 134	-	<455 541>	1 131 101	424 163	706 938
SACMI 1474 K€	2 863 716	1 909 144	954 572	-	<958 026>	1 905 690	952 845	952 845
Total emprunts en devises	5 514 730	3 249 266	2 265 464	-	<2 042 901>	3 471 829	1 377 008	2 094 821
Total des emprunts	16 817 104	12 817 980	3 999 124	3 731 000	<3 396 773>	17 151 331	12 610 944	4 540 387

X. Engagements hors bilan

X.1 Engagements donnés au titre des opérations de portage

Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 2.000.000 DT; l'engagement de la société à la date du 31 décembre 2014 s'élève à 1.272.753 DT ;

Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 5.000.000 DT ;

X.2 Engagements donnés : Effets escomptés non échus

Le montant des effets escomptés et non échus au 31 décembre 2014 est de l'ordre de 18.794.068 DT.

X.3 Engagements donnés au profit de sociétés du groupe

Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :

- ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 KDT et crédit de gestion de 775 KDT.
- BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 KDT et crédit de gestion de 1.550 KDT
- BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 KDT et crédit de gestion : 775 KDT ;
- TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 K€.

Cette décision annule et remplace la neuvième décision du PV du conseil d'administration du 30 mai 2012.

X.4 Engagements donnés relatifs aux emprunts

1- Titre foncier n° 70 048 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa I" d'une superficie de 1 348 m²

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2014</i>
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	21 136 155
<i>CMT</i>	2 750 000	STB/BDET	-
<i>Aval UTB</i>	3 000 000	STB/BDET	-
<i>CMT</i>	30 250	STB	-
<i>CMT</i>	1 170 000	STB	250 714
<i>CMT</i>	330 000	STB	70 714
<i>CMT STB 1200</i>	1 200 000	STB	600 000
<i>CMT STB 347</i>	347 000	STB	173 500
<i>CMT STB 900</i>	900 000	STB	707 143
<i>CMT STB 220</i>	220 000	STB	172 857
<i>CMT STB 232</i>	232 000	STB	182 286
<i>CMT STB 880</i>	880 000	STB	691 429
<i>CMT STB 356</i>	356 000	STB	279 714
<i>CMT STB 172</i>	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
<i>Crédit de gestion</i>	4 250 000	AB	3 466 435
<i>CMT/AFD</i>	600 000	AB	-
<i>CMT</i>	1 500 000	AB	-
<i>CMT 2500</i>	2 500 000	AB	2 500 000
	8 850 000		5 966 435
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BNA	11 180 659
<i>CMT 1540</i>	1 540 000	BNA	935 000
<i>CMT/AFD</i>	600 000	BNA	-
<i>CMT 2000</i>	2 000 000	BNA	1 642 855
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	785 716
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
<i>Crédit de gestion</i>	3 040 000	UIB	2 210 490
<i>CMT</i>	210 000	UIB	-
<i>CMT</i>	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
<i>Crédit de gestion</i>	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
<i>CMT</i>	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
<i>Crédit de gestion</i>	4 250 000	ATTIJARI BANK	3661774
	4 250 000		3 661 774
<i>CMT 1000</i>	2 046 700	TFB	435 038
<i>CMT 2000</i>	4 093 400		-
<i>CMT 1250</i>	2 558 375		1 131 100
	8 698 475		1 566 138
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	80 415 725	-	61 081 311

2- Titre foncier n° 70 046 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa II" d'une superficie de 499 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
<i>Crédit de gestion</i>	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
<i>Crédit de gestion</i>	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
<i>Crédit de gestion</i>	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
<i>Engagement par signature</i>	0	NAIB	-
	0		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 913 950		56 288 437

3- Titre foncier n° 70 047 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa III" d'une superficie de 505 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	21 136 155
<i>CMT</i>	2 750 000	STB/BDET	-
<i>Aval UTB</i>	3 000 000	STB/BDET	-
<i>CMT</i>	30 250	STB	-
<i>CMT</i>	1 170 000	STB	250 714
<i>CMT</i>	330 000	STB	70 714
<i>CMT STB 1200</i>	1 200 000	STB	600 000
<i>CMT STB 347</i>	347 000	STB	173 500
<i>CMT STB 900</i>	900 000	STB	707 143
<i>CMT STB 220</i>	220 000	STB	172 857
<i>CMT STB 232</i>	232 000	STB	182 286
<i>CMT STB 880</i>	880 000	STB	691 429
<i>CMT STB 356</i>	356 000	STB	279 714
<i>CMT STB 172</i>	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
<i>Crédit de gestion</i>	3 650 000	AB	3 466 435
<i>CMT/AFD</i>	600 000	AB	-
<i>CMT</i>	1 500 000	AB	-
<i>CMT 2500</i>	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BNA	11 180 659
<i>CMT 1540</i>	1 540 000	BNA	935 000
<i>CMT/AFD</i>	600 000	BNA	-
<i>CMT 2000</i>	2 000 000	BNA	1 642 855
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	785 716
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
<i>Crédit de gestion</i>	3 040 000	UIB	2 210 490
<i>CMT</i>	210 000	UIB	-
<i>CMT</i>	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
<i>Crédit de gestion</i>	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
<i>CMT</i>	1 700 000	BTEI	-
<i>CMT</i>	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
<i>CMT</i>	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	69 913 950		56 288 437

4- Terrain situé à Menzel Hayet d'une superficie de 77 600 m², objet de deux actes SSP Enregistrés à Zermeddine le 22.06.99 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédits de gestion	2 600 000	BH KARKER	3 407 109
CMT	8 350 000	BH KARKER	8 350 000
	10 950 000		11 757 109
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
	3 650 000		3 466 435
Engagement par signature MCNE et Escompte Commercial	2 300 000	BFT	2 143 857
	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 601 450		67 351 978

5- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie de 40 000 m², objet d'un acte notarié enregistré le 19.01.95 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
<i>Crédit de gestion</i>	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
<i>Crédit de gestion</i>	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
<i>Crédit de gestion</i>	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
<i>Engagement par signature</i>	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
<i>Engagement par signature</i>	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	76 651 450		61 011 044

6- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie d 28 890 m² , objet d'un acte notarié enregistré à Jammel le 18.12.84 et d'un acte de précision enregistré à Jammel le 15.04.87 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 000 000	BTKD	-
CMT	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	79 751 450		61 011 044

**7- Terrain sis à Menzel Hayet Zeramdine, nommé Souk Essaydi, sous le n° 50
557 Monastir, superficie 9 684 m2**

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	21 136 155
<i>CMT</i>	30 250	STB	-
<i>CMT</i>	1 170 000	STB	250 714
<i>CMT</i>	330 000	STB	70 714
<i>CMT STB 1200</i>	1 200 000	STB	600 000
<i>CMT STB 347</i>	347 000	STB	173 500
<i>CMT STB 900</i>	900 000	STB	707 143
<i>CMT STB 220</i>	220 000	STB	172 857
<i>CMT STB 232</i>	232 000	STB	182 286
<i>CMT STB 880</i>	880 000	STB	691 429
<i>CMT STB 356</i>	356 000	STB	279 714
<i>CMT STB 172</i>	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BNA	11 180 659
<i>CMT 1540</i>	1 540 000	BNA	935 000
<i>CMT 2000</i>	2 000 000	BNA	1 642 855
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	785 716
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
<i>CMT</i>	2 046 700	TFB	435 038
<i>CMT 1250 £</i>	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	47 011 450		45 939 276

8- Les éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce et d'industrie

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	21 136 155
<i>CMT</i>	30 250	STB	-
<i>CMT</i>	1 170 000	STB	250 714
<i>CMT</i>	330 000	STB	70 714
<i>CMT STB 1200</i>	1 200 000	STB	600 000
<i>CMT STB 347</i>	347 000	STB	173 500
<i>CMT STB 900</i>	900 000	STB	707 143
<i>CMT STB 220</i>	220 000	STB	172 857
<i>CMT STB 232</i>	232 000	STB	182 286
<i>CMT STB 880</i>	880 000	STB	691 429
<i>CMT STB 356</i>	356 000	STB	279 714
<i>CMT STB 172</i>	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
<i>Crédit de gestion</i>	3 650 000	AB	3 466 435
<i>CMT/AFD</i>	600 000	AB	-
<i>CMT 2500</i>	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BNA	11 180 659
<i>CMT 1540</i>	1 540 000	BNA	935 000
<i>CMT/AFD</i>	600 000	BNA	0
<i>CMT 2000</i>	2 000 000	BNA	1 642 855
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	785 716
<i>CMT 1000</i>	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
<i>Crédit de gestion</i>	3 040 000	UIB	2 210 490
<i>CMT</i>	210 000	UIB	-
<i>CMT</i>	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
<i>Crédit de gestion</i>	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
<i>CMT</i>	1 700 000	BTEI	-
<i>CMT</i>	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
<i>CMT</i>	2 000 000	BTKD	-
<i>CMT</i>	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
<i>Engagement par signature</i>	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
<i>CMT</i>	2 046 700	TFB	435 038
<i>CMT 1250 £</i>	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	70 801 450		57 419 537

Rapport Général

***Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
SOMOCER
Menzel El Hayet, 5033 Monastir***

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport général sur l'audit des états financiers de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 ainsi que sur les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société Moderne de Céramique, joints au présent rapport et comprenant le bilan au 31 décembre 2014, ainsi que l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 58.519.925 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 5.072.475 DT.

Responsabilité du conseil d'administration pour l'établissement et la préparation des états financiers

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables tunisiennes ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Les états financiers ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Justification de l'opinion avec réserve

L'examen des créances clients au 31 décembre 2014 a révélé l'existence d'une créance douteuse sur le client libyen Al Aquaria et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 31 décembre 2014, provisionné à hauteur de 600 mille DT, soit une créance nette de 3.712 mille dinars.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattachait au client Libyen Al Mawada, société apparentée à la société Al Aquaria, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Le solde net de la créance sur Al Aquaria demeure non provisionné du fait que le management de la société l'estime recouvrable. Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

Opinion avec réserve

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation évoquée dans le paragraphe «Justification de l'opinion avec réserve», les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de SOMOCER au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation :

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

- Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, SOMOCER détient une participation de 3.200.000 DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression des coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management de SOMOCER juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement mentionné.
- Comme indiqué au niveau de la note VIII, la société a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, la société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

II. Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels de SOMOCER.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par SOMOCER eu égard à la réglementation en vigueur.

Tunis, le 22 mai 2015

Conseil Audit Formation Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting

Abderrahmen Fendri

Radhouen Zarrouk

Rapport Spécial

***Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
SOMOCER
Menzel El Hayet, 5033 Monastir***

Messieurs,

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous vous soumettons notre rapport sur les conventions conclues et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 (autres que les rémunérations des dirigeants)

Nous vous informons que votre conseil d'administration nous a avisés de l'existence des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice 2014 et visées aux articles 200 et suivants et de l'article 475 du code des sociétés commerciales :

1. Emprunts

La société SOMOCER a obtenu au cours de l'exercice 2014 de nouveaux emprunts et a conclu des contrats de leasing pour 4.596.188 DT se détaillant comme suit :

En DT	Long terme	Court terme	Montant brut	Taux d'intérêt
EMPRUNT STB (294 000 DT)	252 000	42 000	294 000	7,78%
EMPRUNT STB (872 000 DT)	747 429	124 571	872 000	7,92%
EMPRUNT STB (95 000 DT)	81 429	13 571	95 000	7,93%
EMPRUNT STB (700 000 DT)	560 000	140 000	700 000	7,94%
EMPRUNT BH (1 370 000 DT)	1 370 000	-	1 370 000	4,17%
EMPRUNT BH (400 000 DT)	400 000	-	400 000	4,17%
Leasing	589091	199 173	865168	
Total	3999949	519 315	4 596168	

Il convient de noter que ces emprunts sont assortis des garanties suivantes :

- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce de la société ;
- Une hypothèque immobilière de premier rang sur les parcelles de terrains sises aux Berges du Lac – Tunis ;
- Une hypothèque immobilière de rang utile dans les parts indivises revenant à la société SOMOCER dans les titres fonciers des terrains sis à Menzel Hayet ainsi que sur la construction ; et
- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des équipements et matériels.

2. Concours bancaires

Les concours bancaires s'élèvent à 10.151.260 DT et se détaillent comme suit :

En DT	Montant
UBCI	1263 972
BIAT	871 667
ATTIJARI BANK	395 605
BNA	2 668 075
STB	4 244 106
NAIB	148
AMEN BANK	262 470
UIB	445217
Total chiffre d'affaires	10 151 260

3. Ventes à des sociétés du groupe

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de l'année 2014 avec les sociétés du groupe SOMOCER totalise un montant de 20.442.566 DT et se détaille comme suit :

En DT	Montant
Société A.B.C.	3 278 452
Société SOTEMAIL	17 079 824
Société SANIMED	19 871
Société AB CORPORATION	2 189
Société SOMOSAN	62 230
Total chiffre d'affaires	20 442 566

4. Achats auprès des sociétés du groupe

Les achats hors taxes réalisés au cours de l'année 2014 auprès des sociétés du groupe SOMOCER totalisent un montant de 2.650.916 DT et se détaillent comme suit :

En DT	Montant
Société A.B.C.	304
Société SOTEMAIL	2 650 612
Total des achats	2 650 916

5. Convention d'assistance avec la société SOMOCER Négoce

Le conseil d'administration a autorisé, en date du 22 avril 2014, la convention d'assistance entre la société SOMOCER et la société SOMOCER Négoce qui porte sur la gestion et l'administration des ventes à l'export à partir du 01 janvier 2014. Le contrat conclu entre les deux parties est rémunéré au taux de 5% du montant des ventes réalisées à l'export et ce, pour une période de 5 ans.

Courant l'année 2014, la SOMOCER a constaté des charges à payer relatives à cette assistance pour un montant de 314.387 DT.

6. Cautions solidaires au profit de la société SOMOSAN

Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cettedernière et qui sont détaillés comme suit :

- ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 kDT et crédit de gestion de 775kDT.
- BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 kDT et crédit de gestion de 1.550 kDT
- BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 kDT et crédit de gestion : 775kDT ;
- TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 k€.

Cette décision annule et remplace la neuvième décision du PV du conseil d'administration du 30 mai 2012.

7. Placements à court terme

- Courant 2014, SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation de trésorerie pour un montant total de 1.960 kDT qui se détaillent comme suit :
 - Le premier dont le montant s'élève à 160 kDT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 20.05.2014 avec une date d'échéance au 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
 - Le deuxième dont le montant s'élève à 700 kDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.06.2014 avec une date d'échéance au le 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
 - Le troisième dont le montant s'élève à 1.100 kDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.12.2014 avec une date d'échéance au le 24.06.2015 au taux d'intérêts de 6% par an.

- La société SOMOCER Négoce a émis un billet de trésorerie pour un montant s'élevant à 100 kDT pour une période de 6 mois commençant le 26.12.2014 avec une date d'échéance au 25.06.2015 au taux d'intérêts de 6% par an.

B- Opérations réalisées et relatives à des conventions antérieures

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces conventions sont détaillées comme suit :

1. La société SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique sise à la Pyramide du Lac et la salle sise à «Menzel Hayet» au profit de la société ABC pour un montant total annuel TTC de 32.977 DT ;

2. La société SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer du dépôt sis à Radès au profit de la société ABC pour un montant TTC de 42.712 DT ;

3. Le solde des emprunts bancaires ainsi que les dettes de leasing contractés antérieurement à l'exercice 2014, et restant à régler au 31 décembre 2014 s'élève à un montant total de 14.084.818 DT se détaillant comme suit :

En DT	Long terme	Court terme	Total	Taux d'intérêt
EMPRUNT STB (1 170 000 DT)	83 571	167 143	250 714	7,19%
EMPRUNT STB (1 200 000 DT)	342 857	257 143	600 000	7,30%
EMPRUNT U.T.B (1 000 000 €)	-	435 038	435 038	4,82%
EMPRUNT BNA (1 540 000 DT)	660 000	275 000	935 000	5,50%
EMPRUNT SACMI (1 474 K€)	952 845	952 845	1 905 690	6,50%
EMPRUNT UTB (1 250 000 €)	424 163	706 938	1 131 101	4,06%
EMPRUNT STB (330 000 DT)	23 571	47 143	70 714	6,26%
EMPRUNT STB (347 000 DT)	99 143	74 357	173 500	7,25%
EMPRUNT AMEN BANK (2 500kDT)	2 375 363	124 637	2 500 000	5,73%
CMT BNA 4 MD (première tranche)	1 214 281	428 574	1 642 855	6,61%
CMT BNA 4 MD (deuxième tranche)	607 146	178 570	785 716	6,70%
CMT BNA 4 MD (troisième tranche)	642 860	178 570	821 430	7,20%
EMPRUNT STB (900 000 DT)	578 571	128 572	707 143	7,70%
EMPRUNT STB (220 000 DT)	141 429	31 428	172 857	7,69%
EMPRUNT STB (232 000 DT)	149 143	33 143	182 286	7,74%
EMPRUNT STB (880 000 DT)	565 714	125 715	691 429	7,73%
EMPRUNT STB (356 000 DT)	228 857	50 857	279 714	7,72%
EMPRUNT STB (172 000 DT)	110 572	24 571	135 143	7,72%
EMPRUNTS LEASING	377 180	287 308	664 488	
Total	9 577 266	4 507 552	14 084 818	

Il convient de noter que ces emprunts sont assortis des garanties suivantes :

- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce de la société ;
- Une hypothèque immobilière de premier rang sur les parcelles de terrains sises aux Berges du Lac – Tunis ;
- Une hypothèque immobilière de rang utile dans les parts indivises revenant à la société SOMOCER dans les titres fonciers des terrains sis à Menzel Hayet ainsi que sur la construction ; et
- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des équipements et matériels.

4. La SOMOCER a renouvelé durant l'exercice 2014 les engagements de financement à court terme dont le détail est comme suit :

En DT	Solde au 31/12/2014
Préfinancement à l'exportation	4100 000
Préfinancement de stocks	4 900 000
Mobilisation des créances nées sur l'étranger	135600
Total	9 135 600

5. La SOMOCER a fait appel à l'émission de billets de trésorerie et des crédits de financements en devise et en monnaie locale pour des fins de financement à court terme. Le détail de ce financement courant l'exercice 2014 est consigné ci-dessous :

Etablissement financier	Solde au 31/12/2014	Echéance
ATD SICAR	300 000	20/06/2015
Financements en devise	6 557 692	2014
Financements en devise	3 850 514	2015
Financement en TND UBCI	139 000	20/01/2015
Découverts mobilisables ATTIJARI BANK	400 000	23/03/2015
Découverts mobilisables ATTIJARI BANK	200 000	19/02/2015
Découverts mobilisables ATTIJARI BANK	200 000	20/01/2015
Billets de trésorerie MAXULA SICAV	3 000 000	27/02/2015
Total	14 647 206	

C- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II§5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

Les rémunérations des dirigeants sont fixées par décision du conseil d'administration. Les éléments de rémunérations des dirigeants sont définis comme suit :

- Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2014 a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence égal à 150.000 DT;
- Les membres du comité permanent d'audit sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. En 2014, aucune rémunération n'a été allouée aux membres du comité permanent d'audit ;
- La rémunération nette du Directeur Général au titre de l'exercice 2014 est de 256.690 DT ; D'autre part, le Directeur Général a reçu d'autres rémunérations nettes de la société SOMOCER Négoce pour 21.007 DT.
- La rémunération nette du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2014 est de 102.838 DT. D'autre part, le Directeur Général Adjoint perçoit d'autres rémunérations de la société SOMOCER Négoce pour un montant net de 21.023 DT.
- Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient des avantages en nature liés à leurs fonctions (voitures et charges connexes).

Par ailleurs et en dehors des conventions et opérations précitées, nos diligences n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations qui rentrent dans le cadre des articles 200 et suivants 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 22 mai 2015

Conseil Audit Formation Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting

Abderrahmen Fendri Radhouen Zarrouk

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

EL WIFACK LEASING

Siège social : Avenue Habib Bourguiba, Médenine 4100

La société El wifack Leasing publie ci -dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2014 accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, Mr Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI et Mr Béchir NEDRI.

BILAN
(Exprimé en D.T.)

Actifs	Notes	31/12/2014	31/12/2013	Capitaux propres et Passifs	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Liquidités et équivalents de liquidités	3	1 080 340	3 897 030	Passifs			
Créances sur la clientèle				Emprunts et ressources spéciales			
Créances de leasing : Encours Financiers		236 888 900	202 198 988	Concours bancaires		2 568 399	612 212
Moins : Provisions	4	(3 632 357)	(3 377 788)	Emprunts et dettes rattachés	11	192 051 278	158 036 270
		233 256 543	198 821 200	Total Emprunts et ressources spéciales		194 619 677	158 648 482
Créances de leasing : Echues & Impayées		14 786 937	12 363 148	Autres passifs			
Moins : Provisions	5	(5 724 986)	(4 772 547)	Dettes envers la clientèle	12	3 239 628	3 358 061
		9 061 951	7 590 601	Fournisseurs et comptes rattachés	13	11 727 196	16 340 854
Intérêts constatés d'avance		(1 113 727)	(1 054 985)	Provisions		-	-
Total des créances sur la clientèle		241 204 767	205 356 816	Autres	14	2 497 292	2 268 920
Portefeuille titres de placement	6	86 425	91 418	Total des autres passifs		17 464 116	21 967 835
Portefeuille d'investissement				Capitaux propres			
Portefeuille d'investissement brut		7 077 400	5 362 972	Capital social		20 000 000	20 000 000
Moins : Provisions		(200 000)	(100 000)	Prime d'émission		9 500 000	9 500 000
Total portefeuille d'investissement	7	6 877 400	5 262 972	Réserves		9 694 817	8 090 858
Valeurs Immobilisés				Fonds pour risques Bancaires généraux		220 000	220 000
Immobilisations incorporelles		152 845	143 453	Autres capitaux propres		628 436	618 219
Moins : Amortissements	8	(137 852)	(130 437)	Résultats reportés		75 212	9 154
		14 993	13 016	Total des capitaux propres avant			
Immobilisations corporelles		5 555 000	4 638 983	Résultat		40 118 465	38 438 231
Moins : Amortissements	9	(1 476 710)	(1 257 648)	Résultat de l'exercice		4 161 985	4 070 016
		4 078 290	3 381 335	Total des capitaux propres avant affectation	15	44 280 450	42 508 247
Total des valeurs immobilisées		4 093 283	3 394 351				
Autres actifs				Total des capitaux propres et des passifs		256 364 243	223 124 564
Autres actifs		3 366 874	5 310 365				
Moins : Provisions	10	(344 846)	(188 388)				
		3 022 028	5 121 977				
Total des actifs		256 364 243	223 124 564				

ETAT DE RESULTAT
(Exprimé en D.T)

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Revenus de Leasing			
Revenus bruts de leasing		21 521 068	17 685 643
Intérêts de retard & intercalaires		758 737	573 294
Variation des produits réservés		(93 626)	3 335
Autres revenus de leasing		1 553 116	913 881
Total des revenus de Leasing	16	23 739 295	19 176 153
Charges financières nettes	17	(11 981 298)	(9 087 441)
Produits des placements	18	152 498	77 247
Produit net		11 910 495	10 165 959
Charges d'exploitation			
Charges du personnel	19	(3 168 367)	(2 496 025)
Autres charges d'exploitation	20	(1 908 595)	(1 239 004)
Dotations aux amortissements & résorptions	21	(268 220)	(229 223)
Dotations aux provisions	22	(2 834 044)	(2 690 690)
Reprise sur provisions	22	1 464 204	1 591 969
Résultat d'exploitation		5 195 473	5 102 986
Autres gains ordinaires	23	603 780	362 700
Autres pertes ordinaires		(545)	-
Résultat des activités ordinaires avant impôts		5 798 708	5 465 686
Impôts sur les bénéfices	24	(1 636 723)	(1 395 670)
Résultat des activités ordinaires après impôts		4 161 985	4 070 016
Eléments extraordinaires		-	-
Résultat net de l'exercice		4 161 985	4 070 016
Effet des modifications comptables (net d'impôts)		-	-
Résultats après modifications comptables		4 161 985	4 070 016

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE*(Exprimé en D.T)*

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
<i>Flux de trésorerie liés a l'exploitation</i>			
Encaissements reçus des clients		145 905 189	126 399 874
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		(4 481 485)	(3 007 315)
Intérêts payés		(11 079 285)	(8 178 300)
Impôts et taxes payés		(3 728 282)	(3 411 459)
Décaissements provenant de l'acquisition des biens en leasing		(165 376 531)	(133 321 716)
Encaissements provenant de la cession des biens en leasing		4 309 791	3 716 284
Restitution TVA		2 433 497	-
Autres flux de trésorerie		(731 307)	(250 406)
<i>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</i>	25	(32 748 413)	(18 053 038)
<i>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</i>			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 042 492)	(130 735)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		10 000	-
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		(1 812 149)	(2 069 810)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières		39 056	175 967
<i>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</i>	26	(2 805 585)	(2 024 578)
<i>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</i>			
Encaissements suite à l'émission d'actions		-	13 000 000
Dividendes et autres distributions		(2 400 000)	(1 650 000)
Encaissements provenant des emprunts		97 643 399	66 125 000
Remboursements d'emprunts		(64 467 271)	(56 603 420)
<i>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</i>	27	30 776 128	20 871 580
<i>Variation de trésorerie</i>		(4 777 870)	793 964
<i>Trésorerie au début de l'exercice</i>		3 376 236	2 582 272
<i>Trésorerie à la clôture de l'exercice</i>		(1 401 634)	3 376 236

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN*(Exprimé en D.T)*

	31/12/2014	31/12/2013
ENGAGEMENTS DONNES		
Garanties réelles		-
Engagements de financement donnés	13 820 503	12 888 772
Total	13 820 503	12 888 772
ENGAGEMENTS RECUS		
Garanties reçues des clients	24 517 746	17 673 294
Intérêts à échoir sur contrats actifs	37 353 591	30 484 160
Total	61 871 337	48 157 454

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société **EL WIFACK LEASING** a été créée le 28 Juin 2002 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers conformément à la loi n°94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

L'activité de la société est régie par les lois n° 2001-65 du 10 Juillet 2001 relative aux établissements de crédits, et n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

Le capital initial s'élève à **Cinq millions** (5.000.000) de **Dinars** divisé en **Cinq cent mille** (500.000) actions de Dix dinars chacune.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Octobre 2003 a décidé de porter le capital à : 7 500 000 DT par la création de 250.000 actions nouvelles de 10 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une émission au pair portant jouissance le 1er Janvier 2005.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2005 a décidé de réduire la valeur nominale de 10 DT à 5 DT, et de porter le capital à : **10.000.000 Dinars** par la création de 500.000 actions nouvelles de 5 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une émission au pair portant jouissance le 1er Janvier 2006.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 Octobre 2008, a décidé de porter le capital à 15.000.000 DT par la création de 1.000.000 actions nouvelles de 5 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 1,500 DT par actions portant jouissance le 1er Janvier 2009, cette augmentation a été réalisée au cours du premier semestre 2009.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 Juin 2012, a décidé de porter le capital à 20.000.000 DT par la création de 1.000.000 actions nouvelles de 5 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 8,000 DT par actions portant jouissance le 1er Janvier 2013, cette augmentation a été réalisée au cours du premier semestre 2013.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 Décembre 2014 à la somme de **20.000.000 DT** divisé en **4.000.000 actions** de **5 DT** chacune.

Sur le plan fiscal, et conformément aux dispositions de la loi n°99-92 du 17 Août 1999 telle que modifiée par les textes subséquents et notamment l'article 42 de la loi n°2004-90 du 31 Décembre 2004, la société **EL WIFACK LEASING** a bénéficié de l'imposition de ses bénéfices au taux réduit de **20%** sur une durée de **5 ans** à partir de l'année 2006 (2006-2010).

La société **EL WIFACK LEASING** est soumise depuis 2011 à l'impôt sur les bénéfices au taux de 35%.

Pour les autres impôts et taxes, la société est soumise aux règles de droit commun.

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Le Conseil d'Administration de la société tenu le 13 mars 2009 a opté pour la présentation des actifs et passifs des états financiers selon l'ordre décroissant de liquidité, et ce en remplacement de la notion de courants et non courants.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Continuité de l'exploitation

Les états financiers ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

2-2: Immobilisations utilisées par la société

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels.

2-3 : Encours sur crédits leasing accordés

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1^{er} Janvier 2008.

La société est dotée d'un système de gestion intégré pour la gestion de son portefeuille et la génération des écritures comptables. Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan au niveau des « **Encours sur crédits leasing** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens immobiliers (terrains et constructions) et mobiliers (équipements, matériel roulant...).

Il est à signaler que, pendant toute la durée du bail, le bien donné en location demeure la propriété de la société **EL WIFACK LEASING**, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le céder ou de le nantir.

2-4 : Portefeuille investissement

Les titres de participation et les titres immobilisés sont enregistrés comptablement à leur valeur d'acquisition.

2-5 : Charges reportées

Les charges reportées sont composées des frais préliminaires, des charges à répartir et des frais d'émission et de remboursement d'emprunts (emprunts bancaires et obligations).

Ces charges sont résorbées sur les durées suivantes :

<i>CHARGE REPORTEE</i>	<i>DUREE DE RESORPTION RETENUE</i>
- Frais préliminaires et charges à répartir	3 ans
- Frais d'émission d'emprunts bancaires	durée de l'emprunt
- Frais d'émission et de remboursement des obligations	durée de l'obligation

2-6 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique des « **Emprunts et dettes rattachés** ».

2-7 : Evaluation des provisions

La société constitue annuellement une provision au titre des actifs classés conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet du circulaire n° 91-24 émise par la Banque Centrale de Tunisie le 17 décembre 1991.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire suscitée sont déterminées de la manière suivante :

Montant de l'engagement + Loyers impayés – Agios réservés – Intérêts de retard réservés – Valeur intrinsèque

Avec valeur intrinsèque = Valeur d'acquisition – amortissements cumulés

2-7-1 : Les classes:

	<i>Retard de paiement</i>	<i>Minimum de provision à appliquer par classe</i>
. A : Actifs courants	-	-

.B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier	<i>Moins de 90 jours</i>	-
.B2 : Actifs incertains	<i>Entre 90 et 180 jours</i>	20%
.B3 : Actifs préoccupants	<i>Entre 180 et 360 jours</i>	50%
.B4 : Actifs compromis	<i>Plus que 360 jours</i>	100%

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent:

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au-delà de 360 jours.

2-7-2 : La valeur du bien en leasing :

Les principes retenus pour l'évaluation du bien en location sont les suivants :

- **Matériel standard** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **20%** par année de location
- **Matériel spécifique** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **40%** par année de location
- **Matériel informatique** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **60%** par année de location
- **Immeubles (terrain, construction,...)** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **5%** par année de location.

2-7-3 : Les garanties reçues

Bien que la société **EL WIFACK LEASING** détienne des garanties réelles sur des clients ayant des créances classées, elle les considère comme une garantie supplémentaire atténuant le risque encouru. Ces garanties comprennent essentiellement les hypothèques inscrites.

2-8 : Comptabilisation des revenus

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1^{er} Janvier 2008. Elle a opté pour une application rétrospective.

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les intérêts de retard, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que « Produits réservés », venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation concerne les actifs classés en B2, B3 et B4 ainsi que les actifs rééchelonnés non classés et ce conformément aux dispositions de l'article 9 du circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991

2-9 : Impôt sur les bénéfices

La société **EL WIFACK LEASING** est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **35%**.

En vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 Décembre 2000 les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de leasing, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable.

Par ailleurs, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 Décembre 2001). La loi de finances pour la gestion 2005, a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006. De sa part, la loi de finances pour la gestion 2006 a relevé ce taux à **100%** applicable jusqu'au **31 Décembre 2009**. Ce taux demeure applicable au-delà de cette date conformément à la loi de finance pour la gestion **2010**.

2-10 : Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat de leasing.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est *créditeur* ou d'un report pour la période suivante s'il est *débiteur*.

2-11 : Unité monétaire et risque de change

Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en Dinar Tunisien (DT). Aucune créance ou dette n'est libellée en monnaies étrangères.

Aucun risque de change n'est ainsi couru par la société à la date du 31 Décembre 2014.

2-12 : Faits saillants de la période :

L'année 2014 est caractérisée par :

- L'obtention de l'agrément pour la transformation de la Société en banque universelle.
- Le maintien de la notation de la Société par l'agence Fitch rating à **BBB-** avec perspectives stables.
- Ouverture de la septième agence à Djerba.

NOTE 3 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

L'analyse des liquidités et équivalents de liquidités se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Banques	1 067 761	3 774 886
Effets remis à l'encaissement (a)	10 706	120 892
Caisse	1 873	1 252
TOTAL	1 080 340	3 897 030

(a) : les effets remis à l'encaissement sont présentés au niveau de la rubrique « Créances de Leasing: Echues et Impayées». Seuls les effets encaissés à la date de l'arrêté des états financiers sont présentés au niveau des « liquidités et équivalents de liquidités ».

NOTE 4 : CREANCES DE LEASING : ENCOURS FINANCIERS :

La valeur brute de l'encours sur crédits leasing, au 31 Décembre 2014 a atteint **236 888 900 DT** contre **202 198 988 DT** au 31 Décembre 2013, enregistrant une augmentation de **34 689 912 DT**.

Les encours financiers des créances de leasing s'analysent comme suit :

	(en DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Créances de leasing	233 108 906	201 793 520
Créances de leasing (encours des contrats non mis en force)	3 779 994	405 468
S/Total	236 888 900	202 198 988
Provisions pour dépréciation de l'encours classé	(3 632 357)	(3 377 788)
Solde au 31 Décembre	233 256 543	198 821 200

La répartition de l'encours par secteur au 31 Décembre 2014 est comme suit :

	(enDT)		
Secteur	Encours Mobilier	Encours Immobilier	Total
<i>AGRICULTURE</i>	40 012 886	466 525	40 479 411
<i>BTP</i>	43 633 709	5 633 019	49 266 728
<i>INDUSTRIE</i>	43 732 620	694 589	44 427 209
<i>TOURISME</i>	8 926 418	1 300 250	10 226 668
<i>SERVICE & COMMERCE</i>	84 565 424	4 143 466	88 708 890
Total	220 871 057	12 237 849	233 108 906

NOTE 5 : CREANCES DE LEASING : IMPAYES

La valeur brute de cette rubrique a atteint **14 786 937 DT** en date du 31 Décembre 2014, contre **12 363 148 DT** au 31 Décembre 2013, enregistrant ainsi une augmentation de **2 423 789 DT**.

L'analyse des comptes clients se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Impayés et autres facturations	14 767 258	12 306 073
Effets remis à l'encaissement	19 679	57 075
Montant brut	14 786 937	12 363 148
<i>A déduire :</i>		
- Produits réservés sur créances rééchelonnées	(3 750)	(82 214)
- Produits réservés sur créances classées	(660 500)	(488 410)
- Provision sur créances classées	(3 990 629)	(3 230 858)
- Provision collectives	(1 070 107)	(971 065)
Montant des provisions et agios réservés	(5 724 986)	(4 772 547)
Montant net des clients et comptes rattachés	9 061 951	7 590 601

ANALYSE DES IMPAYES ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis	
Encours financiers	<i>165 842 590</i>	<i>60 447 988</i>	<i>207 143</i>	<i>211 148</i>	<i>6 400 037</i>	233 108 906
Impayés	<i>914 633</i>	<i>7 564 754</i>	<i>64 112</i>	<i>166 834</i>	<i>3 977 406</i>	12 687 739
Avances et acomptes reçus (a)	<i>(2 894 934)</i>	<i>(217 273)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>(127 421)</i>	(3 239 628)
Autres créances	<i>304 599</i>	<i>685 632</i>	<i>5 453</i>	<i>33 655</i>	<i>1 050 180</i>	2 079 519
TOTAL DES IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTEES	<i>(1 675 702)</i>	<i>8 033 113</i>	<i>69 565</i>	<i>200 489</i>	<i>4 900 165</i>	11 527 630
TOTAL DES ENCOURS, IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTEES (1)	<i>164 166 888</i>	<i>68 481 101</i>	<i>276 708</i>	<i>411 637</i>	<i>11 300 202</i>	244 636 536
Produits réservés		<i>3 750</i>	<i>7 736</i>	<i>15 443</i>	<i>637 321</i>	664 250
Provisions sur les impayés			<i>17 101</i>	<i>115 461</i>	<i>3 858 067</i>	3 990 629
Provisions sur les encours			<i>17</i>	<i>0</i>	<i>3 632 340</i>	3 632 357
Provisions collectives		<i>1 070 107</i>				1 070 107
TOTAL DES PROVISIONS ET AGIOS RESERVES (2)		<i>1 073 857</i>	<i>24 854</i>	<i>130 904</i>	<i>8 127 728</i>	9 357 343
Ratio de couverture des créances classées B2, B3 et B4= (2) / (1)			8,98%	31,80%	71,93%	
			69%			

NOTE 6 : PORTE FEUILLE TITRES DE PLACEMENT

Les placements s'élèvent au 31 Décembre 2014 à **86 425 DT** contre **91 418 DT** au 31 Décembre 2013.

NOTE 7 : PORTEFEUILLE INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille investissement se présente comme suit :

		(En DT)	
		31 Décembre	
		2014	2013
Titres de participation	(a)	1 123 100	1 123 100
Fonds d'investissement	(b)	5 390 000	3 990 000
Prêts sur Fonds Social		364 300	249 872
Emprunt obligataire national		200 000	0
Valeur brute		7 077 400	5 362 972
	Provision (c)	(200 000)	(100 000)
	Valeur Nette	6 877 400	5 262 972

(a) : Les titres de participation s'analysent au 31 Décembre 2014 comme suit :

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	TOTAL	Date de souscription	% détenu du capital
MED FOOD S.A	100	1	100 000	2003	3.33%
ERRIADA IMMOB	24 600	5	123 000	2008-2009	12,3%
ERRIADA SICAR	180 000	5	900 000	2009-2010	97,83%
ISTITUT DE L'APBEF	1	100	100	2010	
TOTAL			1 123 100		

(b) : Le fonds d'investissement s'analyse au 31 Décembre 2014 comme suit :

SICAR	MONTANT	Date d'affectation	Nature
SODIS-SICAR S.A	490 000	2003-2004-2005	F.G.
ERRIADA SICAR	4 900 000	2009/2012/2013/2014	F.G.
TOTAL	5 390 000		

(c) : Il s'agit d'une provision pour dépréciation de la participation directe et indirecte au capital de MEDFOOD SA pour **200.000 DT**.

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles s'élève au 31 Décembre 2014 à **152 845 DT**.

Le détail de ces immobilisations au 31 Décembre 2014 se présente ainsi :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Au 31 Décembre 2014
(Exprimé en dinars)

(En DT)

DESIGNATION	TAUX D'AMORT	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2014
		AU 01/01/2014	ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014	CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014	AU 31/12/2014	AU 01/01/2014	DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014	REINTEGRATIONS DES AMORTISS. du 01/01/2014 au 31/12/2014	CUMULE AU 31/12/2014	
Logiciels	33%	99 325	0	-	99 325	95 089	3 012	-	98 101	1 224
Licences	33%	44 128	9 392	-	53 520	35 348	4 403	-	39 751	13 769
TOTAUX		143 453	9 392	-	152 845	130 437	7 415	-	137 852	14 993

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles brutes au 31 Décembre 2014 se sont élevées à **5 555 000 DT** contre **4 638 983 DT** au 31 Décembre 2013, enregistrant une augmentation nette de **916 017 DT**.

Les acquisitions de l'année 2014 sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS	Montant en DT
Constructions	729 072
Installations techniques A et A	30 775
Matériel de transport	21 000
Equipements de bureau	7 804
Matériel informatique	121 483
Immobilisations en cours	24 545
TOTAL	934 679

Le détail de ces immobilisations au 31 Décembre 2014 se présente comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES
Au 31 Décembre 2014
(Exprimé en dinars)

DESIGNATION	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2014
	AU 01/01/2014	ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014	CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014	AU 31/12/2014	AU 01/01/2014	DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014	REINTEGRAT°. du 01/01/2014 au 31/12/2014	CUMULE AU 31/12/2014	
Terrain	2 291 768	-	-	2 291 768	-	-	-	-	2 291 768
Constructions	859 351	729 072	-	1 588 423	359 287	62 443	-	421 730	1 166 693
Agenc & Aménag. des constructions	141 184	-	-	141 184	70 793	10 016	-	80 809	60 375
Installations générales A.A.Divers	139 181	30 775	-	169 956	56 305	15 654	-	71 959	97 997
Matériel de transport	752 112	21 000	18 662	754 450	514 544	106 149	18 662	602 031	152 419
Matériel informatique	255 857	121 483	-	377 340	156 560	30 584	-	187 144	190 196
Equipements de bureau	152 619	7 804	-	160 423	99 870	12 780	-	112 650	47 773
Autres Immobilisations corporelles	982	-	-	982	289	98	-	387	595
Immobilisations en cours	45 929	24 545	-	70 474	-	-	-	-	70 474
TOTAUX	4 638 983	934 679	18 662	5 555 000	1 257 648	237 724	18 662	1 476 710	4 078 290

NOTE 10 : AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Charges à répartir	304 340	351 743
Avances aux fournisseurs	35 524	52 864
Prêt fonds social échéances à (-) un an	58 723	47 454
Etat, retenue à la source	1 434	1 434
Crédit de TVA à reporter	1 115 116	4 241 504
TVA à régulariser	550 090	-
Personnel avances	21 317	22 129
Compte d'attente	74 508	25 331
Débiteurs divers	6 603	7 062
Dépôt et cautionnement versées	612 604	326 478
Charges constatées d'avance	310 156	146 207
Produits à recevoir	188 300	-
TCL à régulariser	88 159	88 159
TOTAL VALEUR BRUTE	3 366 874	5 310 365
<i>Provisions pour dépréciation des autres actifs courants</i>	<i>(344 846)</i>	<i>(188 388)</i>
TOTAL NET	3 022 028	5 121 977

NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHES

Les emprunts et les dettes rattachés totalisent en date du 31 Décembre 2014 la somme de **192 051 278 DT** contre **158 036 270 DT** au 31 Décembre 2013. Le détail est comme suit :

		(en DT)	
		31 Décembre	
		2014	2013
Emprunts (échéances à plus d'un an)	(a)	77 025 021	75 494 883
Emprunts (échéances à moins d'un an)	(b)	92 531 882	74 479 291
Billets de trésorerie		17 650 000	5 650 000
Dettes rattachées	(c)	3 250 976	2 412 096
Effets escomptés	(d)	1 593 399	-
TOTAL		192 051 278	158 036 270

(a) Les emprunts à plus d'un an au 31 Décembre 2014 s'analysent comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
▪ Emprunt Obligataire	16 000 000	24 000 000
▪ Emprunt Amen Bank	10 541 695	8 738 704
▪ Emprunts BH	3 911 746	-
▪ Emprunts ATTIJARI	494 274	1 985 114
▪ Emprunts BT	4 800 000	7 200 000
▪ Emprunts ATB	6 669 737	6 735 526
▪ Emprunts BTE	3 922 891	312 500
▪ Emprunts STB	8 552 084	13 567 761
▪ Emprunts BTL	3 500 000	2 338 611
▪ Emprunts ABC Bank	6 932 594	3 666 667
▪ Emprunts BNA	11 700 000	6 950 000
Total	77 025 021	75 494 883

(b) Les emprunts à moins d'un an au 31 Décembre 2014 s'analysent comme suit :

	31 Décembre	
	2014	2013
Echéances à moins d'un an sur Emprunt Obligataire	8 000 000	8 000 000
Echéances à moins d'un an sur crédits à Moyen Terme	84 531 882	66 479 291
TOTAL	92 531 882	74 479 291

(c) : Les dettes rattachées représentent les intérêts courus non échus en date de clôture.

(d) Il s'agit des effets escomptés auprès du secteur financier en date du 31 Décembre 2014.

TABLEAU DES EMPRUNTS
AU 31 DECEMBRE 2014
(exprimé en D.T)

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période		
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an	
B.T1	3 000 000	250 044	-	250 044	-	-	-	
B.T2	2 000 000	166 718	-	166 718	-	-	-	
B.T6	2 500 000	250 000	-	250 000	-	-	-	
B.T7	1 500 000	150 000	-	150 000	-	-	-	
B.T8	3 000 000	1 800 000	-	600 000	1 200 000	600 000	600 000	
B.T9	1 000 000	600 000	-	200 000	400 000	200 000	200 000	
B.T10	3 000 000	2 700 000	-	600 000	2 100 000	600 000	1 500 000	
B.T11	1 500 000	1 350 000	-	300 000	1 050 000	300 000	750 000	
B.T12	3 000 000	2 700 000	-	600 000	2 100 000	600 000	1 500 000	
B.T13	500 000	450 000	-	100 000	350 000	100 000	250 000	
B.T14	4 000 000	-	4 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-	
	30 000 000	10 416 762	4 000 000	3 216 762	11 200 000	6 400 000	4 800 000	
BTE 2	5 000 000	312 500	-	312 500	-	-	-	
BTE 3	5 000 000	1 562 500	-	1 250 000	312 500	312 500	-	
BTE 4	5 000 000	-	5 000 000	207 635	4 792 365	869 474	3 922 891	
	20 000 000	1 875 000	5 000 000	1 770 135	5 104 865	1 181 974	3 922 891	
STB 1	3 000 000	450 000	-	450 000	-	-	-	
STB 2	1 500 000	225 000	-	225 000	-	-	-	
STB 3	1 000 000	150 000	-	150 000	-	-	-	
STB 4	500 000	75 000	-	75 000	-	-	-	
STB 5	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000	
STB 6	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000	
STB 7	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000	
STB 8	3 000 000	2 152 371	-	584 610	1 567 761	615 677	952 084	
STB 9	2 000 000	1 400 000	-	400 000	1 000 000	400 000	600 000	
STB 10	1 000 000	700 000	-	200 000	500 000	200 000	300 000	
STB 11	1 000 000	800 000	-	200 000	600 000	200 000	400 000	
STB 12	3 000 000	2 400 000	-	600 000	1 800 000	600 000	1 200 000	
STB 13	6 000 000	4 800 000	-	1 200 000	3 600 000	1 200 000	2 400 000	
	31 000 000	19 452 371	-	5 884 610	13 567 761	5 015 677	8 552 084	
BTL 1	2 000 000	869 323	-	422 013	447 310	447 310	-	0
BTL 2	2 000 000	909 714	-	441 562	468 152	468 152	-	0
BTL 3	3 000 000	1 407 530	-	693 294	714 236	714 236	-	0
BTL 4	1 500 000	702 891	-	346 918	355 973	355 973	-	0
BTL 5	1 500 000	705 882	-	352 941	352 941	352 941	-	0
BTL 6	3 000 000	-	3 000 000	300 000	2 700 000	600 000	2 100 000	0
BTL 7	2 000 000	-	2 000 000	200 000	1 800 000	400 000	1 400 000	0
	15 000 000	4 595 340	5 000 000	2 756 728	6 838 611	3 338 612	3 500 000	0

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
ATTIJARI.B 4	1 500 000	300 000	-	300 000	-	-	-
ATTIJARI.B 5	1 500 000	300 000	-	300 000	-	-	-
ATTIJARI.B 6	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
ATTIJARI.B 7	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
ATTIJARI.B 8	3 000 000	1 050 000	-	600 000	450 000	450 000	-
ATTIJARI.B 9	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATTIJARI.B 10	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATTIJARI.B 11	2 000 000	1 163 399	-	401 223	762 176	431 327	330 849
ATTIJARI.B 12	1 000 000	581 728	-	200 577	381 151	217 726	163 425
	16 500 000	4 595 127	-	2 601 800	1 993 327	1 499 053	494 274
BNA 1	3 000 000	1 800 000	-	600 000	1 200 000	600 000	600 000
BNA 2	4 000 000	2 600 000	-	800 000	1 800 000	800 000	1 000 000
BNA 3	3 000 000	1 950 000	-	600 000	1 350 000	600 000	750 000
BNA 4	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000
BNA 5	1 000 000	750 000	-	200 000	550 000	200 000	350 000
BNA 6	1 000 000	750 000	-	200 000	550 000	200 000	350 000
BNA 7	5 000 000	-	5 000 000	250 000	4 750 000	1 000 000	3 750 000
BNA CUN 1	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000	1 000 000	4 000 000
	25 000 000	9 950 000	10 000 000	3250 000	16 700 000	5 000 000	11 700 000
BH 09	5 000 000	-	5 000 000	209 966	4 790 034	878 289	3 911 746
	5 000 000	-	5 000 000	209 966	4 790 034	878 289	3 911 746
ATB 4	2 000 000	400 000	-	400 000	-	-	-
ATB 5	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
ATB 6	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB 7	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB 8	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB 9	2 000 000	1 300 000	-	400 000	900 000	400 000	500 000
ATB 10	1 500 000	975 000	-	300 000	675 000	300 000	375 000
ATB 11	1 500 000	1 026 316	-	315 789	710 526	315 789	394 737
ATB 12	5 000 000	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	1 000 000	3 000 000
ATB 13	3 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000	600 000	2 400 000
	26 500 000	9 951 316	3 000 000	3 215 789	9 735 526	3 065 789	6 669 737
ABC 1	3 000 000	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-
ABC 2	2 000 000	1 333 333	-	666 667	666 666	666 666	-
ABC 5	2 000 000	2 000 000	-	666 667	1 333 333	666 666	666 667
ABC 6	1 000 000	1 000 000	-	333 333	666 667	333 333	333 334
ABC 7	1 500 000	1 500 000	-	1 500 000	-	-	-
ABC 8	500 000	500 000	-	500 000	-	-	-
ABC 9	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
ABC 10	7 000 000	-	7 000 000	593 755	6 406 245	1 255 347	5 150 897
ABC 11	1 000 000	-	1 000 000	41 980	958 020	176 324	781 696
ABC 12	1 500 000	-	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-
ABC 13	500 000	-	500 000	-	500 000	500 000	-

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
ABC 14	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
	23 500 000	9 333 333	11 000 000	6 302 403	14 030 930	7 098 336	6 932 594
AMEN BANK10	2 000 000	500 000	-	285 714	214 286	214 286	-
AMEN BANK11	1 500 000	374 999	-	214 286	160 713	160 713	-
AMEN BANK12	2 500 000	535 714	-	357 143	178 571	178 571	-
AMEN BANK13	1 500 000	374 999	-	214 286	160 713	160 713	-
AMEN BANK14	1 000 000	259 260	-	148 148	111 112	111 112	-
AMEN BANK15	1 500 000	346 155	-	230 769	115 386	115 386	-
AMEN BANK16	1 000 000	230 770	-	153 846	76 924	76 924	-
AMEN BANK17	1 000 000	259 256	-	148 148	111 108	111 108	-
AMEN BANK18	1 500 000	250 000	-	250 000	-	-	-
AMEN BANK19	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK20	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK21	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK22	500 000	100 000	-	100 000	-	-	-
AMEN BANK23	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
AMEN BANK24	1 000 000	300 000	-	200 000	100 000	100 000	-
AMEN BANK25	1 000 000	300 000	-	200 000	100 000	100 000	-
AMEN BANK26	1 500 000	450 000	-	300 000	150 000	150 000	-
AMEN BANK27	3 500 000	1 225 000	-	700 000	525 000	525 000	-
AMEN BANK28	1 000 000	536 996	-	205 670	331 326	217 730	113 596
AMEN BANK29	1 000 000	533 340	-	204 271	329 069	216 247	112 822
AMEN BANK30	1 000 000	534 160	-	204 561	329 599	216 533	113 066
AMEN BANK31	1 000 000	678 875	-	197 809	481 066	207 468	273 598
AMEN BANK32	1 000 000	678 102	-	197 146	480 956	207 166	273 790
AMEN BANK33	2 000 000	1 550 603	-	382 837	1 167 766	404 436	763 330
AMEN BANK34	1 000 000	775 878	-	191 425	584 453	202 325	382 128
AMEN BANK35	1 000 000	810 819	-	194 448	616 371	199 864	416 507
AMEN BANK36	1 000 000	850 000	-	200 000	650 000	200 000	450 000
AMEN BANK37	2 000 000	2 000 000	-	285 714	1 714 286	285 715	1 428 571
AMEN BANK38	2 000 000	-	2 000 000	214 286	1 785 714	285 714	1 500 000
AMEN BANK39	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
AMEN BANK40	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
AMEN BANK41	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
	45 000 000	15 304 927	8 000 000	7 209 079	16 095 848	5 554 153	10 541 695
ELBARAKA 1	19 500 000	19 500 000	10 000 000	-	29 500 000	29 500 000	-
	19 500 000	19 500 000	10 000 000	-	29 500 000	29 500 000	-
EZZITOUNA 1	10 000 000	8 500 000	-	-	8 500 000	8 500 000	-

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
EZZITOUNA 2	1 500 000	1 500 000	-	-	1 500 000	1 500 000	-
EZZITOUNA 3	1 000 000	1 000 000	-	-	1 000 000	1 000 000	-
EZZITOUNA 4	2 000 000	2 000 000	-	-	2 000 000	2 000 000	-
	14 500 000	13 000 000	-	-	13 000 000	13 000 000	-
Takafulia 1	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
Takafulia 2	650 000	-	650 000	-	650 000	650 000	-
Takafulia 3	350 000	-	350 000	-	350 000	350 000	-
	3 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000	3 000 000	-
EMPRUNT OBLIGATAIRE 2010	20 000 000	12 000 000	-	4 000 000	8 000 000	4 000 000	4 000 000
EMPRUNT OBLIGATAIRE 2013	20 000 000	20 000 000	-	4 000 000	16 000 000	4 000 000	12 000 000
	40 000 000	32 000 000	-	8 000 000	24 000 000	8 000 000	16 000 000
BT SOTUGAR1	450 000	450 000	-	-	450 000	450 000	-
BT SOTUGAR2	700 000	700 000	-	-	700 000	700 000	-
	1 150 000	1 150 000	-	-	1 150 000	1 150 000	-
BT FCP TUNISIAN PRUDENCE	250 000	250 000	-	250 000	-	-	-
BT FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	200 000	200 000	-	200 000	-	-	-
BT FCP SERENA VALEURS FINANCIERES	50 000	50 000	-	50 000	-	-	-
BT GENERAL OBLIG SICAV	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BT ATD SICAR	5 000 000	-	5 000 000	5 000 000	-	-	-
Errayada SICAR 1	2 300 000	-	2 300 000	2 300 000	-	-	-
Errayada SICAR 2	1 450 000	-	1 450 000	1 450 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 4	2 000 000	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 5	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 6	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 7	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 8	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 9	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 10	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	250 000	-	250 000	250 000	-	-	-
BT FCP SERENA VALEURS FINANCIERES	50 000	-	50 000	50 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 01	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 02	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 03	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT Assurance carte vie 04	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 05	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Amen Invest 1	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT Amen Invest 2	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT Amen Invest 3	500 000	-	500 000	-	500 000	500 000	-
BT QNB	6 000 000	-	6 000 000	-	6 000 000	6 000 000	-
	36 550 000	4 500 000	32 050 000	20 050 000	16 500 000	16 500 000	-
TOTAL	357 200 000	155 624 176	96 050 000	64 467 273	187 206 903	110 181 882	77 025 021

NOTE 12 : DETTES ENVERS LA CLIENTELLE

Le détail des dettes envers la clientèle est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Avances et acomptes reçus des clients	3 239 628	3 358 061
TOTAL	3 239 628	3 358 061

NOTE 13 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Fournisseurs d'immobilisations louées	3 052 926	6 634 061
Fournisseurs factures non parvenues	4 556 276	1 851 804
Fournisseurs d'immobilisations louées, effets à payer	3 964 504	7 826 221
Fournisseurs divers	153 490	28 768
TOTAL	11 727 196	16 340 854

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS

Le total des autres passifs courants s'élève au 31 Décembre 2014 à **2 497 292 DT** contre **2 268 920 DT** au 31 Décembre 2013 s'analysant comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Dettes provisionnées pour congés payés	490 576	305 848
Personnel, rémunérations dues	1 230	1 230
Avance sur TFP	13 178	20 568
Etat impôts et taxes	288 839	430 586
Organismes sociaux	122 912	116 604
Charges à payer	879 322	635 523
Compte d'attente	73 231	91 162
Assurances	5 503	14 953
Impôt sur les bénéfices de la période	380 556	458 393
Assurance clients	172 743	160 930
Provision pour départ à la retraite	69 202	33 123
TOTAL	2 497 292	2 268 920

NOTE 15 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres au 31 Décembre 2014 se sont élevés à **44 280 450 DT** contre **42 508 247 DT** au 31 Décembre au 2013.

Le détail des capitaux propres se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Capital	20 000 000	20 000 000
Prime d'émission	9.500.000	9 500 000
Réserve légale	1 139 817	935 858
Fonds social	628 436	618 219
Réserves pour réinvestissements exonérés	6 410 000	5 010 000
Fonds pour risques bancaires généraux	220 000	220 000
Autres réserves	2 145 000	2 145 000
Résultats reportés	75 212	9 154
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT DE LA PERIODE	40 118 465	38 438 231
Résultat de la période	4 161 985	4 070 016
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	44 280 450	42 508 247

L'analyse des capitaux propres se présente comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
Au 31 Décembre 2014
 (Exprimé en dinars)

	Capital Social	Primes d'émission	Réserves légales	Fonds Social	Réserves pour réinvestissement	Autres Réserves	Résultats reportés	Résultat de la période	TOTAL
Solde au 31 Décembre 2013	20 000 000	9 500 000	935 858	618 219	5 010 000	2 365 000	9 154	4 070 016	42 508 247
Affectations approuvées par l'AGO en 2014			203 959		1 400 000		66 058	(1 670 016)	-
Dividendes versés en 2014 sur le bénéfice de l'année 2013								(2 400 000)	(2 400 000)
Intérêts sur fonds social				10 217					10 217
Résultat au 31 Décembre 2014								4 161 985	4 161 985
Solde au 31 Décembre 2014	20 000 000	9 500 000	1 139 817	628 436	6 410 000	2 365 000	75 212	4 161 985	44 280 450

NOTE 16 : REVENUS DE LEASING

L'évolution des emplois et des ressources au cours de l'exercice 2014 accompagnée du renforcement des produits et de la maîtrise des charges, a permis de dégager des revenus de leasing au **31/12/2014** d'un montant de **23 739 295 DT** contre **19 176 153 DT** au **31/12/2013** enregistrant, ainsi une amélioration de **4 563 142 DT** soit **23,8 %**.

L'analyse des revenus de leasing se présente ainsi :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Revenus de leasing	21 521 068	17 685 643
Intérêts de retard & intercalaires	758 737	573 294
Variation des produits réservés	(93 626)	3 335
Autres produits d'exploitation (*)	1 553 116	913.881
Total des revenus de Leasing	23 739 295	19 176 153

(*) Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Frais de rejet	366 728	317 951
Frais de dossiers et de suivi	239 987	215 885
Frais de résiliation	946 401	380 045
TOTAL	1 553 116	913 881

NOTE 17 : CHARGES FINANCIERES NETTES :

Les charges financières se sont élevées au 31 Décembre 2014 à **11 981 298 DT** contre **9 087 441 DT** au 31 Décembre 2013, enregistrant ainsi une augmentation de **2 893 857 DT**.

NOTE 18 : PRODUITS DES PLACEMENTS :

Les produits réalisés par le placement de l'excédent de la trésorerie se sont élevés au 31 Décembre 2014 à **152 498 DT** contre **77 247 DT** au 31 Décembre 2013.

NOTE 19 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse des charges de personnel se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Salaires et compléments de salaires	2 666 151	2 058 529
C.N.S.S	413 431	358 537
Accident de travail	10 971	9 475
Assurance groupe	41 735	36 361

Provision pour départ à la retraite	36 079	33 123
Total des charges de personnel	3 168 367	2 496 025

NOTE 20 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 Décembre 2014 à **1 908 595 DT** contre **1 239 004 DT** au 31 Décembre 2013. Elles sont analysées comme suit :

	(En DT)	
	2014	2013
Achat fournitures	169 626	108 961
Carburant	59 993	51 894
Impôts & taxes	414 788	114 066
Rémunérations d'intermédiaires & honoraires	294 091	172 964
Frais postaux & télécommunication	174 833	126 657
Entretien, réparation et maintenance	155 334	143 033
Déplacements, missions et réceptions	68 918	48 825
Services bancaires	277 443	188 949
Dons et subventions	6 371	33 790
Location	69 501	60 757
Jetons de présence	73 125	55 515
Charges BVMT & STICODEVAM	26 270	42 024
Publicité publication & relations publiques	39 418	36 898
Primes d'assurance	39 867	22 600
Etude, recherche	15 972	11 302
Electricité et eau	23 045	20 769
TOTAL	1 908 595	1 239 004

NOTE 21 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES ET AUX RESORPTIONS DES CHARGES A REPARTIR

Les dotations aux amortissements et résorptions ont enregistré une augmentation de **38 997 DT** par rapport au 31 Décembre 2013. Elles se détaillent au 31 Décembre 2014 comme suit :

	(En DT)	
	2014	2013
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	7 415	9 083
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	237 724	209 835
Dotations aux résorptions des charges à répartir (a)	23 081	10 305
TOTAL	268 220	229 223

(a) : la résorption des frais d'émission des emprunts et des primes de remboursement des obligations est présentée au niveau des charges financières

NOTE 22 : DOTATIONS NETTES DES PROVISIONS

Les dotations nettes de la période aux comptes de provision se sont élevées au **31 Décembre 2014** à **1 369 840 DT** contre **1 098 721 DT** au **31 Décembre 2013** enregistrant ainsi une augmentation de **24,67%**. Cette valeur représente les dotations aux provisions affectées pour la dépréciation des éléments d'actifs (Créances, participations et autres actifs...) nettes des reprises sur provisions s'y rattachant.

Les dotations nettes aux comptes de provision se détaillent ainsi :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances	2 361 301	2 347 491
Dotations aux provisions additionnelles	117 243	114 565
Dotations aux provisions collectives	99 042	-
Radiation des créances	-	228 634
Dotations aux provisions pour dépréciation des participations	100 000	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	156 458	-
S/Total	2 834 044	2 690 690
Reprises de provisions suite aux recouvrements des créances	(1 464 204)	(1 363 335)
Reprises sur provisions suite à la radiation des créances	-	(228 634)
S/Total	(1 464 204)	(1 591 969)
Dotation nette des provisions	1 369 840	1 098 721

NOTE 23 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 Décembre 2014 à **603 780 DT**.

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Divers produits ordinaires	431 687	360 353
Autres produits	172 093	2 347
TOTAL	603 780	362 700

NOTE 24 : IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé sur la base d'un taux de **35%**.

Le bénéfice fiscal est déterminé compte tenu de la déductibilité totale des provisions, et ce conformément aux dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS applicables aux sociétés de leasing.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2014 comparé à l'année 2013 se présente comme suit :

	(en DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Impôt sur les bénéfices	1 636 723	1 359 670
Impôt sur les bénéfices de la période	1 636 723	1 359 670

NOTE 25 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation totalisent au 31 Décembre 2014 à (-) **32 748 413 DT** contre (-) **18 053 038 DT** au 31 Décembre 2013.

Au 31 Décembre 2014, ces flux représentent essentiellement les encaissements reçus des clients pour **145 905 189 DT** et les décaissements provenant de l'acquisition des immobilisations destinées à la location pour (-) **165 376 531 DT**.

Le détail des flux d'exploitation est le suivant :

	(en DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Encaissements reçus des clients	145 905 189	126 399 874
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(4 481 485)	(3 007 315)
Intérêts payés	(11 079 285)	(8 178 300)
Impôts et taxes payés	(3 728 282)	(3 411 459)
Décaissements provenant de l'acquisition des biens en leasing	(165 376 531)	(133 321 716)
Encaissements provenant de la cession des biens en leasing	4 309 791	3 716 284
Restitution TVA	2 433 497	-
Autres flux de trésorerie	(731 307)	(250 406)
TOTAL DES FLUX D'EXPLOITATION	(32 748 413)	(18 053 038)

NOTE 26 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement totalisent (-) **2 805 585 DT** contre (-) **2 024 578 DT** au 31 Décembre 2013 présentant le détail suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 042 492)	(130 735)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations	(1 812 149)	(2 069 810)

financières

Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Corporelles	10 000	-
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	39 056	175 967
TOTAL FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(2 805 585)	(2 024 578)

NOTE 27 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

Au 31 Décembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités de financement présentent un total de **30 776 128 DT** contre **20 871 580 DT** au 31 Décembre 2013.

Le détail des flux de trésorerie provenant des activités de financement se présente ainsi :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Encaissement suite à l'émission d'actions	-	13 000 000
Dividendes et autres distributions	(2 400 000)	(1 650 000)
Encaissements provenant des emprunts	97 643 399	66 125 000
Remboursements d'emprunts & B.T.	(64 467 271)	(56 603 420)
TOTAL	30 776 128	20 871 580

NOTE 28 : PARTIES LIEES

Les parties liées de la société se détaillent comme suit :

Parties liées	Nature de la relation
▪ ERRYADA SICAR	Filiale
▪ ERRYADA IMMOBILIERE	Société à dirigeants communs
▪ Société appartenant au Groupe BEN AYED	
- Société PROSID	
- Société ELECTRIA	
- Société INTERMETAL SA	
- Société Nouvelle de Construction SNC	
- Société Technique Industrielle et Commerciale	
- Société SITEL	
- Société TRANSIDER	Sociétés détenues par l'administrateur HEDI BEN AYED
- Société Nouvelle de Coupe Industrielle	
- Société Sens Inverse	
- Société SAMFI « SARL »	
- Société SITEL	
- Société METALSHIP	
- Société INTER FER FORGE	
- Société C.C.P.S	

Opérations réalisées avec ERRYADA SICAR

La société « **EL WIFACK Leasing** » a souscrit, au cours de l'exercice 2014, à 5 billets de trésorerie émis par la société « **ERRYADA SICAR** » et ce tel que détaillé ci-dessous :

<u>Date de souscription</u>	<u>Date d'échéance</u>	<u>Montant</u>	<u>Charge d'intérêt</u>
06/01/2014	06/04/2014	2 300 000	36 777
07/04/2014	06/07/2014	2 300 000	36 777
07/07/2014	04/11/2014	2 300 000	48 777
05/11/2014	25/12/2014	2 300 000	20 578
18/07/2014	16/10/2014	1 450 000	23 186
			166 095

Les produits des Fonds d'**EL WIFACK Leasing** gérés par **ERRYADA SICAR** se sont élevés en 2014 à **132 678 DT**.

Opérations réalisées avec ERRYADA IMMOBILIERE

Le conseil d'administration de la société, dans sa réunion du **28/02/2014**, a autorisé l'acquisition, auprès de la société « **ERRYADA IMMOBILIERE** », de 2 villas sises à Djerba pour un coût global de **700.000 Dinars**. Le contrat de vente a été conclu en date du 20/06/2014.

Opérations réalisées avec le groupe HEDI BEN AYED

Les opérations réalisées avec les sociétés appartenant au groupe BEN AYED concernent **41** contrats de leasing et se détaillent comme suit :

<u>Société</u>	<u>Nombre de contrats en cours</u>	<u>En cours au 31/12/2014</u>	<u>Impayés au 31/12/2014</u>	<u>Produits de l'exercice 2014</u>
Société PROSID	7	469 834	21	44 147
Société ELECTRIA	2	29 330	1	3 484
Société INTERMETAL SA	4	48 113	0	6 081
Société Nouvelle de Construction SNC	15	800 753	18	70 412
Société Technique Industrielle et Commerciale	4	116 497	1	12 882
Société TRANSIDER	1	1	1	336
Société Nouvelle de Coupe Industrielle	1	132 030	1	14 224
Société Sens Inverse	2	46 176	(1)	4 509
Société METALSHIP	1	25 648	15	2 133
Société C.C.P.S	2	26 466	0	3 061
Société SAMFI	1	14 746	0	1 671
Société Inter Fer Forger	1	71 615	0	4 277
Total	41	1 781 209	57	167 217

En 2014, EL WIFACK Leasing a conclu **8** contrats avec des sociétés appartenant au groupe HEDI BEN AYED se détaillant comme suit :

<u>Société</u>	<u>Financement en hors taxes</u>
Société Nouvelle de Construction SNC	187.063
Société PROSID	213.779
Société Technique Industrielle et Commerciale	154.452
Société Inter Fer Forger	86.592
Société SAMFI	21.136
Total	663.022

NOTE 29 : INTERETS A ECHOIR SUR CONTRATS ACTIFS

Les intérêts à échoir sur contrats actifs présentent au 31/12/2014 un total de **37 353 591 DT** contre **30 484 160 DT** au 31/12/2013. Leur détail se présente ainsi :

	(en DT)	
Intérêts à échoir sur contrats actifs :	<u>31/12/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
à moins d'1 an	18 312 034	15 359 144
entre 1 et 5 ans	18 482 465	14 926 067
à plus de 5 ans	559 092	198 949
Total	<u>37 353 591</u>	<u>30 484 160</u>

NOTE 30 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Les états financiers arrêtés au **31 Décembre 2014** tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au **31 Mars 2015**, date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration de la société.

Tunis le 30 Avril 2015

**A MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE
LA SOCIETE EL WIFACK LEASING**

Avenue Habib Bourguiba, Médenine 4100

Objet : Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice 2014

Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la société **EL WIFACK LEASING** arrêtés au **31 Décembre 2014**, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

1. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints, de la Société **EL WIFACK Leasing**, arrêtés au **31 Décembre 2014** comprenant le bilan ainsi que l'état des résultats et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, couvrant la période allant du **1er Janvier** au **31 Décembre 2014** et des notes aux états financiers.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Ces états financiers qui font apparaître un total net de bilan de **256 364 243 DT**, un résultat net bénéficiaire de **4 161 985 DT** et une diminution de la trésorerie de **4 777 870 DT**, ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie, aux lois et réglementation en vigueur et aux clauses statutaires de la Société **EL WIFACK Leasing**. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Notre audit a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et exigent que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations contenus dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du commissaire aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, le commissaire aux comptes prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers tel qu'il est en vigueur dans la société afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce contrôle interne. Un audit comprend également une évaluation des principes et méthodes comptables retenus, des estimations significatives faites par la société, ainsi qu'une appréciation sur la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Opinion

A notre avis, les états financiers susmentionnés sont sincères et réguliers et présentent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société **EL WIFACK Leasing**, arrêtée au **31 Décembre 2014** ainsi que le résultat de ses opérations et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2. Vérifications et informations spécifiques

En application des dispositions de l'article 266 (alinéa 1er) du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen de la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations, d'ordre comptable, données dans le rapport sur la gestion de l'exercice. Les informations contenues dans ce rapport n'appellent pas, de notre part, des remarques particulières.

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994, portant réorganisation du marché financier et telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 Octobre 2005, nous avons procédé à l'appréciation du système de contrôle interne et nous n'avons pas relevé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 Novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société eu égard à la réglementation en vigueur.

Les commissaires aux comptes

F.M.B.Z KPMG TUNISIE

Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI

TCA

Béchir NEDRI

Tunis le 30 Avril 2015

**A MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE
LA SOCIETE EL WIFACK Leasing**

Avenue Habib Bourguiba, Médenine 4100

Objet : Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visés aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales et à l'article 29 de la loi 2001-65 relative aux établissements de crédit – Exercice **2014**

Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article **29** de la loi n° **2001-65** du **10 Juillet 2001**, relative aux établissements de crédits, de l'article **200** et suivants, et de l'article **475** du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice clos le **31 Décembre 2014**.

Notre responsabilité consiste à nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation desdites conventions ou opérations et de leur correcte traduction, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été communiquées et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A. Conventions et opérations nouvellement réalisées

- 1-** Le conseil d'administration réuni le **28 Mars 2014** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **ERRYADA SICAR** » le montant de **1 400 000 DT** sous forme de fonds à capital risque.
- 2-** La société a conclu, au courant de l'exercice **2014**, huit (**8**) contrats de leasing avec des sociétés appartenant au **Groupe Hedi Ben Ayed**, administrateur de la société « **EL WIFACK Leasing** », pour un total de **663 022 DT** en hors taxes. Les produits d'intérêts générés par ces contrats en **2014** s'élèvent à **167 217 DT**.
- 3-** Le conseil d'administration de la société, dans sa réunion du **28/02/2014**, a autorisé l'acquisition, auprès de la société « **ERRYADA IMMOBILIERE** », de 2 villas sises à Djerba pour un coût global de **700.000 DT**. Le contrat de vente a été conclu en date du **20/06/2014** pour l'acquisition de deux villas à un prix global de **700 000 DT HTVA**.
- 4-** La société « **EL WIFACK Leasing** » a souscrit, au cours de l'exercice 2014, à **5** billets de trésorerie émis par la société « **ERRYADA SICAR** » et ce tel que détaillé ci-dessous :

Date de souscription	Date d'échéance	Montant	Charge d'intérêt
06/01/2014	06/04/2014	2 300 000	36 777
07/04/2014	06/07/2014	2 300 000	36 777
07/07/2014	04/11/2014	2 300 000	48 777
05/11/2014	25/12/2014	2 300 000	20 578
18/07/2014	16/10/2014	1 450 000	23 186
			166 095

B. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures et qui continuent à produire leurs effets :

- 1- Le conseil d'administration réuni le **28 Mars 2013** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **ERRYADA SICAR** » le montant de **2 000 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2012**.
- 2- Le conseil d'administration réuni le **25 Décembre 2009** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **ERRYADA SICAR** » le montant de **500 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du **30 Décembre 2009**.
- 3- Le conseil d'administration de la société a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **ERRYADA SICAR** » le montant de **1 000 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du **31 Décembre 2011**.
- 4- Les produits des Fonds d'**EL WIFACK Leasing** gérés par **ERRYADA SICAR** se sont élevés en 2014 à **132 678 DT**.
- 5- **EL WIFACK LEASING** a conclu au cours des exercices antérieures des contrats de leasing avec des sociétés appartenant au groupe **HEDI BEN AYED**, sociétés avec lesquelles elle a des administrateurs en commun. Le solde au **31/12/2014** des en cours et des impayés ainsi que des produits de location (Intérêts sur loyers) générés en **2014** relatifs à tous les contrats conclus avec ces sociétés se détaillent comme suit :

Désignation	Solde des en cours au 31/12/2014	Solde des impayés au 31/12/2014	Produits de l'exercice 2014
Groupe BEN AYED	1 781 209	57	167 217

En Dinars

- 6- Les créances détenues par la société **EL WIFACK Leasing** sur les sociétés **ERRYADA SICAR** et **ERRYADA IMMOBILIERE** et représentant les frais engagés par ceux-ci à la constitution et lors du démarrage de l'activité s'élèvent respectivement au **31/12/2014** à **2 866 DT** et **5 471 DT**.
- 7- Les emprunts et billets de trésorerie accordés à la société par les parties liées s'élèvent au **31/12/2014** à **13 567 761 DT** et se présentent ainsi :

Etablissement	Solde début	Utilisations	Remboursements	Solde fin
Société Tunisienne des banques	19 452 371	0	5 884 610	13 567 761
Total	19 452 371	0	5 884 610	13 567 761

- 8- En vertu de la convention datant du **21 Mars 2012**, La société **EL WIFACK Leasing** a confié la gestion et la conservation d'une partie de son portefeuille « traites » à la **Société Tunisienne de Banque** moyennant une commission en hors taxes de **1 DT** par valeur. Le total des commissions occasionnées en **2014**, à ce titre, s'élèvent à **4 533 DT**.
- 9- La société **EL WIFACK Leasing** a signé avec la Société Tunisienne de Banque une convention ayant pour objet l'utilisation du réseau commercial de la dite banque.

C. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

- 1- Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- La rémunération du Président Directeur Général au titre de l'exercice 2014 est fixée par décisions du conseil d'administration du **1^{er} Avril 2005**, du **11 Août 2006** et du **25 Juin 2010** à un montant net de **87 500 DT** en plus d'un intéressement proportionnel au résultat de l'exercice s'élevant en **2014** à un montant net de **208 099 DT**. En outre, il bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction...

- La rémunération de Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice **2014** est fixée par décisions du conseil d'administration du **27 Mars 2012** et du **28 Mars 2013** à un montant net de **61 250 DT** en plus d'un intéressement proportionnel au résultat de l'exercice s'élevant en **2014** à un montant net de **62 430 DT**. En outre, il bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction.

- La rémunération des membres du conseil d'administration pour l'exercice **2014** est fixée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le **20 Juin 2013** à un montant net de **1 500 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du conseil d'administration à percevoir au titre de chaque séance et à un montant annuel net de **5 000 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du comité d'audit, du comité exécutif des crédits et du comité du risque. Les rémunérations revenant aux administrateurs au titre de l'exercice **2014** s'élèvent à un montant brut de **126 066 DT**.

2- Avant sa nomination par le conseil d'administration dans sa réunion du **27 Mars 2012**, le Directeur Général Adjoint avait conclu avec la société une convention de prêt portant sur **30 000 DT**. Au **31/12/2014**, le solde non échu du prêt s'élève à **2 262 DT**.

Par ailleurs, nos travaux n'ont pas révélé, en dehors des conventions précitées, l'existence d'autres conventions ou opérations qui entrent dans le champ d'application de l'article **29** de la loi **2001-65** du **10 Juillet 2001** relative aux établissements de crédit et des articles **200** et suivants et **475** du Code des Sociétés Commerciales.

Les commissaires aux comptes

F.M.B.Z KPMG TUNISIE

TCA

Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI

Béchir NEDRI

BNAC CONFIANCE FCP

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2014

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIF AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2014.

En exécution de la mission que vous avez bien voulu nous confier, nous vous présentons notre rapport général sur l'audit des états financiers du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP » arrêtés au 31 décembre 2014.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

Nous avons audité les états financiers ci-joints du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP » comprenant le bilan, l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives pour l'exercice couvrant la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014.

La direction de la société est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises en Tunisie. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, nous avons pris en compte le contrôle interne en vigueur dans la société relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Opinion

Compte tenu de ce qui précède et à notre avis, les états financiers du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP » sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du fonds commun de placement au 31 décembre 2014, ainsi que la performance financière et de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en Tunisie.

Sans remettre en cause l'avis exprimé ci-dessus, nous formulons les observations suivantes :

- Le ratio représenté par le rapport entre les liquidités et les quasi-liquidités et le total actif devrait, selon l'article 2 du décret 2001-2278, être égal au minimum à 20%. Ce rapport calculé par nos soins, s'élève environ à 21,41% ;
- Conformément aux dispositions du paragraphe 2 du prospectus, le pourcentage d'emploi des actifs en BTA, en emprunts garantis par l'Etat ou émis par des entreprises faisant appel public à l'épargne, en titres de créance à long terme émis par l'Etat ou négociables sur les marchés relevant de la Banque Centrale de Tunisie et billets de trésorerie émis par les sociétés cotées, notées ou avalisés par une banque de la place doit être d'environ 45%.
Au 31 Décembre 2014, l'actif net du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP » est employé à raison de 43,89% dans les valeurs mobilières sus-indiquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons procédé à l'examen et aux vérifications spécifiques prévues par la loi, conformément aux normes d'audit applicables en Tunisie.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux porteurs de parts sur la gestion de l'exercice 2014, pouvant contredire les états financiers du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP » arrêtés au 31 décembre 2014.

En outre, et conformément à l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par l'article 15 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, l'examen du système de contrôle interne nous a permis de constater qu'il ne comporte pas des défaillances majeures pouvant impacter notre opinion sur les états financiers.

Tunis, le 25 mars 2015

Le Commissaire Aux Comptes :

**La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C
Chiheb GHANMI**

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2014

ACTIF	Note	31/12/2014	31/12/2013
AC1- PORTEFEUILLE TITRES	3.1	406 158,738	384 187,504
a- ACTIONS, VAL.ASS. ET DROITS RATTACHES		179 306,402	176 408,996
b- OBLIG.ET VALEURS ASSIMILEES		226 852,336	207 778,508
AC2- PLACEMENTS MONETAIRES ET DISPONIBILITES	3.2	110 519,131	125 807,126
a- Placements monétaires			
b- Disponibilités		110 519,131	125 807,126
AC3- CREANCES D'EXPLOITATION		141,090	487,506
a- Intérêt à recevoir		141,090	487,506
TOTAL ACTIF		516 818,959	510 482,136
PASSIF			
PA1- OPERATEURS CREDITEURS	3.3	5 087,822	4 112,696
PA2- AUTRES CREDITEURS DIVERS	3.4	5 642,906	5 641,311
TOTAL PASSIF		10 730,728	9 754,007
ACTIF NET			
CP1- CAPITAL	3.5	497 029,505	495 811,534
CP2- SOMMES DISTRIBUABLES	3.6	9 058,726	4 916,595
a- Sommes distribuables des exercices antérieurs		3,945	0,814
b- Sommes distribuables de l'exercice		9 054,781	4 915,781
ACTIF NET		506 088,231	500 728,129
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		516 818,959	510 482,136

ETAT DE RESULTAT

Exercice clos au 31 décembre 2014

LIBELLE	Note	31/12/2014	31/12/2013
PR1- REVENUS DU PORTEFEUILLE-TITRES	4.1	19 865,015	14 721,295
a- REVENUS ACTION ET VALEURS ASSIMILEES		8 286,944	5 813,312
b- REVENUS DES OBLIG.ET VAL ASSI		11 578,071	8 907,983
PR2- REVENUS DES PLACEMENTS MONETAIRES	4.2	1 016,040	1 841,241
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		20 881,055	16 562,536
CH1-A CHARGES DE GESTION DES PLACEMENTS	4.3	-5 482,803	-5 366,626
REVENUS NET DES PLACEMENTS		15 398,252	11 195,910
CH2-AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	4.4	-6 343,471	-6 506,628
RESULTAT D'EXPLOITATION		9 054,781	4 689,282
PR4-REGULARISATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION		0,000	226,499
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		9 054,781	4 915,781
PR4-REGULARISATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION (annulation)		0,000	-226,499
VARIAT.DES +/- VAL.POT.SUR TITRES		-852,885	-6 716,269
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres		2 278,921	-1 414,394
FRAIS DE NEGOCIATION DE TITRES		-208,065	-107,613
RESULTAT DE L'EXERCICE		10 272,752	-3 548,994

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

Exercice clos au 31 décembre 2014

LIBELLE	31/12/2014	31/12/2013
AN1- VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATIONS	10 272,752	-3 548,994
a- Résultat d'exploitation	9 054,781	4 689,282
b- VARIAT.DES +/- VAL.POT.SUR TITRES	-852,885	-6 716,269
c- Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	2 278,921	-1 414,394
d- FRAIS DE NEGOCIATION DE TITRES	-208,065	-107,613
AN2- DISTRIBUTION DE DIVIDENDE	-4 912,650	-4 545,000
TRANSACTION SUR LE CAPITAL	0,000	32 023,611
a-Souscriptions	0,000	378 402,685
_ Capital	0,000	304 000,000
Régularisation des sommes non distribuables	0,000	73 436,438
Régularisation des sommes distribuables	0,000	966,247
b-Rachats	0,000	-346 379,074
_ Capital	0,000	-279 000,000
Régularisation des sommes non distribuables	0,000	-66 639,326
Régularisation des sommes distribuables	0,000	-739,748
VARIATION DE L'ACTIF NET	5 360,102	23 929,617
AN4- ACTIF NET		
a En début d'exercice	500 728,129	476 798,512
b Fin d'exercice	506 088,231	500 728,129
AN5- NOMBRE DE PARTS		
a En début d'exercice	4050	3 800
b Fin d'exercice	4050	4 050
VALEUR LIQUIDATIVE		
a En début d'exercice	123,636	125,473
b Fin d'exercice	124,960	123,636
AN6- TAUX DE RENDEMENT	2,05%	-0,51%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS
(Les chiffres sont exprimés en dinars)

NOTE 1 : CREATION ET ACTIVITE :

« **BNAC CONFIANCE FCP** » est un Fonds Commun de Placement régi par le code des organismes de placement collectif. Il a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières au moyen de l'utilisation exclusive de ses fonds propres. Il a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier en date du 28/06/2006.

La gestion du FCP est confiée à « **BNA-CAPITAUX** » qui agit pour le compte des porteurs des parts. Le dépositaire exclusif des actifs du FCP est la Banque « **BNA** ».

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES:

1. Référentiel d'élaboration des états financiers

Les états financiers relatifs à l'exercice allant du premier janvier au 31 décembre 2014 sont établis conformément aux normes comptables tunisiennes telles que définies par la loi N° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises et par le décret N° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité.

2. Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés par référence aux conventions comptables de base, et notamment :

- hypothèse de la continuité de l'exploitation
- hypothèse de la comptabilité d'engagement
- convention du coût historique
- convention de la périodicité
- convention de la réalisation du revenu
- convention de l'objectivité
- convention de rattachement des charges aux produits
- convention de prudence
- convention de permanence des méthodes

Les principales méthodes comptables adoptées par le Fonds Commun de Placement « **BNAC CONFIANCE FCP** » pour l'établissement de ses comptes annuels se présentent comme suit :

2.1 Prise en compte des placements et revenus y afférents:

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2.2 Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées:

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, en date d'arrêt, à leur valeur de marché pour les titres admis à la cote. La valeur du marché correspond au cours moyen pondéré du jour de calcul de la valeur liquidative ou au cours moyen pondéré de la dernière cotation.

La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable et aussi comme composante du résultat net de l'exercice.

2.3 Evaluation des placements monétaires :

Ces titres sont évalués à leur valeur nominale majorés des intérêts courus.

2.4 Cession des placements

La sortie des placements est constatée au coût moyen pondéré. La différence entre la valeur de sortie et le prix de cession hors frais est portée directement en capitaux propres, en tant que sommes non distribuables et apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3- Notes sur le bilan

3-1 Note sur le Portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2014 à 406 158, 738 DT contre 384 187,504 DT au 31 Décembre 2013. Il se détaille comme suit :

Désignation des titres	Nombre de titres	Cout d'acquisition	Valeur au 31-12-2014	% ACTIFS	% ACTIFS NET
Actions et valeurs assimilées	23 341	211 386,030	179 306,402	34,69%	35,43%
Actions cotées	23 113	187 712,123	155 525,318	30,09%	30,73%
AETECH	400	2 400,000	1 097,200	0,21%	0,22%
ARTES	4 500	40 070,000	36 004,500	6,97%	7,11%
ATTIJ BANK	500	10 950,000	11 928,000	2,31%	2,36%
BNA	3 000	32 390,000	22 803,000	4,41%	4,51%
CARTAGE CEMENT	2 000	7 232,739	4 854,000	0,94%	0,96%
DELICE HOLDING	125	1 825,000	1 892,750	0,37%	0,37%
EURO-CYCLE	942	10 550,400	15 424,308	2,98%	3,05%
HANNIBAL LEASE(AA)	480	4 560,000	3 705,600	0,72%	0,73%
NEW BODY LINE	296	2 461,800	2 054,240	0,40%	0,41%
SOTIPAPIER(AA)	6 170	46 510,000	30 455,120	5,89%	6,02%
TPR	700	3 996,184	3 022,600	0,58%	0,60%
TUNISAIR	2 000	5 360,000	2 284,000	0,44%	0,45%
TUNISRE	2 000	19 406,000	20 000,000	3,87%	3,95%
OPCVM	228	23 673,907	23 781,084	4,60%	4,70%
Placement obligataire SICAV	228	23 673,907	23 781,084	4,60%	4,70%
Emprunts de sociétés	3 680	220 169,900	226 852,336	43,89%	44,82%
AIL 2012-1	180	10 800,000	11 128,083	2,15%	2,20%
AMENBANK 2014-1	400	40 000,000	40 012,888	7,74%	7,91%
ATL 2010-1	490	9 800,000	9 963,512	1,93%	1,97%
ATL 2014-1	250	25 000,000	26 160,000	5,06%	5,17%
BTK 2012-1	250	17 857,500	17 973,393	3,48%	3,55%
CIL 2011/1	250	10 000,000	10 390,137	2,01%	2,05%
CIL 2012/1	150	9 000,000	9 327,846	1,80%	1,84%
HAN LEASE 2010-2	500	10 000,000	10 043,002	1,94%	1,98%
HL 2013-2	250	25 000,000	26 236,411	5,08%	5,18%
MODERNLEASING 2012	90	9 000,000	9 406,455	1,82%	1,86%
TL 2013-2	200	20 000,000	21 099,398	4,08%	4,17%
TL SUB 2010	450	18 000,000	18 716,109	3,62%	3,70%
UIB2011-2	220	15 712,400	16 395,102	3,17%	3,24%
TOTAL	27 021	431 555,930	406 158,738	78,59%	80,25%

Les entrées en portefeuille titres au cours de l'exercice 2014 se détaillent ainsi:

Désignation des titres	Acquisition 2014	
	Nombre	Coût d'acquisition
Actions	10 620	84 017,200
Emprunts de sociétés	900	90 000,000

Les sorties du portefeuille titres au cours de l'exercice 2014 se détaillent ainsi:

Désignation des titres	Nombre	Coût d'acquisition	Prix de cession/ Remboursement	Plus ou moins value réalisées
Cession Actions	20 265	80 223,509	82 502,430	2 278,921
Cession droits	270	43,200	43,200	0,000
Cession emprunts de sociétés	260	26 000,000	26 000,000	0,000
Remboursement emprunts de sociétés	-	47 115,050	47 115,050	0,000

3-2 Placements monétaires et disponibilités:

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2014 à 110 519,131 DT contre 125 807,126 DT au 31 Décembre 2013. Il se détaille comme suit :

Désignation du titre	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31.12.2014	% de l'actif Net
Placements monétaires	-	-	0 00	0%
Disponibilités			110 519,131	21,84%
TOTAL			110 519,131	21,84%

3-3 Opérateurs créditeurs :

Le poste « opérateurs créditeurs » totalise au 31 Décembre 2014 un montant de 5 087,822 DT contre 4 112,696 DT pour l'exercice précédent, et se détaillent comme suit:

LIBELLE	31/12/2014	31/12/2013
- DISTRIBUTEUR	3 962,539	2 965,663
- DEPOSITAIRE	125,034	127,454
- GESTIONNAIRE BNAC	1 000,249	1 019,579
TOTAL	5 087,822	4 112,696

3-4 Autres créiteurs divers :

Le poste « autres créiteurs divers » totalise au 31 Décembre 2014 un montant de 5 642,906 DT contre 5 641,311 DT pour l'exercice précédent, et se détaillent comme suit:

LIBELLE	31/12/2014	31/12/2013
AUTRES CREDITEURS (CMF)	42,711	41,311
HONORAIRE CAC	5 600,195	5 600,000
TOTAL	5 642,906	5 641,311

3-5 Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital au cours de la période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2014 se détaillent ainsi :

LIBELLE	31/12/2014
<u>Capital début de l'exercice</u>	495 811,534
Montant en nominal	405 000
Nombre de titres	4 050
Nombre de porteurs de parts	7
<u>Souscriptions réalisées</u>	
Montant	0
Nombre de titres émis	0
Nombre de porteurs de parts nouveaux	0
<u>Rachats effectués</u>	
Montant	0
Nombre de titres rachetés	0
Nombre de porteurs de parts sortants	0
<u>Autres mouvements</u>	1 217,971
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(852,885)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession des titres	2 278,921
Frais de négociation de titres	(208,065)
Régul Sommes non distribuables	0
<u>Capital fin de l'exercice</u>	497 029,505
Montant en nominal	405 000
Nombre de titres	4 050
Nombre de porteurs de parts	7

3-6 Notes sur les sommes distribuables :

Les sommes distribuables correspondent au résultat distribuable de l'exercice et des exercices antérieurs augmentés ou diminués des régularisations correspondantes effectuées à l'occasion des opérations de souscription ou de rachat de parts. Le solde de ce poste au 31-12-2014 se détaille ainsi:

Libellé	31/12/2014	31/12/2013
- Sommes distribuables des exercices antérieurs	3,945	0,814
- Résultat distribuable de l'exercice	9 054,781	4 689,282
- Régul résultat distribuable de l'exercice	0	226,499
TOTAL	9 058,726	4 916,595

4- Notes sur l'état de résultat

4-1- Notes sur les revenus du portefeuille titres

Les revenus du portefeuille-titres totalisent 19 865,015 DT pour l'exercice 2014 contre 14 721,295 DT pour l'exercice précédent, et se détaillent comme suit:

Libellé	31/12/2014	31/12/2013
- Revenus des actions et valeurs assimilées	8 286,944	5 813,312
- Revenus des obligations et valeurs assimilées	11 578,071	8 907,983
TOTAL	19 865,015	14 721,295

4-2- Note sur les revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève pour l'exercice 2014 à 1 016,040 DT contre 1 841,241 DT pour l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2014	31/12/2013
- Intérêts sur comptes de dépôt	1 016,040	1 841,241
TOTAL	1 016,040	1 841,241

4-3 Charges de gestion des placements :

Les charges de gestion des placements s'élèvent pour l'exercice 2014 à 5 482,803 DT contre 5 366, 626 DT pour l'exercice précédent et se détaillent ainsi :

Libellé	31/12/2014	31/12/2013
- Commission de distribution (BNA et BNAC)	996,876	975,754
- Commission de dépôt (Banque Nationale Agricole)	498,445	487,885
- Commission de gestion (BNA CAPITAUX)	3 987,482	3 902,987
TOTAL	5 482,803	5 366,626

4-4 Autres charges :

Le solde de ce poste s'élève pour l'exercice 2014 à 6 343,471 DT contre 6 506,628 DT pour l'exercice précédent et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2014	31/12/2013
- Autres charges d'exploitation	151,136	51,102
- Impôt & Taxes	93,746	329,300
- Redevance CMF	498,394	487,824
- Rémunération CAC	5 600,195	5 638,402
TOTAL	6 343,471	6 506,628

5- Autres informations:

5-1 Données par part :

LIBELLE	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012
• Revenus des placements	5,156	4,089	4,306
• Charges de gestion des placements	-1,354	-1,325	-1,436
• Revenu net des placements	3,802	2,764	2,871
• Autres produits	0	0	0
• Autres charges	-1,566	-1,607	-1,673
• Résultat d'exploitation	2,236	1,157	1,196
• Régularisation du résultat d'exploitation	0	0,056	-0,002
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE	2,236	1,213	1,195
• Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)	0	-0,056	0,002
• Variation des plus ou moins values potentielles sur titres	-0,211	-1,659	0,791
• Plus ou moins values réalisées sur cession de titres	0,563	-0,349	1,676
• Frais de négociation de titres	-0,051	-0,027	-0,037
Plus ou moins value sur titres et frais de négociation	0,301	-2,035	2,431
Résultat net de l'exercice	2,537	-0,878	3,628
Résultat non distribuable de l'exercice	0,301	-2,035	2,431
Régularisation du résultat non distribuable	0	0,180	-0,010
Somme non distribuables de l'exercice	0,301	-1,855	2,421
Distribution de dividendes	1,213	1,196	2,252
Valeur Liquidative	124,960	123,636	125,473

5-2 Ratios de gestion des placements :

LIBELLE	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012
• Charges de gestion des placements / actif net moyen :	1,103%	1,102%	1,102%
• Autres charges d'exploitation / actif net moyen :	1,276%	1,336%	1,284%
• Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen :	1,822%	1,009%	0,917%

5-3 Rémunération du gestionnaire, du dépositaire et du distributeur :

- **Gestionnaire :**

La gestion du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP » est confiée à la Société « BNA CAPITAUX ». Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et financière du fonds commun de placement.

En contrepartie de ses prestations, la « BNA CAPITAUX », perçoit une rémunération de 0,8% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien et payable trimestriellement.

- **Dépositaire :**

La Banque Nationale Agricole « BNA » assure les fonctions de dépositaire des titres du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP », et ce en vertu d'une convention datée du 10/01/2006. Elle est chargée, notamment, à ce titre :

- de la conservation des titres du fonds commun de placement « BNAC CONFIANCE FCP »;
- de l'encaissement des revenus s'y rattachant ;
- du contrôle de la régularité des décisions d'investissement, de l'établissement de la valeur liquidative ainsi que du respect des règles relatives aux ratios d'emploi et au montant de l'actif minimum du fonds commun de placement.

En contrepartie de ses prestations, la Banque Nationale Agricole « BNA » perçoit une rémunération de 0,1% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net et payable trimestriellement.

- **Distributeur :**

La recherche des nouveaux souscripteurs est assurée par les agences de la Banque Nationale Agricole « BNA » et BNA Capitaux. La rémunération accordée en contrepartie de cette prestation est de 0,2% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien et payable trimestriellement.

بلاغ الشركات

القوائم المالية

الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية

المقر الإجماعي: نهج برجين مونبليزر 1073 تونس

تنشر الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية قوائمها المالية للسنة المحاسبية المختومة في 2014/12/31 والتي ستعرض للمصادقة في الجلسة العامة العادية التي ستعقد يوم 09 جوان 2015. هذه القوائم مصحوبة بالتقرير العام و الخاص لمراقبي الحسابات : عبد اللطيف عباس.

2013/12/31		2014/12/31		الموازنة
الصافي		الصافي	الاستهلاكات والمدخرات	الأصول
			الخام	(مبالغ بالدينار)
-734 961	-569 750	-51 887	-517 863	أصول غير مادية
61 972	27 949	-450 354	478 303	برامج إعلامية
-796 933	-597 699	398 467	-996 166	القيمة الإضافية السلبية
123 295	86 214	-1 331 630	1 417 844	أصول مادية للاستغلال
61 818 536	64 016 916	-2 173 251	66 190 167	توظيفات
400 150	349 839	-2 143 621	2 493 460	أراضي و بنايات
61 418 387	63 667 077	-29 630	63 696 707	توظيفات مالية أخرى
4 722 668	4 784 555		4 784 555	حصة معيدي التأمين في المدخرات الفنية
18 934 494	18 803 165	-7 417 009	26 220 174	مستحقات:
14 008 598	16 062 125	-7 417 009	23 479 134	مستحقات متولدة عن عمليات التأمين المباشر
4 567 318	2 323 804	-	2 323 804	مستحقات متولدة عن عمليات إعادة تأمين
358 578	417 236	-	417 236	مستحقات أخرى
2 602 452	2 245 359	-	2 245 359	عناصر أخرى للأصول
1 220 933	972 753	-	972 753	أموال في البنك و الخزينة
1 381 519	1 272 606	-	1 272 606	حسابات تسوية الأصول
87 466 484	89 366 459	-10 973 777	100 340 236	مجموع الأصول

الموازنة - الأموال الذاتية و الخصوم
(مبالغ بالدينار)

2013/12/31	2014/12/31	إيضاح	
21 568 300	21 568 300		رأس المال الاجتماعي
2 141 645	2 270 673		الإحتياطيات
0	0		أموال ذاتية أخرى
1 396 865	2 229 393		نتائج مؤجلة
25 106 810	26 068 366		مجموع الأموال الذاتية قبل نتيجة السنة المحاسبية
1 540 776	1 663 274		نتيجة السنة المحاسبية
26 647 586	27 731 640	12	مجموع الأموال الذاتية قبل التوزيع
12 000	252 000		مدخرات أخطار وأعباء
8 285 027	9 000 091	13	مدخرات فنية
5 419 974	5 127 544	14	ديون لودائع نقدية متحصّل عليها من المؤسسات المسند إليها
22 004 258	21 131 337		ديون أخرى
1 812 714	2 045 276	15	ديون متولدة عن عمليات تأمين مباشر
17 353 652	16 761 872	16	ديون متولدة عن عمليات إعادة تأمين
2 837 892	2 324 189	17	ديون أخرى
24 518 657	25 557 410	18	موارد صناديق الضمان
578 983	566 435		خصوم أخرى
578 983	566 435		حسابات تسوية الخصوم
60 818 899	61 634 817		مجموع الخصوم
87 466 484	89 366 459		مجموع الأموال الذاتية و الخصوم

قائمة النتائج الفنية

(مبالغ بالدينار)

عمليات صافية 2013	عمليات صافية 2014	عمليات مسندة 2014	عمليات خام 2014	إيضاح	
3 108 014	3 616 938	-6 102 151	9 719 089		أقساط تأمين مكتسبة
3 172 415	3 640 917	-5 994 501	9 635 418	19	أقساط التأمين الصادرة و المقبولة
-64 401	-23 979	-107 650	83 671	20	تغير مدخرات أقساط التأمين غير مكتسبة
555 053	672 027	-	672 027	21	إيرادات التوظيفات المخصصة و المحولة من قائمة النتائج
599 655	635 527	-	635 527	22	إيرادات فنية أخرى
-1 242 165	-1 617 769	3 061 002	-4 678 772	23	أعباء التعويضات
-1 236 523	-1 335 218	3 313 360	-4 648 579		مبالغ التعويضات المدفوعة
138 257	112 470	-268 107	380 577		مبالغ التعويضات المسترجعة
-143 900	-395 021	15 749	-410 770		تغير مدخرات التعويضات
-	-	-	-		تغير مدخرات الفنية الأخرى
-51 612	-103 031	153 787	-256 819		المساهمة في الأرباح والإرجاعات
-471 219	-528 142	1 677 893	-2 206 036		نفقات الإستغلال
-955 365	-1 032 549	-	-1 032 549	24	نفقات الإقتناء
23 058	7 065	-	7 065		تغير مبالغ نفقات الإقتناء المؤجلة
-1 272 241	-1 180 552	-	-1 180 552	24	نفقات الإدارة
1 733 330	1 677 893	1 677 893	0	25	عمولات متحصل عليها من معيدي التأمين
-2 105 490	-1 821 596	-	-1 821 596	24	أعباء فنية أخرى
0	-131 147	-	-131 147	3-13	تغير مدخرات التعديل
392 235	722 807	-1 209 469	1 932 273		النتيجة الفنية للتأمين وإعادة التأمين على غير الحياة

سنة مختومة في 2013/12/31	سنة مختومة في 2014/12/31	إيضاح	قائمة النتائج (مبالغ بالدينار)
392 236	722 807		النتيجة الفنية للتأمين وإعادة التأمين على غير الحياة
2 555 672	3 059 075	26	إيرادات غير فنية
2 555 672	3 058 942		إيرادات التوظيفات
	133		مداخل التوظيفات
-555 053	-672 027	21	استرداد تصحيحات القيمة على التوظيفات
			إيرادات التوظيفات المخصصة و المحولة إلى قائمة النتائج الفنية للتأمين على غير الحياة
228 038	222 930	27	إيرادات غير فنية أخرى
-318 594	-440 552	28	أعباء غير فنية
-252 427	-402 366		أعباء التوظيفات
-66 167	-38 186		تصحيح القيمة على التوظيفات
-1 063	-240 762		أعباء غير فنية أخرى
2 301 237	2 651 471		النتيجة المتأتية من الأنشطة العادية قبل احتساب الأداء
-760 460	-988 198	29	الأداءات على النتيجة
1 540 776	1 663 274		النتيجة الصافية

جدول التعهدات المقبولة و المقدمية
(مبالغ بالدينار)

في 31 ديسمبر 2013						في 31 ديسمبر 2014						إيضاح	التعهدات المقدمة	
ICIEC	CIAGI	FGFEAE	FGRE	ASSURCREDIT	COTUNACE	ICIEC	CIAGI	FGFEAE	FGRE	ASSURCREDIT	COTUNACE			
886 319	765 632	-	99 373 187	173 853 000	306 632 456	1 220 194	2 025 457	-	99 525 054	202 620 000	109 599 636	30.1	عقد تأمين عمليات متداولة	ضمان قروض للتصدير
886 319	765 632	-	80 637 404	173 853 000	306 632 456	1 220 194	2 025 457	-	99 238 194	202 620 000	109 599 636		مخاطر تجارية	
		-	18 735 783		-			-	286 860		-		مخاطر غير تجارية	
6 804 359	6 804 359	-	4 524 714		2 889 321	6 804 359	6 804 359	-	2 699 019		2 456 556	30.2	العقود المحددة	
		-			2 889 321			-	2 398 000		2 456 556		مخاطر تجارية	
6 804 359	6 804 359	-	4 524 714		-	6 804 359	6 804 359	-	301 019		-		مخاطر غير تجارية	
		-	3 720 596		3 720 596			-	4 270 000		4 270 000	30.3	عقد تأمين المخاطر المتعددة للتصدير "كامكس"	
7 690 678	7 569 991		107 618 497	173 853 000	313 242 373	8 024 553	8 829 816		106 494 073	202 620 000	116 326 192			
		-	-		3 966 173			-	-		4 015	30.4	ضمانات	تعهدات بالإمضاء
		-	-		11 674 264			-	-		12 715 250	30.5	ضمان (دفتر ATA)	
		1 685 237	-		-			2 621 368	-		-	30.6	شهادة ضمان ما قبل التصدير	
		1 685 237	-		15 640 437			2 621 368	-		12 719 265			
7 690 678	7 569 991	1 685 237	107 618 497	173 853 000	328 882 810	8 024 553	8 829 816	2 621 368	106 494 073	202 620 000	129 045 457		المجموع العام (2+1)	

الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية
جدول التدفقات النقدية
(مبالغ بالدينار)

6

سنة مختومة في
2013/12/31

سنة مختومة في
2014/12/31

إيضاح

سنة مختومة في 2013/12/31	سنة مختومة في 2014/12/31	إيضاح	
10 286 188	10 075 907	مقابيض أقساط التأمين المتحصل عليها من المؤمن لهم	التدفقات النقدية المرتبطة بالإستغلال
-2 056 206	-2 424 706	مبالغ لتسديد التعويضات	
397 516	315 875	مبالغ تعويضات مسترجعة	
-2 903 313	-1 645 437	دفعات لمعيدي اتمام	
90 974	19 296	مقابيض من معيدي التأمين	
-846 659	-1 183 077	دفعات صندوق ضمان مخاطر التصدير	
-43 333		دفعات صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن	
-4 926 915	-5 753 044	مبالغ مدفوعة إلى المزددين و الأعوان	
-29 434 208	-34 624 014	دفعات مرتبطة باقتناء توظيفات مالية	
26 687 326	33 300 579	مقابيض مرتبطة بتفويت توظيفات مالية	
1 535 733	2 091 699	الإيرادات المالية المتحصل عليها	
64 194	17 762	مداخل توظيفات عقارية	
-48 998		مبالغ كراءات مدفوعة	
-1 197 702	190 840	التدفقات النقدية المتأتية من الإستغلال	
			التدفقات النقدية المرتبطة بأنشطة الإستثمار
-36 706	-24 546	دفعات متأتية من اقتناء أصول ثابتة غير مادية و مادية	
-	-	مقابيض متأتية من تفويت أصول ثابتة غير مادية و مادية	
		دفعات متأتية من اقتناء توظيفات من مؤسسات مرتبطة أو ذات صلة مساهمة	
-36 706	-24 546	التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة الإستثمار	
			التدفقات النقدية المرتبطة بأنشطة التمويل
-378 120	-414 474	حوص الأرباح و غيرها من أنواع التوزيع	
310 245	-	مقابيض متأتية من التلر فيع في رأس المال	
-67 875	-414 474	التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة التمويل	
-1 320 283	-248 180	تغير الخزينة	
2 523 216	1 220 934	الخزينة في بداية السنة المحاسبية	
1 220 934	972 754	الخزينة في نهاية السنة المحاسبية (*)	

(*) يشمل هذا الرصيد الأرصدة في البنوك والخزينة

إيضاحات حول القوائم المالية

لسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2014

الإيضاح عدد 1 : تقديم الشركة

الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية "كوتيناس" هي شركة خفية الإسم تكونت في 8 سبتمبر 1984 برأس مال يبلغ 2.000.000 دينار. باعتبار الترفيع فيه في عدة مناسبات, وبعد إنجاز عملية الاندماج باستيعاب "شركة تأمين القروض التجارية" بداية من 1 جانفي 2013, يبلغ حاليا رأس المال 21.568.300 دينار مقسم إلى 215.683 سهم ذات قيمة إسمية تبلغ 100 دينار.

هدف شركة "كوتيناس" يتمثل في:

✓ ممارسة نشاط تأمين عمليات التجارة الخارجية. لهذه الغاية فهي تؤمن خصوصا:

- الأشخاص المعنويون والأشخاص الطبيعيون بعنوان المخاطر التجارية التي يمكن أن تنتج من عمليات التصدير

- مؤسسات إسناد القروض والمؤسسات المالية بعنوان القروض التي تسند إلى الأشخاص المعنويين و الأشخاص الطبيعيين الذين يحققون عمليات تصدير وكذلك حرفائهم

✓ تأمين عدم دفع العمليات التجارية لحرفائها أي تغطية وتعويض عن المعاملات التجارية لبيع السلع والخدمات التي يقدمها المؤمن لحرفائه في السوق المحلي ضد مخاطر عدم الدفع الجزئي أو الكلي مؤقت أو دائم

وبمقتضى الإتفاقية الممضاة في 8 فيفري 1999 مع وزارة المالية تطبيقا للفصل 109 من القانون عدد 24 لسنة 1997 المؤرخ في 28 أفريل 1997 المتعلق بإدراج عنوان رابع ضمن مجلة التأمين يخص تأمين الصادرات, تؤمن الشركة المخاطر الغير تجارية وكذلك المخاطر التجارية المتعلقة بعمليات التصدير التي تتضمن مصلحة أساسية للإقتصاد الوطني والتي يتكفل بها كإعادة تأمين صندوق ضمان مخاطر التصدير المنصوص عليه في الفصل 107 من القانون عدد 24 لسنة 1997 المذكور أعلاه.

كما كلفت شركة "كوتيناس" بالتصرف في صناديق الضمان التالية:

- صندوق ضمان مخاطر التصدير المحدث بالفصل 107 من مجلة التأمين وتتمثل مهامه في إعادة تأمين المخاطر الغير تجارية المشار إليها بالفصل 104 من نفس المجلة. كما يمكن لهذا الصندوق إعادة تأمين المخاطر التجارية المتعلقة بعمليات التصدير التي تتضمن مصلحة للإقتصاد الوطني.

- صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن والذي وقع إحداثه بالقانون عدد 95 لسنة 1999 المؤرخ في 6 ديسمبر 1999 ويتولى ضمان قروض تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن التي تمنحها المؤسسات البنكية لفائدة المؤسسات المنصوص عليها بالفصل الأول من القانون المذكور أعلاه.

و إن شروط و طرق تسيير هذه الصناديق وقع تحديدها تباعا بالأمر عدد 1690 لسنة 1998 المؤرخ في 31 أوت 1998 وبالأمر عدد 23 لسنة 2000 المؤرخ في 3 جانفي 2000 وكذلك بإتفاقيات التصرف الممضاة بين شركة "كوتيناس" و وزارة المالية وكذلك طبقا لدليل الإجراءات.

تتمثل هيكله رأس مال "كوتيناس" في 2014.12.31 كما يلي:

المساهمون	عدد الأسهم	المبلغ بالدينار	النسبة في رأس المال
الدولة التونسية	70 000	7 000 000	32,455%
المؤسسة العربية "ضمان"	50 000	5 000 000	23,182%
الشركة التونسية للبنك	20 790	2 079 000	9,640%
البنك الوطني الفلاحي	8 730	873 000	4,050%
التجاري بنك	4 788	478 800	2,220%
الإتحاد البنكي للصناعة و التجارة	2 250	225 000	1,040%
الشركة التونسية لإعادة التأمين	14 074	1 407 400	6,530%
الشركة التونسية للتأمين و إعادة التأمين	11 206	1 120 600	5,200%
شركة ATRADIUS	8 445	844 500	3,920%
أمان بنك	6 940	694 000	3,220%
تأمينات GAT	6 355	635 500	2,950%
تأمينات أستري	6 000	600 000	2,780%
البنك العربي بتونس	2 485	248 500	1,150%
تأمينات COMAR	2 413	241 300	1,120%
تأمينات SALIM	1 206	120 600	0,560%
السيدة سهيلة شبشوب	1	100	0,000%
المجموع	215 863	21 586 300	100%

الإيضاح عدد 2 :الأحداث المميزة لسنة 2014

تتلخص الأحداث المميزة لسنة 2014 في مايلي:

1- تطور في الأقساط المكتسبة التي بلغت 9.719.089 دينار في سنة 2014 مقابل 9.701.595 دينار في سنة 2013 أي بإرتفاع بلغ 17.494 دينار (2 %).

2- بلغت النتيجة الصافية 1.663.274 دينار في سنة 2014 مقابل 1.540.776 دينار في سنة 2013 أي بإرتفاع بلغ 122.498 دينار (8 %)

3- بلغت التعويضات التجارية 2.428.512 دينار خلال سنة 2014 مقابل 2.172.101 دينار في سنة 2013. أما مدخرات التعويضات تحت التسوية فبلغت 6.334.659 دينار في 2014/12/31 مقابل 5.923.889 دينار في 2013/12/31 أي بارتفاع قدره 410.770 دينار (7 %).

الإيضاح عدد 3 : التقيد بمعايير المحاسبة التونسية

أسس القيس والمبادئ المحاسبية المعتمدة

وقع إعداد وضبط القوائم المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية "كوتيناس" للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2014 طبقا لمعايير المحاسبة الخاصة بقطاع التأمين المصادق عليها بقرار من وزير المالية المؤرخ في 26 جوان 2000 (من المعيار عدد 26 إلى المعيار عدد 31) والمتعلقة بضبط القوائم المالية وبالرقابة الداخلية والتنظيم المحاسبي وبالمداخيل وبالمدخرات الفنية وبالأعباء الفنية وبالتوظيفات في مؤسسات التأمين و / أو إعادة التأمين.

تتضمن القوائم المالية: الموازنة، قائمة النتائج الفنية للتأمين على غير الحياة، قائمة النتائج، جدول التعهدات المقبولة والمقدمة، جدول التدفقات النقدية والإيضاحات حول القوائم المالية.

تتلخص أسس القيس والمبادئ المحاسبية الخاصة المتعلقة بإعداد القوائم المالية في ما يلي:

1- أصول غير مادية و أصول مادية للإستغلال

وقع إدراج الأصول الغير مادية والأصول المادية المستغلة من طرف "كوتيناس" ضمن الموازنة حسب التكلفة التاريخية. ويقع استهلاك هذه الأصول طبقا لأسلوب الاستهلاك المتساوي الأقساط
تم اعتماد النسب التالية لتسجيل الاستهلاكات :

برامج إعلامية	3 سنوات	33%
البناءات	20 سنة	5%
معدات نقل	5 سنوات	20%
معدات مكتبية	5 سنوات	20%
تجهيزات عامة وعمليات تركيب وتهيئة مختلفة	10 سنوات	10%
معدات إعلامية	3 سنوات	33%

2- التوظيفات

يقع تقبيد التوظيفات العقارية بسعر التكلفة وتكون موضوع إستهلاك وفق القواعد المضبوطة أعلاه ويقع تقبيد التوظيفات المالية بسعر التكلفة (والذي يتضمن مبلغ حقوق الإكتتاب وحقوق الإسناد اللازمة) دون الأخذ بعين الإعتبار مصاريف الإقتناء التي يقع تقبيدها ضمن أعباء السنة.

عند تاريخ إقفال الحسابات، يتم تقييم التوظيفات العقارية وسندات المساهمات بحسب قيمتها الإستعمالية (أخذا بعين الإعتبار لعدة عوامل نذكر منها على سبيل المثال القيمة التجارية والأصول الصافية ونتائج وآفاق مردودية المؤسسة)

في نفس التاريخ وزيادة على المدخرات لانخفاض القيمة والإستهلاكات يقع تكوين مدخر لمجابهة استحقاق التعهدات الفنية والذي يساوي الفارق المحتسب للتوظيفات بين المبلغ الجملي للقيمة التجارية والقيمة المحاسبية الصافية من السندات المعنية عندما يكون هذا الفارق سلبيا. ويتم تحديد القيمة التجارية بصفة منفصلة حسب كل صنف من أصناف التوظيفات على أساس مبلغ البيع ومعدل سعر البورصة المرجح للمعاملات التي أنجزت خلال الشهر وقيمة التسديد.

تقييد مداخل التوظيفات

يقع تسجيل مداخل التوظيفات (حصص الأرباح، الكراءات والفوائد) ضمن الإيرادات طبقا لمبدأ الإستحقاق حتى وإن لم يتم تحصيلها بعد. إذ يقع تقييد حصص الأرباح ضمن الإيرادات على أساس قرار الجلسة العامة التي تنتظر في توزيع النتائج، ويقع تقييد الفوائد ضمن الإيرادات عندما تكون مطلوبة.

عند تاريخ إقفال السنة المحاسبية يقع تقييد مداخل العقارات المسوغة التي تم تحصيلها مسبقا ضمن الخصوم في حساب إيرادات مسجلة مسبقا

عندما يقع تحصيل التوظيفات بمبلغ يتجاوز تكلفة الإقتناء، يقع تسجيل الفارق ضمن المداخل بصفة مجدولة على إمتداد المدة الفاصلة بين تاريخ الإقتناء وتاريخ التسديد لغاية أن تكون مداخل التوظيفات مستقرة.

تخصيص إيرادات التوظيفات

يقع تسجيل إيرادات التوظيفات ضمن قائمة النتائج. وتكون هذه الإيرادات في نهاية السنة موضوع تحويل جزئي للتخصيص بغية إدراج جزء من إيرادات التوظيفات الصافية المتصل بالمدخرات الفنية وذلك حسب النسبة التالية:

المدخرات الفنية

المدخرات الفنية + الأموال الذاتية

تمثيل المدخرات الفنية

طبقا لقرار وزير المالية بتاريخ 27 فيفري 2001 المتعلق بضبط قائمة المدخرات الفنية لمؤسسات التأمين وطريقة احتسابها وشروط توظيف أموال تلك المدخرات (الفصل 29) تقوم "كوتيناس" بتمثيل مدخراتها الفنية ضمن أصول قيمتها تتجاوز قيمة هذه المدخرات. ويقع توظيف أموال المدخرات الفنية في الأصول حسب الشروط المذكورة في الفصل 31 من القرار المذكور أعلاه والمتصلة بطبيعة هذه الأصول (سندات صادرة عن الدولة، رفاع، أسهم...) والمتصلة بهيكله هذه الأصول (توزيع حسب مجموع المدخرات الفنية)

3- المدخرات الفنية

إن طرق تقييم المدخرات الفنية المسجلة من طرف "كوتيناس" هي مطابقة لمقتضيات المعيار المحاسبي عدد 29 المتعلق بالمدخرات الفنية في مؤسسات التأمين و / أو إعادة التأمين ولمقتضيات قرار وزير المالية بتاريخ 27 فيفري 2001 المتعلق بضبط قائمة المدخرات الفنية لمؤسسات التأمين وطريقة احتسابها وشروط توظيف أموال تلك المدخرات، وتتكون هذه المدخرات من:

- مدخرات التعويضات تحت التسوية
- مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
- مدخرات المخاطر السارية
- مدخرات التعديل

ويقع إسترداد الأعباء الناتجة عن تكوين المدخرات الفنية في السنة الموالية.

مدخرات التعويضات تحت التسوية:

يقع تقييم مدخرات التعويضات تحت التسوية حسب التكلفة الجمالية المقدرة بعنوان الحوادث التي جددت (والغير خالصة) صافية من المبالغ التي دفعت بعنوان هذه التعويضات. هذه المدخرات ينبغي احتسابها حسب صنف المخاطر وبصفة منفصلة بالنسبة إلى كل تعويض.

عند احتساب مدخرات التعويضات تحت التسوية لا يقع طرح توقعات الدعاوي للتحصيل، إلا أنه يأخذ بعين الإعتبار نفقات تسوية التعويضات مهما كان مصدرها والتي وقع تقييمها في حدود 5 بالمائة من جملة مدخرات التعويضات تحت التسوية (الحد الأدنى المنصوص عليه بالفصل 21 من قرار وزير المالية)

ويكون عادة المبلغ المتوقع للتعويضات أقل من المستحقات الغير خالصة ويأخذ بعين الإعتبار المعايير الثلاث التالية عند احتسابه:

- مبلغ الضمان عادة في حدود 80 بالمائة
- المبلغ الأقصى للتعويض والمحدد عادة ب 30 مرة المبلغ الأعلى بين الحد الأدنى من قسط التأمين ومجموع أقساط التأمين المدفوعة خلال السنة
- شرط التخفيض النسبي عند تفاقم الخطر

مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة :

مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة هي مدخرات مخصصة لتقييد حصة أقساط التأمين الصادرة وأقساط التأمين للإصدار والمتعلقة بالسنة الموالية أو السنوات التي تليها. تحتسب هذه المدخرات على أساس طريقة "التوزيع حسب المدة" وتتعلق بقسط التأمين التجاري. ويقيد التغيير من سنة محاسبية إلى أخرى المتعلق ببند مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة في سطر منفصل من قائمة النتائج الفنية تحت بند أقساط التأمين الصادرة.

مدخرات المخاطر السارية :

تحدد مدخرات المخاطر السارية المكونة من طرف "كوتيناس" بإعتبارها المبلغ الذي يجب إدخاره لتكملة أقساط التأمين غير المكتسبة لتغطية المخاطر التي يجب تحملها وتخصص هذه المدخرات لمجابهة جميع مطالب التعويض وجميع النفقات المرتبطة بعقود التأمين الجارية و المتجاوزة لمبلغ أقساط التأمين غير المكتسبة وأقساط التأمين واجبة الأداء المتعلقة بالعقود المذكورة.

لتقييم مدخرات المخاطر السارية بعنوان كل صنف من أصناف التأمين يقع احتساب المبلغ الجملي لأعباء التعويضات المتعلقة بالسنة المحاسبية الجارية وبالسنة المحاسبية السابقة مضاف عليها نفقات الإدارة غير تلك النفقات التي تصرف مباشرة ونفقات الإقتناء المتعلقة بالسنة المحاسبية الجارية والسنة المحاسبية السابقة. ويقسم هذا المجموع على مبلغ إجمالي أقساط التأمين الصادرة أثناء السنة المحاسبية الجارية والسنة المحاسبية السابقة بعد تصحيحه في الفترة نفسها بمبلغ تغيير أقساط التأمين للإصدار وبمبلغ تغيير أقساط التأمين للإلغاء وبمبلغ تغيير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة. وإذا فاق هذا القاسم نسبة 100% فإن الفارق المسجل بالمقارنة مع نسبة 100% يطبق على مبلغ مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة.

مدخرات التعديل:

تحتسب مدخرات التعديل التي تكونها "كوتيناس" سنويا في حدود 75% من فائض الإيرادات الفنية على الأعباء الفنية وينتهي هذا الإقتطاع متى بلغت قيمة هذا المدخر قدرا يساوي أو يفوق 150% من المبلغ السنوي الأرفع لأقساط التأمين خلال الخمس سنوات المحاسبية الماضية.

4- إيرادات الإستغلال

يتم التقيد المحاسبي بالنسبة للإيرادات المتأتية من بيع عقود التأمين بداية من تاريخ إمضاء العقد، وبالتالي دون التقيد بتاريخ إستخلاص أول قسط من المنحة.

وتجدر الإشارة إلى أن عقود تأمين المخاطر التجارية لا يتم إحتساب أقساط التأمين إلا إثر تصريح المصدر برقم المعاملات المنجز خلال الشهر.

أما بالنسبة لأقساط التأمين المرتبطة بالسنة المحاسبية الجارية والتي سيتم إستخلاصها خلال السنة الموالية يتم تقييدها ضمن الإيرادات وتحديد "أقساط مكتسبة غير صادرة" وبالتالي يتم إعتبارها مداخيل غير مفوترة.

عند نهاية السنة المحاسبية يتم إحتساب نسبة أقساط التأمين المرتبطة بفترة الضمان الخاصة بالسنة المحاسبية الجديدة عن طريق مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة وذلك بالإعتماد على قاعدة الإحتساب النسبي، وبالتالي فإن التغييرات الحاصلة من سنة محاسبية إلى أخرى يتم إعتماؤها لتعديل أقساط التأمين المكتسبة للفترة المبينة ضمن قائمة النتائج الفنية.

أقساط التأمين التي وقع إسنادها

أقساط التأمين التي وقع إسنادها تمثل أقساط التأمين المخصصة من طرف كوتيناس لمعيدي التأمين ولصناديق الضمان (FGRE و FGGEAE) مقابل المخاطر التي قبلوا تأمينها. ويقع تقييد عمليات الإسناد خلال السنة دون تأخير.

تقوم الشركة بخصم عمولات لفائدتها بعنوان أقساط التأمين التي وقع إسنادها حسب نسب وقع تحديدها في عقود إعادة التأمين وفي الإتفاقيات المبرمة مع صناديق الضمان. حاليا تقدر هاته النسبة بـ 30% من أقساط التأمين التي وقع إسنادها لمعيدي التأمين و 15% من أقساط التأمين التي وقع إسنادها لصناديق الضمان.

يتم تقييد هاته العمولات المتحصل عليها من معيدي التأمين بطرحها من أعباء الإستغلال ضمن قائمة النتائج الفنية على غير الحياة، حيث أن هذه العمولات لا يقع إعتبارها إيرادات وإنما تعتبر تغطية لأعباء تصرف الشركة.

تقسيم المنح

تقوم الشركة بتحديد سقف الضمان الخاص بكل مشتري، وينضوي تحت هذا السقف مختلف حرفاء الشركة الذين يتعاملون مع نفس المشتري ويتكون هذا السقف من مختلف المبالغ المتأتية من الشركة وصناديق الضمان وشركات إعادة التأمين.

تتقسم أقساط التأمين والتعويضات حسب نفس النسبة المتفق عليها في الإتفاقيات المشتركة بين مختلف الأطراف.

أما بالنسبة لتقييم أقساط التأمين بين الشركة وباقي الأطراف (صناديق الضمان، شركات إعادة التأمين) فإنه يتم إعتقاد قاعدة النسبية وبالتالي فإن الحصص تكون متساوية مع الحصص المعتمدة في إطار الضمان الخاص بكل مشتري، نفس القاعدة يتم إعتقادها بالنسبة لتقييم المخاطر والإستردادات.

يتم إعتقاد قاعدة النسبية في مختلف عقود التأمين ما عدى العقد الخاص بالمجمع الكيميائي التونسي (الحريف الرئيسي لدى الشركة).

بالنسبة لهذا الحريف فإن التغطية تكون في حدود السقف المخول به في نطاق المخاطر التجارية العادية بالنسبة للشركة، ثم في حدود السقف المخول به بالنسبة لشركات إعادة التأمين وأخيرا السقف المخول لصناديق الضمان.

بالنسبة لتقسيم المنافع والمخاطر فإنها تتبع نفس نسب التغطية.

5- نفقات إقتناء مؤجلة

يقع تحويل إلى السنة المالية نفقات إقتناء العقود المؤجلة. ويقع تقييم نفقات الإقتناء المؤجلة بأن يطبق على مبلغ أقساط التأمين غير المكتسبة ضارب نفقات الإقتناء الذي يحدد بمقارنة نفقات الإقتناء المقيدة في المحاسبة بأقساط التأمين الصادرة

6- مستحقات معوضة وقعت إحالتها

المستحقات الغير خالصة والتي وقع تعويضها تكون عادة موثقة ببطاقة تعويض لفائدة الشركة حتى تتمكن من القيام بالإجراءات اللازمة قصد إسترداد هاته المبالغ.

تكون الإجراءات بصفة ودية في البداية ويمكن أن تتطور وتكون قانونية وقضائية في مرحلة ثانية.

هاته المستحقات التي وقعت إحالتها يتم إحتسابها ضمن الأصول، وتكون فرضية إستردادها صعبة وتستوجب متابعة خاصة جدا وبالتالي عند إحتساب النتيجة لا يقع إدراج إلا المستحقات المستردة أما البقية فيتم الإحتفاظ بها ضمن خانة الأصول المعوضة.

هاته المبالغ وقع تكوين مدخرات عليها بنسبة 100 % وهي التي تهمة الشركة أما بالنسبة للمبالغ التي تعود لمعيدي التأمين فإنه يتم الإحتفاظ بها ضمن الخصوم وتحديدا في الخانة " حصة معيدي التأمين في المستحقات المعوضة".

7- المدخرات على إنخفاض قيمة مستحقات الحرفاء

يقع تكوين مدخرات لإنخفاض قيمة مستحقات الحرفاء بنسبة 100 % على المستحقات التي تعود إلى أكثر من سنة صافية من الودائع للضمان.

كما تم تكوين مدخرات بنسبة 100 % على المستحقات التي تعود إلى عقود تم فسخها والعقود التي في طور الأولي للنزاعات.

إيضاح عدد 4: أصول غير مادية و أصول مادية

مبلغ صافي		إستهلاكات / مدخرات					مبلغ خام					
2013.12.31	2014.12.31	الرصيد في 2014.12.31	تعديلات 2014	خروج 2014	إستهلاكات 2014	الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	تعديلات 2014	خروج 2014	دخول 2014	الرصيد في 2013.12.31	
0	0	-44 800			0	-44 800	44 800				44 800	استثمارات بحوث وتطوير
3 497	0	-241 610			-3 497	-238 113	241 610				241 610	برامج إعلامية
3 497	0	-286 410		0	-3 497	-282 913	286 410	0	0	0	286 410	مجموع الأصول الغير مادية "تأمين التجارة الخارجية"
11 092	10 699	-6 582			-393	-6 189	17 281				17 281	تنازلات وبراءات و رخص
47 383	17 250	-157 362			-30 133	-127 229	174 612				174 612	برامج إعلامية
58 475	27 949	-163 944		0	-30 526	-133 418	191 893	0	0	0	191 893	مجموع الأصول الغير مادية "تأمين التجارة المحلية"
-796 933	-597 700	398 466			199 233	199 233	-996 166				-996 166	القيمة الإضافية السلبية
-734 961	-569 751	-51 888		0	165 210	-217 098	-517 863	0	0	0	-517 863	مجموع الأصول الغير مادية
27 809	11 199	-215 493			-16 610	-198 883	226 692				226 692	معدات نقل
20 973	16 327	-491 469			-14 896	-476 573	507 796			10 250	497 546	معدات إعلامية
15 987	11 526	-236 769			-7 239	-229 530	248 295			2 778	245 517	أثاث مكاتب
18 229	21 244	-206 991			-5 092	-201 899	228 235			8 107	220 128	تجهيزات وعمليات تركيب و تهيئة
82 998	60 296	-1 150 722		0	-43 837	-1 106 885	1 211 018	0	21 135	1 189 883	مجموع الأصول المادية للإستغلال "تأمين التجارة الخارجية"	
27 996	18 210	-74 504	-512		-11 547	-63 469	92 714	512		1 761	91 465	معدات نقل
3 563	1 091	-56 555	-2 512		-2 584	-56 483	57 646	2 512		112	60 046	معدات إعلامية
2 891	2 135	-32 115			-1 582	-30 533	34 250			826	33 424	أثاث مكاتب
5 850	4 484	-17 733	-637		-1 241	-17 129	22 217	762			22 979	تجهيزات وعمليات تركيب و تهيئة
40 300	25 920	-180 907	-3 661	0	-16 954	-167 614	206 827	3 786	0	2 699	207 914	مجموع الأصول المادية للإستغلال "تأمين التجارة المحلية"
123 298	86 216	-1 331 629	0	-60 791	-1 274 499	1 417 845	3 786	0	23 834	1 397 797	مجموع الأصول المادية للإستغلال	

إيضاح عدد 5-توظيفات

مبلغ صافي		إستهلاكات / مدخرات				مبلغ خام				
2013.12.31	2014.12.31	الرصيد في 2014.12.31	خروج 2014	إستهلاكات 2014	الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	خروج 2014	دخول 204	الرصيد في 2013.12.31	
281 213	269 088	-834 371		-12 125	-822 246	1 103 460			1 103 460	أراضي وبناءات للإستغلال
118 936	80 749	-1 309 251		-38 186	-1 271 065	1 390 000			1 390 000	أراضي وبناءات عدا الإستغلال
52 690 495	54 191 943					54 191 943	41 884 566	43 386 014	52 690 495	رقاع و سندات أخرى ذات المداخل القارة
158 792	133 127					133 127	25 665		158 792	قروض رهنية على عقارات
63 485	59 383					59 383	63 701	59 600	63 484	قروض أخرى
1 210 129	1 208 153	-29 630	-1 978		-27 652	1 237 783	0		1 237 783	أسهم و سندات أخرى ذات مداخل متغيرة
1 330	1 330					1 330	0		1 330	كفالات
54 524 380	55 943 773	-2 173 252	-1 978	-50 311	-2 120 963	58 117 025	41 973 932	43 445 614	56 645 343	مجموع التوظيفات "تأمين الصادرات"
126 155	8 073 142					8 073 142	9 674 858	10 580 000	7 168 000	رقاع و سندات أخرى ذات المداخل القارة
7 168 000	0					0	126 155	0	126 155	أسهم و سندات أخرى ذات مداخل متغيرة
7 294 155	8 073 142	0	0	0	0	8 073 142	9 801 013	10 580 000	7 294 155	مجموع التوظيفات "تأمين التجارة المحلية"
61 818 535	64 016 915	-2 173 252	-1 978	-50 311	-2 120 963	66 190 167	51 774 945	54 025 614	63 939 498	مجموع التوظيفات

الإيضاح عدد 5: التوظيفات

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
400 150	349 839	توظيفات عقارية
1 103 460	1 103 460	أراضي و بنايات للاستغلال
-822 246	-834 371	يطرح: الاستهلاكات
1 390 000	1 390 000	أراضي و بنايات عدا الاستغلال
-1 271 064	-1 309 250	يطرح: الاستهلاكات
54 124 232	55 593 935	توظيفات مالية أخرى
52 690 495	54 191 942	رقاع خاصة بتأمين الصادرات
1 720 000	2 322 000	رقاع صندوق ضمان مخاطر التصدير
1 989 500	2 989 500	رقاع صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن
4 098 744	5 098 744	ودائع لأجل الخاصة بتأمين الصادرات (أ)
19 119 606	20 153 659	رقاع الخزينة قابلة للتظهير الخاصة بتأمين الصادرات
8 118 645	7 027 039	ودائع لأجل الخاصة بصندوق ضمان مخاطر التصدير
5 525 000	5 084 000	ودائع لأجل الخاصة بصندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن
12 119 000	11 517 000	قروض رهنية على عقارات
222 277	192 512	قروض أخرى (إستثنائية)
158 792	133 127	
63 485	59 385	
1 210 129	1 208 151	أسهم مدرجة بالسوق المالية
1 220 281	1 220 281	أسهم غير مدرجة بالسوق المالية
17 500	17 500	طرح: المدخرات
-27 652	-29 630	
1 330	1 330	
54 524 381	55 943 774	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
7 294 155	8 073 142	توظيفات مالية أخرى
7 168 000	8 073 142	رقاع وودائع لأجل
830 000	647 142	رقاع الخزينة قابلة للتظهير
4 300 000	7 426 000	أسهم مدرجة بالسوق المالية
2 038 000	0	أسهم غير مدرجة بالسوق المالية
126 155	0	
126 155	0	
7 294 155	8 073 142	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
61 818 536	64 016 916	المجموع بالدينار

أ- تتضمن مبلغ 2799659 دينار كتوظيفات بالعملة الصعبة

إيضاح عدد 5-1: سندات المساهمات

فائض أو ناقص القيمة	القيمة الصحيحة	القيمة الصافية	المدخرات	القيمة الخام	القيمة الإسمية	عدد الأسهم	المساهمات
0	14 121	14 121	-3 379	17 500			أسهم غير مدرجة بالسوق المالية
-	8 763	8 763	-1237	10 000	10	1 000	البنك التونسي للتضامن
-	5 358	5 358	-2 142	7 500	50	150	شركة تنمية التأمين
199 826	1 393 856	1 194 029	-26 252	1 220 281			أسهم مدرجة بالسوق المالية
7 377	694 345	686 968	-	686 968	103,3	6 657	سيكاف لبنك الوطني الفلاحي
3 354	51 654	48 300	-	48 300	4,582	11 880	البنك العربي لتونس
4 117	52 707	48 590	-	48 590	22,695	2 141	بنك تونس و الإمارات للإستثمار
0	16 507	16 507	-9 175	25 682	16,786	1 530	بنك الإسكان
67 610	81 409	13 799	-	13 799	35,382	5 850	البنك التونسي
3 267	13 652	10 385	-	10 385	36,059	432	الإتحاد البنكي للصناعة والتجارة
114 102	430 726	316 624	-	316 624	7,394	42 820	الشركة التونسية لإعادة التأمين
	16 572	16 572	-9 761	26 333	2,002	14 348	شركة الخطوط التونسية
	6 431	6 431	-5 069	11 500	11,500	1 000	شركة إسمنت بنزرت
	29 853	29 853	-2 247	32 100		3 000	شركة النقل
199 826	1 407 977	1 208 150	-29 631	1 237 781			المجموع العام "تأمين الصادرات"
	0	0	0	0			أسهم غير مدرجة بالسوق المالية
-	0	0		0			FCP
0	0	0	0	0			المجموع العام "تأمين التجارة المحلية"
199 826	1 407 977	1 208 150	-29 631	1 237 781			المجموع العام

القيمة الخام	القيمة الصافية	القيمة الصحيحة	فائض أو ناقص القيمة
2 493 460	349 838	3 775 900	3 426 062
1 103 460	269 088	2 104 900	1 835 812
1 390 000	80 750	1 671 000	1 590 250
التوظيفات العقارية			
أراضي وبناءات للإستغلال			
أراضي وبناءات عدا الإستغلال			
54 191 942	54 191 942	54 254 353	62 411
2 322 000	2 322 000	2 346 871	24 871
2 989 500	2 989 500	3 027 040	37 540
5 098 744	5 098 744	5 098 744	
20 153 659	20 153 659	20 153 659	
7 027 039	7 027 039	7 027 039	
5 084 000	5 084 000	5 084 000	
11 517 000	11 517 000	11 517 000	
رقاق و سندات أخرى ذات مداخيل قارة:			
رقاق خاصة بتأمين الصادرات			
رقاق الخزينة قابلة للتظهير صندوق ضمان مخاطر التصدير			
رقاق الخزينة قابلة للتظهير صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن			
ودائع لأجال الخاصة بتأمين الصادرات			
رقاق الخزينة قابلة للتظهير الخاصة بتأمين الصادرات			
ودائع لأجال الخاصة بصندوق ضمان مخاطر التصدير			
ودائع لأجال الخاصة بصندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن			
قروض للأعوان:			
قروض رهنية على عقارات			
قروض أخرى (استثنائية)			
192 512	192 512	192 512	-
133 127	133 127	133 127	-
59 385	59 385	59 385	-
مساهمات:			
أسهم مدرجة بالسوق المالية			
أسهم غير مدرجة بالسوق المالية			
1 237 781	1 208 152	1 407 979	199 827
1 220 281	1 194 030	1 393 857	199 827
17 500	14 122	14 122	
ودائع وكفالات			
1 330	1 330	1 330	-
المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"			
58 117 025	55 943 774	59 632 074	3 688 300
8 073 142	8 073 142	8 073 142	0
647 142	647 142	647 142	0
7 426 000	7 426 000	7 426 000	0
0	0	0	0
0	0	0	0
المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"			
66 190 167	64 016 916	67 705 216	3 688 300
المجموع بالدينار			
منها التوظيفات المقبولة لتمثيل المدخرات الفنية			
القيمة الخام			
القيمة الصافية			
7 027 039	7 027 039	7 027 039	
2 969 142	2 969 142	2 969 142	
349 838	2 493 460	349 838	
27 579 659	27 579 659	27 579 659	
686 968	686 968	686 968	
972 753	972 753	972 753	
39 585 399	41 729 021	39 585 399	39 585 399
المجموع بالدينار			

إيضاح عدد 6 : حصة معيدي التأمين في المدخرات الفنية

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
409 663	325 206	حصة معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
2 027 096	2 356 248	حصة معيدي التأمين في مدخرات التعويضات
2 436 759	2 681 454	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
427 379	404 186	حصة معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
1 226 027	912 624	حصة معيدي التأمين في مدخرات التعويضات
632 504	786 291	حصة معيدي التأمين في مدخرات المساهمة في الأرباح والإرجاعات
2 285 910	2 103 101	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
4 722 669	4 784 555	المجموع بالدينار

يقع إحتساب نصيب معيدي التأمين في مدخرات التعويضات تحت التسوية حسب سنة التسويق وذلك بتطبيق نسبة الإسناد الخاصة

إيضاح عدد 7: مستحقات متولدة عن عمليات التأمين المباشر

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
623 138	617 247	أقساط تأمين مكتسبة غير صادرة
379 268	362 412	أقساط تأمين تجارية
128 270	107 469	أقساط تأمين غير تجارية
5 339	735	أقساط تأمين أخرى (SIACE, CIAGI)
25 635	57 018	أقساط التأمين الدنيا CCT
	6 260	ضمانات
62 579	54 362	عمولات على أقساط تأمين تجارية وقع إسنادها
19 240	16 120	عمولات التصرف في صندوق تأمين مخاطر التصدير
2 807	12 871	عمولات أخرى
		عمولات خاصة بالإجراء الرئاسي (50%)
1 210 643	1 791 445	مستحقات أخرى متولدة عن عمليات التأمين المباشر
1 326 910	1 900 131	مؤمن لهم- فواتير غير خالصة
440 041	453 120	مؤمن لهم- أعباء الدعاوي
-556 308	-561 806	تطرح: المدخرات
8 750 744	9 846 715	مستحقات وقعت إحالتها (نصيب معيدي التأمين)
13 695 281	15 656 574	مستحقات معوضة ووقعت إحالتها لتأمين الصادرات
-4 944 537	-5 809 859	تطرح: مدخرات (الصادرات في المستحقات التي وقعت إحالتها نصيب التأمين)
10 584 525	12 255 407	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
438 625	343 819	أقساط تأمين مكتسبة غير صادرة
1 167 532	1 365 876	مستحقات أخرى متولدة عن عمليات التأمين المباشر
1 307 893	1 478 509	مؤمن لهم- فواتير غير خالصة
2 023	1 307	مؤمن لهم- أعباء الدعاوي
-142 384	-113 940	تطرح: المدخرات
1 817 915	2 097 023	مستحقات وقعت إحالتها (نصيب معيدي التأمين)
2 596 989	3 028 427	مستحقات معوضة ووقعت إحالتها لتأمين التجارة المحلية
-779 074	-931 404	تطرح: مدخرات (المحلية في المستحقات التي وقعت إحالتها نصيب تأمين التجارة)
3 424 072	3 806 718	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
14 008 597	16 062 125	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 1-7 - مستحقات معوضة ووقعت إحالتها لتأمين الصادرات

تعويضات	مستحقات	
16 292 270	20 484 170	رصيد المستحقات التي وقعت إحالتها في 2013.12.31
264 797	339 516	تسوية رصيد الإفتتاح
-300 577	-375 722	إسترجاع مستحقات معوضة
2 428 512	3 035 640	تعويضات خلال سنة 2012
18 685 002	23 483 604	رصيد المستحقات التي وقعت إحالتها في 2014.12.31
6 741 263	5 632 943	نصيب التأمين الصادرات في المستحقات التي وقعت إحالتها
11 943 738	14 850 661	نصيب معيدي التأمين في المستحقات التي وقعت إحالتها

تشمل المستحقات المتولدة عن عمليات التأمين المباشر أساسا على أقساط التأمين المكتسبة وغير الصادرة (أقساط وقع إصدارها بعد ختم السنة) والمستحقات الأخرى المتعلقة بالمؤمن لهم (أقساط وقع إصدارها وغير خالصة، مساهمة في أعباء الدعاوي...) والمستحقات المعوضة والتي وقعت إحالتها لكوتيناس.

أقساط التأمين المكتسبة وغير الصادرة

تبلغ حصة معيدي التأمين في أقساط التأمين المكتسبة وغير الصادرة 595.861 دينار في 31 ديسمبر 2014 ويقع عرضها ضمن الخصوم في القوائم المالية في البند "ديون متولدة عن عمليات إعادة تأمين"

مستحقات على أقساط تأمين

فضلا عن ذلك، إن المستحقات على المؤمن لهم صافية من المدخرات يقع تغطيتها بودائع الضمان البالغة 505.113 دينار في 31 ديسمبر 2014

مستحقات على أعباء الدعاوي

إن المستحقات على أعباء الدعاوي والمتمثلة في نصيب المؤمن لهم في أعباء الدعاوي التي تكفلت بها الكوتيناس (20 % من مجموع الأعباء)، البالغة 454.427 دينار في 31 ديسمبر 2014 والتي يمكن إستخلاصها عن طريق المقاصة من المبالغ المخصومة سابقا من التعويضات، غير محللة بعنوان كل سنة وكل عملية وكل مؤمن له. غير أن عمليات سنة 2014 هي محللة

إيضاح عدد 8: مستحقات متولدة عن عمليات إعادة التأمين

الرصيد في 2013.12.31	أرصدة دائنة	أرصدة مدينة	الرصيد في 2014.12.31	أرصدة دائنة	أرصدة مدينة	<i>Traité CAMEX 2014</i>	<i>Traité Q/P 2014</i>	
-1 248 731	2 967 992	1 719 261	-607 146	1 757 432	1 150 286	32%	27%	ATRADUIS - RE
-73 796	230 944	157 148	-85 645	87 659	2 014	-	-	BEST - RE
-19 399	319 914	300 515	-91 884	118 160	26 276	11%	4,5%	TUNIS - RE
18 955	272 878	291 833	-48 358	176 787	128 429	4%	4,5%	ICIEC
-28 452	410 819	382 367	-122 945	219 365	96 420	13%	14%	CIAGI
-67 367	334 563	267 196	-118 825	160 700	41 875			AUTRES
-1 418 790	4 537 110	3 118 320	-1 074 803	2 520 103	1 445 300	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"		
-264 137	1 062 423	798 286	-702 735	1 247 973	545 238	71%	46%	ATRADUIS - RE
-7 088	9 633	2 545	-7 711	7 882	171			BEST - RE
19 298	123 782	143 079	-19 113	70 517	51 404			COMAR
44 539	187 086	231 625	-24 040	168 097	144 057	13%	7,5%	TUNIS - RE
29 335	116 834	146 169	-35 868	139 917	104 049	11,5%	6,5%	CIAGI
22 261	105 032	127 293	-34 198	67 783	33 585			AUTRES
-155 792	1 604 790	1 448 998	-823 665	1 702 169	878 504	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"		
-1 574 582	6 141 900	4 567 318	-1 898 468	4 222 272	2 323 804	المجموع بالدينار		

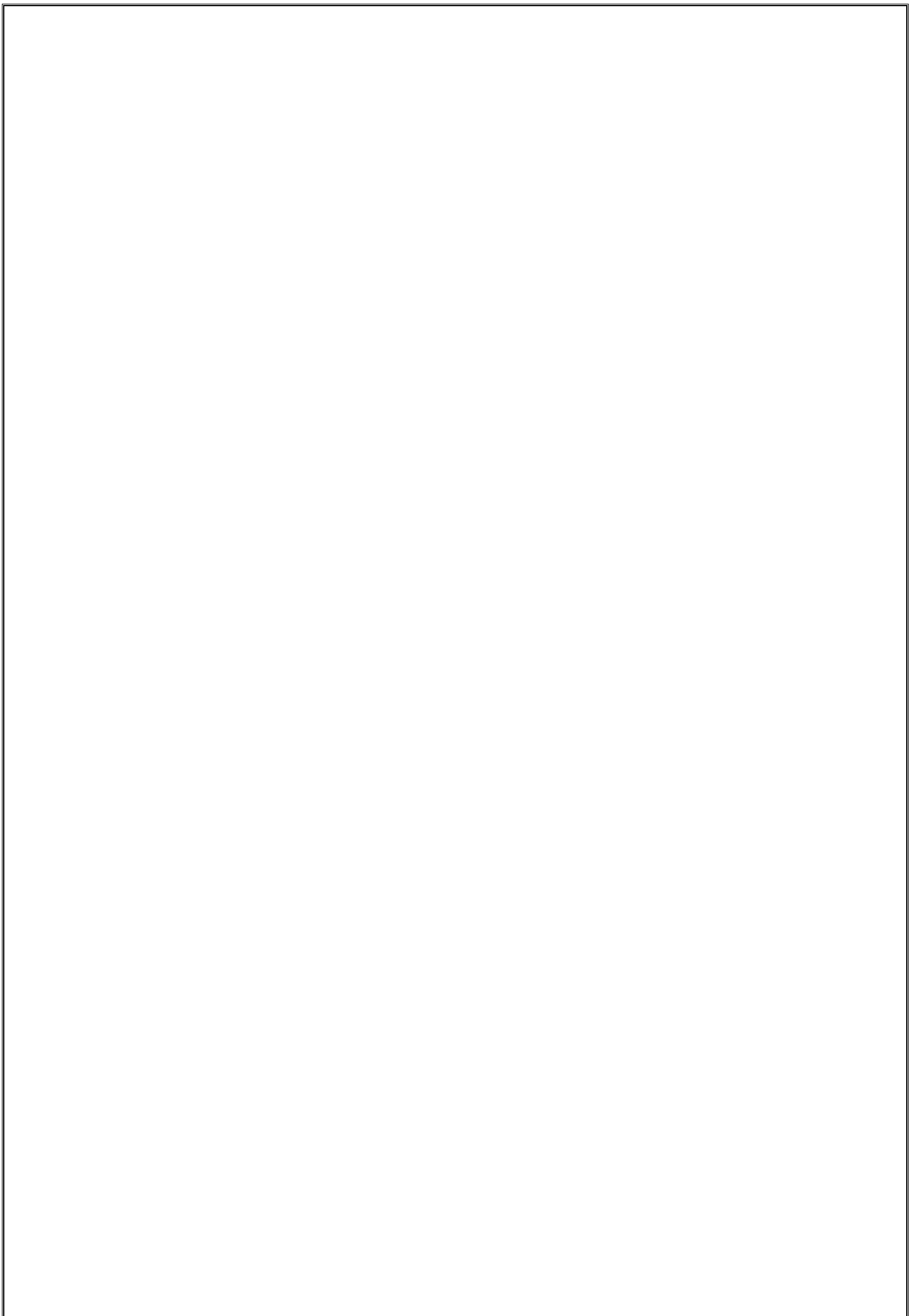
المستحقات والديون المتولدة عن عمليات إعادة التأمين

تشمل الحسابات الجارية لمعيدي التأمين المستحقات والديون المتولدة عن عمليات إعادة التأمين. حيث تسجل هذه الحسابات أقساط التأمين التي وقع إسنادها والعمولات على أقساط التأمين المسندة والودائع المكونة للمدخرات الفنية ونصيب معيدي التأمين في التسويات اللاحقة ونصيب معيدي التأمين في التعويضات والإسترادات...

ويقع عرض رصيد الحسابات الجارية لمعيدي التأمين ضمن أصول الموازنة (مجموع العمليات الدائنة: خلاصات, عمولات على أقساط تأمين, تحرير الودائع...) وضمن خصوم الموازنة (مجموع العمليات المدينة: المقابيض, إسناد أقساط التأمين...)

إيضاح عدد 9: مستحقات أخرى

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
56 539	51 733	الأعوان- تسبقات و أقساط
19 529	39 846	فائض الأداء على الأرباح
0	0	منح للتحصيل (FGEAE)
		حساب مرتقب و للتسوية
76 068	91 579	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
	14 793	الأعوان- تسبقات و أقساط
2 230	2 542	خصم من المورد خدمات
70 553	100 820	خصم من المورد على التوظيفات
201 319	201 319	فائض الأداء على الأرباح
7 069	4 902	فائض الأداء على القيمة المضافة
1 340	1 282	مزودون تسبقات
282 510	325 658	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
358 578	417 237	المجموع بالدينار



إيضاح عدد 10: أموال في البنك و الحساب البريدي الجاري و الصكوك و الخزينة

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
456 998	875 671	البنوك:
237 321	344 543	حسابات بالدينار
219 677	531 128	حسابات بالعملة الصعبة
2 750	4 048	الخزينة
-	-	صكوك للتحويل
459 748	879 719	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
710 977	34 048	البنوك:
710 977	34 048	حسابات بالدينار
71	2	الخزينة
50 138	58 984	صكوك وكمبيالات للتحويل
761 186	93 034	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
1 220 934	972 753	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 11: حسابات تسوية الأصول

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
160 692	167 789	نفقات إقتناء مؤجلة
955 365	1 032 549	نفقات إقتناء
16,82%	16,25%	نسبة (أقساط تأمين صادرة غير مكتسبة / أقساط تأمين صادرة)
833 299	716 763	فوائد مستحقة على التوظيفات "تأمين الصادرات"
74 255	88 828	فوائد على رفاع طويلة المدى
240 981	170 862	فوائد على رفاع الخزينة قابلة للتظهير طويلة المدى
517 894	456 244	فوائد على توظيفات قصيرة المدى
169	829	فوائد علو ودائع
23 697	26 451	أعباء مسجلة مسبقا "تأمين الصادرات"
14 906	16 768	مخزون لم يقع إستهلاكه بعد
		مصاريف عامة Assurcrédit
8 791	9 683	منحة الموازنة والإنتاجية (عادل عويني و مريم طاغوتي)
239 997	284 394	فوائد مستحقة على التوظيفات "تأمين التجارة المحلية"
33 633	26 322	فوائد على رفاع طويلة المدى
110 136		فوائد على رفاع الخزينة قابلة للتظهير طويلة المدى
96 228	258 072	فوائد على توظيفات قصيرة المدى
92 933	64 309	إيرادات مستحقة "تأمين التجارة المحلية"
30 901	12 932	أعباء مسجلة مسبقا "تأمين التجارة المحلية"
1 381 519	1 272 638	المجموع بالدينار

ملاح عدد 12: جدول العمليات الواقعة على الأموال الذاتية

(بالدينار)

المجموع بالدينار	نتيجة السنة	نتائج موجلة	منحة إندماج	إحتياطات أخرى	حصص الأرباح	إحتياطات قانونية	رأس المال الإجتماعي	
26 647 585	1 540 776	1 396 865	607 994	1 218 491	0	315 159	21 568 300	الرصيد في 2013.12.31
0	-1 540 776	832 528	-	130 000	431 366	146 882	-	سبب نتيجة سنة 2013
-431 366					-431 366			ح مدفوعة على ربح 2013
12 741	-	-	-	12 741		-	-	د على قروض الصندوق الإجتماعي
-160 595	-	-	-	-160 595		-	-	يات غير قابلة للسداد من الصندوق الإجتماعي
0	-	-		-		-	-	إستثمار مدرجة في حسابات النتائج
0								س مال "تأمين التجارة المحلية" بعد عملية الإندماج
1 663 274	1 663 274	-	-	-		-	-	ر سنة 2014
27 731 639	1 663 274	2 229 393	607 994	1 200 637	0	462 041	21 568 300	الرصيد في 2014.12.31

إيضاح عدد 1-12- نتيجة كل سهم

1 540 776	مربح سنة 2013
1 663 274	مربح سنة 2014
215 683	عدد الأسهم (قيمة السهم 100 دينار)
7,144	نتيجة كل سهم لسنة 2013
7,712	نتيجة كل سهم لسنة 2014

إيضاح عدد 12-2: إحتياطات قانونية و إحتياطات أخرى

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
1 873 153	2 020 035	إحتياطات قانونية
268 492	250 638	(3-12) إحتياطات للصندوق الإجتماعي
2 141 645	2 270 673	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 12-3: إحتياطات للصندوق الإجتماعي

الرصيد في 2014.12.31	
268 492	رصيد الإفتتاح
158 792	قروض
109 700	سيولة
142 741	موارد السنة
130 000	مخصصات الجلسة العامة العادية
12 741	فوائد على القروض
160 594	نفقات السنة
62 011	تذاكر مطعم
16 740	هدايا نهاية السنة
41 132	الودادية
16 250	نفقات الدراسة
9 311	منحة 40 % من التأمين على سيارات الأعوان
15 150	منحة عيد الإضحى
250 637	رصيد الإقفال
133 127	قروض
117 510	سيولة

إيضاح عدد 13: مدخرات فنية إجمالية

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31		
5 569 993	5 920 242	(1-13)	مدخرات التعويضات تحت التسوية
1 401 573	1 317 902		مدخرات أقساط تأمين غير مكتسبة
0	0	(2-13)	مدخرات للمخاطر السارية
353 896	414 417		مدخرات نفقات التصرف
0	131 147	(3-13)	مدخرات التعديل
959 565	1 216 383		مدخرات المساهمة في المربح
8 285 027	9 000 091		المجموع بالدينار

39 585 399
439,83%

مجموع التوظيفات الصافية
نسبة تغطية المدخرات الفنية

إيضاح عدد 13-1 مدخرات التعويضات تحت التسوية

مبلغ تكونت عليه مدخرات	مبلغ مضمن	
5 569 992	6 860 730	رصيد التعويضات تحت التسوية في 2013.12.31
		تعديلات
5 569 992	6 860 730	رصيد التعويضات تحت التسوية في 2013.12.31 (معدل)
2 317 056	2 874 709	مستحقات معوضة
201 495	238 440	مستحقات ساقطة
989 670	1 203 523	مستحقات مستخلصة 2013
2 061 771	2 544 058	تحويل التعويضات تحت التسوية لسنوات سابقة لـ 2014
9 571 891	1 927 400	تصريحات بعدم الدفع بها خلال سنة 2014
-2 314 946	-272 902	سقوط أجل (غير مؤمنة)
-4 437 727	-506 818	استخلاص
2 819 218	1 147 680	تعويضات تحت التسوية صافية
5 920 241	7 319 433	رصيد التعويضات تحت التسوية في 2014.12.31

إيضاح عدد 13-2- مدخرات للمخاطر السارية

في 2013.12.31	في 2014.12.31	
-4 553 812	-4 440 707	نفقات الإدارة و نفقات الإقتناء للسنة الحالية و للسنة السابقة
-1 002 805	-5 087 815	أعباء التعويضات للسنة الحالية و للسنة السابقة
-5 556 617	-9 528 522	المجموع (أ)
16 760 867	16 441 513	أقساط التأمين الصادرة الخام للسنة الحالية و للسنة السابقة
155 213	12 545	تغير أقساط التأمين التي سيقع إصدارها
146 225	-57 374	تغير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
17 062 305	16 396 684	المجموع (ب)
-32,57%	-58,11%	القاسم (أ/ب)

القاسم الذي وقع إحتسابه لم يتجاوز نسبة 100 % و بالتالي لم يقع تكوين مدخرات للمخاطر السارية بداية من سنة 2007

إيضاح عدد 13-3- مدخرات التعديل

في 2013.12.31	في 2014.12.31	
3 707 668	4 252 465	إيرادات فنية:
3 172 415	3 640 917	أقساط تأمين مكتسبة صافية من الإسناد
-64 401	-23 979	تغير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
599 655	635 527	إيرادات فنية أخرى
-3 893 543	-4 077 604	أعباء فنية
-1 242 165	-1 617 769	أعباء التعويضات
-955 365	-1 032 549	نفقات الإقتناء
-1 272 241	-1 180 552	نفقات الإدارة
1 733 330	1 677 893	عمولات متحصل عليها من معيدي التأمين
-2 105 490	-1 821 596	أعباء فنية أخرى (دون إعتبار المخصصات)
-51 612	-103 031	مشاركة مربحة
-185 875	174 861	النتيجة الفنية المعدلة
0	0	تغير مدخرات التعديل (مخصصات /إسترجاع)
0	0	رصيد مدخرات التعديل في بداية الفترة
0	131 147	رصيد مدخرات التعديل في نهاية الفترة

إيضاح عدد 14: ديون لودائع نقدية متحصل عليها من المؤسسات المسندة

السنة المختومة في 2013.12.31				السنة المختومة في 2014.12.31				□ □ □ □ □ □	□ □ □ □ □ □	
مجموع الودائع	مدخرات خاصة بالمؤمنين	مدخرات المخاطر السارية	مدخرات التعويضات تحت التسوية	مجموع الودائع	مدخرات خاصة بالمؤمنين	مدخرات المخاطر السارية	مدخرات التعويضات تحت التسوية	□ □ □ □ □ □	Q/P	
								2014	2014	
1 720 235		473 060	1 247 175	1 720 235		473 060	1 247 175	32%	27%	ATRADUIS - RE
6 687			6 687	6 687			6 687	-	-	BEST - RE
288 318		79 731	208 587	288 318		79 731	208 587	11%	4,5%	TUNIS - RE
341 739		94 316	247 423	341 739		94 316	247 423	4%	4,5%	ICIEC
678 563		189 372	489 191	678 563		189 372	489 191	13%	14%	CIAGI
123 324		32 277	91 047	341 739		94 316	247 423			AUTRES
3 158 866		868 756	2 290 110	3 377 281		930 795	2 446 486			المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
1 597 211	444 914	539 954	612 342	1 597 211	444 914	539 954	612 342	71%	46%	ATRADUIS - RE
107 761	32 302	35 214	40 245	107 761	32 302	35 214	40 245	4,5%	3%	AFRICA - RE
242 469	67 170	82 167	93 132	242 469	67 170	82 167	93 132	17%	7%	TUNIS - RE
140 476	40 140	46 953	53 384	140 476	40 140	46 953	53 384		4%	COMAR
173 192	47 978	58 691	66 523	173 192	47 978	58 691	66 523	7,5%	5%	CIAGI
2 261 109	632 504	762 979	865 627	2 261 109	632 504	762 979	865 627			المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية "
5 419 975	632 504	1 631 734	3 155 737	5 638 390	632 504	1 693 773	3 312 113			المجموع بالدينار

إيضاح عدد 15: ديون متولدة عن عمليات تأمين مباشرة

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
878 561	949 809	مؤمن لهم- ودائع ضمان
454 352	505 113	مؤمن لهم- ودائع وكفالات محصلة
325 705	375 678	مؤمن لهم- تسوية على أقساط تأمين
42 452	42 452	مؤمن لهم- دعاوي على تعويضات
-2 061	-4 678	مؤمن لهم- تعويضات جارية
1 699 008	1 868 373	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
359	359	مؤمن لهم- ودائع ضمان
	7 812	مؤمن لهم- وسطاء تأمين
42	19 279	مؤمن لهم- تسوية على أقساط تأمين
7 200	13 753	مؤمن لهم- دعاوي على تعويضات
106 105	135 700	مؤمن لهم- تعويضات جارية
113 705	176 903	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
1 812 714	2 045 276	المجموع بالدينار

تمثل ودائع الضمان المبالغ المحتفظ بها (5%) في إطار التعويض وذلك لتغطية أعباء الدعاوي التي تقوم بها تأمين الصادرات.

يقع قبض الودائع و الضمانات من طرف المؤمن لهم عند إمضاء العقد ويقع إرجاعها لهم عند إنتهاء العقد أو في أقصى الحالات بطرحها من الديون الغير خالصة للمؤمن لهم.

تمثل الأرصدة الدائنة لحسابات الحرفاء أساسا التسبيقات على أقساط التأمين (خاصة أقساط التأمين الفردية) و باقي الودائع التي لم يسترجعها المؤمن له (في نهاية العقد أو عند فسخ العقد)

إيضاح عدد 16: ديون متولدة عن عمليات إعادة التأمين

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
8 750 744	9 846 715	نصيب معيدي التأمين في المستحقات التي وقعت إحالتها "تأمين الصادرات"
13 695 281	15 656 574	مستحقات معوضة وقعت إحالتها إلى تأمين الصادرات
-4 944 537	-5 809 859	نصيب تأمين الصادرات
1 817 915	2 097 023	نصيب معيدي التأمين في المستحقات التي وقعت إحالتها "تأمين التجارة المحلية "
2 594 784	3 026 222	مستحقات معوضة وقعت إحالتها إلى "تأمين التجارة المحلية "
-776 869	-929 200	نصيب "تأمين التجارة المحلية "
4 537 109	2 520 103	الرصيد الدائن لمعيدي التأمين "تأمين الصادرات"
1 604 791	1 702 170	الرصيد الدائن لمعيدي التأمين "تأمين التجارة المحلية "
357 521	393 717	نصيب معيدي التأمين في أقساط التأمين المكتسبة غير الصادرة "تأمين الصادرات"
208 597	181 206	أقساط تأمين تجارية
128 270	107 469	أقساط تأمين غير تجارية
20 654	105 041	أقساط تأمين أخرى (SIACE, CIAGI)
285 571	202 145	نصيب معيدي التأمين في أقساط التأمين المكتسبة غير الصادرة "تأمين التجارة المحلية "
17 353 651	16 761 872	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 17: ديون أخرى

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
434 906	563 940	الأعوان
297 949	343 360	منح للخلاص
105 682	217 917	إجازات ستستوفى
31 009	1 795	الأعوان- أجور مستحقة
266	868	الأعوان-معارضات على أجور
290 703	253 567	الدولة, هياكل إجتماعية
141 802	89 518	خصم من المورد
2 968	7 386	ضرائب و أداءات أخرى
130 262	135 107	الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي/الإجتماعي الصندوق الوطني للتقاعد و الحيغة الإجتماعية
15 671	21 555	الشركة التونسية للتأمين و إعادة التأمين
874 108	150 911	دائنون متنوعون:
795 737	39 685	حساب مرتقب
46 982	51 817	مزودو الأصول
31 389	59 409	تسبقة على أتعاب مساعدة
21 880	38 772	شركاء حصص أرباح للدفع
278 393	364 825	أداء على المرابيح
1 899 989	1 372 015	المجموع بالدينار " تأمين الصادرات "
106 517	93 589	الأعوان
52 922	43 186	منح للخلاص
51 137	48 972	إجازات ستستوفى
2 331	1 432	الأعوان- أجور مستحقة
127		الأعوان-معارضات على أجور
99 540	48 244	الدولة, هياكل إجتماعية
43 339	0	خصم من المورد
36 399	28 880	الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي
	3 744	الدولة أداء على التكوين المهني
19 802	15 620	التأمين الجماعي
85 189	75 905	دائنون متنوعون:
1 009	113	مزودو الأصول
11 295	18 795	منح حضور (ATRADIUS)
72 885	56 997	مزودو استغلال
646 656	734 435	أداء على المرابيح
937 902	952 174	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية "
2 837 891	2 324 189	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 18: موارد خاصة

الرصيد في 2013.12.31	الرصيد في 2014.12.31	
صندوق ضمان مخاطر التصدير		
12 801 462	14 755 151	□□□□□□□□□□□□□□□□
12 173 500	14 108 500	توظيفات
627 962	646 651	مكونات أخرى
1 953 689	510 267	□□□□□□□□
1 395 769	1 473 730	أقساط تأمين
-209 365	-221 060	عمولات على أقساط التأمين
-2 158 430	-1 759 954	تعويضات خالصة
94 668	80 000	إسترجاع على تعويضات
	-9 034	نفقات الدعاوي
166 577	71 148	مدخرات نفقات الدعاوي مخصومة من المؤمن لهم
667 195	875 437	إيرادات مالية
2 002 089		إسترجاع إيداع بالخزينة العامة
-4 815		إجراءات رئاسية
14 755 151	15 265 418	(1) □□□□□□□□□□□□□□□□
14 108 500	14 506 500	التوظيفات
646 651	758 918	مكونات أخرى
صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن		
9 342 826	9 763 506	□□□□□□□□□□□□□□□□
9 213 744	9 623 744	توظيفات
129 081	139 761	مكونات أخرى
420 681	528 486	□□□□□□□□
64 695	70 790	أقساط تأمين
-9 704	-10 618	عمولات على أقساط التأمين
0	-13 050	تعويضات خالصة
7 647	0	إسترجاع على تعويضات
-3 781	-2 941	نفقات الدعاوي
-84 068	-64 446	إسترجاع مصاريف عامة
445 892	548 752	إيرادات مالية
9 763 507	10 291 992	(1) □□□□□□□□□□□□□□□□
9 623 744	10 182 744	التوظيفات
139 763	109 248	مكونات أخرى
24 518 657	25 557 410	المجموع بالدينار (أ) + (ب)

الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية
إيضاح عدد 19: أقساط تأمين صادرة ومقبولة

السنة المختومة في 2013.12.31			السنة المختومة في 2014.12.31			
أقساط صادرة	أقساط مسندة	أقساط صافية	أقساط صادرة	أقساط مسندة	أقساط صافية	
2 031 510	-2 920 197	4 951 707	2 349 091	-2 512 168	4 861 259	أقساط صادرة تأمين الصادرات:
1 915 568	-2 920 197	4 835 765	2 237 842	-2 512 168	4 750 009	خطر تجاري قصير المدى
1 744 699	-2 555 686	4 300 385	2 051 202	-2 339 249	4 390 451	أقساط تأمين دنيا
127 159		127 159	144 139		144 139	خطر وقف الصفقة
13 702		13 702	12 806		12 806	العقد المبسط
30 009		30 009	29 694		29 694	العقد الاختياري
0	-364 510	364 510	0	-172 919	172 919	
105 653		105 653	101 643		101 643	
10 289		10 289	9 606		9 606	
-	-1 448 131	1 448 131	-	-1 452 929	1 452 929	أقساط صادرة صندوق ضمان مخاطر التصدير:
-	-293 461	293 461	-	-194 210	194 210	خطر تجاري قصير المدى
-	-287 317	287 317	-	-188 300	188 300	تأمين إستثمارات
-	-	-	-	-	-	خطر وقف الصفقة
-	-6 143	6 143	-	-5 910	5 910	
-	-1 154 670	1 154 670	-	-1 258 720	1 258 720	خطر تجاري قصير المدى
-	-1 154 670	1 154 670	-	-1 258 720	1 258 720	خطر وقف الصفقة
-	-	-	-	-	-	
-	-64 695	64 695	-	-70 790	70 790	أقساط صادرة صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن:
-	-64 695	64 695	-	-70 790	70 790	
2 031 510	-4 433 023	6 399 838	2 349 091	-4 035 887	6 384 978	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
1 140 905	-2 237 202	3 378 107	1 291 826	-1 958 614	3 250 440	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
3 172 415	-6 670 225	9 777 945	3 640 917	-5 994 501	9 635 418	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 20: تغير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
-155 392	94 430	تغير المدخرات الخام "تأمين الصادرات"
-744 842	-650 412	تكوين مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
589 450	744 842	تحرير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
14 347	-10 759	تغير المدخرات الخام "تأمين التجارة المحلية"
-656 731	-667 490	تكوين مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
671 078	656 731	تحرير مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
-141 045	83 671	المجموع بالدينار
85 466	-84 457	تغير المدخرات المسندة "تأمين الصادرات"
409 663	325 206	تكوين نصيب معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
-324 197	-409 663	تحرير نصيب معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
-8 822	-23 193	تغير المدخرات المسندة "تأمين التجارة المحلية"
427 379	404 186	تكوين نصيب معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
-436 201	-427 379	تحرير نصيب معيدي التأمين في مدخرات أقساط التأمين غير المكتسبة
76 644	-107 650	المجموع بالدينار
-64 401	-23 979	المجموع الجملي بالدينار

إيضاح عدد 21: إيرادات التوظيفات المخصصة و المحولة من قائمة النتائج

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
8 285 027	9 000 091	المدخرات الفنية قبل إسترجاع مدخرات التعديل (أ)
33 391 837	35 068 457	أموال ذاتية ومدخرات فنية قبل إسترجاع مدخرات التعديل (ب)
24,81%	25,66%	نسبة (أ/ب)
2 555 672	3 058 942	إيرادات التوظيفات
-317 890	-440 553	أعباء التوظيفات
-704	133	إسترداد تصحيحات القيمة على التوظيفات
2 237 078	2 618 522	إيرادات التوظيفات الصافية (ت)
555 053	672 027	إيرادات التوظيفات المخصصة بالدينار (النسبة * (ت))

إيضاح عدد 22: إيرادات فنية أخرى

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
247 466	262 669	مساهمو المؤمن لهم في النفقات
215 763	232 897	نفقات التحقيق و المراقبة
23 189	16 693	نفقات دراسة املفات
8 514	13 079	نفقات الدعاوي
25 225	72 878	إيرادات فنية ومساعدة قانونية
272 691	335 547	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
165 599	166 501	المساهمة في أرباح معيدي التأمين
161 364	133 480	نفقات التحقيق و المراقبة
326 963	299 980	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
599 655	635 527	المجموع بالدينار

السنة المختومة في 2013.12.31			السنة المختومة في 2013.12.31			
عمليات صافية	عمليات مسندة	عمليات إجمالية	عمليات صافية	عمليات مسندة	عمليات إجمالية	
895 938	-2 958 912	3 854 850	967 409	-2 667 730	3 635 139	مبالغ مدفوعة:
895 938	-902 797	1 798 735	967 409	-974 727	1 942 136	تعوويضات تجارية CCT:
710 538	-978 202	1 688 740	787 380	-1 071 198	1 858 579	تعوويضات تجارية CAMEX
-	-	-	-	-	-	تعويفات التصرف في التعويضات
227 776	-	227 776	241 481	-	241 481	دعاوي تجارية (إسترجاع)
-42 376	75 405	-117 781	-38 049	53 007	-91 056	دعاوي تجارية CAMEX
-	-2 063 762	2 063 762	-23 404	43 464	-66 868	تعويفات:
-	-2 158 430	2 158 430	-	-1 679 954	1 679 954	تعويفات
-	94 668	-94 668	-	80 000	-80 000	دعاوي (إسترجاع)
-	7 647	-7 647	-	-13 050	13 050	تعويفات:
-	0	0	-	-13 050	13 050	تعويفات
-	7 647	-7 647	-	0	0	دعاوي (إسترجاع)
-661	181 398	-182 059	570 865	-329 152	900 016	تغير مدخرات التعويضات تحت التسوية
1 842 230	-2 027 096	3 869 326	2 413 094	-2 356 248	4 769 342	تكوين مدخرات التعويضات تحت التسوية
-1 842 891	2 208 494	-4 051 385	-1 842 230	2 027 096	-3 869 326	تحرير مدخرات التعويضات تحت التسوية
895 277	-2 777 514	3 672 791	1 538 273	-2 996 882	4 535 156	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
202 329	-194 717	397 046	255 339	-377 523	632 862	تعويفات تجارية CCT:
160 415	-322 946	483 361	191 603	-378 330	569 933	تعويفات التصرف في التعويضات
102 530	-	102 530	67 335	-	67 335	دعاوي تجارية (إسترجاع)
-95 881	198 198	-294 079	-51 018	91 636	-142 653	مدخرات مساهمة في الأرباح
35 265	-69 969	105 234	47 418	-90 828	138 247	تغير مدخرات التعويضات تحت التسوية
144 560	56 234	88 326	-175 844	313 403	-489 247	تكوين مدخرات التعويضات تحت التسوية
828 536	-1 226 027	2 054 563	652 693	-912 624	1 565 317	تحرير مدخرات التعويضات تحت التسوية
-683 976	1 282 261	-1 966 237	-828 537	1 226 027	-2 054 563	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
346 889	-138 483	485 372	79 495	-64 120	143 615	المجموع بالدينار
1 242 165	-2 915 997	4 158 162	1 617 768	-3 061 002	4 678 770	

إيضاح عدد 24- أعباء الإقتناء و أعباء التصرف والأعباء الأخرى

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
792 096	927 507	نفقات الإقتناء الداخلية و الخارجية "تأمين الصادرات"
163 269	105 041	نفقات الإقتناء الداخلية و الخارجية "تأمين التجارة المحلية "
955 365	1 032 549	مجموع نفقات الإقتناء
795 885	783 341	نفقات الإدارة الداخلية و الخارجية "تأمين الصادرات"
476 357	397 211	نفقات الإدارة الداخلية و الخارجية "تأمين التجارة المحلية "
1 272 241	1 180 551	مجموع نفقات الإدارة
1 463 152	1 544 827	أعباء تقنية أخرى "تأمين الصادرات" (1)
1 388 849	1 539 329	أعباء تقنية أخرى خاصة بنفقات التصرف الداخلية والخارجية
74 303	5 498	مدخرات ديون مشكوك في خلاصها
642 338	276 769	أعباء تقنية أخرى "تأمين التجارة المحلية" (2)
523 387	305 213	أعباء تقنية أخرى خاصة بنفقات التصرف الداخلية والخارجية
118 951	-28 444	مدخرات ديون مشكوك في خلاصها
2 105 490	1 821 596	مجموع أعباء تقنية أخرى (1)+(2)

إيضاح عدد 24-1-تقسيم الأعباء حسب طبيعتها

المجموع	تأمين التجارة المحلية	تأمين الصادرات	
662 230	203 300	458 930	خدمات خارجية
468 800	75 211	393 589	خدمات خارجية أخرى
2 757 826	492 700	2 265 126	أعباء الأعوان
234 897	56 111	178 786	معاليم وأداءات
4 123 753	827 322	3 296 431	المجموع

إن هذه الأعباء وقع تقسيمها حسب وجهتها وتظهر في قائمتي النتائج في الحسابات المفتوحة في الغرض حسب الوجهة

إيضاح عدد 25: عمولات متحصل عليها من معيدي التأمين

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
797 058	820 613	عمولات متحصل عليها من معيدي التأمين
776 539	819 294	على أقساط تأمين تجارية مسندة
20 519	1 320	مساهمات في الأرباح
221 243	217 939	عمولات على أقساط تأمين مسندة (صندوق ضمان مخاطر التصدير)
9 704	10 618	عمولات على أقساط تأمين مسندة (صندوق ضمان تمويل الصادرات لمرحلة ما قبل الشحن)
1 028 005	1 049 171	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
705 324	628 722	عمولات متحصل عليها من معيدي التأمين "تأمين التجارة المحلية "
1 733 330	1 677 893	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 26: إيرادات التوظيفات (تأمين على غير الحياة)

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
2 137 624	2 451 060	مداخل التوظيفات
1 020 481	1 366 553	مداخل ودائع لأجال ورقاع الخزينة قابلة للتظهير
523 114	500 697	مداخل الرقاع وسندات المستحقات القابلة للتداول
50 235	52 795	مداخل الأسهم والسندات ذات المداخل القارة
129 302	135 767	مداخل مباني الاستغلال
64 194	17 762	مداخل المبان عدا مباني الاستغلال
7 122	9 059	مداخل توظيفات أخرى
343 176	368 428	أرباح الصرف المحققة على التوظيفات
	133	إسترجاع على مدخرات على التوظيفات
2 137 624	2 451 193	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
418 048	607 882	مداخل التوظيفات
401 209	607 882	مداخل توظيفات أخرى
16 839		مداخل الأسهم والسندات ذات المداخل القارة
418 048	607 882	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية "
2 555 672	3 059 075	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 1-26- تقسيم أعباء و إيرادات التوظيفات

في 31/12/2014		
تأمين التجارة المحلية	تأمين الصادرات	
	153 529	مداخل التوظيفات العقارية
563 562	1 375 612	مداخل ودائع لأجال ورقاع الخزينة قابلة للتظهير
0	500 697	مداخل الرقاع وسندات المستحقات القابلة للتداول
44 320	52 795	مداخل الأسهم و السندات ذات المداخل القارة
	368 561	مداخل مالية أخرى
607 882	2 451 193	مجموع إيرادات التوظيفات بالدينار
70 757	53 108	فوائد
	38 186	تصحيح قيمة التوظيفات
193	276 198	خسائر متأتية من تحقيق التوظيفات
	2 111	نفقات مالية أخرى
70 950	369 603	مجموع أعباء التوظيفات بالدينار

إيضاح عدد 27: إيرادات غير فنية أخرى

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
1 171	18 448	إيرادات غير فنية أخرى
1 171	18 448	- إيرادات أخرى
1 171	18 448	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
6 398	891	- استرجاع (منحة مرض تكوين...)
15 944	0	- استرجاع على مدخرات
5 292	4 358	- إيرادات أخرى
27 634	5 249	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
199 233	199 233	- استرجاع على القيمة الإضافية السلبية
228 038	222 931	المجموع بالدينار

إيضاح عدد 28: أعباء التوظيفات

السنة المختومة في 2013.12.31	السنة المختومة في 2014.12.31	
76 347	55 219	أعباء التصرف في التوظيفات باعتبار أعباء الفوائد
53 200	38 958	فوائد على ودائع معيدي التأمين
15 002	14 150	فوائد بنكية
8 145	2 111	أعباء الفوائد الأخرى
66 167	38 186	تصحيح القيمة على التوظيفات
66 167	38 186	مخصصات للإستهلاك التوظيفات العقارية
-	-	مخصصات لمخدرات على التوظيفات
68 164	276 198	خسائر متأتية من تحقيق التوظيفات
68 164	276 198	خسائر الصرف المحققة
210 678	369 603	المجموع بالدينار "تأمين الصادرات"
42 614	55 627	فوائد على ودائع معيدي التأمين
65 234	15 130	فوائد بنكية
68	193	خسائر الصرف المحققة
107 916	70 950	المجموع بالدينار "تأمين التجارة المحلية"
318 594	440 553	المجموع بالدينار

الإيضاح عدد 30 : مذكرات التعهدات خارج الموازنة**الإيضاح عدد 30 . 01**

تعهدات الشركة في إطار عقود المخاطر التجارية تنقسم حسب المخاطر التجارية والمخاطر غير التجارية سواء كان المشتري خاص أو هيكل عمومي. المخاطر التجارية تكون مؤمنة عادة من الشركة وفي حالات خاصة بصفة مشتركة مع صندوق ضمان المخاطر.

ينجر عن هاته الوضعية تعهدات محتملة، تتمثل في مبالغ التغطية الممنوحة على كل مشتري وتعهدات حقيقية تتمثل في المبالغ المؤمنة (الوسقات التي قام المصدر بالتصريح بها وتم قبولها من الشركة).

التعهدات الحقيقية يتم إحتسابها بالإعتماد على مدة الضمان وهي 180 يوما كما يمكن أن تكون المدة أقل من ذلك حين تتوفر لدى الشركة المعلومات الكافية حول مدة خلاص المشتري (نذكر على سبيل المثال المجمع الكيميائي التونسي).

عند تقييم التعهدات المتعلقة بعقود المخاطر التجارية، يتم الأخذ بعين الإعتبار للضمانات التي وقع طرحها والمتعلقة بالفترة ما قبل تاريخ نهاية السنة المحاسبية.

الإيضاح عدد 30 . 02

مثلما هو الشأن بالنسبة لعقود المخاطر التجارية، فإنه لا يقع ضم التعهدات الخاصة بالعقود الفردية التي تغطي المخاطر التجارية من ناحية والمخاطر غير التجارية من ناحية أخرى. وفي أغلب الأحيان فإن هاته التعهدات تهم نفس الوسقات ونفس الضمان في هذا الإطار، تكون التعهدات شبه نهائية إذا كانت تتعلق بوسقات ظرفية أو بعقد غير قابل للمراجعة.

الإيضاح عدد 30 . 03

عقود CAMEX تغطي مختلف مخاطر عدم الدفع وتكون متعلقة عادة بالمخاطر المتصلة بالمشتري كما يمكن أن تغطي المخاطر ما قبل التصدير المؤمنة من قبل الصندوق.

الإيضاح عدد 30 . 04

تعهدات الشركة في إطار الضمان يتم تقييمها على أساس المبالغ المؤمنة لدى الديوانة التونسية والتي تكون موثقة بشهادة صالحة إلى غاية 31 ديسمبر 2014.

الإيضاح عدد 30 . 05

تعهدات الشركة في إطار ضماناتها في نظام القبول الوقتي (ATA) يتم تقييمها في نهاية السنة المحاسبية على أساس مدة صلوحيتها وهي 33 شهر مثلما تنص عليه عادة العقود المبرمة. وتجدر الإشارة إلى أن هاته المدة يمكن أن تكون أقل من 33 شهرا إذا ما نصت عليها العقود المبرمة.

الإيضاح عدد 30 . 06

تعهدات الشركة في إطار الضمانات المقدمة من قبل صندوق ضمان المخاطر ما قبل التصدير لفائدة البنوك قصد تمكين المصدر من قرض بنكي للتصدير يتم تقييمها على أساس مبلغ القروض المؤمن الذي لم يقع إستخلاصه بعد.

احتمالات ووقائع لاحقة لتاريخ الختم

لم يقع أي حدث له تأثير على نشاط أو الحالة المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية منذ تاريخ ختم السنة المحاسبية الموافق لـ 2014/12/31.

الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية

التقرير العام لمراقب الحسابات

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2014

السادة مساهمي الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية

تنفيذا للمهمة التي أسندت لنا من طرف جيلتكم العامة العادية المنعقدة في 18 جوان 2012، نقدّم إليكم في ما يلي تقرير مراقبتنا للقوائم المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية المختومة في 31 ديسمبر 2014.

مسؤولية الإدارة في إعداد و عرض القوائم المالية

إن إعداد القوائم المالية وضبطها وعرضها العادل وفقا لمعايير المحاسبة التونسية والقوانين والتشاريح المعمول بها هي مسؤولية مجلس الإدارة. تشمل هذه المسؤولية التصميم والتطبيق والحفاظ على الرقابة الداخلية المتعلقة بالإعداد والعرض العادل لقوائم مالية خالية من أي خطأ جوهري سواء كان ذلك بسبب الغش أو الخطأ وكذلك اختيار التقديرات المحاسبية المعقولة بموجب الظروف المتوفرة.

مسؤولية مراقب الحسابات

إنّ مسؤوليتنا هي إبداء رأي حول هذه القوائم المالية بناء على عملية التدقيق. لقد أنجزنا أعمالنا وفقا لمعايير التدقيق المتداولة في تونس. تستدعي هذه المعايير بأن نقوم بتخطيط وتنفيذ عملية التدقيق للتوصل إلى درجة مقبولة من القناعة فيما إذا كانت القوائم المالية خالية من أي خطأ جوهري.

تتضمن عملية التدقيق القيام بالإجراءات الضرورية لغاية الحصول على أدلة إثبات حول المبالغ والإيضاحات الواردة في القوائم المالية. يقع إختيار هذه الإجراءات بالإعتماد على تقدير مدقق الحسابات بما في ذلك تقييم مخاطر احتواء القوائم المالية على أخطاء جوهريّة، سواء كانت نتيجة للغش أو الخطأ. وعند تقييم تلك المخاطر فإنّ مدقق الحسابات يأخذ في الإعتبار الرقابة الداخلية السارية المفعول بالمؤسسة والمتعلقة بالإعداد والعرض العادل للقوائم المالية وذلك بهدف تحديد إجراءات خاصة بالتدقيق تكون ملائمة للظروف المتوفرة وليس بغرض إبداء الرأي حول مدى فاعليته.

تتضمن عملية التدقيق كذلك تقييما لمدى ملائمة الطرق المحاسبية المعتمدة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية التي قامت بها الإدارة وكذلك تقييما لطريقة عرض القوائم المالية بشكل عام. وإننا نعتقد أنّ أدلة الإثبات التي تحصلنا عليها كافية وملائمة لتوفير أساس معقول لإبداء رأينا.

إن القوائم المالية لسنة 2014 و التي تبرز مجموعا صافيا للموازنة بمقدار 89.366.458 دينار وربحا صافيا بمقدار 1.663.274 دينار, وقع إعدادها وعرضها طبقا للمعايير المحاسبية التونسية وخاصة المعايير عدد 26 إلى 31 المتعلقة بقطاع التأمين و إعادة التأمين وكذلك حسب نفس القواعد والطرق المحاسبية الهامة المعمول بها سابقا.

إبداء الرأي حول القوائم المالية

في رأينا، إن القوائم المالية للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية صحيحة و صادقة و تعبر بصورة وفيّة، لكل ما هو هام نسبيا، على الوضعية المالية و عن نتائج أعمالها و تدفقاتها النقدية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2014 طبقا للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عموما بالبلاد التونسية.

المراجعة الخصوصية

إن المعلومات حول الوضعية المالية وحسابات الشركة المعروضة في تقرير مجلس الإدارة وضمن الوثائق المعروضة على المساهمين هي مطابقة للمعلومات المذكورة ضمن القوائم المالية.

عملا بأحكام الفصل 3 (جديد) من القانون عدد 117 لسنة 1994 المؤرخ في 14 نوفمبر 1994 والفصل 266 من مجلة الشركات التجارية، قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية. وتم تقديم ملاحظاتنا وتوصياتنا المتعلقة بالإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية إلى الإدارة العامة ضمن تقرير منفرد. وتجدر الإشارة إلى أن فحصنا لنظام الرقابة الداخلية الخاص بمعالجة المعلومات المحاسبية و بإعداد وعرض القوائم المالية لم يبرز نقائص جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأينا حول القوائم المالية.

عملا بأحكام الفصل 19 من الأمر عدد 2728 لسنة 2001 المؤرخ في 20 نوفمبر 2001، فإنه لم يتبين لنا ما من شأنه الاعتقاد أن مسك حسابات الأوراق المالية الصادرة عن الشركة لا يتوافق مع التشريع الجاري به العمل.

اتحاد المراجعة التونسي

عبد اللطيف عباس

تونس في 13 ماي 2015

الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية

التقرير الخاص لمراقب الحسابات

السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2014

السادة مساهمي الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية

في إطار مهمة مراقبة حسابات الشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية ، نقدم لكم تقريرنا الخاص المتعلق بالإتفاقيات المنصوص عليها بالفصول 200 وما يليه من مجلة الشركات التجارية.

تتمثل مسؤوليتنا في التأكد من إحترام الإجراءات القانونية المتعلقة بالترخيص والمصادقة على هذه الإتفاقيات أو العمليات، وكذلك عرضها الصحيح في القوائم المالية. هذا وليس من مهامنا البحث بصفة خاصة عن الوجود المحتمل لمثل هذه الإتفاقيات أو العمليات ولكنه يتعين علينا أن نعلمكم بخصائصها وشروطها الأساسية دون الحاجة إلى إبداء رأي حول جدواها وسلامة أسسها، وذلك على أساس المعلومات التي وقع مدنا بها وتلك التي تم التعرف عليها من خلال إجراءات التدقيق التي قمنا بها. يتعين عليكم طبقا للفصل 200 من مجلة الشركات التجارية النظر في الفائدة المرجوة من إبرام هذه الإتفاقيات أو العمليات وذلك بغية المصادقة عليها.

أ- الإتفاقيات والإلتزامات المبرمة خلال سنة 2014 :

تم في سنة 2014 إبرام عقد كراء بين شركة كوتيناس والهيئة العامة للتأمين، علما وأن من بين ممثلي الدولة التونسية في مجلس إدارة كوتيناس، وزارة المالية التي يمثلها مسؤول من الهيئة العامة للتأمين.

ويتمثل الكراء في مكتب بالطابق الأرضي من العمارة الكائنة ب 7 نهج ألاس بحي مونبليزير وتم الاتفاق على مدة الكراء للفترة الممتدة من 2014/11/01 إلى غاية 2015/04/30 مقابل معلوم كراء يبلغ 3.600 دينار دون اعتبار الأداء على القيمة المضافة.

باستثناء الاتفاقية المذكورة أعلاه، لم يقع إعلامنا من طرف الإدارة العامة بوجود إتفاقيات أو عمليات أخرى تم إبرامها خلال سنة 2014 تدخل تحت طائلة الفصول المذكورة أعلاه.

ب - الإتفاقيات والالتزامات المبرمة المتعلقة بسنوات فارطة

تجدر الإشارة إلى أن اتفاقية قد أبرمت سنة 2013 مازالت سارية المفعول خلال سنة 2014 وتتمثل في إبرام عقد كراء بين شركة كوتيناس والهيئة العامة للتأمين، علما وأن من بين ممثلي الدولة التونسية في مجلس إدارة كوتيناس، وزارة المالية التي يمثلها مسؤول من الهيئة العامة للتأمين.

ويتمثل الكراء في الطابق الأول من العمارة الكائنة ب 7 نهج ألاس بحي مونبليزير وتم الاتفاق على مدة الكراء بسنة قابلة للتجديد بمبلغ 12.800 دينار سنويا دون اعتبار الأداء على القيمة المضافة مع زيادة ب 5% سنويا.

باستثناء الاتفاقية المذكورة أعلاه، لم يقع إعلامنا من طرف الإدارة العامة بوجود إتفاقيات أو عمليات تدخل تحت طائلة الفصول المذكورة أعلاه متعلقة بسنوات فارطة ولازالت بصدد الإنجاز خلال سنة 2014.

ت-الالتزامات وتعهدات شركة "كوتيناس" نحو المسيرين

1- أن الأجر و المنح والإمتيازات العينية التي تحصل عليها الرئيس المدير العام للشركة التونسية لتأمين التجارة الخارجية بعنوان سنة 2014 طبقا لقرار مجلس الإدارة بتاريخ 20 ديسمبر 2013 مفصلة كالآتي:

- أجرخام: 96.656 دينار (أجر صافي 5.500 دينار)

- سيارة وظيفية وسيارة لاستعمالات شخصية

- 500 لتر من الوقود شهريا

- التكفل بأعباء المكالمات الهاتفية

- منحة سنوية يقع تحديدها من طرف مجلس الإدارة

2- كما أن الأجر و المنح والإمتيازات العينية التي تحصل عليها المدير العام المساعد مفصلة كالآتي:

- أجرخام: 53.473 دينار

- سيارة وظيفية

- 250 لتر من الوقود شهريا

- التكفل بأعباء المكالمات الهاتفية

2- يتحصل أعضاء مجلس الإدارة على مكافأة الحضور وقد قررت الجلسة العامة المنعقدة في 24 جويلية 2014 صرف مبلغ خام بمقدار 4.200 دينار لكل عضو.

هذا وقد بلغت قيمة مكافأة الحضور التي تم صرفها في سنة 2014 مبلغا خاما قدره 31.500 ديناراً

3- يتحصل أعضاء لجنة التدقيق على مكافأة الحضور وقد قررت الجلسة العامة المنعقدة في 24 جويلية 2014 صرف مبلغ خام بمقدار 4.200 دينار لكل عضو

هذا وقد بلغت قيمة مكافأة الحضور التي تم صرفها في سنة 2014 مبلغا خاما قدره 8.400 ديناراً

كما أنه خلال القيام بأعمال مراقبة الحسابات لم نتعرض لوجود عمليات تدخل تحت طائلة الفصول المذكورة أعلاه عدا العمليات الجارية والمبرمة بشروط عادية مع شركات معيدي التأمين الممثلة في مجلس الإدارة.

اتحاد المراجعة التونسي

عبد اللطيف عباس

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE

SOMOCER

Siège social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 23 juin 2015. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Abderrahmen FENDRI et Mr Radhouen ZARROUK.

Bilan Consolidé
Arrêté au 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

<i>Actifs</i>	<i>Note</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
<i>Actifs non courants</i>			
Immobilisations incorporelles		6 090 259	6 088 440
Moins : amortissements		<2 826 279>	<2 572 394>
	IV.1	3 263 980	3 516 046
Immobilisations corporelles		151 741 137	154 420 557
Moins : amortissements et provisions		<62 435 676>	<57 395 403>
	IV.2	89 305 461	97 025 154
Immobilisations financières		8 217 748	4 765 587
Moins : provisions		<1 802 473>	<23 358>
	IV.3	6 415 275	4 742 229
Autres actifs non courants	IV.4	2 102 474	2 879 037
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>101 087 190</u>	<u>108 162 466</u>
<i>Actifs courants</i>			
Stocks		28 741 286	21 267 807
Moins : provisions		<1 260 814>	<1 431 894>
	IV.5	27 480 472	19 835 913
Clients et comptes rattachés		47 859 514	48 248 545
Moins : provisions		<13 982 224>	<12 446 289>
	IV.6	33 877 290	35 802 256
Autres actifs courants		17 532 629	11 031 321
Moins : provisions		<1 379 488>	<1 386 710>
	IV.7	16 153 141	9 644 611
Placements courants et autres actifs financiers	IV.8	4 587 000	5 350 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	7 528 231	171 335
<u>Total des actifs courants</u>		<u>89 626 134</u>	<u>70 804 115</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>190 713 324</u>	<u>178 966 581</u>

Bilan Consolidé
Arrêté au 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

Capitaux propres et passifs	Note	2013	2012
Capitaux propres			
Capital social		28 831 880	27 273 400
Réserves consolidées		18 746 431	15 333 992
Capitaux propres- part du groupe		47 578 311	42 607 392
Part des minoritaires		12 879 160	16 176 456
Capitaux propres avant résultat de l'exercice		60 457 471	58 783 848
<i>Résultat de l'exercice - part du groupe</i>		<i>2 724 846</i>	<i>3 893 128</i>
<i>Résultat de l'exercice - part des minoritaires</i>		<i>655 198</i>	<i>432 008</i>
<u>Total des capitaux propres consolidés</u>	IV.10	<u>63 837 515</u>	<u>63 108 984</u>
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	IV.11	558 944	1 590
Emprunts	IV.12	30 082 014	20 822 383
Autres passifs non courants	IV.13	3 469 794	4 271 833
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>34 110 752</u>	<u>25 095 806</u>
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.14	30 529 265	28 031 674
Autres passifs courants	IV.15	8 074 226	10 533 472
Autres passifs financiers	IV.16	42 435 237	40 125 809
Concours bancaires	IV.17	11 726 329	12 070 836
<u>Total des passifs courants</u>		<u>92 765 057</u>	<u>90 761 791</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>126 875 809</u>	<u>115 857 597</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>190 713 324</u>	<u>178 966 581</u>

Etat de Résultat Consolidé
Pour l'exercice clos le 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

	<i>Note</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
<i>Produits d'exploitation</i>			
Revenus	V.1	89 296 341	84 380 475
Autres produits d'exploitation	V.2	588 400	498 028
<i>Total des produits d'exploitation</i>		<i>89 884 741</i>	<i>84 878 503</i>
<i>Charges d'exploitation</i>			
Variation des stocks des produits finis & encours	V.3	5 286 210	<5 528 277>
Achats de marchandises consommées	V.4	<5 337 315>	<4 204 032>
Achats d'approvisionnements consommés	V.5	<44 178 752>	<39 187 772>
Charges de personnel	V.6	<15 565 203>	<12 248 226>
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.7	<9 000 380>	<5 563 109>
Autres charges d'exploitation	V.8	<7 280 215>	<6 866 523>
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<i><76 075 655></i>	<i><73 597 939></i>
<i>Résultat d'exploitation</i>		<i>13 809 086</i>	<i>11 280 564</i>
Charges financières nettes	V.9	<9 426 548>	<6 149 310>
Revenus des placements		229 651	-
Autres gains ordinaires		191 763	383 344
Autres pertes ordinaires		<93 948>	<451 798>
<i>Résultat des activités ordinaires avant impôt</i>		<i>4 710 004</i>	<i>5 062 800</i>
Impôt sur les sociétés		<1 329 960>	<737 664>
<i>Résultat net consolidé</i>		<i>3 380 044</i>	<i>4 325 136</i>
<i>Résultat de l'exercice - part du groupe</i>		<i>2 724 846</i>	<i>3 893 128</i>
<i>Résultat de l'exercice - intérêts minoritaires</i>		<i>655 198</i>	<i>432 008</i>

Etat de Flux de Trésorerie Consolidé
Pour l'exercice clos le 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

	2013	2012
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net	3 380 044	4 325 136
Ajustements pour :		
Amortissements et provisions	8 971 091	5 081 558
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	<13 629>	99 081
Q-part des subv. d'inves. inscrites en résultat	<128 583>	-
Variation des stocks	<8 945 194>	4 385 344
Variation des créances	175 129	<1 726 258>
Variation des autres actifs	<7 237 882>	2 149 268
Variation des fournisseurs d'exploitation	4 543 752	1 574 190
Variation des autres dettes	<1 972 643>	7 887 618
Flux provenant de l'exploitation	<1 227 915>	23 775 937
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Décaissements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.	<25 009 978>	<26 232 205>
Encaissement suite à la Cession d'Imm.Corp.& Incor.	25 000	-
Décaissement pour l'acquisition d'Imm. Financières	<3 336 371>	-
Encaissement pour cession d'immobilisations financières	16 600	919
Décaissement pour dépenses inscrites en charges reportés	<1 953 035>	<615 005>
Encaissements/décaissement sur placements courants	763 000	<3 439 106>
Flux affectés aux activités d'investissement	<29 494 784>	<30 285 397>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Apports des minoritaires dans le capital des sociétés intégrées	-	500 000
Dividendes et autres distributions	<1 754 807>	<1 334 025>
Encaissements des subventions d'investissement	37 904	1 230 515
Encaissements sur emprunts à LT (nets des remboursements)	23 470 759	3 010 749
Encaissements sur emprunts à CT (net des remboursements)	5 388 200	1 100 040
Escompte commercial	<353 029>	<3 523 381>
Flux provenant des activités de financement	26 789 027	983 898
Incidence du changement de périmètre	11 635 075	-
Variation de trésorerie	7 701 403	<5 525 562>
Trésorerie au début de l'exercice	<11 899 501>	<6 373 939>
Trésorerie à la clôture de l'exercice	<4 198 098>	<11 899 501>

I. PRESENTATION DU GROUPE «SOMOCER»

Le groupe «SOMOCER» est composé de la Société Moderne de Céramique («SOMOCER») société mère, de ses filiales la Société Tunisienne d'Email («SOTEMAIL»), la société Abdennadher Bricolage Centre («A.B.C») et la société SOMOCER NEGOCE.

a. Structure juridique du groupe

Les sociétés composant le groupe SOMOCER sont les suivantes :

- **SOMOCER** : société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Elle a été créée le 3 juillet 1985. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 28.831.880 DT divisé en 28.831.880 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, du grès et des baignoires. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.
- **SOTEMAIL** : société anonyme créée le 1^{er} juin 2002 avec un capital de 2.010.000 DT et ayant son siège social à Menzel Hayet. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 26.200.000 DT divisé en 26.200.000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. La principale activité de SOTEMAIL est la fabrication des émaux des carreaux de céramiques, des carreaux de faïences, du grès et des décorations ainsi que tous produits et articles sanitaires. L'ensemble de ses unités de production est implanté à la région d'Essouassi.
- **ABC** : société à responsabilité limitée créée en 1995 ayant son siège à Ain Zaghouane - Route de La Marsa - Tunis. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 8.635.000 DT. Il est divisé en 863.500 parts sociales de valeur nominale de 10 DT chacune. Son objet principal consiste dans la vente en détail des articles sanitaires, de quincaillerie et de céramique.
- **SOMOCER NEGOCE** : société à responsabilité limitée créée en octobre 2007 et ayant son siège à Menzel Hayet. Son capital social s'élève au 31 décembre 2013 à 1.150.000 DT, divisé en 11.500 parts sociales de 100 DT chacune. Son objet principal consiste dans l'exportation et l'importation de marchandises et de produits ainsi que tout genre d'opérations de négoce international et de courtage.

Sur le plan fiscal, toutes les sociétés sont soumises aux règles du droit commun. Par ailleurs, SOMOCER, SOTEMAIL et SOMOCER NEGOCE sont agréées par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

b. Participations et organigramme du groupe

La participation de la société «SOMOCER» dans les entreprises associées et filiales se détaillent comme suit :

- SOMOCER détient 12.710.390 actions sur les 26.200.000 actions sociales formant le capital de la société SOTEMAIL, soit 58.79%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.
- SOMOCER détient 587.500 parts sur les 863.500 parts sociales formant le capital de la société ABC. Par ailleurs, SOTEMAIL détient 270.000 parts sociales du capital de la société ABC, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 86.97%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par SOMOCER.
- SOMOCER détient 11.400 parts sur les 11.500 parts sociales formant le capital de SOMOCER NEGOCE. Par ailleurs, SOTEMAIL détient 100 parts sociales du capital de cette société, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 99.64%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par SOMOCER.

c. Changement du périmètre de consolidation

Un changement de périmètre de consolidation a été opéré en 2013 et ce en excluant la société moderne sanitaire («SOMOSAN») du périmètre de consolidation. Durant 2013, le management a changé d'intention par rapport à l'objectif de détention des titres de participations de SOMOSAN et n'a pas exercé son option au titre du contrat de portage lui permettant d'augmenter sa participation dans SOMOSAN. Au 31 décembre 2014, SOMOCER ne détient que 27% du capital social de SOMOSAN et il est attendu que ce pourcentage diminue en 2015 compte tenu de l'augmentation de capital projetée pour 2015 et pour laquelle SOMOCER n'a pas l'intention d'y participer. Compte tenu de ces éléments, le management estime que le groupe SOMOCER a perdu le contrôle de SOMOSAN et donc cette dernière devrait être exclue du périmètre de consolidation.

d. Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les participations suivantes ont été exclues du périmètre de consolidation et ce en raison de l'absence d'information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2013 :

- Participation dans la société EL AKKAR de 75 KDT (soit 50% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société ARGILES MEDNINE de 26.4 KDT (soit 40% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société SAPHIR de Commerce International de 500 KDT (soit 100% du capital social).
- Participation dans la société Mangement plus de 21 KDT. Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société libyenne SANILIT de 1.350 KDT (soit 20% du capital social). Etant provisionnée à 100%, l'inclusion de cette société dans le périmètre de consolidation et l'application de la méthode de mise en équivalence n'auront pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, une participation de 3 KDT dans le capital de SOTEX ALGER (totalement provisionnée) a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé en l'absence d'information fiable quant à la structure de capital de cette société.

Le management estime que l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation ne devrait pas avoir un effet significatif sur les états financiers consolidés, étant donné que les majorités de ces sociétés sont dormantes et des provisions pour dépréciation des titres de participation ont été constituées.

II. METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

a. Méthodes de consolidation

Etant donné que toutes les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation sont contrôlées exclusivement par SOMOCER, la méthode de consolidation retenue pour les trois filiales est celle de l'intégration globale. Cette méthode consiste à :

- Homogénéiser les méthodes de comptabilisation et les règles de présentation.
- Combiner ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Eliminer la valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale.
- Eliminer les transactions intra-groupes et les profits latents en résultant. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont à éliminer à moins que le coût ne puisse être recouvré.
- Identifier les intérêts minoritaires dans le résultat net de l'exercice des filiales et les soustraire du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.
- Identifier les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées et les présenter dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

b. Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

c. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, et notamment :

- La NC 35 relative aux états financiers consolidés, et particulièrement les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La NC 36 relative aux participations dans les entreprises associées ;
- La NC 38 relative aux regroupements d'entreprises.

III. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales règles et méthodes appliquées par le Groupe SOMOCER sont présentées au niveau de la politique comptable de la société SOMOCER. Dans ce qui suit, nous effectuons une présentation sommaire des principes et règles les plus importants :

a. Principes de base

Les états financiers consolidés du Groupe SOMOCER sont préparés en conformité avec les normes comptables tunisiennes. Ils sont préparés selon les conventions établies par le système comptable des entreprises.

b. Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis de la filiale ou de l'entreprise associée. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» et amortis sur leur durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits en déduction des actifs dans la même rubrique des écarts d'acquisition positifs et repris en résultat de la façon suivante :

- (a) Le montant de l'écart d'acquisition n'excédant pas les justes valeurs des actifs non monétaires acquis doit être comptabilisé en produits sur une base systémique sur la durée d'utilité moyenne pondérée restant à courir des actifs amortissables identifiables acquis ; et
- (b) Le montant de l'écart résiduel doit être comptabilisé immédiatement en produits sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition est revue annuellement et réduite en cas de dépréciation durable (Impairment) éventuelle.

Le gain ou la perte de cession d'une entité inclut le solde non amorti de l'écart d'acquisition relatif à l'entité cédée.

c. Immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire. Par ailleurs, les biens immobilisés d'une valeur inférieure ou égale à 200 dinars, sont amortis intégralement.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Fonds de commerce	5%
- Logiciels	33%
- Constructions	5% ou 10%
- Installations techniques, matériels et outillages industriels	10% ou 20%/durée de vie technique
- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau et matériels informatiques	10%
- Installations générales, agencements et aménagements	10%

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'achat hors taxes déductibles augmenté des frais directs d'acquisition.

La méthode d'amortissement et la durée de vie restante sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

d. Stocks

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

e. Les emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges financières courues (qui incluent les intérêts ainsi que les frais d'émission des emprunts) relatives aux emprunts qui ont servi pour le financement de la construction de l'unité de poudre, sont capitalisées au niveau du coût. Les autres charges financières sont comptabilisées en résultat de l'exercice.

f. Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charges de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

g. Les frais préliminaires

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent principalement les charges antérieures au démarrage de l'unité de production de la poudre atomisée : charges financières, amortissements, frais de personnel, etc.

Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

h. Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture, le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

i. Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant le groupe sont évaluées par les directions juridiques des sociétés du groupe. Celles-ci peuvent dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est probable.

j. Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

k. Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification :

Les placements à court terme :

Sont classés dans cette catégorie, les placements que le groupe n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les titres immobilisés :

Il s'agit des titres autres que les titres de participation que le groupe a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation :

Les placements à court terme :

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les titres immobilisés :

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des titres immobilisés à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

l. Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : le groupe a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront au groupe et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par le groupe.

m. Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en dinar tunisien selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

Les éléments monétaires non courants sont convertis au cours de clôture. Les gains et les pertes de change qui en résultent sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de l'élément monétaire s'y rapportant (y compris l'année en cours).

L'amortissement tient compte de la durée pondérée par le montant restant à courir de l'élément en question.

L'écart de conversion est ajusté annuellement en fonction du cours de clôture et par rapport au cours historique de la date de l'opération. L'écart de conversion porté au bilan sera basé uniquement sur le gain ou la perte non matérialisé à la fin de l'année concernée.

Le résultat de la période comprend la portion d'amortissement applicable à l'année concernée ainsi que l'effet d'annulation des affectations antérieures.

IV. NOTES RELATIFS AU BILAN

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes des amortissements totalisent au 31 décembre 2013 un montant de 3.263.980 DT contre 3.516.046 DT au 31 décembre 2012. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Concessions, brevets et licences	17 782	17 782
Logiciels	338 282	336 462
Fonds de commerce Somocer	298 000	298 000
Fonds de commerce Pyramide du lac	2 793 228	2 793 228
Fonds de commerce Hammamet	861 250	861 250
Fonds de commerce Hachicha Plus	694 185	694 185
Ecart d'acquisition (goodwill)	1 087 532	1 087 533
Immobilisations incorporelles brutes	6 090 259	6 088 440
Amortissements cumulés	<1 738 747>	<1 484 862>
Provisions pour dépréciation de l'écart d'acquisition	<1 087 532>	<1 087 532>
Immobilisations incorporelles nettes	3 263 980	3 516 046

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2013 à 89.305.461 DT contre 97.025.154 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Terrains	4 355 894	6 127 527
Constructions	24 568 695	28 540 302
Installations techniques matériels et outillage	66 020 814	69 994 736
Matériels de transport	2 381 882	2 206 633
Installations générales agencements et aménagements	10 255 648	9 189 083
Mobiliers et matériels de bureau	1 149 844	1 155 536
Matériels informatiques	181 277	168 256
Immobilisations en cours	32 949 732	26 549 217
Avances sur commandes d'immobilisations	550 859	3 386 546
Immobilisations en location financement	9 326 492	7 102 721
Immobilisations corporelles brutes	151 741 137	154 420 557
Amortissements cumulés	<61 800 591>	<56 760 318>
Provisions pour dépréciation	<635 085>	<635 085>
Immobilisations corporelles nettes	89 305 461	97 025 154

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 31 décembre 2013 à 6.415.275 DT contre 4.742.229 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Titres BTS	20 000	20 000
Titres SEDATS	7 500	7 500
Titres Management +	21 000	21 000
Titres SOTEX Algérie	3 038	3 038
Titres Argile Médenine	26 400	26 400
Titres SANLIT	1 350 000	1 350 000
Titres INCOMA	1 836 171	1 836 171
Titres Saphir	500 000	500 000
Titres El Akkar	75 000	75 000
Titres Biomasse Power Generation	-	58 200
Titres SOMOSAN (*)	3 350 000	-
Personnel, prêts à plus d'un an	-	8 144
Dépôts et cautionnements	1 028 639	860 134
Immobilisations financières brutes	8 217 748	4 765 587
Provision pour dépréciation	<1 802 473>	<23 358>
Immobilisations financières nettes	6 415 275	4 742 229

(*) Depuis son entrée en exploitation, début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance au cours de ses deux premières années d'exploitation. SOMOSAN travaille actuellement à moins de 50% de sa capacité de production. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont ainsi à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN et ayant atteint un montant de l'ordre de 12 millions de DT au 31 décembre 2014. Au début de 2015, le management de SOMOSAN a engagé un plan de restructuration de la société, basé sur les principaux éléments suivants :

- Augmentation du capital de 8 millions de DT dont un apport en numéraire de 5.7 millions de DT et conversion de compte courant actionnaire de 2.3 millions de DT ;
- Restructuration de l'endettement bancaire : SOMOSAN a engagé des négociations avec les banques en vue de restructurer les dettes bancaires. Le plan de restructuration inclut le rééchelonnement de certaines dettes en crédits à moyen et long terme avec une durée de grâce et le règlement de certains crédits en utilisant les fonds provenant de l'augmentation du capital social en numéraire;
- Une compression des coûts d'exploitation notamment, le coût de gaz avec la connexion du site de production au réseau de gaz naturel et qui est prévue pour l'année 2015.

Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fond de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel en 2015.

Le management de SOMOCER, et sur la base du plan de restructuration proposé, considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que si les éléments de restructuration ci-dessus réalisés, la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financière.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants s'élèvent au 31 décembre 2013 à 2.102.474 DT contre 2.879.036 DT au 31 décembre 2012 et ils sont détaillés comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Frais préliminaires	1 776 796	2 317 330
Charges à répartir	-	46 676
Ecart de conversion	325 678	515 030
Total des autres actifs non courants	2 102 474	2 879 036

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 27.480.472 DT au 31 décembre 2013 contre 19.835.913 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Matières premières	12 778 542	10 143 330
Consommables et pièces de rechange	2 601 353	2 482 927
Produits finis	9 603 848	5 157 183
Marchandises	3 757 543	3 437 969
Emballages	-	15 935
Stock accessoires	-	30 463
Total des stocks bruts	28 741 286	21 267 807
Provision pour dépréciation	<1 260 814>	<1 431 894>
Total des stocks nets	27 80 472	19 835 913

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2013 à 33.877.290 DT contre 35.802.256 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Clients ordinaires	16 436 117	16 913 569
Clients, effets à recevoir et valeurs à l'encaissement	17 826 265	19 137 975
Clients, factures à établir	61 232	61 232
Clients douteux ou litigieux	13 535 900	12 135 769
Total des comptes clients bruts	47 859 514	48 248 545
Provision pour dépréciation	<13 982 224>	<12 446 289>
Total des comptes clients nets	33 877 290	35 802 256

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2013 à 16.153.141 DT contre 9.644.611 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Fournisseurs, avances et acomptes	353 203	487 297
Personnel, avances et acomptes	1 296 564	1 227 309
Etat, impôts et taxes	6 072 377	5 509 941
Etat, actif d'impôt différé	360 463	334 821
Locataires pyramide du lac	277 877	315 595
Débiteurs divers	8 301 792	2 163 535
Charges constatées d'avance	383 805	387 863
Produits à recevoir	115 280	59 189
Comptes d'attente	67 023	67 023
Blocage de fonds	304 245	379 273
Créances factoring	-	89 475
Caution	-	10 000
Total des autres actifs courants bruts	17 532 629	11 031 321
Provisions pour dépréciation	<1 379 488>	<1 386 710>
Total des autres actifs courants nets	16 153 141	9 644 611

IV.8 Placements courants et autres actifs financiers (En DT)

Le solde des placements courants et autres actifs financiers s'élève au 31 décembre 2013 à 4.587.000 DT contre 5.350.000 DT au 31 décembre 2012.

IV.9 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2013 à 7.528.231 DT contre 171.335 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Valeurs en coffre	154 487	-
Banques	7 237 976	159 401
Caisses	120 344	11 934
Blocage de fonds	15 424	-
Total des liquidités et équivalents de liquidités	7 528 231	171 335

IV.10 Capitaux propres (En DT)

Les capitaux propres du groupe SOMOCER se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Capital social	28 831 880	27 273 400
Réserves légales	2 259 170	1 972 665
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Primes d'émission	8 250 609	8 250 609
Fonds social	-	50 000
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Résultats reportés	1 677 739	1 807 341
Réserves consolidées	<487 886>	<3 793 422>
Total des CP avant résultat- part du groupe	47 578 311	42 607 392
Intérêts minoritaires	12 879 160	16 176 456
Total des CP avant résultat de l'exercice	60 457 471	58 783 848
Résultat de l'exercice - part du groupe	2 724 846	3 893 127
Résultat de l'exercice – part des minoritaires	655 198	432 009
Total des capitaux propres consolidés	63 837 515	63 108 984

IV.11 Provisions pour risques et charges (En DT)

Le solde des provisions pour risques et charges s'élève à 558.944 DT au 31 décembre 2013 contre 1.590 DT au 31 décembre 2012.

IV.12 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2013 à 30.082.014 DT contre un solde au 31 décembre 2012 de 20.822.383 DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Emprunt UTB en Euro	1 340 122	2 369 468
Emprunt NAIB en Euro	-	4 765 324
Emprunt BTKD	4 000 000	-
Emprunt AB	2 500 000	-
Emprunt STB	3 153 000	1 419 713
Emprunt BNA	7 582 380	1 100 000
Emprunt BFT	-	6 658 624
Emprunt BH	9 597 368	1 491 988
Crédit SACMI a plus d'un an	1 909 144	3 017 266
Total des emprunts	30 082 014	20 822 383

IV.13 Autres passifs non courants (En DT)

Le solde des autres passifs non courants s'élève au 31 décembre 2013 à 3.469.794 DT contre 4.271.833 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Etat, reconnaissance de dette	217 931	111 100
Subventions d'investissement	443 153	2 275 082
Encours leasing à plus d'un an	2 808 710	1 885 651
Total des autres passifs non courants	3 469 794	4 271 833

IV.14 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2013 à 30.529.265 DT contre 28.031.674 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Fournisseurs d'exploitation	15 395 398	14 353 578
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	14 062 080	13 163 704
Fournisseurs - factures non parvenues	2 000	2 000
Fournisseurs d'immobilisation	943 666	512 392
Charges à payer	126 121	-
Total des fournisseurs	30 529 265	28 031 674

IV.15 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2013 à 8.074.226 DT contre 10.533.472 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Personnel	969 194	1 118 277
Etat, impôts et taxes	1 857 834	2 809 870
Etat, reconnaissance de dette	674 786	74 067
Etat, passif d'impôt différé	453 059	1 229 530
Associés, comptes courants	2 500 000	2 500 000
Créditeurs divers	1 052 411	1 058 895
Charges à payer	565 879	869 614
Actionnaires dividendes à payer	1 050	873 219
Total des autres passifs courants	8 074 226	10 533 485

IV.16 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2013 à 42.435.237 DT contre 40.125.809 DT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Échéances à moins d'un an sur emprunts	7 657 187	8 617 500
Intérêts courus non échus sur emprunts	806 611	153 413
Charges à payer - échelle d'intérêts	154 696	114 193
Préfinancement export	6 000 000	4 200 000
Préfinancement stocks	4 600 000	5 000 000
Billets de trésorerie	5 750 000	1 000 000
MCNE	130 740	892 540
Encours leasing à moins d'un an	1 270 977	1 730 108
Crédit BNA	-	2 000 000
Effets escomptés non échus	16 065 026	16 418 055
Total des autres passifs financiers	42 435 237	40 125 809

IV.17 Concours bancaires (En DT)

Les concours bancaires s'élèvent au 31 décembre 2013 à 11.726.329 DT contre 12.070.836 DT au 31 décembre 2012 et correspondent à des découverts bancaires.

V. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE RESULTAT

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2013 à 89.296.341 DT contre 84.380.475 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Ventes locales	77 292 014	70 640 887
Ventes en suspension et à l'exportation	12 004 327	13 726 081
Sous-traitance	-	13 507
Total des revenus	89 296 341	84 380 475

V.2 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2013 à 588.400 DT contre 498.028 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Loyers	340 538	343 469
Subventions d'exploitation	40 332	24 938
Quote-part des Subv. d'invest. inscrites en résultat	129 541	129 621
Transferts de charges	77 989	-
Total des autres produits d'exploitation	588 400	498 028

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation positive de 5.286.210 DT au 31 décembre 2013 contre une variation négative de 5.528.277 DT au 31 décembre 2012.

V.4 Achats de marchandises consommées (En DT)

Les achats de marchandises consommées se sont élevés au 31 décembre 2013 à 5.337.315 DT contre 4.204.032 DT au 31 décembre 2012.

V.5 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2013 à 44.178.752 DT contre 39.187.772 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Matières premières et consommables	29 328 700	26 509 174
Autres approvisionnements	1 437 184	1 200 171
Energie	8 149 913	6 915 364
Autres achats non stockés	5 262 955	4 563 063
Total des achats d'approvisionnements consommés	44 178 752	39 187 772

V.6 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2013 à 15.565.203 DT contre 12.248.226 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Salaires et compléments de salaires	13 657 032	10 588 736
Charges sociales légales	1 908 171	1 659 490
Total des charges de personnel	15 565 203	12 248 226

V.7 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2013 à 9.000.380 DT contre 5.563.109 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Dotation aux amortissements des immobilisations	5 618 686	5 251 094
Dotation aux provisions	3 754 516	1 140 356
Reprise de provisions	<372 822>	<828 341>
Total dotations aux amortissements et aux provisions	9 000 380	5 563 109

V.8 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2013 à 7.280.215 DT contre 6.866.523 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Achats non stockés	162 962	-
Loyers et charges locatives	466 320	441 295
Entretien et réparation	639 501	710 953
Primes d'assurance	490 795	397 890
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	651 436	759 931
Commissions sur ventes	31 233	191 286
Publicité, publications et relations publiques	1 042 421	961 189
Dons et subventions	517 226	275 395
Transport sur achats	31 713	5 915
Transport sur ventes	165 170	440 564
Missions et réceptions	363 406	400 502
Voyages et déplacements	433 643	309 009
Frais postaux et de télécom.	104 685	82 763
Services bancaires et financiers	819 224	704 913
Autres services extérieurs	445 487	476 116
Jetons de présence	301 728	115 000
Impôts et taxes	613 265	593 804
Total des autres charges d'exploitation	7 280 215	6 866 523

V.9 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes se sont élevées au 31 décembre 2013 à 9.426.548 DT contre 6.149.310 DT au 31 décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2013	31/12/2012
Intérêts des emprunts et assimilés	6 432 081	5 183 306
Escomptes accordés	448 527	333 448
Pertes de change	2 686 172	1 194 167
Gains de change	<110 007>	<354 925>
Autres produits financiers	<30 225>	<206 687>
Total des charges financières nettes	9 426 548	6 149 310

VI. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Les parties liées incluent les actionnaires, les principaux dirigeants (y compris les administrateurs) et leurs membres proches des familles ainsi que les sociétés contrôlées par les actionnaires et les principaux dirigeants ou sur lesquelles ils exercent de l'influence notable.

VI.1 Conventions de ventes et achats de marchandises ou de services

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2013 avec la société AB CORPORATION s'élève à 16.884 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2013 avec la société SOMOSAN s'élève à 74.475 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2013 avec la société SANIMED s'élève à 188 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2013 avec la société AB PROMOTION IMMOBILIERE s'élève à 7.290 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2013 avec la société AB CORPORATION s'élève à 13.342 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SANIMED au cours de l'année 2013 avec la société A.B.C. s'élève à 129.277 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société MOBILFLEX au cours de l'année 2013 avec la société A.B.C s'élève à 49.900 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOSAN au cours de l'année 2013 avec la société A.B.C s'élève à 17.953 DT ;

VI.2 Autres transactions avec les parties liées

- Courant 2013, la société SOTEMAIL a accordé deux prêts au profit de la société AB CORPORATION qui se détaillent comme suit :
 - L'octroi en 2013 à l'AB CORPORATION par la SOTEMAIL d'un prêt pour un montant de 1.000.000 DT. Les intérêts calculés sur la base d'un taux de 7% l'an s'élèvent au 31 décembre 2013 à 66.614 DT hors taxes. Ce crédit a été renouvelé deux fois au cours de l'exercice 2013. Ce crédit est assorti d'une garantie donnée par la société AB-CORPORATION sur les actions détenues par elle dans le capital de la société SOMOCER jusqu'à concurrence du montant du crédit majoré des intérêts conventionnels ;
 - L'octroi en 2013 à l'AB CORPORATION par la SOTEMAIL d'un prêt pour un montant de 437.000 DT. Les intérêts calculés sur la base d'un taux de 7% l'an s'élèvent au 31 décembre 2013 à 509 DT hors taxes. Ce crédit est assorti d'une garantie donnée par la société AB CORPORATION sur les actions détenues par elle dans le capital de la société SOMOCER jusqu'à concurrence du montant du crédit majoré des intérêts conventionnels ;
- Un billet de trésorerie émis par la société ELAAKHAR DE PROMOTION IMMOBILIERE pour un montant de 100.000 DT a été souscrit par la société ABC en décembre 2009 et continue à produire son effet. Ce billet de trésorerie est rémunéré au taux de 6,5%. La charge d'intérêt supportée est de 6.550 DT ;

- Au cours de l'année 2013, la société ABC a constaté en charge des honoraires relatifs à la convention d'assistance conclue avec la société AB CORPORATION pour un montant de 186.051 DT hors taxes ;
- Un billet de trésorerie souscrit par la société SOMOCER NEGOCE auprès de la société SANIMED pour un montant de 550.000 DT a généré en 2013 des intérêts pour un montant de 27.982 DT.
- Le conseil d'administration a autorisé en date du 30 mai 2012 les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :
 - STB : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 KDT et crédit de gestion de 750 KDT ;
 - BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 KDT et crédit de gestion de 1.550 KDT ;
 - BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 KDT et crédit de gestion de 750 KDT ;
 - TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 k€

VI.3 Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements du groupe envers les dirigeants clés du groupe sont constitués par les membres du conseil d'administration de SOMOCER ainsi que les dirigeants clés de la société SOMOCER (le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint) se détaillent comme suit :

- Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'assemblée générale du 25 juin 2013 a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence égal à 15.000 DT par administrateur ;
- Les membres du comité permanent d'audit sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. En 2013, aucune rémunération n'a été allouée aux membres du comité permanent d'audit ;
- La rémunération nette du Directeur Général au titre de l'exercice 2013 est de 215.460 DT de la société SOMOCER. D'autre part, il perçoit d'autres rémunérations nettes de la société SOMOCER NEGOCE pour 18.009 DT ;
- La rémunération nette du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2013 est de 109.230 DT de la société SOMOCER. D'autre part, il perçoit d'autres rémunérations de la société SOMOCER NEGOCE pour un montant net de 18.997 DT ;
- Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient des avantages en nature liés à leurs fonctions (voitures et charges connexes).

VII. ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE

La société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. La société SOMOCER n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal.

VIII. ENGAGEMENTS HORS BILAN

IX.1 Engagements donnés relatifs aux emprunts (SOMOCER)

1 - Titre foncier n° 70048 Tunis sis à El-bouhaira Tunis " Mayssa I " d'une superficie de 1348 m²

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT/AFD	800 000	STB	-
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	30 387 250		20 222 386
Crédit de gestion	3 650 000	AB	2 992 575
CMT/AFD	600 000	AB	3 335 060
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		8 827 635
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
	12 260 000		15 607 757
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 016 245
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 016 245
Crédit de gestion	3 740 000	BIAT	4 159 027
	3 740 000		4 159 027
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
CMT 1000	2 046 700	TFB	697 231
CMT 2000	4 093 400		367 142
CMT 1250	2 558 375		1 558 081
	8 698 475		2 622 454
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 609 942
Total général	72 085 725		56 065 446

2-Titre foncier n°70046 Tunis sis à El-bouhaira Tunis " Mayssa II " d'une superficie de 499 m²

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT/AFD	800 000	STB	-
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	30 387 250		20 222 386
Crédit de gestion	3 650 000	AB	2 992 575
CMT/AFD	600 000	AB	3 335 060
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		8 827 635
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
	12 260 000		15 607 757
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 016 245
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 016 245
Crédit de gestion	3 740 000	BIAT	4 159 027
	3 740 000		4 159 027
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
CMT	2 046 700	TFB	697 231
	2 046 700		697 231
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 397 732
Total général	65 433 950	-	53 928 013

3 - Titre foncier n° 70047 Tunis sis à El-bouhaira Tunis " Mayssa III d'une superficie de 505 m²

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT/AFD	800 000	STB	-
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	30 387 250		20 222 386
Crédit de gestion	3 650 000	AB	2 992 575
CMT/AFD	600 000	AB	3 335 060
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		8 827 635
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
	12 260 000		15 607 757
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 016 245
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 016 245
Crédit de gestion	3 740 000	BIAT	4 159 027
	3 740 000		4 159 027
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
CMT	2 046 700	TFB	697 231
	2 046 700		697 231
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 397 732
Total général	65 433 950		53 928 013

**4 - Terrain situé à Menzel Hayet d'une superficie de 77600 m² , objet de deux actes SSP
Enregistrés à Zermeddine le 22 06 99 à distraire du titre foncier n° 215100**

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	23 837 250		20 222 386
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
Crédit de gestion	3 740 000	BIAT	4 159 027
Crédit de gestion	3 650 000	AB	2 992 575
Engagement par signature	2 300 000	BFT	1 475 226
MCNE ET ESCOMPTE COMMERCIAL	900 000	BFT	731 310
	22 250 000		24 965 895
CMT	2 046 700	TFB	697 231
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 558 081
	4 484 200		2 255 312
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 397 732
Total général	53 371 450		49 841 325

5 - Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie de 40000 m², objet d'un acte notarié enregistré le 19 01 95 à distraire du titre foncier n° 215100

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT/AFD	800 000	STB	-
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	30 387 250		20 222 386
Crédit de gestion	3 650 000	AB	2 992 575
CMT/AFD	600 000	AB	3 335 060
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		8 827 635
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
	12 260 000		15 607 757
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 016 245
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 016 245
Crédit de gestion	3 740 000	BIAT	4 159 027
	3 740 000		4 159 027
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	1 475 226
MCNE	900 000	BFT	731 310
	3 200 000		2 206 536
CMT	2 046 700	TFB	697 231
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 558 081
	4 484 200		2 255 312
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 397 732
Total général	69 571 450		57 692 630

6 - Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie d 28890 m² , objet d'un acte notarié enregistré à Jammel le 18 12 84 et d'un acte de précision enregistré à Jammel le 150487 à distraire du titre foncier n° 215100

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT/AFD	800 000	STB	-
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	30 387 250		20 222 386
Crédit de gestion	3 650 000	AB	2 992 575
CMT/AFD	600 000	AB	3 335 060
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		8 827 635
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
	12 260 000		15 607 757
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 016 245
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	6
	4 250 000		2 016 245
Crédit de gestion	3 740 000	BIAT	4 159 027
	3 740 000		4 159 027
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	1 475 226
MCNE	900 000	BFT	731 310
	3 200 000		2 206 536
CMT	2 046 700	TFB	697 231
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 558 081
	4 484 200		2 255 312
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 397 732
Total général	69 571 450		57 692 630

**7 - Terrain sis à Menzel Hayet Zeramdine, nommé souk essayadi, sous le n° 50557
Monastir, superficie 9684 m2**

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT/AFD	800 000	STB	-
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	24 637 250		20 222 386
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
	11 660 000		15 607 757
CMT	2 046 700	TFB	697 231
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 558 081
	4 484 200		2 255 312
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 397 732
Total général	43 581 450		40 483 187

8 - Les éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce et d'industrie

En DT

Nature du crédit	Montant du crédit	Banque	Solde au 31 décembre 2013
Crédits de gestion	18 000 000	STB	16 127 155
CMT/AFD	800 000	STB	-
CMT	30 250	STB	2 160
CMT	1 170 000	STB	417 857
CMT	330 000	STB	117 857
CMT STB 1200	1 200 000	STB	771 429
CMT STB 347	347 000	STB	223 071
CMT STB 900	900 000	STB	835 714
CMT STB 220	220 000	STB	204 286
CMT STB 232	232 000	STB	215 429
CMT STB 880	880 000	STB	817 143
CMT STB 356	356 000	STB	330 571
CMT STB 172	172 000	STB	159 714
	24 637 250		20 222 386
Crédit de gestion	3 650 000	AB	2 992 575
CMT/AFD	600 000	AB	3 335 060
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		8 827 635
Crédit de gestion	6 120 000	BNA	10 900 614
CMT 1540	1 540 000	BNA	1 100 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 785 713
CMT 1000	1 000 000	BNA	892 858
CMT 1000	1 000 000	BNA	928 572
	12 260 000		15 607 757
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 016 245
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 016 245
Crédit de gestion	3 740 000	BIAT	4 159 027
	3 740 000		4 159 027
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
CMT	2 046 700	TFB	697 231
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 558 081
	4 484 200		2 255 312
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	2 397 732
	2 800 000		2 397 732
Total général	60 621 450		55 486 094

IX.2 Engagements donnés relatifs aux emprunts (SOTEMAIL)

Types d'engagements	Montant (En DT)	Observations
Garanties personnelles		
Cautionnement et autres garanties	252 776	Le cautionnement se décompose essentiellement des fonds de garanties donnés pour la société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) ainsi que UNIFACTOR et TUNISIE-FACTORING.
Garanties réelles		
Hypothèques	369 198	Ministère des domaines de l'état : Hypothèque de 1er rang du terrain sur lequel est édifié l'usine SOTEMAIL, conformément aux termes du Contrat de vente du 07 mai 2008 établi entre le ministère et SOTEMAIL pour l'acquisition dudit terrain, et ce, jusqu'à paiement intégral de son prix. Au 31 12 2013, SOTEMAIL a réglé la totalité des sommes dues, une procédure est en cours pour l'extraction du titre foncier dudit terrain en son nom.
	3 000 000	Banque de l'Habitat, Contrat de Crédit à long Terme : Hypothèque de 2ème rang sur le terrain sur lequel est édifiée l'usine.
Nantissements	3 000 000	Banque de l'Habitat, Contrat de Crédit à long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage
	4 400 000	Banque de l'Habitat, Contrat de Crédit de gestion : Nantissement sur le matériel
	1 800 000	UBCI : Contrat de crédit de gestion, nantissement sur fonds de commerce.
	145 000	Banque de l'Habitat, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	6 885 000	Banque de l'Habitat, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	4 000 000	Banque Tuniso-Koweitienne, contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce
	2 350 000	Banque Tuniso-Koweitienne, contrat de Crédit de gestion Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	4 000 000	BNA, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce
Factoring	81 507	
UNOIFACTOR	752 471	

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Mesdames et Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
«SOMOCER»
Menzel El Hayet, 5033 Monastir**

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur l'audit des états financiers consolidés de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» et de ses filiales («Groupe SOMOCER») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013 ainsi que sur les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe SOMOCER, joints au présent rapport et comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2013, ainsi que l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs consolidés (part du Groupe) de 50.303.157 DT, y compris le résultat consolidé bénéficiaire de l'exercice (part du Groupe) qui s'élève à 2.724.846 DT ainsi que les intérêts minoritaires de 13.534.358 DT.

Responsabilité du conseil d'administration pour l'établissement et la préparation des états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables tunisiennes ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

1. Lors de l'examen des titres de participation et la détermination du périmètre de consolidation, nous avons relevé les éléments suivants :

- Ainsi qu'il est fait mention dans la note I aux états financiers, il a été procédé courant 2013 à un changement du périmètre de consolidation en excluant la Société Moderne Sanitaire («SOMOSAN») du périmètre de consolidation du fait que le management juge que le Groupe n'exerce plus de contrôle effectif sur cette société. Il est à noter que la participation du Groupe SOMOCER dans la société SOMOSAN s'élève à 3.350 mille DT et représente 27% de son capital social. Les capitaux propres de SOMOSAN s'élèvent à 8.395 mille DT au 31 décembre 2013. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le bien-fondé de la décision d'exclusion de la société SOMOSAN du périmètre de consolidation.
- Des participations dans le capital social des sociétés EL AKKAR, ARGILES MEDNINE et SAPHIR de Commerce International pour des pourcentages de contrôles respectifs de 50% (d'un montant de 75 mille DT), 40% (d'un montant de 26 mille DT) et 100% (d'un montant de 500 mille DT) ont été exclues du périmètre de consolidation et ce du fait de l'absence d'une information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2013. Par ailleurs, une participation de 3 mille DT dans le capital de SOTEX ALGER a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé (du fait de l'absence d'information fiable quant à la structure de capital de cette société). En l'absence d'information financière fiable pour ces sociétés au 31 décembre 2013, nous ne pouvons pas apprécier l'impact de l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation sur les états financiers consolidés.

2. L'examen des créances clients au 31 décembre 2013 a révélé les points suivants :

- La société SOMOCER détient une créance sur le client libyen Al Mawada dont le solde brut s'élève à 2.314 mille DT au 31 décembre 2013 et dont l'antériorité est supérieure à une année. Une reconnaissance de dette a été obtenue en date du 28 février 2014 de la part de la société Libyenne Al AQUARIA, société apparentée à la société AL MAWADA et cliente de SOMOCER, au titre de ladite créance.

Cette créance demeure non provisionnée du fait que le management l'estime recouvrable et ce, compte tenu de la reconnaissance de dette émise par Al AQUARIA, jugée solvable

Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

- La société Abdennadher Bricolage Centre («ABC»), filiale du Groupe, détient des créances clients pour un montant de 338 mille DT datant de plus d'une année et non provisionnées. Au vu de l'historique de ces créances et d'autres informations disponibles, nous estimons que ces créances pourraient présenter un risque de recouvrement.
3. En date du 18 juillet 2003, la société «SOMOCER», en sa qualité d'acheteur a signé une promesse de vente avec Mr Abdallah Ben Ahmed d'un terrain sis à «ESSOUASSI» en lieu et place de la société «SOTEMAIL» (filiale du Groupe) qui a opéré des avances au vendeur d'un montant 120 mille DT et qu'elle a comptabilisé dans la rubrique «Avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations» pour la totalité du montant. Au 31 décembre 2013, le contrat définitif d'acquisition du terrain au nom de la société «SOTEMAIL» n'est pas encore établi. La société «SOTEMAIL» est actuellement en litige avec le propriétaire du terrain et une action en justice est actuellement intentée contre lui. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2013 pour tenir compte du risque éventuel découlant de cette situation.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve de l'incidence éventuelle des questions évoquées dans le point 1 et de l'incidence des questions évoquées dans les points 2 et 3 du paragraphe «Justification de l'opinion avec réserves», les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe SOMOCER au 31 décembre 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

1. Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 mille DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa («FRDCM») et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.

2. Comme indiqué au niveau de la note VII, la société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, SOMOCER n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.
3. La société SOMOCER NEGOCE détient une créance sur sa filiale SAPHIR INTERNATIONAL TRADING («SIT») s'élevant à 102 mille DT. Le recouvrement de cette créance est tributaire de l'issue de l'affaire instruite en justice opposant la société SIT au locataire de son dépôt.
4. Un inventaire physique des immobilisations de la société ABC a été effectué au mois de janvier 2012. Les travaux d'exploitation de cet inventaire n'ont pas été suivis par les corrections nécessaires aux valeurs comptables des immobilisations.

II. Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers consolidés.

Par ailleurs, nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur les systèmes de contrôle interne du Groupe SOMOCER.

Tunis, le 29 mai 2015

Conseil Audit Formation

**La compagnie Tunisienne des
experts comptables - CTEC**

Abderrahmen Fendri

Bacem Grati

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EL WIFACK LEASING

Siège social : Avenue Habib Bourguiba, Médénine 4100

La société El wifack Leasing publie ci -dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2014 accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI et Mr Béchir NEDRI.

BILAN CONSOLIDE

(exprimé en DT)

<i>Actifs</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013	<i>Capitaux propres & Passifs</i>	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Liquidités et équivalents de liquidités	3	1 156 015	4 287 770	Passifs			
Créances sur la clientèle				Emprunts et ressources spéciales			
Créances de leasing : Encours Financiers		236 888 900	202 198 988	Concours bancaires		2 568 399	612 212
Moins : Provisions		(3 632 357)	(3 377 788)	Emprunts et dettes rattachés	11	192 051 278	158 036 270
	4	233 256 543	198 821 200	Total Emprunts et ressources spéciales		194 619 677	158 648 482
Clients et comptes rattachés		14 786 937	12 363 148				
Moins : Provisions		(5 724 986)	(4 772 547)	Autres passifs			
	5	9 061 951	7 590 601	Dettes envers la clientèle	12	3 239 628	3 358 061
Intérêts constatés d'avance		(1 113 727)	(1 054 985)	Fournisseurs et comptes rattachés	13	11 779 150	16 340 854
Total des créances sur la clientèle		241 204 767	205 356 816	Provisions			
Portefeuille titres de placement	6	4 124 447	2 133 117	Autres	14	2 441 428	2 314 195
Portefeuille d'investissement				Total des autres passifs		17 460 206	22 013 110
Portefeuille d'investissement brut		3 218 160	3 078 732	Capitaux propres			
Moins : Provisions		(200 000)	(100 000)	Capital social		20 000 000	20 000 000
Total portefeuille d'investissement	7	3 018 160	2 978 732	Prime d'émission		9 500 000	9 500 000
Valeurs Immobilisées				Réserves Consolidés		9 818 019	8 152 249
Immobilisations incorporelles		155 145	145 753	Fonds pour risques Bancaires généraux		220 000	220 000
Moins : Amortissements		(140 152)	(132 737)	Autres capitaux propres Consolidés		628 436	618 220
	8	14 993	13 016	Résultats reportés Consolidés		75 212	9 154
Immobilisations corporelles		5 563 419	4 638 983	Total des capitaux propres avant Résultat		40 241 667	38 499 623
Moins : Amortissements		(1 478 170)	(1 257 648)	Résultat consolidé		4 285 558	4 131 827
	9	4 085 249	3 381 335	Total des capitaux propres consolidés	15	44 527 225	42 631 450
Total des valeurs immobilisées		4 100 242	3 394 351	Intérêts minoritaires		22 984	22 738
Autres actifs		3 371 307	5 353 382	Total des capitaux propres et des passifs		256 630 092	223 315 780
Moins : Provisions		(344 846)	(188 388)				
	10	3 026 461	5 164 994				
Total des actifs		256 630 092	223 315 780				

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE

(exprimé en DT)

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Revenus de Leasing			
Revenus bruts de leasing		21 521 068	17 685 643
Intérêts de retard & intercalaires		758 737	573 294
Variation des produits réservés		(93 626)	3 335
Autres revenus d'exploitation		1 553 116	933 881
Total des revenus de Leasing	16	23 739 295	19 196 153
Charges financières nettes	17	(11 815 203)	(9 087 441)
Produits des placements	18	28 920	189 316
Produit net		11 953 012	10 298 028
Charges d'exploitation			
Charges du personnel	19	(3 178 345)	(2 496 025)
Autres charges d'exploitation	20	(1 875 017)	(1 241 157)
Dotations aux amortissements & résorptions	21	(269 680)	(229 610)
Dotations aux provisions	22	(2 834 044)	(2 690 690)
Reprise sur provisions		1 464 204	1 591 969
		-	-
Résultat d'exploitation		5 260 130	5 232 515
Autres gains ordinaires	23	603 797	362 700
Autres pertes ordinaires		(3 665)	(32 321)
Résultat des activités ordinaires avant impôts		5 860 262	5 562 894
Impôts sur les bénéfices	24	(1 574 458)	(1 429 693)
Résultat des activités ordinaires après impôts		4 285 804	4 133 201
Eléments extraordinaires		-	-
Résultat net de l'exercice		4 285 804	4 133 201
Effet des modifications comptables (net d'impôts)		-	-
Résultats après modifications comptables		4 285 804	4 133 201
Part des intérêts minoritaires		(246)	(1 374)
Résultat consolidé		4 285 558	4 131 827

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(exprimé en DT)

	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients		145 926 089	126 399 874
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		(4 514 827)	(3 007 315)
Intérêts payés		(10 946 409)	(8 178 300)
Impôts et taxes payés		(3 741 337)	(3 411 519)
Décaissements provenant de l'acquisition des biens en leasing		(165 376 531)	(133 321 716)
Encaissements provenant de la cession des biens en leasing		4 309 791	3 716 284
Restitution TVA		2 433 497	-
Autres flux de trésorerie		(724 009)	(188 442)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	25	(32 633 736)	(17 991 134)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 050 911)	(130 735)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		10 000	-
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		(412 149)	(1 695 570)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières		214 056	325 967
Autres flux liés aux activités d'investissement		-	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	26	(1 239 004)	(1 500 338)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions		-	13 000 000
Dividendes et autres distributions		(2 400 000)	(1 650 000)
Encaissements provenant des emprunts		93 893 399	66 125 000
Remboursements d'emprunts		(60 717 271)	(56 603 420)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	27	30 776 128	20 871 580
Variation de trésorerie		(3 096 612)	1 380 108
Trésorerie au début de l'exercice		5 808 675	4 428 567
Trésorerie à la clôture de l'exercice		2 712 063	5 808 675

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDES

	31/12/2014	31/12/2013
ENGAGEMENTS DONNES		
Garanties réelles		-
Engagements de financement donnés	13 820 503	12 888 772
Total	13 820 503	12 888 772
ENGAGEMENTS RECUS		
Garanties reçues des clients	24 517 746	17 673 294
Intérêts à échoir sur contrats actifs	37 353 591	30 484 160
Total	61 871 337	48 157 454

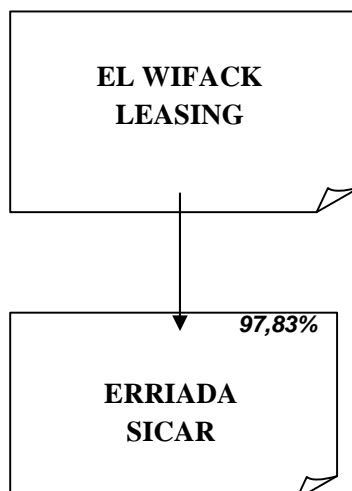
1- NOTES RELATIVES A LA CONSOLIDATION DES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2014 :

NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE EL WIFACK LEASING :

La Société **EL WIFACK LEASING** a été créée le 28 juin 2002 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers conformément à la loi n°94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

Le groupe **EL WIFACK LEASING** a été constitué après la création des sociétés suivantes dans le capital desquelles la société **EL WIFACK LEASING** détient des participations :

<i>Emetteur</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Valeur Nominale</i>	<i>TOTAL</i>	<i>Date de souscription</i>	<i>% détenu du capital</i>
ERRIADA SICAR S.A	90.000	10	900.000	2009-2010	97,83%
TOTAL			900.000		



1.1- Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés du groupe **EL WIACK Leasing** relatifs à l'exercice 2014 ont été établis conformément aux dispositions de la loi 2001-117 du 06/12/2001 modifiant le code des sociétés commerciales.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions de la loi 96-112, relative au système comptable des entreprises et aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du secteur financier. Les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination.

Les comptes consolidés regroupent les comptes d'**EL WIFACK Leasing** et de la société composant le groupe **EI WIFACK Leasing** à savoir **ERRIADA SICAR S.A.** Les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de se conformer aux principes du groupe **EI WIFACK Leasing**.

1.2- Principes, optique et méthodes de consolidation :

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la société mère **EL WIFACK Leasing** et de sa filiale **ERRIADA SICAR** qu'elle contrôle.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

Société	Nature du contrôle	Méthode de consolidation retenue
ERRIADA SICAR	Contrôle exclusif	<i>Intégration Globale</i>

La méthode de l'intégration globale s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive ayant une activité à caractère financier, auxquelles s'ajoutent les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires ou financières, ou relève d'activités connexes (assurance, promotion touristique, acquisition, construction et réaménagement d'immeubles, location de terrains et d'immeubles).

Sachant que le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger ses politiques financières et opérationnelles afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale ; le Groupe est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à 40 % des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire n'a détenu directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;
- soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet et que le Groupe est actionnaire ou associé de cette filiale ; l'influence dominante existe dès lors que le Groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs, passifs ou éléments de hors - bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif. Ne sont toutefois retenues dans ces conditions que les entreprises qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes du Groupe.

1.3- Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

1.3.1- Traitement des acquisitions et écarts d'acquisition :

La différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise est affectée en premier lieu à des éléments identifiables du bilan et du hors - bilan. Les modifications ainsi apportées aux valeurs d'entrée des éléments identifiés sont en contrepartie imputées sur la valeur brute de l'écart d'acquisition, dont les amortissements cumulés sont alors ajustés.

Pour chaque acquisition, le solde des écarts non affectés est inscrit à l'actif ou au passif du bilan suivant son sens, dans le poste "Écarts d'acquisition". Les écarts d'acquisition actifs sont amortis et les écarts d'acquisition passifs sont rapportés au résultat. La durée ne peut en aucun cas excéder vingt ans. Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière à partir d'analyses multicritères, semblables à celles utilisées lors de l'évaluation initiale des sociétés acquises.

En cas de cession totale ou partielle des entreprises ainsi acquises, l'écart d'acquisition correspondant, originellement imputé sur les capitaux propres, vient corriger la plus ou moins-value de cession dans le résultat consolidé, sous déduction des amortissements qui auraient été pratiqués sans tenir compte du prorata temporise, si cet écart avait été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

1.3.2- Elimination des soldes et transactions intra-groupe :

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

1.3.3- Comptabilisation de l'Impôt sur les sociétés :

La charge d'impôt est égale au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat net de l'exercice.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable ou recouvrables au titre de l'exercice.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (ou récupérables) au titre du bénéfice imposable (ou de la perte fiscale) d'un exercice.

Les passifs d'impôt différé sont les montants d'impôts sur le résultat payables au cours d'exercices futurs au titre de différences temporelles imposables.

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Le Conseil d'Administration de la société tenu le 13 Mars 2009 a opté pour la présentation des actifs et passifs des états financiers selon l'ordre décroissant de liquidité, et ce en remplacement de la notion de courants et non courants.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Continuité de l'exploitation

Les états financiers ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

2-2 : Immobilisations utilisées par la société

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels.

2-3 : Encours sur crédits leasing accordés

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1^{er} Janvier 2008.

La société est dotée d'un système de gestion intégré pour la gestion de son portefeuille et la génération des écritures comptables. Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan au niveau des « **Encours sur crédits leasing** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens immobiliers (terrains et constructions) et mobiliers (équipements, matériel roulant...).

Il est à signaler que, pendant toute la durée du bail, le bien donné en location demeure la propriété de la société **EL WIFACK Leasing**, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le céder ou de le nantir.

2-4 : Portefeuille investissement

Les titres de participation et les titres immobilisés sont enregistrés comptablement à leur valeur d'acquisition.

2-5 : Charges reportées

Les charges reportées sont composées des frais préliminaires, des charges à répartir et des frais d'émission et de remboursement d'emprunts (emprunts bancaires et obligations).

Ces charges sont résorbées sur les durées suivantes :

<i>CHARGE REPORTEE</i>	<i>DUREE DE RESORPTION RETENUE</i>
- Frais préliminaires et charges à répartir	3 ans
- Frais d'émission d'emprunts bancaires	durée de l'emprunt
- Frais d'émission et de remboursement des obligations	durée de l'obligation

2-6 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique des « **Emprunts et dettes rattachés** ».

2 -7 : Evaluation des provisions

La société constitue annuellement une provision des actifs classés conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet du circulaire n° 91-24 émise par la Banque Centrale de Tunisie le 17 Décembre 1991.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire suscitée sont déterminées de la manière suivante :

$$\text{Montant de l'engagement} + \text{Loyers impayés} - \text{Agiors réservés} - \text{Intérêts de retard réservés} - \text{Valeur intrinsèque.}$$

Avec valeur intrinsèque = Valeur d'acquisition – amortissements cumulés

2-7-1 : Les classes :

Classe	Retard de paiement	Minimum de provision à appliquer par classe
. A : <i>Actifs courants</i>	-	-
. B1 : <i>Actifs nécessitant un suivi particulier</i>	<i>Moins de 90 jours</i>	-
. B2 : <i>Actifs incertains</i>	<i>Entre 90 et 180 jours</i>	20%
.B3 : <i>Actifs préoccupants</i>	<i>Entre 180 et 360 jours</i>	50%
.B4 : <i>Actifs compromis</i>	<i>Plus que 360 jours</i>	100%

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent:

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au-delà de 360 jours.

2-7-2 : La valeur du bien en leasing :

Les principes retenus pour l'évaluation du bien en location sont les suivants :

- **Matériel standard** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **20%** par année de location
- **Matériel spécifique** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **40%** par année de location
- **Matériel informatique** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **60%** par année de location
- **Immeubles (terrain, construction,...)** : Valeur d'origine diminuée d'une décote de **5%** par année de location

2-7-3 : Les garanties reçues

Bien que la société **EL WIFACK LEASING** détienne des garanties réelles sur des clients ayant des créances classées, elle les considère comme une garantie supplémentaire atténuant le risque encouru. Ces garanties comprennent essentiellement les hypothèques inscrites.

2-8 : Comptabilisation des revenus

La société adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de leasing, et ce à partir de 1^{er} Janvier 2008. Elle a opté pour une application rétrospective.

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les intérêts de retard, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que « Produits réservés », venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation ne concerne que les actifs classés en B2, B3 et B4 et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991.

2-9 : Impôt sur les bénéfices

La société **EL WIFACK LEASING** est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **35%**.

En vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 Décembre 2000 les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de leasing, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable.

Par ailleurs, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 Décembre 2001). La loi de finances pour la gestion 2005, a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006. De sa part, la loi de finances pour la gestion 2006 a relevé ce taux à **100%** applicable jusqu'au **31 Décembre 2009**. Ce taux demeure applicable au-delà de cette date conformément à la loi de finance pour la gestion **2010**.

2-10 : Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat de leasing.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est *créiteur* ou d'un report pour la période suivante s'il est *débiteur*.

2-11 : Unité monétaire et risque de change

Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT). Aucune créance ou dette n'est libellée en monnaies étrangères.

Aucun risque de change n'est ainsi couru par la société à la date du 31 décembre 2014.

2-12 : Faits saillants de la période :

L'année 2014 est caractérisé par :

- L'obtention de l'agrément pour la transformation de la Société en banque universelle.
- Le maintien de la notation de la Société par l'agence Fitch rating à **BBB-** avec perspectives stables.
- Ouverture de la septième agence à Djerba.

NOTE 3 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

L'analyse des liquidités et équivalents de liquidités se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Banques	1 143 318	4 164 614
Effets remis à l'encaissement (a)	10 706	120 892
Caisse	1 991	2 264
TOTAL	1 156 015	4 287 770

(a) : les effets remis à l'encaissement sont présentés au niveau de la rubrique « Créances de Leasing : Echues et Impayées ». Seuls les effets encaissés à la date de l'arrêté des états financiers sont présentés au niveau des « liquidités et équivalents de liquidités ».

NOTE 4 : CREANCES DE LEASING : ENCOURS FINANCIERS :

La valeur brute de l'encours sur crédits leasing, au 31 Décembre 2014 a atteint **236 888 900 DT** contre **202 198 988 DT** au 31 Décembre 2013, enregistrant une augmentation de **34 689 912 DT**.

Les encours financiers des créances de leasing s'analysent comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Créances de leasing	233 108 906	201 793 520
Créances de leasing (encours des contrats non mis en force)	3 779 994	405 468
S/Total	236 888 900	202 198 988
Provisions pour dépréciation de l'encours classé	(3 632 357)	(3 377 788)
Solde au 31 Décembre	233 256 543	198 821 200

La répartition de l'encours par secteur est comme suit :

Secteur	Encours Mobilier	Encours Immobilier	Total
<i>AGRICULTURE</i>	40 012 886	466 525	40 479 411
<i>BTP</i>	43 633 709	5 633 019	49 266 728
<i>INDUSTRIE</i>	43 732 620	694 589	44 427 209
<i>TOURISME</i>	8 926 418	1 300 250	10 226 668
<i>SERVICE & COMMERCE</i>	84 565 424	4 143 466	88 708 890
Total	220 871 057	12 237 849	233 108 906

NOTE 5 : CREANCES DE LEASING : IMPAYES

La valeur brute de cette rubrique a atteint **14 786 937 DT** en date du 31 Décembre 2014, contre **12 363 148 DT** au 31 Décembre 2013, enregistrant ainsi une augmentation de **2 423 789 DT**.

L'analyse des comptes clients se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Impayés et autres facturations	14 767 258	12 306 073
Effets remis à l'encaissement	19 679	57 075
Montant brut	14 786 937	12 363 148
<u>A déduire :</u>		
- Produits réservés sur créances rééchelonnées	(3 750)	(82 214)
- Produits réservés sur créances classées	(660 500)	(488 410)
- Provision sur créances classées	(3 990 629)	(3 230 858)
- Provision collectives	(1 070 107)	(971 065)
Montant des provisions et agios réservés	(5 724 986)	(4 772 547)
Montant net des clients et comptes rattachés	9 061 951	7 590 601

ANALYSE DES IMPAYES ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis	
Encours financiers	165 842 590	60 447 988	207 143	211 148	6 400 037	233 108 906
Impayés	914 633	7 564 754	64 112	166 834	3 977 406	12 687 739
Avances et acomptes reçus (a)	(2 894 934)	(217 273)	0	0	(127 421)	(3 239 628)
Autres créances	304 599	685 632	5 453	33 655	1 050 180	2 079 519
TOTAL DES IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTEES	(1 675 702)	8 033 113	69 565	200 489	4 900 165	11 527 630
TOTAL DES ENCOURS, IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTEES (1)	164 166 888	68 481 101	276 708	411 637	11 300 202	244 636 536
Produits réservés		3 750	7 736	15 443	637 321	664 250
Provisions sur les impayés			17 101	115 461	3 858 067	3 990 629
Provisions sur les encours			17	0	3 632 340	3 632 357
Provisions collectives		1 070 107				1 070 107
TOTAL DES PROVISIONS ET AGIOS RESERVES (2)		1 073 857	24 854	130 904	8 127 728	9 357 343

Ratio de couverture des créances classées B2, B3 et B4= (2) / (1)	8,98%	31,80%	71,93%
	69%		

NOTE 6 : PORTE FEUILLE TITRES DE PLACEMENT

Les placements s'élèvent au 31 Décembre 2014 à **4 124 447 DT** contre **2 133 117 DT** au 31 Décembre 2013.

NOTE 7 : PORTEFEUILLE INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille investissement se présente comme suit :

	31 Décembre	
	2014	2013
Titres de participation (a)	2 163 860	2 338 860
Fonds d'investissement (b)	490 000	490 000
Prêts sur Fonds Social	364 300	249 872
Emprunt obligataire national	200 000	-
Valeur brute	3 218 160	3 078 732
Provision (c)	(200 000)	(100 000)
Valeur Nette	3 018 160	2 978 732

(a) : Les titres de participation s'analysent au 31 décembre 2014 comme suit :

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	TOTAL	Date de souscription	% détenu du capital
MED FOOD S.A	100	1 000	100 000	2003	3,33%
ERRIADA IMMOB	24 600	5	123 000	2008-2009	12,3%
Société C.C.T	30 000	10	300 000	2010	30%
Société TAIMET	30 000	10	300 000	2010	48,39%
Société SERP SUD	4 000	10	40 000	2010	10%
INSTITUT DE L'APBEF	1	100	100	2010	
Société les céramiques du sud			1 000 000	2013	8,33%
Société Eurocycle			125 760	2013	0,24%
Société SOTUMAIL			500 000	2013	0,76%
<i>Avances sur rétrocession des participations</i>					
C.C.T			(250 000)	2013/2014	
TAIMET			(75 000)	2013	
TOTAL			2 163 860		

(b) : Le fonds d'investissement s'analyse au 31 décembre 2014 comme suit :

SICAR	MONTANT	Date d'affectation	Nature
SODIS-SICAR S.A	490.000	2003-2004-2005	Fonds Gérés
TOTAL	490.000		

(c) Il s'agit d'une provision pour dépréciation de la participation directe et indirecte au capital de MEDFOOD SA pour 200 000 DT.

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur brute des immobilisations incorporelles s'élève au 31 décembre 2014 à **155 145 DT**.

Le détail de ces immobilisations au 31 décembre 2014 se présente ainsi :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Au 31 décembre 2014
(Exprimé en dinars)

(En DT)

DESIGNATION	TAUX D'AMORT	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2014
		AU 01/01/2014	ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014	CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014	AU 31/12/2014	AU 01/01/2014	DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014	REINTEGRATIONS DES AMORTISS. du 01/01/2014 au 31/12/2014	CUMULE AU 31/12/2014	
Logiciels	33%	101 625	-	-	101 625	97 389	3 012	-	100 401	1 224
Licences	33%	44 128	9 392	-	53 520	35 348	4 403	-	39 751	13 769
TOTAUX		145 753	9 392	-	155 145	132 737	7 415	-	140 152	14 993

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles brutes au 31 Décembre 2014 se sont élevées à **5 563 419 DT** contre **4 638 983 DT** au 31 Décembre 2013, enregistrant une augmentation nette de **924 436 DT**.

Les acquisitions de l'année 2014 sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS	Montant en DT
Constructions	729 072
Installations techniques A et A	30 775
Matériel de transport	21 000
Equipements de bureau	13 493
Matériel informatique	124 213
Immobilisations en cours	24 545
TOTAL	943 098

Le détail de ces immobilisations au 31 décembre 2014 se présente comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES
Au 31 décembre 2014
(Exprimé en dinars)

DESIGNATION	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2014
	AU 01/01/2014	ACQUISIT° du 01/01/2014 au 31/12/2014	CESSION du 01/01/2014 au 31/12/2014	AU 31/12/2014	AU 01/01/2014	DOTATIONS du 01/01/2014 au 31/12/2014	REINTEGRAT° du 01/01/2014 au 31/12/2014	CUMULE AU 31/12/2014	
Terrain	2 291 768	-	-	2 291 768	-	-	-	-	2 291 768
Constructions	859 351	729 072	-	1 588 423	359 287	62 443	-	421 730	1 166 693
Agenc & Aménag. des constructions	141 184	-	-	141 184	70 793	10 016	-	80 809	60 375
Installations générales A.A.Divers	139 181	30 775	-	169 956	56 305	15 654	-	71 959	97 997
Matériel de transport	752 112	21 000	18 662	754 450	514 544	106 149	18 662	602 031	152 419
Matériel informatique	255 857	124 213	-	380 070	156 560	31 191	-	187 751	192 319
Equipements de bureau	152 619	13 493	-	166 112	99 870	13 633	-	113 503	52 609
Autres Immobilisations corporelles	982	-	-	982	289	98	-	387	595
Immobilisations en cours	45 929	24 545	-	70 474	-	-	-	-	70 474
TOTAUX	4 638 983	943 098	18 662	5 563 419	1 257 648	239 184	18 662	1 478 170	4 085 249

NOTE 10 : AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Charges à répartir	304 340	351 743
Avances aux fournisseurs	35 524	52 864
Prêt fonds social à (-) un an	58 723	47 454
Etat, Impôts et taxes	69 464	23 004
Crédit de TVA à reporter	1 115 116	4 241 504
TVA à régulariser	550 090	-
Personnel avances	21 317	22 129
Compte d'attente	71 787	22 610
Débiteurs divers	6 603	7 062
Dépôt et cautionnement versées	614 604	326 478
Charges constatées d'avance	310 156	146 207
Produits à recevoir	55 424	-
TCL à régulariser	88 159	88 159
Actif d'impôt différé	70 000	-
Clients et comptes rattachés société de Groupe	-	24 168
TOTAL VALEUR BRUTE	3 371 307	5 353 382
<i>Provisions pour dépréciation des autres actifs courants</i>	<i>(344 846)</i>	<i>(188 388)</i>
TOTAL NET	3 026 461	5 164 994

NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHES

Les emprunts et les dettes rattachés totalisent en date du 31 Décembre 2014 la somme de **192 051 278 DT** contre **158 036 270 DT** au 31 Décembre 2013. Le détail est comme suit :

		(en DT)	
		31 Décembre	
		2014	2013
Emprunts (échéances à plus d'un an)	(a)	77 025 021	75 494 883
Emprunts (échéances à moins d'un an)	(b)	92 531 882	74 479 291
Billets de trésorerie		17 650 000	5 650 000
Dettes rattachées	(c)	3 250 976	2 412 096
Effets escomptés	(d)	1 593 399	-
TOTAL		192 051 278	158 036 270

(a) Les emprunts à plus d'un an au 31 décembre 2014 s'analysent comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
▪ Emprunt Obligataire	16 000 000	24 000 000
▪ Emprunt Amen Bank	10 541 695	8 738 704
▪ Emprunts BH	3 911 746	-
▪ Emprunts ATTIJARI	494 274	1 985 114
▪ Emprunts BT	4 800 000	7 200 000
▪ Emprunts ATB	6 669 737	6 735 526
▪ Emprunts BTE	3 922 891	312 500
▪ Emprunts STB	8 552 084	13 567 761
▪ Emprunts BTL	3 500 000	2 338 611
▪ Emprunts ABC Bank	6 932 594	3 666 667
▪ Emprunts BNA	11 700 000	6 950 000
Total	77 025 021	75 494 883

(b) Les emprunts à moins d'un an au 31 décembre 2014 s'analysent comme suit :

	(en DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Echéances à moins d'un an sur Emprunt Obligataire	8 000 000	8 000 000
Echéances à moins d'un an sur crédits à Moyen Terme	84 531 882	66 479 291
TOTAL	92 531 882	74 479 291

(c) Les dettes rattachées représentent les intérêts courus non échus en date de clôture.

(d) Il s'agit des effets escomptés auprès du secteur financier en date du 31 Décembre 2014.

Le détail des emprunts se présente comme suit :

**TABLEAU DES EMPRUNTS
AU 31 DECEMBRE 2014**

(exprimé en D.T)

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
B.T1	3 000 000	250 044	-	250 044	-	-	-
B.T2	2 000 000	166 718		166 718	-	-	-
B.T6	2 500 000	250 000		250 000	-	-	-
B.T7	1 500 000	150 000		150 000	-	-	-
B.T8	3 000 000	1 800 000		600 000	1 200 000	600 000	600 000
B.T9	1 000 000	600 000		200 000	400 000	200 000	200 000
B.T10	3 000 000	2 700 000		600 000	2 100 000	600 000	1 500 000
B.T11	1 500 000	1 350 000		300 000	1 050 000	300 000	750 000
B.T12	3 000 000	2 700 000		600 000	2 100 000	600 000	1 500 000
B.T13	500 000	450 000		100 000	350 000	100 000	250 000

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
B.T14	4 000 000	-	4 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-
	30 000 000	10 416 762	4 000 000	3 216 762	11 200 000	6 400 000	4 800 000
BTE 2	5 000 000	312 500	-	312 500	-	-	-
BTE 3	5 000 000	1 562 500	-	1 250 000	312 500	312 500	-
BTE 4	5 000 000	-	5 000 000	207 635	4 792 365	869 474	3 922 891
	20 000 000	1 875 000	5 000 000	1 770 135	5 104 865	1 181 974	3 922 891
STB 1	3 000 000	450 000	-	450 000	-	-	-
STB 2	1 500 000	225 000	-	225 000	-	-	-
STB 3	1 000 000	150 000	-	150 000	-	-	-
STB 4	500 000	75 000	-	75 000	-	-	-
STB 5	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000
STB 6	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000
STB 7	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000
STB 8	3 000 000	2 152 371	-	584 610	1 567 761	615 677	952 084
STB 9	2 000 000	1 400 000	-	400 000	1 000 000	400 000	600 000
STB 10	1 000 000	700 000	-	200 000	500 000	200 000	300 000
STB 11	1 000 000	800 000	-	200 000	600 000	200 000	400 000
STB 12	3 000 000	2 400 000	-	600 000	1 800 000	600 000	1 200 000
STB 13	6 000 000	4 800 000	-	1 200 000	3 600 000	1 200 000	2 400 000
	31 000 000	19 452 371	-	5 884 610	13 567 761	5 015 677	8 552 084
BTL 1	2 000 000	869 323	-	422 013	447 310	447 310	- 0
BTL 2	2 000 000	909 714	-	441 562	468 152	468 152	0
BTL 3	3 000 000	1 407 530	-	693 294	714 236	714 236	- 0
BTL 4	1 500 000	702 891	-	346 918	355 973	355 973	- 0
BTL 5	1 500 000	705 882	-	352 941	352 941	352 941	0
BTL 6	3 000 000	-	3 000 000	300 000	2 700 000	600 000	2 100 000
BTL 7	2 000 000	-	2 000 000	200 000	1 800 000	400 000	1 400 000
	15 000 000	4 595 340	5 000 000	2 756 728	6 838 611	3 338 612	3 500 000
ATTIJARI.B 4	1 500 000	300 000	-	300 000	-	-	-
ATTIJARI.B 5	1 500 000	300 000	-	300 000	-	-	-
ATTIJARI.B 6	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
ATTIJARI.B 7	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
ATTIJARI.B 8	3 000 000	1 050 000	-	600 000	450 000	450 000	-
ATTIJARI.B 9	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATTIJARI.B 10	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATTIJARI.B 11	2 000 000	1 163 399	-	401 223	762 176	431 327	330 849
ATTIJARI.B 12	1 000 000	581 728	-	200 577	381 151	217 726	163 425
	16 500 000	4 595 127	-	2 601 800	1 993 327	1 499 053	494 274
BNA 1	3 000 000	1 800 000	-	600 000	1 200 000	600 000	600 000
BNA 2	4 000 000	2 600 000	-	800 000	1 800 000	800 000	1 000 000
BNA 3	3 000 000	1 950 000	-	600 000	1 350 000	600 000	750 000

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
BNA 4	3 000 000	2 100 000	-	600 000	1 500 000	600 000	900 000
BNA 5	1 000 000	750 000	-	200 000	550 000	200 000	350 000
BNA 6	1 000 000	750 000	-	200 000	550 000	200 000	350 000
BNA 7	5 000 000	-	5 000 000	250 000	4 750 000	1 000 000	3 750 000
BNA CUN 1	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000	1 000 000	4 000 000
	25 000 000	9 950 000	10 000 000	3250 000	16 700 000	5 000 000	11 700 000
BH 09	5 000 000	-	5 000 000	209 966	4 790 034	878 289	3 911 746
	5 000 000	-	5 000 000	209 966	4 790 034	878 289	3 911 746
ATB 4	2 000 000	400 000	-	400 000	-	-	-
ATB 5	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
ATB 6	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB 7	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB 8	1 000 000	350 000	-	200 000	150 000	150 000	-
ATB 9	2 000 000	1 300 000	-	400 000	900 000	400 000	500 000
ATB 10	1 500 000	975 000	-	300 000	675 000	300 000	375 000
ATB 11	1 500 000	1 026 316	-	315 789	710 526	315 789	394 737
ATB 12	5 000 000	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	1 000 000	3 000 000
ATB 13	3 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000	600 000	2 400 000
	26 500 000	9 951 316	3 000 000	3 215 789	9 735 526	3 065 789	6 669 737
ABC 1	3 000 000	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-
ABC 2	2 000 000	1 333 333	-	666 667	666 666	666 666	-
ABC 5	2 000 000	2 000 000	-	666 667	1 333 333	666 666	666 667
ABC 6	1 000 000	1 000 000	-	333 333	666 667	333 333	333 334
ABC 7	1 500 000	1 500 000	-	1 500 000	-	-	-
ABC 8	500 000	500 000	-	500 000	-	-	-
ABC 9	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
ABC 10	7 000 000	-	7 000 000	593 755	6 406 245	1 255 347	5 150 897
ABC 11	1 000 000	-	1 000 000	41 980	958 020	176 324	781 696
ABC 12	1 500 000	-	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-
ABC 13	500 000	-	500 000	-	500 000	500 000	-
ABC 14	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
	23 500 000	9 333 333	11 000 000	6 302 403	14 030 930	7 098 336	6 932 594
AMEN BANK10	2 000 000	500 000	-	285 714	214 286	214 286	-
AMEN BANK11	1 500 000	374 999	-	214 286	160 713	160 713	-
AMEN BANK12	2 500 000	535 714	-	357 143	178 571	178 571	-
AMEN BANK13	1 500 000	374 999	-	214 286	160 713	160 713	-
AMEN BANK14	1 000 000	259 260	-	148 148	111 112	111 112	-
AMEN BANK15	1 500 000	346 155	-	230 769	115 386	115 386	-
AMEN BANK16	1 000 000	230 770	-	153 846	76 924	76 924	-
AMEN BANK17	1 000 000	259 256	-	148 148	111 108	111 108	-

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
AMEN BANK18	1 500 000	250 000	-	250 000	-	-	-
AMEN BANK19	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK20	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK21	1 000 000	200 000	-	200 000	-	-	-
AMEN BANK22	500 000	100 000	-	100 000	-	-	-
AMEN BANK23	1 000 000	250 000	-	200 000	50 000	50 000	-
AMEN BANK24	1 000 000	300 000	-	200 000	100 000	100 000	-
AMEN BANK25	1 000 000	300 000	-	200 000	100 000	100 000	-
AMEN BANK26	1 500 000	450 000	-	300 000	150 000	150 000	-
AMEN BANK27	3 500 000	1 225 000	-	700 000	525 000	525 000	-
AMEN BANK28	1 000 000	536 996	-	205 670	331 326	217 730	113 596
AMEN BANK29	1 000 000	533 340	-	204 271	329 069	216 247	112 822
AMEN BANK30	1 000 000	534 160	-	204 561	329 599	216 533	113 066
AMEN BANK31	1 000 000	678 875	-	197 809	481 066	207 468	273 598
AMEN BANK32	1 000 000	678 102	-	197 146	480 956	207 166	273 790
AMEN BANK33	2 000 000	1 550 603	-	382 837	1 167 766	404 436	763 330
AMEN BANK34	1 000 000	775 878	-	191 425	584 453	202 325	382 128
AMEN BANK35	1 000 000	810 819	-	194 448	616 371	199 864	416 507
AMEN BANK36	1 000 000	850 000	-	200 000	650 000	200 000	450 000
AMEN BANK37	2 000 000	2 000 000	-	285 714	1 714 286	285 715	1 428 571
AMEN BANK38	2 000 000	-	2 000 000	214 286	1 785 714	285 714	1 500 000
AMEN BANK39	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
AMEN BANK40	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
AMEN BANK41	2 000 000	-	2 000 000	142 857	1 857 143	285 714	1 571 429
	45 000 000	15 304 927	8 000 000	7 209 079	16 095 848	5 554 153	10 541 695
ELBARAKA 1	19 500 000	19 500 000	10 000 000	-	29 500 000	29 500 000	-
	19 500 000	19 500 000	10 000 000	-	29 500 000	29 500 000	-
EZZITOUNA 1	10 000 000	8 500 000	-	-	8 500 000	8 500 000	-
EZZITOUNA 2	1 500 000	1 500 000	-	-	1 500 000	1 500 000	-
EZZITOUNA 3	1 000 000	1 000 000	-	-	1 000 000	1 000 000	-
EZZITOUNA 4	2 000 000	2 000 000	-	-	2 000 000	2 000 000	-
	14 500 000	13 000 000	-	-	13 000 000	13 000 000	-
Takafulia 1	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
Takafulia 2	650 000	-	650 000	-	650 000	650 000	-
Takafulia 3	350 000	-	350 000	-	350 000	350 000	-
	3 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000	3 000 000	-
EMPRUNT OBLIGATAIRE 2010	20 000 000	12 000 000	-	4 000 000	8 000 000	4 000 000	4 000 000
EMPRUNT OBLIGATAIRE 2013	20 000 000	20 000 000	-	4 000 000	16 000 000	4 000 000	12 000 000
	40 000 000	32 000 000	-	8 000 000	24 000 000	8 000 000	16 000 000

BANQUE	Montant du Crédit	Solde en début de période	Utilisations 2 014	Rembourse- ment 2 014	Soldes au 31/12/2014	Fin de période	
						Échéance à Moins d'un an	Échéances à Plus d'un an
BT SOTUGAR1	450 000	450 000	-	-	450 000	450 000	-
BT SOTUGAR2	700 000	700 000	-	-	700 000	700 000	-
	1 150 000	1 150 000	-	-	1 150 000	1 150 000	-
BT FCP TUNISIAN PRUDENCE	250 000	250 000	-	250 000	-	-	-
BT FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	200 000	200 000	-	200 000	-	-	-
BT FCP SERENA VALEURS FINANCIERES	50 000	50 000	-	50 000	-	-	-
BT GENERAL OBLIG SICAV	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BT ATD SICAR	5 000 000	-	5 000 000	5 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 4	2 000 000	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 5	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 6	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-	-	-
BT SICAV L'EPARGNANT 7	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 8	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 9	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT SICAV L'EPARGNANT 10	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	250 000	-	250 000	250 000	-	-	-
BT FCP SERENA VALEURS FINANCIERES	50 000	-	50 000	50 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 01	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 02	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 03	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-
BT Assurance carte vie 04	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-	-	-
BT Assurance carte vie 05	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	-	-
BT Amen Invest 1	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT Amen Invest 2	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-
BT Amen Invest 3	500 000	-	500 000	-	500 000	500 000	-
BT QNB	6 000 000	-	6 000 000	-	6 000 000	6 000 000	-
	32 800 000	4 500 000	28 300 000	16 300 000	16 500 000	16 500 000	-
TOTAL	353 450 000	155 624 176	92 300 000	60 717 273	187 206 903	110 181 882	77 025 021

NOTE 12 : DETTES ENVERS LA CLIENTELLE

Le détail des dettes envers la clientèle est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Avances et acomptes reçus des clients	3 239 628	3 358 061
TOTAL	3 239 628	3 358 061

NOTE 13 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Fournisseurs d'immobilisations louées	3 052 926	6 634 061
Fournisseurs factures non parvenues	4 556 276	1 851 804
Fournisseurs d'immobilisations louées, effets à payer	3 964 504	7 826 221
Fournisseurs divers	205 444	28 768
TOTAL	11 779 150	16 340 854

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS.

Le total des autres passifs courants s'élève au 31 Décembre 2014 à **2 441 428 DT** contre **2 314 195 DT** au 31 Décembre 2013 s'analysant comme suit :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Dettes provisionnées pour congés payés	491 126	305 848
Personnel, rémunérations dues	2 014	1 230
Avance sur TFP	13 178	20 568
Etat impôts et taxes	288 839	433 839
Organismes sociaux	123 700	116 604
Charges à payer	821 336	643 523
Compte d'attente	73 231	91 162
Assurances	5 503	14 953
Impôt sur les bénéfices de la période	380 556	492 415
Assurance clients	172 743	160 930
Provision pour départ à la retraite	69 202	33 123
	2 441 428	2 314 195

NOTE 15 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres au 31 Décembre 2014 se sont élevés à **44 527 225 DT** contre **42 631 450 DT** au 31 Décembre 2013 enregistrant une amélioration de **1 895 775 DT**.

Le détail des capitaux propres se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Capital	20 000 000	20 000 000
Prime d'émission	9 500 000	9 500 000
Réserve légale	1 139 817	935 858
Fonds social	628 436	618 219
Réserves pour réinvestissements exonérés	6 410 000	5 010 000
Fonds pour risques bancaires généraux	220 000	220 000

Autres réserves	2 145 000	2 206 392
Résultats reportés	198 414	9 154
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT DE LA PERIODE	40 241 667	38 499 623
Résultat de la période	4 285 558	4 131 827
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES part du groupe	44 527 225	42 631 450
INTERETS DES MINORITAIRES	22 984	22 738

L'analyse des capitaux propres se présente comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENT DES CAPITAUX PROPRES
Au 31 décembre 2014
(Exprimé en dinars)

	Capital Social	Primes D'émission	Réserves légales	Fonds Social	Réserves pour réinvest.	Autres Réserves	Résultats reportés	Résultat de la période	TOTAL
Solde au 31 décembre 2013	20 000 000	9 500 000	935 858	618 219	5 010 000	2 426 392	9 154	4 131 827	42 631 450
Affectations des résultats approuvés par l'AGO 2014			203 959		1 400 000		127 868	(1 731 827)	-
Dividendes versés en 2014 sur les bénéfices de l'année 2013								(2 400 000)	(2 400 000)
Reclassement résultat reporté du groupe						(61 392)	61 392		-
Intérêts sur fonds social				10 217					10 217
Résultat au 31 décembre 2014								4 285 558	4 285 558
Solde au 31 décembre 2014	20 000 000	9 500 000	1 139 817	628 436	6 410 000	2 145 000	198 414	4 285 558	44 527 225

NOTE 16 : REVENUS DE LEASING

L'évolution des emplois et des ressources au cours de l'exercice 2014 accompagnée du renforcement des produits et de la maîtrise des charges, a permis de dégager des revenus de leasing au **31/12/2014** d'un montant de **23 739 295 DT** contre **19 196 153 DT** au **31/12/2013**.

L'analyse des revenus de leasing se présente ainsi :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Revenus de leasing	21 521 068	17 685 643
Intérêts de retard & intercalaires	758 737	573 294
Variation des produits réservés	(93 626)	3 335
Autres produits d'exploitation (*)	1 553 116	933 881
Total des revenus de Leasing	23 739 295	19 196 153

(*) Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Frais de rejet	366 728	317 951
Frais de dossiers et de suivi	239 987	235 885
Frais de résiliation	946 401	380 045
TOTAL	1 553 116	933 881

NOTE 17 : CHARGES FINANCIERES NETTES :

Les charges financières se sont élevées au 31 décembre 2014 à **11 815 203 DT** contre **9 087 441 DT** au 31/12/2013, enregistrant ainsi une augmentation de **2 727 762 DT**.

NOTE 18 : PRODUITS DES PLACEMENTS :

Les produits réalisés par le placement de l'excédent de la trésorerie se sont élevés au 31/12/2014 à **28 920 DT** contre **189 316 DT** au 31/12/2013.

NOTE 19 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse des charges de personnel se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Salaires et compléments de salaires	2 674 701	2 058 529
C.N.S.S	414 859	358 537

Accident de travail	10 971	9 475
Assurance groupe	41 735	36 361
Provision pour départ à la retraite	36 079	33 123
Total des charges de personnel	3 178 345	2 496 025

NOTE 20 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 Décembre 2014 à **1 875 017 DT** contre **1 241 157 DT** au 31 Décembre 2013. Elles sont analysées comme suit :

	(En DT)	
	31-décembre	
	2014	2013
Achat fournitures	169 917	108 961
Carburant	59 993	51 894
Impôts & taxes	418 574	114 126
Rémunérations d'intermédiaires & honoraires	306 409	174 964
Frais postaux & télécommunication	174 945	126 657
Entretien, réparation et maintenance	156 084	143 033
Déplacements, missions et réceptions	68 918	48 825
Services bancaires	214 501	189 042
Dons et subventions	6 371	33 790
Location	81 266	60 757
Jetons de présence	73 125	55 515
Charges BVMT & STICODEVAM	26 270	42 024
Publicité publication & relations publiques	39 418	36 898
Primes d'assurance	39 867	22 600
Etude, recherche	15 972	11 302
Electricité et eau	23 387	20 769
TOTAL	1 875 017	1 241 157

NOTE 21 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES ET AUX RESORPTIONS DES CHARGES A REPARTIR

Les dotations aux amortissements et résorptions ont enregistré une augmentation de **40 070 DT** par rapport au 31 décembre 2013. Elles se détaillent au 31 décembre 2014 comme suit :

	(En DT)	
	31-décembre	
	2014	2013
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	7 415	9 470
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	239 184	209 835
Dotations aux résorptions des charges à répartir (a)	23 081	10 305
TOTAL	269 680	229 610

la résorption des frais d'émission des emprunts et des primes de remboursement des obligations est présentée au niveau des charges financières

NOTE 22 : DOTATIONS NETTES DES PROVISIONS

Les dotations nettes de la période aux comptes de provision se sont élevées au **31 Décembre 2014** à **1 369 840 DT** contre **1 098 721 DT** au **31 Décembre 2013** enregistrant ainsi une augmentation de **24,67%**. Cette valeur représente les dotations aux provisions affectées pour la dépréciation des éléments d'actifs (Créances, participations et autres actifs...) nettes des reprises sur provisions s'y rattachant.

Les dotations nettes aux comptes de provision se détaillent ainsi :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances	2 361 301	2 347 491
Dotations aux provisions additionnelles	117 243	114 565
Dotations aux provisions collectives	99 042	-
Radiation des créances	-	228 634
Dotations aux provisions pour dépréciation des participations	100 000	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	156 458	-
S/Total	2 834 044	2 690 690
Reprises de provisions suite aux recouvrements des créances	(1 464 204)	(1 363 335)
Reprises sur provisions suite à la radiation des créances	-	(228 634)
S/Total	(1 464 204)	(1 591 969)
Dotation nette des provisions	1 369 840	1 098 721

NOTE 23 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 décembre 2014 à **603 797 DT**.

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Divers produits ordinaires	431 687	360 353
Autres produits	172 093	2 347
TOTAL	603 780	362 700

NOTE 24 : IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé sur la base d'un taux de **35%**.

Le bénéfice fiscal est déterminé compte tenu de la déductibilité totale des provisions, et ce conformément aux dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS applicables aux sociétés de leasing.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2014 comparé à l'année 2013 se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Impôt sur les bénéfices	1 644 458	1 429 693
Produit d'impôt différé	(70 000)	
Impôt sur les bénéfices de la période	1 574 458	1 429 693

NOTE 25 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation totalisent au 31 décembre 2014 à (-) **32 633 736 DT** contre (-) **17 991 134 DT** au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, ces flux représentent essentiellement les encaissements reçus des clients pour **145 926 089 DT** et les décaissements provenant de l'acquisition des immobilisations destinées à la location pour (-) **165 376 531 DT**.

Le détail des flux d'exploitation est le suivant :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Encaissements reçus des clients	145 926 089	126 399 874
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(4 514 827)	(3 007 315)
Intérêts payées	(10 946 409)	(8 178 300)
Impôts et taxes payés	(3 741 337)	(3 411 519)
Décaissements provenant de l'acquisition des biens en leasing	(165 376 531)	(133 321 716)
Encaissements provenant des biens en leasing	4 309 791	3 716 284
Restitution TVA	2 433 497	-
Autres flux de trésorerie	(724 009)	(188 442)
TOTAL DES FLUX D'EXPLOITATION	(32 633 736)	(17 991 134)

NOTE 26 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement totalisent (-) **1 239 004 DT** contre (-) **1 500 338 DT** au 31 décembre 2013 présentant le détail suivant :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2014	2013
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 050 911)	(130 735)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(412 149)	(1 695 570)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Corporelles et incorporelles	10 000	-
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	214 056	325 967
TOTAL FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(1 239 004)	(1 500 338)

NOTE 27 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

Au 31 décembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités de financement présentent un total de **30 776 128 DT** contre **20 871 580 DT** au 31 décembre 2013.

Le détail des flux de trésorerie provenant des activités de financement se présente ainsi :

	(En DT)	
	31 Décembre	
	2014	2013
Encaissement suite à l'émission d'actions	-	13 000 000
Dividendes et autres distributions	(2 400 000)	(1 650 000)
Encaissements provenant des emprunts	93 893 399	66 125 000
Remboursements d'emprunts & B.T.	(60 717 271)	(56 603 420)
TOTAL	30 776 128	20 871 580

NOTE 28 : PARTIES LIEES

Les parties liées de la société se détaillent comme suit :

Parties liées	Nature de la relation
▪ ERRYADA SICAR	Filiale
▪ ERRYADA IMMOBILIERE	Société à dirigeants communs
▪ Société appartenant au Groupe BEN AYED	
- Société PROSID	
- Société ELECTRIA	
- Société INTERMETAL SA	
- Société Nouvelle de Construction SNC	
- Société Technique Industrielle et Commerciale	
- Société SITEL	
- Société TRANSIDER	Sociétés détenues par l'administrateur HEDI BEN AYED
- Société Nouvelle de Coupe Industrielle	
- Société Sens Inverse	
- Société SAMFI « SARL »	
- Société SITEL	
- Société METALSHIP	
- Société INTER FER FORGE	
- Société C.C.P.S	

Opérations réalisées avec ERRYADA IMMOBILIERE

Le conseil d'administration de la société, dans sa réunion du **28/02/2014**, a autorisé l'acquisition, auprès de la société « **ERRYADA IMMOBILIERE** », de 2 villas sises à Djerba pour un coût global de **700.000 Dinars**. Le contrat de vente a été conclu en date du 20/06/2014.

Opérations réalisées avec le groupe HEDI BEN AYED

Les opérations réalisées avec les sociétés appartenant au groupe BEN AYED concernent **41** contrats de leasing et se détaillent comme suit :

Société	Nombre de contrats en cours	En cours au 31/12/2014	Impayés au 31/12/2014	Produits de l'exercice 2014
Société PROSID	7	469 834	21	44 147
Société ELECTRIA	2	29 330	1	3 484
Société INTERMETAL SA	4	48 113	0	6 081
Société Nouvelle de Construction SNC	15	800 753	18	70 412
Société Technique Industrielle et Commerciale	4	116 497	1	12 882
Société TRANSIDER	1	1	1	336
Société Nouvelle de Coupe Industrielle	1	132 030	1	14 224
Société Sens Inverse	2	46 176	(1)	4 509
Société METALSHIP	1	25 648	15	2 133
Société C.C.P.S	2	26 466	0	3 061
Société SAMFI	1	14 746	0	1 671
Société Inter Fer Forger	1	71 615	0	4 277
Total	41	1 781 209	57	167 217

En 2014, EL WIFACK Leasing a conclu **8** contrats avec des sociétés appartenant au groupe HEDI BEN AYED se détaillant comme suit :

Société	Financement en hors taxes
Société Nouvelle de Construction SNC	187 063
Société PROSID	213 779
Société Technique Industrielle et Commerciale	154 452
Société Inter Fer Forger	86 592
Société SAMFI	21 136
Total	663 022

NOTE 29 : INTERETS A ECHOIR SUR CONTRATS ACTIFS :

Les intérêts à échoir sur contrats actifs présentent au 31/12/2014 un solde de **37 353 591 DT** contre **30 484 160 DT** au 31/12/2013. Leur détail se présente ainsi :

Intérêts à échoir sur contrats actifs :	31/12/2014	31/12/2013
à moins d'1 an	18 312 034	15 359 144
entre 1 et 5 ans	18 482 465	14 926 067
à plus de 5 ans	559 092	198 949
Total	37 353 591	30 484 160

NOTE 30 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Les états financiers arrêtés au **31 Décembre 2014** tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 31 Mars 2015, date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration de la société.

Tunis le 4 Mai 2015

**MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA SOCIETE EL WIFACK Leasing**

Avenue Habib Bourguiba, Médenine 4100

Objet : Avis des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés du groupe EL WIFACK Leasing arrêtés au 31 Décembre 2014

Messieurs les actionnaires,

En vertu de l'article 471 du code des sociétés commerciales et de l'article 35 de la loi 2001-65 du 10 Juillet 2001 relative aux établissements de crédit, et en notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints du groupe « **EL WIFACK Leasing** » arrêtés au **31 Décembre 2014** comprenant le bilan ainsi que l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, et couvrant la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2014, et des notes aux états financiers.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés dégagent un total du bilan de **256 630 092 DT**, un résultat consolidé de **4 285 558 DT** et une diminution de la trésorerie de **3 096 612 DT** et sont arrêtés par votre conseil d'administration. Le conseil d'administration est responsable de l'établissement de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie, aux lois, à la réglementation en vigueur, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer sur ces états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles régissant la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les présentations d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Opinion

Compte tenu des diligences accomplies, nous certifions que les états financiers consolidés du groupe « **EL WIFACK LEASING** » arrêtés au 31 Décembre 2014, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

En outre, les informations sur la situation financière et sur les comptes du Groupe «**EL WIFACK LEASING**», fournies dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents mis à la disposition des actionnaires, sont conformes à celles contenues dans les états financiers susmentionnés.

Les commissaires aux comptes

F.M.B.Z KPMG TUNISIE

Moncef BOUSSANNOUGA ZAMMOURI

TCA

Béchir NEDRI

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE

SOMOCER

Siège social : Menzel Hayet-5033 Monastir.

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2014 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 23 juin 2015. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Abderrahmen FENDRI et Mr Radhouen ZARROUK.

Bilan Consolidé
Arrêté au 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

Actifs	Note	2014	2013
<i>Actifs non courants</i>			
Immobilisations incorporelles		6 119 701	6 090 259
Moins : amortissements		<3 084 645>	<2 826 279>
	VI.1	3 035 056	3 263 980
Immobilisations corporelles		163 256 950	151 741 137
Moins : amortissements et provisions		<70 800 400>	<62 435 676>
	IV.2	92 456 550	89 305 461
Immobilisations financières		8 980 966	8 217 748
Moins : provisions		<1 841 911>	<1 802 473>
	IV.3	7 139 055	6 415 275
Autres actifs non courants	IV.4	1 530 878	2 102 474
<i>Total des actifs non courants</i>		<u>104 161 539</u>	<u>101 087 190</u>
<i>Actifs courants</i>			
Stocks		55 448 011	28 741 286
Moins : provisions		<1 174 283>	<1 260 814>
	IV.5	54 273 728	27 480 472
Clients et comptes rattachés		56 821 306	47 859 514
Moins : provisions		<12 321 101>	<13 982 224>
	IV.6	44 500 205	33 877 290
Autres actifs courants		22 388 249	17 532 629
Moins : provisions		<1 392 277>	<1 379 488>
	IV.7	20 995 972	16 153 141
Placements courants et autres actifs financiers	IV.8	6 533 000	4 587 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	1 455 628	7 528 231
<i>Total des actifs courants</i>		<u>127 758 533</u>	<u>89 626 134</u>
<i>Total des actifs</i>		<u>231 920 072</u>	<u>190 713 324</u>

Bilan Consolidé
Arrêté au 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

Capitaux propres et passifs	Note	2014	2013
Capitaux propres			
Capital social		31 169 600	28 831 880
Réserves consolidées		17 838 122	18 746 431
Capitaux propres-part du groupe		49 007 722	47 578 311
Part des minoritaires		13 049 669	12 879 160
Capitaux propres avant résultat de l'exercice		62 057 391	60 457 471
<i>Résultat de l'exercice - part du groupe</i>		<i>4 756 112</i>	<i>2 724 846</i>
<i>Résultat de l'exercice – part des minoritaires</i>		<i>938 776</i>	<i>655 198</i>
<u>Total des capitaux propres consolidés</u>	IV.10	<u>67 752 279</u>	<u>63 837 515</u>
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	IV.11	558 944	558 944
Emprunts	IV.12	27 296 942	30 082 014
Autres passifs non courants	IV.13	7 085 634	3 469 794
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>34 941 520</u>	<u>34 110 752</u>
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.14	39 318 671	30 529 265
Autres passifs courants	IV.15	8 227 318	8 074 226
Autres passifs financiers	IV.16	63 109 981	42 435 237
Concours bancaires	IV.17	18 570 303	11 726 329
<u>Total des passifs courants</u>		<u>129 226 273</u>	<u>92 765 057</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>164 167 793</u>	<u>126 875 809</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>231 920 072</u>	<u>190 713 324</u>

Etat de Résultat Consolidé
Pour l'exercice clos le 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

	<i>Note</i>	2014	2013
<i>Produits d'exploitation</i>			
Revenus	V.1	93 475 066	89 296 341
Autres produits d'exploitation	V.2	3 381 906	588 400
<i>Total des produits d'exploitation</i>		96 856 972	89 884 741
<i>Charges d'exploitation</i>			
Variation des stocks des produits finis & encours	V.3	20 620 049	5 286 210
Achats de marchandises consommées	V.4	<4 935 645>	<5 337 315>
Achats d'approvisionnements consommés	V.5	<57 000 144>	<44 178 752>
Charges de personnel	V.6	<17 821 135>	<15 565 203>
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.7	<7 848 733>	<9 000 380>
Autres charges d'exploitation	V.8	<10 299 598>	<7 280 215>
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<77 285 206>	<76 075 655>
<i>Résultat d'exploitation</i>		19 571 766	13 809 086
Charges financières nettes	V.9	<10 935 561>	<9 426 548>
Revenus des placements		484 135	229 651
Autres gains ordinaires		520 635	191 763
Autres pertes ordinaires		<2 725 177>	<93 948>
<i>Résultat des activités ordinaires avant impôt</i>		6 915 798	4 710 004
Impôt sur les sociétés		<1 220 910>	<1 329 960>
<i>Résultat net consolidé</i>		5 694 888	3 380 044
<i>Résultat de l'exercice - part du groupe</i>		4 756 112	2 724 846
Résultat de l'exercice - intérêts minoritaires		938 776	655 198

Etat de Flux de Trésorerie Consolidé
Pour l'exercice clos le 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

	2014	2013
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net	5 694 888	3 380 044
Ajustements pour :		
Amortissements et provisions	7 017 558	8 971 091
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	-	<13 629>
Q-part des subv. d'inves. inscrites en résultat	<481 057>	<128 583>
Variation des stocks	<26 706 725>	<8 945 194>
Variation des créances	<6 322 092>	175 129
Variation des autres actifs	<4 855 620>	<7 237 882>
Variation des fournisseurs d'exploitation	8 789 406	4 543 752
Variation des autres dettes	<64 825>	<1 972 643>
Flux provenant de l'exploitation	<16 928 467>	<1 227 915>
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Décassements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.	<11 545 255>	<25 009 978>
Encaissement suite à la Cession d'Imm.Corp.& Incor.	-	25 000
Décaissement pour l'acquisition d'Imm. Financières	<763 231>	<3 336 371>
Encaissement pour cession d'immobilisations financières	-	16 600
Décaissement pour dépenses inscrites en charges reportés	<2 158 000>	<1 953 035>
Encaissements/décaissement sur placements courants	<1 946 000>	763 000
Flux affectés aux activités d'investissement	<16 412 486>	<29 494 784>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dividendes et autres distributions	<1 780 124>	<1 754 807>
Encaissements des subventions d'investissement	3 888 320	37 904
Remboursements sur emprunts à LT (nets des encaissements)	<1 033 714>	23 470 759
Encaissements sur emprunts à CT (net des remboursements)	11 236 478	5 388 200
Escompte commercial	8 113 417	<353 029>
Flux provenant des activités de financement	20 424 377	26 789 027
Incidence du changement de périmètre	-	11 635 075
Variation de trésorerie		
Trésorerie au début de la période	<4 198 098>	<11 899 501>
Trésorerie à la clôture de la période	<17 114 674>	<4 198 098>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRESENTATION DU GROUPE «SOMOCER»

Le groupe «SOMOCER» est composé de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» société mère, de ses filiales «SOTEMAIL», «A.B.C» et «SOMOCER NEGOCE».

a. Structure juridique du groupe

Les sociétés composant le groupe SOMOCER sont les suivantes :

- **SOMOCER** (Société Moderne de Céramique) : La Société Moderne de Céramique «SOMOCER» est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Elle a été créée le 3 juillet 1985. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 28.831.880 DT divisé en 28.831.880 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, du grès et des baignoires. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.
- **SOTEMAIL** (Société Tunisienne d'Email) : La Société Tunisienne d'Email «SOTEMAIL» est une société anonyme créée le 1^{er} juin 2002 avec un capital de 2.010.000 DT et ayant son siège social à Menzel Hayet. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 26.200.000 DT divisé en 26.200.000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. La principale activité de SOTEMAIL est la fabrication des émaux des carreaux de céramiques, des carreaux de faïences, du grès et des décorations ainsi que tous produits et articles sanitaires. L'ensemble de ses unités de production est implanté à la région d'Essouassi.
- **ABC** : La société Abdennadher Bricolage Center «ABC» est une société à responsabilité limitée créée en 1995 ayant son siège à Ain Zaghouane - Route de La Marsa - Tunis. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 8.635.000 DT. Il est divisé en 863.500 parts sociales de valeur nominale de 10 DT chacune. Son objet principal consiste dans la vente en détail des articles sanitaires, de quincaillerie et de céramique.
- **SOMOCER NEGOCE** : La société «SOMOCER NEGOCE» est une société à responsabilité limitée créée en octobre 2007 et ayant son siège à Menzel Hayet. Son capital social s'élève au 31 décembre 2013 à 1.150.000 DT, divisé en 11.500 parts sociales de 100 DT chacune. Son objet principal consiste dans l'exportation et l'importation de marchandises et de produits ainsi que tout genre d'opérations de négoce international et de courtage.

Sur le plan fiscal, toutes les sociétés sont soumises aux règles du droit commun. Par ailleurs, SOMOCER, SOTEMAIL et SOMOCER NEGOCE sont agréées par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

b. Participations et organigramme du groupe

La participation de la société «SOMOCER» dans les entreprises associées et filiales se détaillent comme suit :

- La société «SOMOCER» détient 12.710.390 actions sur les 26.200.000 actions sociales formant le capital de la société SOTEMAIL, soit 58.79 %. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.
- La société 'SOMOCER' détient 587.500 parts sur les 863.500 parts sociales formant le capital de la société A.B.C. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 270 000 parts sociales du capital de la société ABC, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe

SOMOCER à 86.97%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.

- La société SOMOCER détient 11.400 parts sur les 11.500 parts sociales formant le capital de la société SOMOCER NEGOCE. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 100 parts sociales du capital de cette société, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 99.64%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.

c. Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les participations suivantes ont été exclues du périmètre de consolidation et ce en raison de l'absence d'information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2014 :

- Participation dans la société EL AKKAR de 75 KDT (soit 50% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société ARGILES MEDNINE de 26.4 KDT (soit 40% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société SAPHIR de Commerce International de 500 KDT (soit 100% du capital social).
- Participation dans la société Mangement plus de 21 KDT. Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société libyenne SANILIT de 1.350 KDT (soit 20% du capital social). Etant provisionnée à 100%, l'inclusion de cette société dans le périmètre de consolidation et l'application de la méthode de mise en équivalence n'auront pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, une participation de 3 KDT dans le capital de SOTEX ALGER (totalement provisionnée) a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé en l'absence d'information fiable quant à la structure de capital de cette société.

Enfin, la société moderne sanitaire (« SOMOSAN ») dans laquelle le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 KDT (27% du capital social) a été exclue du périmètre de consolidation. En fait le management estime que le Groupe n'a plus de contrôle effectif au niveau de cette société, d'autant plus qu'il est attendu que le pourcentage de participation diminue en 2015 compte tenu de l'augmentation de capital projetée pour 2015 et pour laquelle SOMOCER n'a pas l'intention d'y participer.

Le management estime que l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation ne devrait pas avoir un effet significatif sur les états financiers consolidés, étant donné que les majorités de ces sociétés sont dormantes et des provisions pour dépréciation des titres de participation ont été constituées.

II. METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

a. Méthodes de consolidation

Etant donné que toutes les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation sont contrôlées exclusivement par SOMOCER, la méthode de consolidation retenue pour les cinq filiales est celle de l'intégration globale. Cette méthode consiste à :

- Homogénéiser les méthodes de comptabilisation et les règles de présentation.
- Combiner ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Eliminer la valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale.
- Eliminer les transactions intra-groupes et les profits latents en résultant. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont à éliminer à moins que le coût ne puisse être recouvré.
- Identifier les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice et les soustraire du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.
- Identifier les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées et les présenter dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

b. Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

c. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, et notamment :

- La NC 35 relative aux états financiers consolidés, et particulièrement les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La NC 36 relative aux participations dans les entreprises associées ;
- La NC 38 relative aux regroupements d'entreprises.

III. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales règles et méthodes appliquées par le Groupe SOMOCER sont présentées au niveau de la politique comptable de la société SOMOCER. Dans ce qui suit, nous effectuons une présentation sommaire des principes et règles les plus importants :

a. Principes de base

Les états financiers consolidés du Groupe SOMOCER sont préparés en conformité avec les normes comptables tunisiennes. Ils sont préparés selon les conventions établies par le système comptable des entreprises.

b. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis de la filiale ou de l'entreprise associée. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» et amortis sur leur durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits en déduction des actifs dans la même rubrique des écarts d'acquisition positifs et repris en résultat de la façon suivante :

- (a) Le montant de l'écart d'acquisition n'excédant pas les justes valeurs des actifs non monétaires acquis doit être comptabilisé en produits sur une base systémique sur la durée d'utilité moyenne pondérée restant à courir des actifs amortissables identifiables acquis ; et
- (b) Le montant de l'écart résiduel doit être comptabilisé immédiatement en produits sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition est revue annuellement et réduite en cas de dépréciation durable (Impairment) éventuelle.

Le gain ou la perte de cession d'une entité inclut le solde non amorti de l'écart d'acquisition relatif à l'entité cédée.

c. Immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire. Par ailleurs, les biens immobilisés d'une valeur inférieure ou égale à 200 dinars, sont amortis intégralement.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Fonds de commerce	5%
- Logiciels	33%
- Constructions	5% ou 10%
- Installations techniques, matériels et outillages industriels	10% ou 20%/durée de vie technique
- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau et matériels informatiques	10%
- Installations générales, agencements et aménagements	10%

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'achat hors taxes déductibles augmenté des frais directs d'acquisition.

La méthode d'amortissement et la durée de vie restante sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

d. Stocks

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

e. Les emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges financières courues (qui incluent les intérêts ainsi que les frais d'émission des emprunts) relatives aux emprunts qui ont servi pour le financement de la construction de l'unité de poudre, sont capitalisées au niveau du coût. Les autres charges financières sont comptabilisées en résultat de l'exercice.

f. Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

g. Les frais préliminaires

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures au démarrage de l'unité de production de la poudre atomisée : charges financières, amortissements, frais de personnel, etc.

Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

h. Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture, le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

i. Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est probable.

j. Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

k. Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification :

Les placements à court terme :

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme :

a- Les titres de participation :

Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés :

Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation :

Les placements à court terme :

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme :

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

l. Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

m. Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en dinar tunisien selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

Les éléments monétaires non courants sont convertis au cours de clôture. Les gains et les pertes de change qui en résultent sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de l'élément monétaire s'y rapportant (y compris l'année en cours).

L'amortissement tient compte de la durée pondérée par le montant restant à courir de l'élément en question.

L'écart de conversion est ajusté annuellement en fonction du cours de clôture et par rapport au cours historique de la date de l'opération. L'écart de conversion porté au bilan sera basé uniquement sur le gain ou la perte non matérialisé à la fin de l'année concernée.

Le résultat de la période comprend la portion d'amortissement applicable à l'année concernée ainsi que l'effet d'annulation des affectations antérieures.

IV. NOTES RELATIFS AU BILAN

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes des amortissements totalisent au 31 décembre 2014 un montant de 3.035.056 DT contre 3.263.980 DT au 31 décembre 2013. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Concessions, brevets et licences	-	17 782
Logiciels	385 506	338 282
Fonds de commerce Somocer	298 000	298 000
Fonds de commerce Pyramide du lac	2 793 228	2 793 228
Fonds de commerce Hammamet	861 250	861 250
Fonds de commerce Hachicha Plus	694 185	694 185
Ecart d'acquisition (goodwill)	1 087 532	1 087 532
Immobilisations incorporelles brutes	6 119 701	6 090 259
Amortissements cumulés	<1 997 113>	<1 738 747>
Provisions pour dépréciation de l'écart d'acquisition	<1 087 532>	<1 087 532>
Immobilisations incorporelles nettes	3 035 056	3 263 980

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2014 à 92.456.550 DT contre 89.305.461 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Terrains	4 471 057	4 355 894
Constructions	28 626 872	24 568 695
Installations techniques matériels et outillage	102 042 790	66 020 814
Matériels de transport	2 548 089	2 381 882
Installations générales, agencements et aménagements	10 257 658	10 255 648
Mobiliers et matériels de bureau	1 242 835	1 149 844
Matériels informatiques	207 724	181 277
Immobilisations en cours	2 123 811	32 949 732
Avances sur commandes d'immobilisations	473 376	550 859
Immobilisations en location financement	11 262 738	9 326 492
Immobilisations corporelles brutes	163 256 950	151 741 137
Amortissements cumulés	<70 206 755>	<61 800 591>
Provisions pour dépréciation	<593 645>	<635 085>
Immobilisations corporelles nettes	92 456 550	89 305 461

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 31 décembre 2014 à 7.139.055 DT contre 6.415.275 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Titres BTS	20 000	20 000
Titres SEDATS	-	7 500
Titres Management +	21 000	21 000
Titres SOTEX Algérie	3 038	3 038
Titres Argile Médenine	26 400	26 400
Titres SANILIT	1 350 000	1 350 000
Titres INCOMA	1 836 171	1 836 171
Titres Saphir	500 000	500 000
Titres El Akkar	75 000	75 000
Titres SOMOSAN (*)	3 350 000	3 350 000
Personnel, prêts à plus d'un an	1 040	-
Dépôts et cautionnements	1 798 317	1 028 639
Immobilisations financières brutes	8 980 966	8 217 748
Provision pour dépréciation	<1 841 911>	<1 802 473>
Immobilisations financières nettes	7 139 055	6 415 275

(*) Depuis son entrée en exploitation, début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance au cours de ses deux premières années d'exploitation. SOMOSAN travaille actuellement à moins de 50% de sa capacité de production. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont ainsi à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN et ayant atteint un montant de l'ordre de 12 millions de DT au 31 décembre 2014. Au début de 2015, le management de SOMOSAN a engagé un plan de restructuration de la société, basé sur les principaux éléments suivants :

- Augmentation du capital de 8 millions de DT dont un apport en numéraire de 5.7 millions de DT et conversion de compte courant actionnaire de 2.3 millions de DT ;
- Restructuration de l'endettement bancaire : SOMOSAN a engagé des négociations avec les banques en vue de restructurer les dettes bancaires. Le plan de restructuration inclut le rééchelonnement de certaines dettes en crédits à moyen et long terme avec une durée de grâce et le règlement de certains crédits en utilisant les fonds provenant de l'augmentation du capital social en numéraire ;
- Une compression des coûts d'exploitation notamment, le coût de gaz avec la connexion du site de production au réseau de gaz naturel et qui est prévue pour l'année 2015.

Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fond de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel en 2015.

Le management de SOMOCER, et sur la base du plan de restructuration proposé, considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que si les éléments de restructuration ci-dessus réalisés, la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financière.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants s'élèvent au 31 décembre 2014 à 1.530.878 DT contre 2.102.474 DT au 31 décembre 2013 et ils sont détaillés comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Frais préliminaires	1 379 414	1 776 796
Ecart de conversion	151 464	325 678
Total des autres actifs non courants	1 530 878	2 102 474

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 54.273.728 DT au 31 décembre 2014 contre 27.480.472 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Matières premières	17 840 536	12 778 542
Consommables et pièces de rechange	2 982 769	2 601 353
Produits finis	30 543 136	9 603 848
Marchandises	4 081 570	3 757 543
Total des stocks bruts	55 448 011	28 741 286
Provision pour dépréciation	<1 174 283>	<1 260 814>
Total des stocks nets	54 273 728	27 480 472

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 44.500.205 DT contre 33.877.290 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Clients ordinaires	16 324 154	16 436 117
Clients, effets à recevoir et valeurs à l'encaissement	28 181 024	17 826 265
Clients, factures à établir	61 232	61 232
Clients douteux ou litigieux	12 254 896	13 535 900
Total des comptes clients bruts	56 821 306	47 859 514
Provisions pour dépréciation des créances	<12 321 101>	<13 982 224>
Total des comptes clients nets	44 500 205	33 877 290

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 20.995.972 DT contre 16.153.141 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs, avances et acomptes	352 857	353 203
Personnel, avances et acomptes	1 517 463	1 296 564
Etat, impôts et taxes	9 134 979	6 072 377
Etat, actif d'impôt différé	356 640	360 463
Locataires pyramide du lac	195 950	277 877
Débiteurs divers	7 717 958	8 301 792
Charges constatées d'avance	685 764	383 805
Produits à recevoir	2 051 417	115 280
Comptes d'attente	70 024	67 023
Blocage de fonds	305 197	304 245
Total des autres actifs courants bruts	22 388 249	17 532 629
Provisions pour dépréciation	<1 392 277>	<1 379 488>
Total des autres actifs courants nets	20 995 972	16 153 141

IV.8 Placements courants et autres actifs financiers (En DT)

Le solde des placements courants et autres actifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 6.533.000 DT contre 4.587.000 DT au 31 décembre 2013.

IV.9 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2014 à 1.455.628 DT contre 7.528.231 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit:

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Valeurs en coffre	92 532	154 487
Banques	1 333 664	7 237 976
Caisses	29 432	120 344
Blocage de fonds	-	15 424
Total des liquidités et équivalents de liquidités	1 455 628	7 528 231

IV.10 Capitaux propres (En DT)

Les capitaux propres du groupe SOMOCER se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Capital social	31 169 600	28 831 880
Réserves légales	2 616 846	2 259 170
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Primes d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Résultats reportés	81 161	1 677 739
Réserves consolidées	<157 293>	<487 886>
Total des CP avant résultat- part du groupe	49 007 722	47 578 311
Intérêts minoritaires	13 049 669	12 879 160
Total des CP avant résultat de l'exercice	62 057 391	60 457 471
Résultat de l'exercice - part du groupe	4 756 112	2 724 846
Résultat de l'exercice – part des minoritaires	938 776	655 198
Total des capitaux propres consolidés	67 752 279	63 837 515

Le tableau de variation des capitaux propres est présenté en annexe

IV.11 Provisions pour risques et charges (En DT)

Le solde des provisions pour risques et charges s'élève à 558.944 DT au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013. Ce montant représente une estimation des divers risques encourus par les sociétés du groupe.

IV.12 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2014 à 27.296.942 DT contre un solde au 31 décembre 2013 de 30.082.014 DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Emprunt UTB en Euro	424 163	1 340 122
Emprunt BTKD	4 000 000	4 000 000
Emprunt AB	2 375 363	2 500 000
Emprunt STB	3 964 286	3 153 000
Emprunt BNA	6 124 285	7 582 380
Emprunt BH	6 972 231	9 597 368
Emprunt UIB	1 770 000	-
Emprunt-fournisseur d'immobilisation	1 666 614	1 909 144
Total des emprunts	27 296 942	30 082 014

IV.13 Autres passifs non courants (En DT)

Le solde des autres passifs non courants s'élève au 31 décembre 2014 à 7.085.634 DT contre 3.469.794 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Etat, reconnaissance de dette	-	217 931
Subventions d'investissement	3 850 416	443 153
Encours leasing à plus d'un an	3 235 218	2 808 710
Total des autres passifs non courants	7 085 634	3 469 794

IV.14 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 39.318.207 DT contre 30.529.265 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs d'exploitation	16 555 945	15 395 398
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	22 068 388	14 062 080
Fournisseurs - factures non parvenues	2 000	2 000
Fournisseurs d'immobilisation	601 190	943 666
Charges à payer	91 148	126 121
Total des fournisseurs	39 318 207	30 529 265

IV.15 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 8.227.318 DT contre 8.074.226 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Personnel	1 252 039	969 207
Etat, impôts et taxes	3 663 919	1 857 834
Etat, reconnaissance de dette	126 378	674 786
Etat, passif d'impôt différé	1 546 608	453 059
Associés, comptes courants	-	2 500 000
Créditeurs divers	637 059	1 052 411
Charges à payer	1 000 265	565 879
Actionnaires dividendes à payer	1 050	1 050
Total des autres passifs courants	8 227 318	8 074 226

IV.16 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 63.109.981 DT contre 42.435.237 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Échéances à moins d'un an sur emprunts	8 982 037	7 657 187
Intérêts courus non échus sur emprunts	1 282 848	806 611
Charges à payer - échelle d'intérêts	198 983	154 696
Préfinancement export	7 150 000	6 000 000
Préfinancement stocks	4 900 000	4 600 000
Billets de trésorerie	3 400 000	5 750 000
MCNE	11 574 648	130 740
Encours leasing à moins d'un an	1 443 022	1 270 977
Effets escomptés non échus	24 178 443	16 065 026
Total des autres passifs financiers	63 109 981	42 435 237

IV.17 Concours bancaires (En DT)

Les concours bancaires s'élèvent au 31 décembre 2014 à 18.570.303 DT contre 11.726.329 DT au 31 décembre 2013 et correspondent à des découverts bancaires.

V. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE RESULTAT

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2014 à 93.475.066 DT contre 89.296.341 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Ventes locales	83 634 613	77 292 014
Ventes en suspension et à l'exportation	9 840 453	12 004 327
Total des revenus	93 475 066	89 296 341

V.2 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2014 à 3.381.906 DT contre 588.400 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Loyers	352 575	340 538
Subventions d'exploitation	53 631	40 332
Quote-part des Subv. d'invest. inscrites en résultat	362 093	129 541
Autres produits d'exploitation	31 500	-
Transferts de charges	2 582 107	77 989
Total des autres produits d'exploitation	3 381 906	588 400

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation positive de 20.620.049 DT au 31 décembre 2014 contre une variation positive de 5.286.210 DT au 31 décembre 2013.

V.4 Achats de marchandises consommées (En DT)

Les achats de marchandises consommées se sont élevés au 31 décembre 2014 à 4.935.645 DT contre 5.337.315 DT au 31 décembre 2013.

V.5 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2014 à 57.000.144 DT contre 44.178.752 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Matières premières et consommables	34 498 972	29 328 700
Autres approvisionnements	6 071 994	1 437 184
Energie	10 484 346	8 149 913
Autres achats non stockés	5 944 832	5 262 955
Total des achats d'approvisionnements consommés	57 000 144	44 178 752

V.6 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2014 à 17.821.135 DT contre 15.565.203 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Salaires et compléments de salaires	15 323 386	13 657 032
Charges sociales légales	2 497 749	1 908 171
Total des charges de personnel	17 821 135	15 565 203

V.7 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2014 à 7.848.733 DT contre 9.000.380 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Dotation aux amortissements des immobilisations	9 177 002	5 618 686
Dotation aux provisions et résorptions	1 667 177	3 754 516
Reprise de provisions	<2 995 446>	<372 822>
Total dotations aux amortissements et aux provisions	7 848 733	9 000 380

V.8 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2014 à 10.299.598 DT contre 7.280.215 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Achats non stockés	181 393	162 962
Loyers et charges locatives	865 736	466 320
Entretien et réparation	835 203	639 501
Primes d'assurance	572 613	490 795
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	1 069 417	651 436
Commissions sur ventes	5 799	31 233
Publicité, publications et relations publiques	1 932 743	1 042 421
Dons et subventions	544 912	517 226
Transport sur achats	420	31 713
Transport sur ventes	443 063	165 170
Missions et réceptions	451 533	363 406
Voyages et déplacements	570 656	433 643
Frais postaux et de télécom.	119 516	104 685
Services bancaires et financiers	940 032	819 224
Autres services extérieurs	513 205	445 487
Jetons de présence	338 772	301 728
Impôts et taxes	914 585	613 265
Total des autres charges d'exploitation	10 299 598	7 280 215

V.9 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes se sont élevées au 31 décembre 2014 à 10.935.561 DT contre 9.426.548 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Intérêts des emprunts et assimilés	9 009 937	6 432 081
Escomptes accordés	446 897	448 527
Pertes de change	1 785 515	2 686 171
Gains de change	<277 613>	<110 007>
Autres produits financiers	<29 175>	<30 225>
Total des charges financières nettes	10 935 561	9 426 548

VI. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Les parties liées incluent les actionnaires, les principaux dirigeants (y compris les administrateurs) et leurs membres proches des familles ainsi que les sociétés contrôlées par les actionnaires et les principaux dirigeants ou sur lesquelles ils exercent de l'influence notable.

VI.1 Conventions de ventes et achats de marchandises ou de services

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 2.189 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société SOMOSAN s'élève à 62.230 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société SANIMED s'élève à 19.871 DT ;
- Le chiffre d'affaires TTC réalisé par la société SOTEMAIL au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 2.757 DT ;
- Le chiffre d'affaires TTC réalisé par la société SOTEMAIL au cours de l'année 2014 avec la société AGRIMED s'élève à 3.110 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2014 avec la société SANIMED s'élève à 1.383 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2014 avec la société AB PROMOTION IMMOBILIERE s'élève à 4.047 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 76.615 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SANIMED au cours de l'année 2014 avec la société A.B.C. s'élève à 77.416 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société MOBILFLEX au cours de l'année 2014 avec la société A.B.C s'élève à 52.765 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOSAN au cours de l'année 2014 avec la société A.B.C s'élève à 3.685 DT ;

VI.2 Autres transactions avec les parties liées

- Courant 2014, la société SOTEMAIL a accordé deux prêts au profit de la société ABCORPORATION qui se détaillent comme suit :
 - Un prêt pour un montant de 1.000.000 DT. Les intérêts calculés sur la base d'un taux de 7% l'an s'élèvent au 31 décembre 2014 à 70.000 DT hors taxes;
 - Un prêt pour un montant de 437.000 DT. Les intérêts calculés sur la base d'un taux de 7% l'an s'élèvent au 31 décembre 2014 à 30 658 DT hors taxes.

Ces crédits sont assortis d'une garantie donnée par la société AB CORPORATION sur les actions détenues par elle dans le capital de la société SOMOCER jusqu'à concurrence du montant du crédit majoré des intérêts conventionnels ;

- Un billet de trésorerie émis par la société ELAAKHAR DE PROMOTION IMMOBILIERE pour un montant de 100.000 DT a été souscrit par la société ABC en décembre 2009 et continue à produire son effet. Ce billet de trésorerie est rémunéré au taux de 6,5%. La charge d'intérêt supportée en 2014 est de 6.500 DT ;
- Un billet de trésorerie émis par la société ABC pour un montant de 36.000 DT a été souscrit par la société AB CORPORATION en novembre 2014 et continue à produire son effet. Ce billet de trésorerie est rémunéré au taux de 7% ;
- Au cours de l'année 2014, la société ABC a constaté en charge des honoraires relatifs à la convention d'assistance conclue avec la société AB CORPORATION pour un montant de 120.000 DT hors taxes. Le contrat d'assistance conclu le 1er juillet 2010 porte sur les prestations suivantes :
 - Secrétariat juridique et contentieux ;
 - Services partagés en comptabilité et en fiscalité ;
 - Contrôle et assistance des systèmes de contrôle interne ;
 - Assistance en matière de choix d'investissement et de financement ;
 - Assistance en matière de contrôle de gestion et des systèmes d'informations

En contrepartie des prestations ci-dessus mentionnées, il a été convenu que la société ABC paiera un prix mensuel forfaitaire de 15.750 DT (HTVA), en sus des frais de voyage et de séjour, et les dépenses engagées pour des fournitures ou les documents fournis par le prestataire, qui sont toujours facturées, sauf convention contraire. Leur montant est porté à part sur les factures. A partir du 02 janvier 2014 ladite convention a été révisée et la société ABC devra désormais payer un prix mensuel forfaitaire de 10.000 DT avec une augmentation annuelle de 5%.

Il est à noter que la charge au titre de l'exercice 2014 s'est élevée à un montant de 120.000 DT HT correspondant aux honoraires de 12 mois

- L'assistance en matière juridique, contentieux, comptable, fiscale, investissement, financement, contrôle de gestion et systèmes d'information par la société AB CORPORATION au profit de la société SOTEMAIL. Le contrat porte sur une période d'une année renouvelable, à partir du 1er janvier 2014 et ce moyennant un montant mensuel de 20.000 DT hors TVA avec une augmentation annuelle de 5%. Le montant facturé par la société « AB CORPORATION » à la société SOTEMAIL s'est élevé en 2014 à 283.204 DT TTC ;
- Un billet de trésorerie souscrit par la société SOMOCER NEGOCE auprès de la société SANIMED pour un montant de 550.000 DT a généré en 2014 des intérêts pour un montant de 27.984 DT ;
- Courant 2014, SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation pour un montant total de 1.960 KDT qui se détaillent comme suit :
 - Le premier dont le montant s'élève à 160 KDT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 20.05.2014 avec une date d'échéance au 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
 - Le deuxième dont le montant s'élève à 700 KDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.06.2014 avec une date d'échéance au le 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
 - Le troisième dont le montant s'élève à 1.100 KDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.12.2014 avec une date d'échéance au le 24.06.2015 au taux d'intérêts de 6% par an.

- Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :
 - ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 KDT et crédit de gestion de 775 KDT ;
 - BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 KDT et crédit de gestion de 1.550 KDT ;
 - BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 KDT et crédit de gestion : 775 KDT ;
 - TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 K€.

Cette décision annule et remplace la neuvième décision du PV du conseil d'administration du 30 mai 2012.

VI.3 Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements du groupe envers les dirigeants clés du groupe sont constitués par les membres du conseil d'administration de SOMOCER ainsi que les dirigeants clés de la société SOMOCER (le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint) se détaillent comme suit :

- Les membres du conseil d'administration de SOMOCER sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2014 a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence égal à 150.000 DT.
- Certains administrateurs de SOMOCER sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire de SOTEMAIL du 19 juin 2014 d'un montant net annuel égal à 72.000 DT.
- Les membres du comité permanent d'audit de SOMOCER sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. En 2014, aucune rémunération n'a été allouée aux membres du comité permanent d'audit.
- La rémunération nette du Directeur Général au titre de l'exercice 2014 est de 256.690 DT. D'autre part, le Directeur Général a reçu d'autres rémunérations nettes de la société SOMOCER Négoce pour 21.007 DT.
- La rémunération nette du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2014 est de 102.838 DT. D'autre part, le Directeur Général Adjoint perçoit d'autres rémunérations de la société SOMOCER Négoce pour un montant net de 21.023 DT.
- Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient des avantages en nature liés à leurs fonctions (voitures et charges connexes).

VII. ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE

La société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. La société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal.

VIII. ENGAGEMENTS DONNES RELATIFS AUX EMPRUNTS

▪ Société SOMOCER

1- **Titre foncier n° 70 048 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa I" d'une superficie de 1 348 m²**

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	4 250 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 850 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	3661774
	4 250 000		3 661 774
CMT 1000	2 046 700	TFB	435 038
CMT 2000	4 093 400		-
CMT 1250	2 558 375		1 131 100
	8 698 475		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	80 415 725		61 081 311

2- Titre foncier n° 70 046 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa II" d'une superficie de 499 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Engagement par signature	0	NAIB	-
	0		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 913 950		56 288 437

3- Titre foncier n° 70 047 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa III" d'une superficie de 505 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	69 913 950		56 288 437

4- Terrain situé à Menzel Hayet d'une superficie de 77 600 m², objet de deux actes SSP Enregistrés à Zermeddine le 22.06.99 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédits de gestion	2 600 000	BH KARKER	3 407 109
CMT	8 350 000	BH KARKER	8 350 000
	10 950 000		11 757 109
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
	3 650 000		3 466 435
Engagement par signature MCNE et Escompte Commercial	2 300 000	BFT	2 143 857
	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 601 450		67 351 978

5- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie de 40 000 m², objet d'un acte notarié enregistré le 19.01.95 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	76 651 450		61 011 044

6- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie d 28 890 m² , objet d'un acte notarié enregistré à Jammel le 18.12.84 et d'un acte de précision enregistré à Jammel le 15.04.87 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 000 000	BTKD	-
CMT	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	79 751 450		61 011 044

7- Terrain sis à Menzel Hayet Zeramdine, nommé Souk Essaydi, sous le n° 50 557 Monastir, superficie 9 684 m2

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	47 011 450		45 939 276

8- Les éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce et d'industrie

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	0
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 000 000	BTKD	-
CMT	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	70 801 450		57 419 537

▪ **Société ABC**

Banque	Montant du crédit (En DT)	Type de l'engagement donné
AMEN BANK BIAT STB BTK	1 505 000 850 000 270 000 1 350 000	Hypothèque sur le terrain de Ain Zaghouan (Titre foncier n° 80362)
AMEN BANK BIAT	345 000 300 000	Nantissement du fonds de commerce sis à Ain Zaghouan (inscrits au registre de commerce sous le numéro B121281996)
AMEN BANK BIAT BTK	630 077 91 199 278 616	Effets escomptés et non échus
AMEN BANK	213 663	Cession créance professionnelle

▪ **Société SOTEMAIL**

Types d'engagements	Montant (En DT)	Observations
<i>Garanties personnelles</i>		
Cautionnement et autres garanties	670 815	Le cautionnement se décompose essentiellement des fonds de garanties donnés pour la société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) ainsi que UNIFACTOR et TUNISIE FACTORING.
<i>Garanties réelles</i>		
Hypothèques	369 198	Ministère des domaines de l'état : Hypothèque de 1er rang du terrain sur lequel est édifié l'usine SOTEMAIL, conformément aux termes du Contrat de vente du 07 mai 2008 établi entre le ministère et SOTEMAIL pour l'acquisition dudit terrain, et ce, jusqu'à paiement intégral de son prix. Au 31 12 2013, SOTEMAIL a réglé la totalité des sommes dues, une procédure est en cours pour l'extraction du titre foncier dudit terrain en son nom.
	3 000 000	BH, Contrat de Crédit à long Terme : Hypothèque de 2ème rang sur le terrain sur lequel est édifiée l'usine.
	12 750 000	BH, contrat de crédit de gestion : Hypothèque de rang utile et en pari- passu avec la BTK, la BNA et l'UBCI sur la parcelle de terrain sur lequel est édifiée l'usine
	4 800 000	BNA, Contrat de crédit de gestion : Hypothèque de rang utile et en pari- passu avec le pool bancaire sur la parcelle de terrain sur lequel est édifiée l'usine
Nantissements	3 000 000	BH, Contrat de Crédit à long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage
	12 750 000	BH, Contrat de Crédit de gestion : Nantissement en rang utile et en pari-passu avec la BNA la BTK et l'UBCI sur le matériels corporels et incorporels composants un fonds de commerce et d'industries
	4 800 000	BNA, Contrat de Crédit de gestion : Nantissement en rang utile et en pari-passu avec le pool bancaire sur le matériels corporels et incorporels composants un fonds de commerce et d'industries
	1 800 000	UBCI : Contrat de crédit de gestion, nantissement sur fonds de commerce.
	145 000	BH, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	6 885 000	BH, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	4 000 000	BTK, contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce
	2 350 000	BTK, contrat de Crédit de gestion Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	4 000 000	BNA, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce
Effet escomptés et non échus	8 000 734	
Tunisie Factoring	2 324 984	
UNOIFACTOR	2 236 013	

Annexe : Tableau de variation des capitaux propres

En DT	Solde au 31.12.2013	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Distributions de dividendes	Résultat de l'exercice	Solde au 31.12.2014
Capital social (*)	28 831 880	-	2 337 720	-	-	31 169 600
Réserves légales	2 259 170	357 676	-	-	-	2 616 846
Réserves statutaires	1 081 645	-	-	-	-	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissements	3 000 000	-	-	-	-	3 000 000
Prime d'émission	8 250 609	-	-	-	-	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	-	-	-	-	2 965 154
Réserves consolidés*	1 189 853	2 367 170	<2 337 720>	<1 295 435>	-	- 76 132
Résultat de l'exercice	2 724 846	<2 724 846>	-	-	4 756 112	4 756 112
Total capitaux propres-part du groupe	50 303 157	-	-	<1 295 435>	4 756 112	53 763 834
Intérêts minoritaires	13 534 358	-	-	<484 689>	938 776	13 988 445
Total capitaux propres	63 837 515	-	-	<1 780 124>	5 694 888	67 752 279

* Cette rubrique inclut les résultats reportés

RAPPORT D'AUDIT

**Mesdames et Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
«SOMOCER»
Menzel El Hayet, 5033 Monastir**

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur l'audit des états financiers consolidés de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» et de ses filiales («Groupe SOMOCER») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 ainsi que sur les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe SOMOCER, joints au présent rapport et comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2014, ainsi que l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs consolidés (part du Groupe) de 53.763.834 DT, y compris le résultat consolidé bénéficiaire de l'exercice (part du Groupe) qui s'élève à 4.756.112 DT.

Responsabilité du conseil d'administration pour l'établissement et la préparation des états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables tunisiennes ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

1. Lors de l'examen des titres de participation et la détermination du périmètre de consolidation, nous avons relevé les éléments suivants :

- La participation dans le capital de la Société Moderne Sanitaire (« SOMOSAN ») de 27% (d'un montant de 3.350 mille DT) a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le management juge que le Groupe n'exerce plus de contrôle effectif sur cette société. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le bien-fondé de la décision d'exclusion de la société SOMOSAN du périmètre de consolidation.
- Des participations dans le capital social des sociétés EL AKKAR, ARGILES MEDNINE et SAPHIR de Commerce International pour des pourcentages de contrôles respectifs de 50% (d'un montant de 75 mille DT), 40% (d'un montant de 26 mille DT) et 100% (d'un montant de 500 mille DT) ont été exclues du périmètre de consolidation et ce du fait de l'absence d'une information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2014. Par ailleurs, une participation de 3 mille DT dans le capital de SOTEX ALGER a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé (à défaut d'information fiable quant à la structure de capital de cette société). En l'absence d'information financière fiable pour ces sociétés au 31 décembre 2014, nous ne pouvons pas apprécier l'impact de l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation sur les états financiers consolidés.

2. L'examen des créances clients au 31 décembre 2014 a révélé les points suivants :

- La société SOMOCER détient une créance sur le client libyen Al Aquaria et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 31 décembre 2014, provisionné à hauteur de 600 mille DT, soit une créance nette de 3.712 mille DT.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattachait au client Libyen Al Mawada, société apparentée à la société Al Aquaria, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Le solde net de la créance sur Al Aquaria demeure non provisionné du fait que le management de la société l'estime recouvrable. Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

- La société Abdennadher Bricolage Centre («ABC»), filiale du Groupe, détient des créances clients pour un montant de 297 mille DT datant de plus d'une année et non provisionnées. Au vu de l'historique de ces créances et d'autres informations disponibles, nous estimons que ces créances pourraient présenter un risque de recouvrement.
3. En date du 18 juillet 2003, la société «SOMOCER», en sa qualité d'acheteur a signé une promesse de vente avec Mr Abdallah Ben Ahmed d'un terrain sis à «ESSOUASSI» en lieu et place de la société «SOTEMAIL» (filiale du Groupe) qui a opéré des avances au vendeur d'un montant 120 mille DT et qu'elle a comptabilisé dans la rubrique «Avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations» pour la totalité du montant. Au 31 décembre 2014, le contrat définitif d'acquisition du terrain au nom de la société «SOTEMAIL» n'est pas encore établi. La société «SOTEMAIL» est actuellement en litige avec le propriétaire du terrain et une action en justice est actuellement intentée contre lui. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2014 pour tenir compte du risque éventuel découlant de cette situation.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve de l'incidence éventuelle des questions évoquées dans le point 1 et de l'incidence des questions évoquées dans les points 2 et 3 du paragraphe «Justification de l'opinion avec réserves», les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe SOMOCER au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

1. Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 mille DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa («FRDCM») et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.
2. Comme indiqué au niveau de la note VII, la société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, SOMOCER n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

3. La société SOMOCER NEGOCE détient une créance sur sa filiale SAPHIR INTERNATIONAL TRADING (« SIT ») s'élevant à 291 mille DT. Le recouvrement de cette créance est tributaire de l'issue de l'affaire instruite en justice opposant la société SIT au locataire de son dépôt.
4. Un inventaire physique des immobilisations de la société ABC a été effectué au mois de janvier 2012. Les travaux d'exploitation de cet inventaire n'ont pas été suivis par les corrections nécessaires aux valeurs comptables des immobilisations.

II. Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers consolidés.

Par ailleurs, nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur les systèmes de contrôle interne du Groupe SOMOCER.

Tunis, le 29 mai 2015

Conseil Audit Formation

Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting

Abderrahmen Fendri

Radhouen Zarrouk

SICAV AMEN

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 31 MARS 2015

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 31 MARS 2015

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons procédé à une revue limitée des états financiers intermédiaires de la société **SICAV AMEN** pour la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Mars 2015, tels qu'annexés au présent rapport, et faisant apparaître un total Bilan de 42.267.037 DT et un résultat de la période de 370.571 DT.

I. – Rapport sur les états financiers intermédiaires :

Introduction :

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers intermédiaires ci-joints de la société **SICAV AMEN**, comprenant le bilan au 31 Mars 2015, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net pour la période de trois mois close à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

Etendue de l'examen :

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "*Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité*". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion :

Sur la base de notre examen limité nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires de la société SICAV AMEN arrêtés au 31 Mars 2015, ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de son actif net pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II. – Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Les liquidités représentent au 31 Mars 2015 20,16% de l'actif de la société Sicav Amen, soit 0,16% au delà du seuil de 20% prévu par l'article 2 du décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001 portant application des dispositions des articles 15, 29, 35, 36 et 37 du code des organismes de placement collectif, tel que modifié et complété par les textes subséquents.

Par ailleurs, la valeur comptable des placements en valeurs mobilières s'élève à 33.735.727 DT au 31 Mars 2015, et représente une quote-part de 79,82% de l'actif de la société Sicav Amen, soit 0,18% en deçà du seuil de 80% prévu par l'article 2 du décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001 portant application des dispositions des articles 15, 29, 35, 36 et 37 du code des organismes de placement collectif, tel que modifié et complété par les textes subséquents.

En outre, La valeur comptable des placements en valeurs mobilières détenues par **Sicav Amen** et émises ou garanties par Amen Bank sous forme d'obligations s'élève, au 31 Mars 2015, à **4.433.207 DT**, représentant ainsi une quote-part de **10,49% de l'actif** de la société **Sicav Amen**, soit 0,49% au delà du seuil de 10% autorisé par l'**article 29 du code des organismes de placement collectif**.

Tunis, le 05 Mai 2015

Le commissaire aux comptes :
Financial Auditing & Consulting
Dorsaf LITAIEM

BILAN

(Unité : en DT)

	Note	31/03/2015	31/03/2014	31/12/2014	
<u>ACTIF</u>					
AC1	<u>Portefeuille Titres</u>	3.1	<u>33 735 727,081</u>	<u>43 546 283,517</u>	<u>36 840 817,297</u>
a-	Action, valeurs assimilées et droits rattachés		699 946,170	2 466 674,927	246 066,820
b-	Obligations et valeurs assimilées		33 035 780,911	41 079 608,590	36 594 750,477
c-	Autres valeurs		-	-	-
AC2	<u>Placements monétaires et disponibilités</u>		<u>8 521 295,616</u>	<u>10 792 125,169</u>	<u>9 884 252,478</u>
a-	Placements monétaires	3.2	1 694 156,501	999 824,921	1 447 877,032
b-	Disponibilités	3.3	6 827 139,115	9 792 300,248	8 436 375,446
AC4	<u>Autres actifs</u>	3.4	10 014,630	9 145,812	20 035,634
TOTAL ACTIF			42 267 037,327	54 347 554,498	46 745 105,409
<u>PASSIF</u>					
PA1	<u>Opérateurs créditeurs</u>	3.5	<u>113 299,027</u>	<u>180 637,758</u>	<u>135 019,936</u>
a-	Opérateurs créditeurs		113 299,027	180 637,758	135 019,936
PA2	<u>Autres créditeurs divers</u>	3.6	<u>34 484,892</u>	<u>12 222,183</u>	<u>33 139,373</u>
a-	Autres créditeurs divers		34 484,892	12 222,183	33 139,373
TOTAL PASSIF			147 783,919	192 859,941	168 159,309
<u>ACTIF NET</u>					
CP1	<u>Capital</u>	3.7	40 219 345,358	51 695 222,177	44 856 989,042
CP2	<u>Sommes capitalisables</u>	3.8	<u>1 899 908,050</u>	<u>2 459 472,380</u>	<u>1 719 957,058</u>
a-	Sommes capitalisables des exercices antérieurs		1 542 394,724	2 026 403,596	0,000
b-	Sommes capitalisables de l'exercice en cours		357 513,326	433 068,784	1 719 957,058
ACTIF NET			42 119 253,408	54 154 694,557	46 576 946,100
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET			42 267 037,327	54 347 554,498	46 745 105,409

ETAT DE RESULTAT

(Unité : en DT)

	Note	Période du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
<u>PR 1</u> <u>Revenus du portefeuille-titres</u>	<u>3.9</u>	<u>389 937,994</u>	<u>542 126,597</u>	<u>2 146 286,292</u>
<u>PR 2</u> <u>Revenus des placements monétaires</u>	<u>3.10</u>	<u>93 746,726</u>	<u>85 268,973</u>	<u>466 498,641</u>
<u>Total des revenus des placements</u>		<u>483 684,720</u>	<u>627 395,570</u>	<u>2 612 784,933</u>
<u>CH 1</u> <u>Charges de gestion des placements</u>	<u>3.11</u>	<u>-89 126,678</u>	<u>-122 493,658</u>	<u>-450 287,619</u>
<u>Revenu net des placements</u>		<u>394 558,042</u>	<u>504 901,912</u>	<u>2 162 497,314</u>
<u>CH 2</u> <u>Autres charges</u>	<u>3.12</u>	<u>-15 917,086</u>	<u>-17 649,961</u>	<u>-85 295,088</u>
<u>Résultat d'exploitation</u>		<u>378 640,956</u>	<u>487 251,951</u>	<u>2 077 202,226</u>
<u>PR 4</u> <u>Régularisation du résultat d'exploitation</u>		<u>-21 127,630</u>	<u>-54 183,167</u>	<u>-357 245,168</u>
<u>Sommes capitalisables de la période</u>		<u>357 513,326</u>	<u>433 068,784</u>	<u>1 719 957,058</u>
<u>PR 4</u> <u>Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u>		<u>21 127,630</u>	<u>54 183,167</u>	<u>357 245,168</u>
<u>Variation des plus ou moins values potentielles sur titres</u>		<u>215 287,239</u>	<u>125 285,881</u>	<u>-81 206,448</u>
<u>Plus ou moins values réalisées sur cession de titres</u>		<u>-222 705,504</u>	<u>-157 725,395</u>	<u>-341 678,988</u>
<u>Frais de négociation de titres</u>		<u>-652,030</u>	<u>-4 275,103</u>	<u>-9 829,769</u>
<u>Résultat net de la période</u>		<u>370 570,661</u>	<u>450 537,334</u>	<u>1 644 487,021</u>

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Unité : en DT)

	Période du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
AN1 <u>Variation de l'actif net résultant des opérations d'exploitation</u>	<u>370 570,661</u>	<u>450 537,334</u>	<u>1 644 487,021</u>
a- <u>Résultat d'exploitation</u>	<u>378 640,956</u>	<u>487 251,951</u>	<u>2 077 202,226</u>
b- <u>Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres</u>	<u>215 287,239</u>	<u>125 285,881</u>	<u>-81 206,448</u>
c- <u>Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres</u>	<u>-222 705,504</u>	<u>-157 725,395</u>	<u>-341 678,988</u>
d- <u>Frais de négociation de titres</u>	<u>-652,030</u>	<u>-4 275,103</u>	<u>-9 829,769</u>
AN3 <u>Transactions sur le capital</u>	<u>-4 828 263,353</u>	<u>-15 624 565,661</u>	<u>-24 396 263,805</u>
a- Souscriptions	<u>5 651 204,970</u>	<u>18 306 600,523</u>	<u>97 253 570,240</u>
<u>Capital</u>	<u>5 421 936,271</u>	<u>17 562 117,157</u>	<u>92 305 345,316</u>
<u>Régularisation des sommes non capitalisables</u>	<u>-1 463,040</u>	<u>-3 811,670</u>	<u>-461 876,078</u>
<u>Régularisation des sommes capitalisables</u>	<u>230 731,739</u>	<u>748 295,036</u>	<u>5 410 101,002</u>
<u>Droit d'entrée</u>	<u>0,000</u>	<u>0,000</u>	<u>0,000</u>
b- Rachats	<u>-10 479 468,323</u>	<u>-33 931 166,184</u>	<u>-121 649 834,045</u>
<u>Capital</u>	<u>-10 052 814,498</u>	<u>-32 547 737,734</u>	<u>-115 510 948,843</u>
<u>Régularisation des sommes non capitalisables</u>	<u>2 767,878</u>	<u>6 080,700</u>	<u>537 492,900</u>
<u>Régularisation des sommes capitalisables</u>	<u>-429 421,703</u>	<u>-1 389 509,150</u>	<u>-6 676 378,102</u>
Variation de l'actif net	-4 457 692,692	-15 174 028,327	-22 751 776,784
AN4 Actif net			
a- <u>En début de période</u>	<u>46 576 946,100</u>	<u>69 328 722,884</u>	<u>69 328 722,884</u>
b- <u>En fin de période</u>	<u>42 119 253,408</u>	<u>54 154 694,557</u>	<u>46 576 946,100</u>
AN5 Nombre d'actions			
a- <u>En début de période</u>	<u>1 244 279</u>	<u>1 907 907</u>	<u>1 907 907</u>
b- <u>En fin de période</u>	<u>1 115 824</u>	<u>1 479 352</u>	<u>1 244 279</u>
Valeur liquidative	<u>37,747</u>	<u>36,607</u>	<u>37,433</u>
AN6 Taux de rendement annualisé	<u>3,40%</u>	<u>3,01%</u>	<u>3,02%</u>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

TRIMESTRIELS ARRETES AU 31-03-2015

1- REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

SICAV AMEN est une SICAV mixte de capitalisation. Les états financiers arrêtés au 31-03-2015 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2- PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2.2- Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont constitués de titres admis à la cote et de titres SICAV et sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres, correspond au cours en bourse à la date du 31-03-2015 pour les titres admis à la cote et à la valeur liquidative à cette même date pour les titres SICAV.

2.3- Evaluation des autres placements

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leurs coûts d'acquisition majorés des intérêts courus à la date d'arrêté.

Les placements monétaires sont constitués de certificats de dépôt et de billets de trésorerie et sont évalués à leurs coûts d'acquisition majorés des intérêts courus à la date d'arrêté.

2.4- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Le prix d'achat des placements est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3. NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

3.1- Portefeuille titres

Le portefeuille titres de Sicav Amen se détaille comme suit :

Actions, valeurs assimilées et droits rattachés	1	699 946,170
Obligations et Valeurs assimilés	2	33 035 780,911
Total		33 735 727,081

1- Actions, valeurs assimilées et droits rattachés :

Le solde de ce poste s'analyse comme suit :

Désignation	Quantité	Prix de revient net	Valeur au 31/03/2015	En % de l'actif net
BANQUE DE TUNISIE	161	312,350	1 746,206	0,00%
SOTIPAPIER	3 000	29 960,000	14 790,000	0,04%
AMEN PREMIERE SICAV	1	103,443	104,908	0,00%
AMEN TRESOR SICAV	6 384	212 650,219	683 305,056	1,62%
Total	9 546	243 026,012	699 946,170	1,66%

2- Obligations et valeurs assimilées :

Le solde de ce poste correspond aux placements en obligations et bons de trésor assimilables et négociables en bourse.

Le solde de ce poste est réparti ainsi :

Bons de Trésor Assimilables (a)	23 480 571,978
Obligations (b)	9 555 208,933
Total	33 035 780,911

(a) BTA:

Désignation	Quantité	Prix de revient	Valeur au 31/03/2015	En % de l'actif net
BTA10042024	1 500	1 444 500,000	1 529 864,326	3,63%
BTA10082022	2 900	2 900 000,000	2 987 829,748	7,09%
BTA10082022A	1 500	1 482 000,000	1 533 274,680	3,64%
BTA110319	1 700	1 773 000,000	1 769 911,754	4,20%
BTA110319A	2 200	2 262 125,000	2 267 682,032	5,38%
BTA110319B	3 000	3 046 650,000	3 054 223,680	7,25%
BTA12022020	3 525	3 507 022,500	3 527 419,278	8,37%
BTA15102020	5 000	5 000 000,000	5 101 260,400	12,11%
BTZ111016B	2 000	1 245 000,000	1 709 106,080	4,06%
Total	23 325	22 660 297,500	23 480 571,978	55,75%

Les montants des retenues à la source non effectuées sur les intérêts courus relatifs aux BTA acquis auprès du SVT (spécialiste en valeur du trésor) ont été présentés parmi la valeur actuelle des BTA. Ces montants se détaillent comme suit :

	31/03/15	31/03/14
Montant	27 871,226	49 181,800

(b) Obligations :

Désignation	Quantité	Prix de revient	Valeur au 31/03/2015	En % de l'actif net	Garantie bancaire
AB 2006	40 000	800 000,000	806 336,000	1,91%	
AB 2009 CA	18 000	1 200 000,000	1 226 236,400	2,91%	
AB 2009 CB	13 000	866 666,665	886 748,665	2,11%	
AB 2010	2 000	146 666,668	150 480,668	0,36%	
AB 2012B	9 000	720 000,000	739 260,000	1,76%	
AIL 2013	2 000	160 000,000	167 486,400	0,40%	
ATB 2009 TB1	5 000	500 000,000	519 740,000	1,23%	
ATB 2009TB1	10 000	1 000 000,000	1 039 480,000	2,47%	
ATTILES2015A	7 000	700 000,000	705 829,600	1,68%	
BTE 2010 AP	3 000	180 000,000	184 351,200	0,44%	
CIL 2010/2	5 000	100 000,000	101 756,000	0,24%	
CIL 2014/1	5 000	500 000,000	520 516,000	1,24%	
EN 2014/B	5 000	500 000,000	519 208,000	1,23%	
EN 2014/B2	5 000	500 000,000	519 208,000	1,23%	
HL 2013/1	2 250	180 000,000	188 683,200	0,45%	
HL 2015-01A	2 000	200 000,000	200 640,000	0,48%	
MX 2010 TA	10 000	600 000,000	624 144,000	1,48%	AB
PANOBOIS 07	2 000	40 000,000	42 028,800	0,10%	BH
SIHM 2008TA	6 000	120 000,000	123 384,000	0,29%	Attijari Bank
SIHM 2008TB	4 000	80 000,000	82 256,000	0,20%	STB
TLG 2011-1	5 000	200 000,000	207 436,000	0,49%	
TOTAL	160 250	9 293 333,333	9 555 208,933	22,69%	

3.2- Placements monétaires

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/03/2015 à 1 694 156,507 DT et s'analyse comme suit :

Désignation	Date souscription	Emetteur	Montant	Echéance	Intérêts précomptés	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	En % de l'actif net
BIT080415	08/01/2015	El Wifack	500 000	08/04/2015	6 995,481	493 004,519	499 446,988	1,19%
BIT100415	11/03/2015	AMS	700 000	10/04/2015	3 823,712	696 176,288	698 847,378	1,66%
BIT240515	23/02/2015	Attijari Leasing	500 000	24/05/2014	6 976,173	493 023,827	495 862,141	1,18%
TOTAL			1 700 000		17 795,366	1 682 204,634	1 694 156,507	4,02%

3.3- Disponibilités

Le solde de ce poste s'élève au 31-03-2015 à 6 827 139,115 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	En % de l'actif net
Placements en compte courant à terme (i)	5 600 000,000	5 666 236,531	13,45%
Avoirs en banque		1 160 902,584	2,76%
TOTAL	5 600 000,000	6 827 139,115	16,21%

(i) Les conditions et les modalités de rémunération des placements en compte courant à terme sont les suivantes :

Désignation	Emetteur	Echéance	Valeur actuelle	Taux Brut
PLACT020615A	AMEN BANK	02/06/2015	501 851,366	6,05
PLACT061115	AMEN BANK	06/11/2015	1 007 701,698	6,89
PLACT080715	AMEN BANK	08/07/2015	708 341,085	6,63
PLACT090615	AMEN BANK	09/06/2015	401 110,820	6,05
PLACT140515	AMEN BANK	14/05/2015	1 006 325,041	6,14
PLACT150415	AMEN BANK	15/04/2015	1 536 401,754	6,67
PLACT280715	AMEN BANK	28/07/2015	504 504,767	6,63
TOTAL			5 666 236,531	

3.4- Autres actifs :

Les autres actifs totalisent au 31/03/2015 10 014,630 DT contre 9 145,812 DT au 31/03/2014. Ils se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Intérêts courus sur comptes rémunérés	10 014,630	9 145,812	20 035,634
Total	10 014,630	9 145,812	20 035,634

3.5- Opérateurs créditeurs :

Ce poste se détaille comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Gestionnaire	7 345,891	18 428,721	7 664,189
Dépositaire	105 953,136	162 209,037	127 355,747
Total	113 299,027	180 637,758	135 019,936

3.6- Autres créiteurs divers :

Les autres créiteurs divers sont détaillés dans le tableau ci-après :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Etat	920,828	920,828	920,828
Retenue à la source	15 362,709	-1 278,452	12 749,266
Intérêt Emetteur reçu d'avance	11 114,410	2 835,616	2 835,616
Jetons de présence	3 414,000	0,000	12 800,000
CMF	3 672,945	9 744,191	3 833,663
Total	34 484,892	12 222,183	33 139,373

3.7 Capital

La variation de l'actif net de la période allant du 01/01/2015 au 31/03/2015 s'élève à (4 457 692,692) dinars et se détaille comme suit :

Variation de la part du capital	(4 637 643,684)
Variation de la part du revenu	179 950,992

La variation de la part du capital se détaille comme suit :

Capital social au 31-12-2014 (1)	44 856 989,042
Variation de la part du capital (2)	-4 637 643,684
Souscriptions	5 421 936,271
Rachats	-10 052 814,498
Frais de négociation de titres	-652,030
VDE/act.cote	1 223,856
VDE/titres.Etat	-7 377,000
VDE / titres OPCVM	5 562,191
+/-V réalisée emp.société	0,000
+/- V réal/act.cote	-59,840
+/- V réal/titres Etat	-235 750,000
+/- V réal/ titres OPCVM	13 104,336
+/- V report/act.cote	-999,975
+/- V report/titres Etat	218 919,000
+/- V report/titres OPCVM	-2 040,833
Regu. Des sommes non cap.(souscription)	-1 463,040
Regu. Des sommes non cap.(rachat)	2 767,878
Capital au 31-03-2015 (1)+(2)	40 219 345,358

La variation de la part du revenu se détaille comme suit :

Désignation	du 01/01/2015 au 31/03/2015	du 01/01/2014 au 31/03/2014	du 01/01/2014 au 31/12/2014
Régularisation du Rt exercice clos capitalisable	-177 562,334	-587 030,947	-909 031,932
Résultat d'exploitation	378 640,956	487 251,951	2 077 202,226
Régularisation du résultat d'exploitation	-21 127,630	-54 183,167	-357 245,168
Total	179 950,992	-153 962,163	810 925,126

Le nombre des actionnaires a évolué comme suit :

Nombre d'actionnaires au 31-12-2014	561
Nombre d'actionnaires entrants	18
Nombre d'actionnaires sortants	-30
Nombre d'actionnaires au 31-03-2015	549

3.8- Sommes capitalisables :

A partir du 01-01-04, SICAV AMEN a été transformée en une SICAV de capitalisation. Le résultat d'exploitation ainsi que sa régularisation sont incorporés au capital et présentés au niveau de la rubrique « sommes capitalisables de la période » et ce dans le bilan et dans l'état de résultat.

Au niveau de l'état de variation de l'actif net, ces montants continuent à être présentés au niveau de la rubrique « variation de l'actif net résultant des opérations d'exploitation » et au niveau de la rubrique « capital ».

Les sommes capitalisables se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Sommes capitalisables exercices antérieurs	1 542 394,724	2 026 403,596	0,000
Résultat d'exploitation	378 640,956	487 251,951	2 077 202,226
Régularisation du résultat d'exploitation	-21 127,630	-54 183,167	-357 245,168
Total	1 899 908,050	2 459 472,380	1 719 957,058

3.9 Revenus du Portefeuille titres :

Les revenus du portefeuille titres se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
Dividendes	0,000	0,000	234 350,081
Revenus des obligations	105 805,000	137 383,273	463 045,310
Revenus des BTA	284 132,994	404 743,324	1 448 890,901
Total	389 937,994	542 126,597	2 146 286,292

3.10- Revenus des placements monétaires :

Les revenus des placements monétaires se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
Revenus des Placements en compte courant à terme	59 687,986	14 734,138	165 767,780
Revenus des Billets de trésorerie	23 455,680	30 683,304	122 518,260
Revenus des Certificats de dépôt	3 061,060	19 971,531	76 077,601
Revenus du Compte rémunéré	7 542,000	19 880,000	102 135,000
Total	93 746,726	85 268,973	466 498,641

3.11- Charges de gestion des placements :

Ce poste enregistre la rémunération du gestionnaire, calculée sur la base de 0,2% TTC de l'actif net annuel de SICAV AMEN, ainsi que la rémunération du dépositaire composée d'une commission de dépositaire calculée sur la base d'un taux variable selon le montant de l'actif de SICAV AMEN et d'une commission de distribution calculée sur la base de 0,59% TTC de l'actif net annuel de SICAV AMEN conformément aux dispositions de la convention de dépôt conclue entre SICAV AMEN et AMEN BANK.

Ces charges se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
Rémunération du gestionnaire	21 925,381	30 133,740	110 771,864
Rémunération du dépositaire	67 201,297	92 359,918	339 515,755
Total	89 126,678	122 493,658	450 287,619

3.12- Autres charges :

Ce poste enregistre la redevance mensuelle versée au CMF, calculée sur la base de 0,1% TTC de l'actif net mensuel, la charge TCL, les services bancaires et assimilés ainsi que les jetons de présence.

Les autres charges se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
Redevance du CMF	10 962,694	15 066,869	55 385,922
Sces bancaires et assimilés	41,459	55,408	325,118
TCL	1 022,933	2 527,684	7 484,048
Jetons de présence	3 890,000	0,000	22 100,000*
Total	15 917,086	17 649,961	85 295,088

*Avant 2014, les jetons de présence étaient comptabilisés au cours de l'exercice de leur paiement alors qu'ils devraient être comptabilisés au cours de l'exercice auquel ils sont attachés. Sicav Amen a procédé aux corrections nécessaires au cours de l'exercice 2014, ce qui a engendré la constatation des jetons de présence de 2013 et 2014 parmi les charges de l'exercice 2014.

AMEN PREMIERE SICAV

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 31 MARS 2015

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 31 MARS 2015

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons procédé à une revue limitée des états financiers intermédiaires de la société **AMEN PREMIERE SICAV** pour la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Mars 2015, tels qu'annexés au présent rapport, et faisant apparaître un total Bilan de 240.247.720 DT et un résultat de la période de 2.195.207 DT.

I. – Rapport sur les états financiers intermédiaires :

Introduction :

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers intermédiaires ci-joints de la société **AMEN PREMIERE SICAV**, comprenant le bilan au 31 Mars 2015, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net pour la période de trois mois close à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires, conformément au système comptable des entreprises. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers intermédiaires.

Etendue de l'examen :

Nous avons effectué cet examen selon la norme internationale d'examen limité ISRE 2410, "*Examen de l'information financière intermédiaire accompli par l'auditeur indépendant de l'entité*". Un examen limité de l'information financière intermédiaire consiste à prendre des renseignements, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables ainsi qu'à appliquer des procédures analytiques et autres aux données financières. L'étendue d'un examen limité est considérablement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion :

Sur la base de notre examen limité nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires de la société AMEN PREMIERE SICAV arrêtés au 31 Mars 2015, ne présentent pas sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de son actif net pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II. – Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Les liquidités représentent au 31 Mars 2015 22,86% de l'actif de la société Amen Première Sicav, soit 2,86% au delà du seuil de 20% prévu par l'article 2 du décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001 portant application des dispositions des articles 15, 29, 35, 36 et 37 du code des organismes de placement collectif, tel que modifié et complété par les textes subséquents.

Par ailleurs, la valeur comptable des placements en valeurs mobilières s'élève à 185.269.898 DT au 31 mars 2015, et représente une quote-part de 77,12% de l'actif de la société Amen Première Sicav, soit 2,88% en deçà du seuil de 80% prévu par l'article 2 du décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001 portant application des dispositions des articles 15, 29, 35, 36 et 37 du code des organismes de placement collectif, tel que modifié et complété par les textes subséquents.

En outre, la valeur comptable des placements en valeurs mobilières détenues par **Amen Première Sicav** et émises ou garanties par Amen Bank sous forme d'obligations s'élève, au 31 mars 2015, à **24.766.554 DT**, représentant ainsi une quote-part de **10,31% de l'actif** de la société **Amen Première Sicav**, soit 0,31% au delà du seuil de 10% autorisé par **l'article 29 du code des organismes de placement collectif**.

Tunis, le 04 Mai 2015

Le Commissaire Aux Comptes :

Financial Auditing & Consulting

Dorsaf LITAIEM

BILAN

(Unité : en DT)

	Note	31/03/2015	31/03/2014	31/12/2014	
<u>ACTIF</u>					
<u>AC1</u>	<u>Portefeuille Titres</u>	<u>3.1</u>	<u>180 643 381,441</u>	<u>204 421 242,969</u>	<u>193 361 898,586</u>
a-	Action, valeurs assimilées et droits rattachés		11 876 750,932	12 971 443,596	14 413 296,380
b-	Obligations et valeurs assimilées		168 766 630,509	191 449 799,373	178 948 602,206
c-	Autres valeurs		-	-	-
<u>AC2</u>	<u>Placements monétaires et disponibilités</u>		<u>59 542 131,765</u>	<u>48 779 643,772</u>	<u>49 405 617,369</u>
a-	Placements monétaires	3.2	4 626 516,615	7 957 962,669	7 565 592,087
b-	Disponibilités	3.3	54 915 615,150	40 821 681,103	41 840 025,282
<u>AC4</u>	<u>Autres actifs</u>	3.4	62 206,940	67 785,872	32 696,752
TOTAL ACTIF			240 247 720,146	253 268 672,613	242 800 212,707
<u>PASSIF</u>					
<u>PA1</u>	<u>Opérateurs créditeurs</u>	3.5	<u>826 033,497</u>	<u>912 319,537</u>	<u>802 994,191</u>
a-	Opérateurs créditeurs		826 033,497	912 319,537	802 994,191
<u>PA2</u>	<u>Autres créditeurs divers</u>	3.6	<u>114 213,196</u>	<u>45 818,733</u>	<u>92 346,485</u>
a-	Autres créditeurs divers		114 213,196	45 818,733	92 346,485
TOTAL PASSIF			940 246,693	958 138,270	895 340,676
<u>ACTIF NET</u>					
<u>CP1</u>	<u>Capital</u>	3.7	228 659 432,626	241 285 431,338	233 039 338,582
<u>CP2</u>	<u>Sommes distribuables</u>	3.8	<u>10 648 040,827</u>	<u>11 025 103,005</u>	<u>8 865 533,449</u>
a-	Sommes distribuables des exercices antérieurs		8 694 160,265	8 951 335,253	344,806
b-	Sommes distribuables de l'exercice en cours		1 953 880,562	2 073 767,752	8 865 188,643
ACTIF NET			239 307 473,453	252 310 534,343	241 904 872,031
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET			240 247 720,146	253 268 672,613	242 800 212,707

Etat de résultat

(Unité : en DT)

	Note	Période du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
<u>PR 1 Revenus du portefeuille-titres</u>	<u>3.1</u>	<u>2 012 171,897</u>	<u>2 319 127,911</u>	<u>9 399 177,327</u>
<u>PR 2 Revenus des placements monétaires</u>	<u>3.2</u>	<u>647 436,621</u>	<u>536 311,631</u>	<u>2 591 316,729</u>
Total des revenus des placements		<u>2 659 608,518</u>	<u>2 855 439,542</u>	<u>11 990 494,056</u>
<u>CH 1 Charges de gestion des placements</u>	<u>3.9</u>	<u>-529 146,195</u>	<u>-564 417,042</u>	<u>-2 040 734,403</u>
Revenu net des placements		<u>2 130 462,323</u>	<u>2 291 022,500</u>	<u>9 949 759,653</u>
<u>CH 2 Autres charges</u>	<u>3.10</u>	<u>-67 592,877</u>	<u>-74 686,271</u>	<u>-320 510,752</u>
Résultat d'exploitation		<u>2 062 869,446</u>	<u>2 216 336,229</u>	<u>9 629 248,901</u>
<u>PR 4 Régularisation du résultat d'exploitation</u>		<u>-108 988,884</u>	<u>-142 568,477</u>	<u>-764 060,258</u>
Sommes distribuables de la période		<u>1 953 880,562</u>	<u>2 073 767,752</u>	<u>8 865 188,643</u>
<u>PR 4 Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u>		<u>108 988,884</u>	<u>142 568,477</u>	<u>764 060,258</u>
<u>Variation des plus ou moins values potentielles sur titres</u>		<u>811 871,390</u>	<u>273 116,594</u>	<u>-553 556,931</u>
<u>Plus ou moins values réalisées sur cession de titres</u>		<u>-679 534,236</u>	<u>-346 304,473</u>	<u>-229 553,647</u>
<u>Frais de négociation de titres</u>		<u>0,000</u>	<u>-10 139,331</u>	<u>-14 181,300</u>
Résultat net de la période		<u>2 195 206,600</u>	<u>2 133 009,019</u>	<u>8 831 957,023</u>

Etat de variation de l'actif net
(Unité : en DT)

	Période du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période du 01/01/2014 au 31/12/2014
<u>AN1</u> <u>Variation de l'actif net</u> <u>résultant des opérations</u> <u>d'exploitation</u>	<u>2 195 206,600</u>	<u>2 133 009,019</u>	<u>8 831 957,023</u>
a- <u>Résultat d'exploitation</u>	<u>2 062 869,446</u>	<u>2 216 336,229</u>	<u>9 629 248,901</u>
b- <u>Variation des plus (ou moins)</u> <u>values potentielles sur titres</u>	<u>811 871,390</u>	<u>273 116,594</u>	<u>-553 556,931</u>
c- <u>Plus (ou moins) values</u> <u>réalisées sur cession de titres</u>	<u>-679 534,236</u>	<u>-346 304,473</u>	<u>-229 553,647</u>
d- <u>Frais de négociation de titres</u>	<u>0,000</u>	<u>-10 139,331</u>	<u>-14 181,300</u>
<u>AN2</u> <u>Distributions de dividendes</u>	<u>0,000</u>	<u>0,000</u>	<u>-9 146 102,724</u>
<u>AN3</u> <u>Transactions sur le capital</u>	<u>-4 792 605,178</u>	<u>-6 815 284,507</u>	<u>-14 773 792,099</u>
a- <u>Souscriptions</u>	<u>157 605 332,696</u>	<u>74 566 194,518</u>	<u>402 559 036,182</u>
<u>Capital</u>	<u>151 081 589,265</u>	<u>71 668 019,320</u>	<u>392 782 375,895</u>
<u>Régularisation des sommes</u> <u>non distribuables</u>	<u>48 895,618</u>	<u>-4 633,574</u>	<u>-789 687,313</u>
<u>Régularisation des sommes</u> <u>distribuables</u>	<u>6 474 847,813</u>	<u>2 902 808,772</u>	<u>10 564 058,371</u>
<u>Droits d'entrée</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 289,229*</u>
b- <u>Rachats</u>	<u>-162 397 937,874</u>	<u>-81 381 479,025</u>	<u>-417 332 828,281</u>
<u>Capital</u>	<u>-155 586 302,657</u>	<u>-78 104 048,852</u>	<u>-406 838 723,894</u>
<u>Régularisation des sommes</u> <u>non distribuables</u>	<u>-56 425,336</u>	<u>6 557,137</u>	<u>877 512,026</u>
<u>Régularisation des sommes</u> <u>distribuables</u>	<u>-6 755 209,881</u>	<u>-3 283 987,310</u>	<u>-11 371 616,413</u>
<u>Variation de l'actif net</u>	<u>-2 597 398,578</u>	<u>-4 682 275,488</u>	<u>-15 087 937,800</u>
<u>AN4</u> <u>Actif net</u>			
a- <u>En début de période</u>	<u>241 904 872,031</u>	<u>256 992 809,831</u>	<u>256 992 809,831</u>
b- <u>En fin de période</u>	<u>239 307 473,453</u>	<u>252 310 534,343</u>	<u>241 904 872,031</u>
<u>AN5</u> <u>Nombre d'actions</u>			
a- <u>En début de période</u>	<u>2 325 834</u>	<u>2 465 698</u>	<u>2 465 698</u>
b- <u>En fin de période</u>	<u>2 280 875</u>	<u>2 401 658</u>	<u>2 325 834</u>
<u>Valeur liquidative</u>	<u>104,919</u>	<u>105,056</u>	<u>104,007</u>
<u>AN6</u> <u>Taux de rendement annualisé</u>	<u>3,56%</u>	<u>3,23%</u>	<u>3,36%</u>

* Il s'agit du montant versé par Amen Invest à Amen Première Sicav suite aux régularisations comptables faites sur instruction du CMF pour annuler le dépassement du plafond des frais de gestion constatés au 30/09/2014. En effet, les frais de gestion, plafonnés à 474.000 dt d'après la convention de gestion, ont atteint 493.565 dt au 30/09/2014 enregistrant ainsi un dépassement de 19.565 dt dont 19.000 dt ont été annulé au cours du 4ème trimestre 2014.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS
TRIMESTRIELS ARRETES AU 31-03-2015

1- REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

AMEN PREMIERE SICAV est une SICAV obligataire. Les états financiers arrêtés au 31-03-2015 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2- PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation attendue. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille- titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2.2- Evaluation des placements

Les placements en obligations et valeurs similaires admis à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché à la date du 31-03-2015 ou à la date antérieure la plus récente. Les placements similaires n'ayant pas fait l'objet de cotation sont évalués à leur coût d'acquisition majoré des intérêts courus à la date d'arrêté.

Dans la mesure où le marché secondaire pour les obligations et valeurs similaires n'est pas liquide, les placements en obligations et bons de trésor sont évalués à leur cout d'acquisition majoré des intérêts courus à la date d'arrêté.

Les placements monétaires sont constitués de comptes courants à terme, de certificats de dépôts et de billets de trésorerie et sont évalués à leur prix d'acquisition majoré des intérêts courus à la date d'arrêté.

2.3- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que sommes non distribuables. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3. NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

3.1- Portefeuille titres et revenus y afférents :

Le portefeuille titres est composé au 31-03-2015 d'obligations, d'actions et valeurs assimilées et de bons de trésor assimilables. Le solde de ce poste est réparti ainsi :

Actions et valeurs assimilées	1	11 876 750,932
Obligations	2	87 478 955,683
Bons de trésor assimilable	3	81 287 674,826
Total		180 643 381,441

Le détail de ces valeurs est présenté ci après :

(1)Actions et valeurs assimilées :

Désignation	Quantité	Prix de revient net	Valeur au 31/03/2015	En % de l'actif net
Amen Trésor Sicav	105 498	11 100 106,724	11 291 872,932	4,72%
FCP Capitalisation et Garantie	400	400 000,000	584 878,000	0,24%
TOTAL	105 898	11 500 106,724	11 876 750,932	4,96%

(2)Obligations :

Désignation	Quantité	Prix de revient	Valeur au 31/03/2015	En % de l'actif net	Garantie bancaire
AB 2006	10 000	200 000,000	201 584,000	0,08%	
AB 2008 TA	25 000	1 499 999,999	1 567 319,998	0,65%	
AB 2008 TAA	40 000	2 400 008,872	2 507 720,871	1,05%	
AB 2008 TB	15 000	1 050 000,000	1 100 748,000	0,46%	
AB 2009 CA	18 000	1 200 000,000	1 226 236,800	0,51%	
AB 2009 CB	13 000	866 666,665	886 749,064	0,37%	
AB 2010	80 000	5 866 666,668	6 019 242,668	2,52%	
AB 2011-1	20 000	1 400 000,000	1 435 008,000	0,60%	
AB 2011-1VAR	20 000	1 400 000,000	1 434 016,000	0,60%	
AB 2012B	60 000	4 800 000,000	4 928 400,000	2,06%	
AB 2012BB	10 000	800 000,000	821 400,000	0,34%	
AB 2014	20 000	2 000 000,000	2 010 640,000	0,84%	
AB 2014A2	5 000	500 000,000	502 660,000	0,21%	
AIL 2010-1	10 000	200 000,000	208 240,000	0,09%	
AIL 2011-1	15 000	600 000,000	625 560,000	0,26%	
AIL 2011-11	10 000	400 000,000	417 040,000	0,17%	
AIL 2012-1	20 000	1 200 000,000	1 250 656,000	0,52%	
AIL 2012-1 A	15 000	900 000,000	937 992,000	0,39%	
AIL 2013	10 000	800 000,000	837 432,000	0,35%	
ATB 2007/1	30 000	1 950 000,000	2 038 560,000	0,85%	
ATB 2007/11	15 000	975 000,000	1 019 280,000	0,43%	
ATB 2009 TA2	30 000	1 875 000,000	1 948 152,000	0,81%	
ATB 2009 TB1	5 000	500 000,000	519 740,000	0,22%	
ATL 2009/2	20 000	800 000,000	817 312,000	0,34%	
ATL 2010-1	40 000	800 000,000	821 632,000	0,34%	
ATL 2010-11	800	15 998,400	16 431,040	0,01%	
ATL 2010-2	5 000	300 000,000	303 328,000	0,13%	
ATL 2011-11	5 000	400 000,000	402 576,000	0,17%	
ATL 2012-1	10 000	600 000,000	624 664,000	0,26%	
ATL 2012-11	10 000	600 000,000	624 664,000	0,26%	

ATL 2013-2TF	10 000	1 000 000,000	1 021 616,000	0,43%
ATL 2014-1TF	5 000	400 000,000	400 956,000	0,17%
ATL 2014-3	15 000	1 500 000,000	1 512 744,000	0,63%
ATLESING 010	1 500	30 000,000	30 771,600	0,01%
ATLESING12-1	10 000	600 000,000	625 072,000	0,26%
ATLESING121	10 000	600 000,000	625 072,000	0,26%
ATTIJ 2010	20 000	857 142,857	865 286,857	0,36%
ATTILEAS2011	7 500	300 000,000	303 078,000	0,13%
ATTILEAS201A	5 000	200 000,000	202 052,000	0,08%
ATTILES20111	5 000	200 000,000	202 052,000	0,08%
ATTILES2015A	15 000	1 500 000,000	1 512 492,000	0,63%
ATTLEA2012/1	10 000	1 000 000,000	1 042 448,000	0,44%
BATAM2001	20 000	2 000 000,000	0,000	0,00%
BH 2009	40 000	3 076 923,076	3 109 435,076	1,30%
BNA 2009	10 000	666 666,665	694 994,665	0,29%
BNA 20091	10 000	666 663,636	694 991,636	0,29%
BTE 2009	15 000	750 000,000	767 088,000	0,32%
BTE 20099	15 000	750 000,000	767 088,000	0,32%
BTE 2010	25 000	1 500 000,000	1 531 760,000	0,64%
BTE 2010 AP	7 000	420 000,000	430 152,800	0,18%
BTE 2011B	5 000	425 000,000	427 968,000	0,18%
BTK 2009 B	30 000	1 500 000,000	1 506 384,000	0,63%
BTK 2009 CA	10 000	666 666,666	669 466,666	0,28%
BTK 2014-1AA	10 000	1 000 000,000	1 017 240,000	0,43%
BTK2012/1A	10 000	600 000,000	612 032,000	0,26%
CIL 2010/2	5 000	100 000,000	101 756,000	0,04%
CIL 2010/2/2	600	12 000,000	12 210,720	0,01%
CIL 2010/2A	900	18 000,000	18 316,080	0,01%
CIL 2011/1	10 000	200 000,000	201 088,000	0,08%
CIL 2012/1A	10 000	400 000,000	400 104,000	0,17%
CIL 2013/1B	15 000	1 500 000,000	1 527 648,000	0,64%
CIL 2014/1	5 000	500 000,000	520 516,000	0,22%
CIL 2014/2	3 000	300 000,000	303 048,000	0,13%
EL WIFECK 13	5 000	400 000,000	420 308,000	0,18%
EN 2014/B	10 000	1 000 000,000	1 038 416,000	0,43%
EN 2014/B2	5 000	500 000,000	519 208,000	0,22%
EN 2014/B3	10 000	1 000 000,000	1 038 416,000	0,43%
HL 2010/1	10 000	200 000,000	206 608,000	0,09%
HL 2010/1 1	10 000	200 000,000	206 608,000	0,09%
HL 2010/2/2	600	12 000,000	12 180,480	0,01%
HL 2012/1	20 000	1 200 000,000	1 232 848,000	0,52%
HL 2012/11	10 000	600 000,000	616 424,000	0,26%
HL 2013/1	5 000	400 000,000	419 296,000	0,18%
HL 2013/2B	7 500	750 000,000	753 864,000	0,32%

HL 2014-1AA	10 000	1 000 000,000	1 025 656,000	0,43%	
HL 2015-01A	15 000	1 500 000,000	1 504 800,000	0,63%	
MODSING2012	5 000	500 000,000	502 992,000	0,21%	
MX 2010 TA	2 000	120 000,000	124 828,800	0,05%	AB
MX 2010 TB	700	42 000,000	43 690,080	0,02%	BT
MX 2010 TB1	3 750	225 000,000	234 054,000	0,10%	BT
MX 2010 TBB	1 350	81 000,000	84 259,440	0,04%	BT
MX 2010 TE	10 000	600 000,000	624 144,000	0,26%	BNA
PANOBOIS2007	4 000	80 000,000	84 057,600	0,04%	BH
SIHM 2008TA	8 000	160 000,000	164 512,000	0,07%	Attijari Bank
SIHM 2008TB	2 000	40 000,000	41 128,000	0,02%	STB
STB2008/1B	25 000	1 562 500,000	1 632 660,000	0,68%	
TLG 2011-1	10 000	400 000,000	414 872,000	0,17%	
TLG 2011-2	10 000	400 000,000	408 032,000	0,17%	
TLG 2011-3	5 000	200 000,000	201 588,000	0,08%	
TLG 2012-1	10 000	600 000,000	624 832,000	0,26%	
UIB 2009-1 C	60 000	4 500 000,000	4 648 848,000	1,94%	
UIB 2011-1 B	15 000	1 275 000,000	1 313 376,000	0,55%	
UIB 2011-1BB	5 000	425 000,000	437 792,000	0,18%	
UIB 2011-2	10 000	571 428,571	575 932,571	0,24%	
UIB 2011-22	10 000	571 428,571	575 932,571	0,24%	
UNICTOR 2013	35 000	2 800 000,000	2 872 604,000	1,20%	
UNICTOR2013	9 500	760 000,000	779 706,800	0,33%	
UNIFAC 2010	10 000	200 000,000	201 352,000	0,08%	
UNIFAC 2010A	9 000	180 000,000	181 216,800	0,08%	
TOTAL		87 193 760,646	87 478 955,683	36,56%	

(i) L'encours BATAM (société en règlement judiciaire) d'AMEN PREMIERE SICAV de 2 000 000 DT est provisionné en totalité après des décotes compensées par des plus values réalisées sur BTA.

(3) BTA:

Désignation	Quantité	Prix de revient	Valeur au 31/03/2015	En % de l'actif net
BTA09052022	5 000	5 010 000,000	5 257 265,600	2,20%
BTA10042024	4 000	3 852 000,000	4 079 638,203	1,70%
BTA10042024A	500	482 000,000	510 915,049	0,21%
BTA10042024B	500	481 500,000	510 415,049	0,21%
BTA10082022	4 000	3 904 000,000	4 018 884,480	1,68%
BTA10082022B	11 000	11 000 000,000	11 333 147,320	4,74%
BTA10082022C	2 400	2 287 200,000	2 356 130,688	0,98%
BTA110319	4 800	4 968 000,000	4 812 117,888	2,01%
BTA110319A	3 800	3 907 275,000	3 886 923,328	1,62%
BTA110319B	4 000	4 062 200,000	4 072 298,240	1,70%
BTA11072017	7 000	7 000 000,000	7 273 402,640	3,04%

BTA12022020	11 016	10 795 680,000	10 859 422,101	4,54%
BTA12022020A	2 000	1 940 000,000	1 951 572,640	0,82%
BTA15012020	11 000	11 000 000,000	11 222 772,880	4,69%
BTA15102020	1 000	960 500,000	980 752,080	0,41%
BTA15102020A	8 000	8 000 000,000	8 162 016,640	3,41%
TOTAL		79 650 355,000	81 287 674,826	33,97%

Les revenus du portefeuille titres s'analysent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Revenus des obligations	1 029 614,730	1 060 666,400	4 194 731,664
Dividendes	0,000	0,000	583 344,450
Revenus des BTA	982 557,167	1 258 461,511	4 621 101,213
TOTAL	2 012 171,897	2 319 127,911	9 399 177,327

3.2- Placements monétaires et revenus y afférents

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/03/2015 à 4 626 516,615 DT et s'analyse comme suit :

Désignation	Date souscription	Emetteur	Avali- seur	Montant	Echéance	Intérêts précomptés	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	En % de l'actif net
BIT030415	24/03/2015	AMS	-	650 000	03/04/2015	1 201,882	648 798,118	649 759,178	0,27%
BIT080415	08/01/2015	WIFACK	-	1 000 000	08/04/2015	13 990,961	986 009,039	998 893,976	0,42%
BIT110615	13/03/2015	WIFACK	-	1 000 000	11/06/2015	14 241,866	985 758,134	988 722,366	0,41%
BIT150415	15/01/2015	GIF	-	1 000 000	15/04/2015	16 320,134	983 679,866	997 416,813	0,42%
BIT240515	23/02/2015	ATTIJARI LEASING	-	1 000 000	24/05/2015	13 952,346	986 047,654	991 724,282	0,41%
TOTAL				4 650 000		59 707,189	4 590 292,811	4 626 516,615	1,93%

Les revenus des emplois monétaires s'analysent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Revenus des Placement en compte courant à terme	404 734,782	293 306,796	1 648 336,241
Revenus des Billets de trésorerie	86 715,128	119 977,489	468 147,747
Revenus des Certificats de dépôt	93 431,711	55 707,346	200 235,166
Revenus de Comptes Rémunérés	62 555,000	67 320,000	274 597,575
TOTAL	647 436,621	536 311,631	2 591 316,729

3.3 Disponibilités

Le solde de ce poste s'élève au 31-03-2015 à 54 915 615,150 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	En % de l'actif net
Placements en compte courant à terme (i)	30 000 000,000	35 011 939,437	14,63%
Avoirs en banque		19 903 675,713	8,32%
TOTAL	30 000 000,000	54 915 615,150	22,95%

(i) Les conditions et les modalités de rémunération des placements en compte courant à terme sont les suivantes :

Désignation	Emetteur	Echéance	Valeur actuelle	Taux Brut
PLACT010415	AMEN BANK	01/04/2015	3 078 943,562	6,67
PLACT010515	AMEN BANK	01/05/2015	3 111 728,219	7,08
PLACT020415A	AMEN BANK	02/04/2015	2 023 915,398	6,13
PLACT020615	AMEN BANK	02/06/2015	2 520 307,946	6,39
PLACT030515	AMEN BANK	03/05/2015	3 023 416,110	6,14
PLACT040515	AMEN BANK	04/05/2015	3 023 012,383	6,14
PLACT150415	AMEN BANK	15/04/2015	4 097 071,342	6,67
PLACT210515	AMEN BANK	21/05/2015	3 016 149,041	6,14
PLACT210715A	AMEN BANK	21/07/2015	3 030 080,219	6,63
PLACT250615	AMEN BANK	25/06/2015	5 003 306,011	6,05
PLACT280615	AMEN BANK	28/06/2015	3 084 009,206	7,02
TOTAL			35 011 939,437	

3.4 Autres Actifs

Les autres actifs se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Intérêt courus /compte rémunéré	62 206,940	67 785,872	32 696,752
Total	62 206,940	67 785,872	32 696,752

3.5 Opérateurs Créditeurs

Ce poste se détaille comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Gestionnaire	54 727,190	107 368,987	0,000
Dépositaire	771 306,307	804 950,550	802 994,191
Total	826 033,497	912 319,537	802 994,191

3.6 Autres Créditeurs Divers

Les autres créditeurs divers se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Retenue à la Source	70 611,409	4 043,936	57 367,648
Jetons de Présence	2 239,129	0,000	14 002,649
TCL	1 731,507	0,000	2 407,684
Intérêts reçus d'avance	17 740,274	0,000	0,000
CMF	21 890,877	41 774,797	18 568,504
Total	114 213,196	45 818,733	92 346,485

3.7 Capital

Le capital se détaille comme suit :

Capital social au 31-12-2014	233 039 338,582
Souscriptions	151 081 589,265
Rachats	-155 586 302,657
Frais de négociation	0,000
VDE/emp.société	-2 000 000,000
VDE/titres.Etat	-197 945,000
VDE / titres OPCVM	376 644,208
+/-V réalisée emp.société	14,762
+/- V réal/titres Etat	-720 058,788
+/- V réal/ titres OPCVM	40 509,790
+/- V report/oblig.société	2 000 000,000
+/- V report/titres.Etat	916 863,788
+/- V report/titres OPCVM	-283 691,606
Regu. Des sommes non dist.(souscription)	48 895,618
Regu. Des sommes non dist.(rachat)	-56 425,336
Capital au 31-03-2015	228 659 432,626

La variation de l'actif net de la période allant du 01/01/2015 au 31/03/2015 s'élève à -2 597 398,578 Dinars.

Le nombre de titres d'Amen Première au 31/03/2015 est de 2 280 875 contre 2 325 834 au 31/12/2014.

Le nombre des actionnaires a évolué comme suit :

Nombre d'actionnaires au 31-12-2014	1 843
Nombre d'actionnaires entrants	52
Nombre d'actionnaires sortants	-70
Nombre d'actionnaires au 31-03-2015	1 825

3.8 Sommes distribuables

Les sommes distribuables au 31/03/2015 s'élèvent à 10 648 040,827 DT contre 8 865 533,449 DT au 31/12/2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Sommes distribuables des exercices antérieurs	8 694 160,265	8 951 335,253	344,806
Résultat d'exploitation	2 062 869,446	2 216 336,229	9 629 248,901
Régularisation du résultat d'exploitation	-108 988,884	-142 568,477	-764 060,258
Total	10 648 040,827	11 025 103,005	8 865 533,449

3.9- Charges de gestion des placements

Ce poste enregistre :

- la rémunération du gestionnaire, composée d'honoraires de gestion administrative calculés sur la base de 0.2%TTC de l'actif net annuel de AMEN PREMIERE SICAV et d'une commission de gestion de portefeuille calculée sur la base de 0,05%TTC de l'actif net annuel d'AMEN PREMIERE SICAV plafonnée à 413 000 Dinars TTC par ans, et ce, conformément aux dispositions de la convention de gestion conclue entre AMEN PREMIERE SICAV et AMEN INVEST ;

Ce plafonnement a été révisé de 413 000 Dinars à 474 000 Dinars TTC par ans à partir du 21 Juillet 2014.

- la rémunération du dépositaire composée d'une commission de dépositaire calculée sur la base d'un taux variable selon le montant de l'actif de AMEN PREMIERE et d'une commission de distribution calculée sur la base de 0,59%TTC de l'actif net annuel de AMEN PREMIERE SICAV et ce, conformément aux dispositions de la convention de dépôt conclue entre AMEN PREMIERE SICAV et AMEN BANK.

Les rémunérations du gestionnaire et du dépositaire sont détaillées dans le tableau ci-après :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Rémunération du gestionnaire	155 448,351	165 809,945	474 565,053
Rémunération du dépositaire	373 697,844	398 607,097	1 566 169,350
Total	529 146,195	564 417,042	2 040 734,403

3.10- Autres charges

Ce poste enregistre la redevance mensuelle versée au CMF calculée sur la base de 0,1% TTC de l'actif net mensuel et la charge TCL. Le coût des services bancaires ainsi que les jetons de présence figurent aussi au niveau de cette rubrique.

Les autres charges se détaillent comme suit :

Désignation	Période Du 01/01/2015 au 31/03/2015	Période Du 01/01/2014 au 31/03/2014	Période Du 01/01/2014 au 31/12/2014
Redevance du CMF	62 179,344	66 323,977	260 593,904
Sces bancaires et assimilés	38,575	86,173	442,324
TCL	3 138,478	8 276,121	34 671,875
Jetons de présence	2 236,480	0,000	24 802,649*
Total	67 592,877	74 686,271	320 510,752

*Avant 2014, les jetons de présence étaient comptabilisés au cours de l'exercice de leur paiement alors qu'ils devraient être comptabilisés au cours de l'exercice auquel ils sont attachés. Amen Première Sicav a procédé aux corrections nécessaires au cours de l'exercice 2014, ce qui a engendré la constatation des jetons de présence de 2013 et 2014 parmi les charges de l'exercice 2014.